LE MONDE diplomatique Maroc: 5,00 dir. Canada : 1,50 \$c., Espagne : 70 pes. Abonnements : voir tarif page 33

NOVEMBRE 1977 N° 284 - 24° année

LA GRÈCE

S EULE la « guerilla urbaine » peut faire abstacle à l'avenement d'un « nouveau fascisme organisé à l'échalle internationale ». Ce fascisme mondial dispose en Europe occidentale d'un outil privitégié : « la sociel-démocratie », appuyée sur « l'énorme patentiel oconomiqua da l'impérialisma alle-maad, legael est lui-même soumis à onie da capital américain ». Par les divers relais de la « chaine impérioliste », ce super-pouvoir, après avoir dissuade en Occident taute « cantreoffensive prolétarienne », n'ouro pas de mal a subjuguer les poys pauvres du tiers-monde. Pour tenir ce projet en échec, il faut frapper au cœur : « lo forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métro-

Publication mensuelle 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cadex 03

Telle est, schémaliquement résumée (11, la conception de la « Fraction armée rouge ». Si l'analyse reste sommaire, l'abjectif ne manque pas de clarte; ce qu'il s'agit d'abattre, c'est à la fois le capitalisme, la « démocratie parlementaire » et toutes les valeurs qui leur sont historiquement liées. Programme ambitieux que pourraient favoriser les tares, lacunes au faiblesses - souvent dénancées - d'un système éconamique et politique qui tolére au cultive trap d'injustices, d'inégalités et de privilèges dont chacun, à draite comme à gauche, s'accarde à praclamer qu'il

convient de les corriger. Pourtani, blen que ces thèmes soient largement répandus, seule une infime minorité accepte la violence pronée et pratiquée par la Fraction armée rouge (FAR). Rejet dicté par des cansidérations à la fois morales (qui a le drait de tuer?) et politiques (ces crimes sont-ils efficaces?). D'où l'isolement de groupes terraristes dont les attentats en sèrle ne suffisent pos à faire une authentique « guarilla urbaine ». Ils font couler le sang, ils er retiennent un climat d'Insécurité, mais ils ne sauraient abattre un système. Bien au contraire, por la répulsion et l'Indignation qu'ils suscilent, ils ne peuvent que le conforter. C'est ainsi que, grace à eux, un anclen SS, parté à la présidence du patronal allemand, a eu drait à des abséques

Paurtant, des personnages qui éprouvent la plus profande aversion pour les théories et pour les méthodes de la bande à Baader » paraissent persuadés que san projet pourrait aboutir. Ils percorvent en lui « la raciae d'un mai dont le mande occidental, les démocraties

fil Citation extraito d'un teste rédigé en prison, en avril 1976, per Ulrike Aletahol et Andreas Baader, publié par Libération du 26 octobre 1977, à paraitre prochainement dans un recuell aux édi-

prochainement dans un recuell aux édi-tions P. Maspero. (21 Jean d'Ormesson, « Un nouveau ascisme », le Flagro. 15 octobre 1977. (3) Communiqué du conseil des mi-nistres. Paris, 26 octobre 1777. (4) Andre Frossard. le Finaro, 17 octobre



156, rue de Rivoli, 156 Godenne Métro : Louvre enecece

Par CLAUDE JULIEN

libérales et la civilisation tella que acus l'entendons, risquent tout simplement da perir » (2), Diable ! Quel monque de confignce en ce monde occidental, en cette démocratie liberale et en cette civilisation au service desquels il con-vient, paur les défendre, de mabiliser tautes les énergies... Ou bien grossit-on délibérément le danger en jouant sur la peur dont on sait que, mouvaise conset!lare, elle incite les peuples à se tenir

Dieu soit loue! les hommes au pouvair gardent leur sang-froid. Ainsi, après

solidarité, le gouvernement français sait faire la distinction qui s'impose entre, d'une part, les « périls qua le terrorisme international fait courir à la vie et aux libertés des citoyens », et, d'autre part, « son intention affichée da renverser nos régimes démocratiques ». Ces « périls = sont bien reels, mais cette = intentiaa affichée » reste très illusoire. Ensemble, estime le gouvernement francais, ils « jastifient uae action interna-tionala déterminée et efficace » (3). C'est rout. Et c'est bien suffisant : la civilisation > n'est quand meme pas menacee. On respire...

De la compréhension à la complicité

CAR la Fraction armée rouge a pravo-qué suffisamment de drames pour qu'il soit superflu d'en faire un instrument d'Apocalypse. Elle s'est mise en infraction des lois ordinaires qui suffisent à sanctionner ses crimes. D'autant qu'elle évolue dans une société qui lui est globalement hostile et dans laquelle elle ne peut trouver que des appuis très

Démocrates paur qui les libertés dont ils jauissen ne sant pas « formelles », humanistes pétris d'une culture qui repugne à la violence, chrétiens nourris d'une morale aul délimite strictement leur droit de recourir à la force, marxistes qui condamnent la violence Individuelle larsqu'elle ne s'appute pas sur un mauvement de masse, affairistes préoccupés de maintenir l'ardre indispensoble au développement de leurs aperations, idealistes généreux mais inaptes à arganiser l'action révolutionnaire dont ils peuvent discourir à perte de vue, indifférents qui se laissent absarber par les délices de la société de consammation : l'Immense majorité — pratiquement la tatalité - des populations d'Europe occidentale est naturellement hostile aux conceptions et aux méthodes de la Fraction armée rouge. Celle-cl ne peut s'oppuyer que sur une étralte frange d'Inscrisfoits et de révoltés. En falt, des marginaux. Certes, des marginoux peuvent plus ou mains gravement troubler l'ardre établi. En aucun cas ils ne sauraient parvenir à le détruire, « Le terrorisme (...) accompagne parfois las

grands remous de l'histoire, mais il ne les cause jamais, et il ne leur survit jamais » (4),

Comme toutes les convulsions sociales, le terrorisme ne surgit pourtant pas du néant, il a des causes qui rarement le justifient mals taujours l'expliquent. Pendant l'occupation, il n'a pos manque d'authentiques résistants paur refuser les attentats individuels laut en prenant les plus grands risques dans la collecte de renseignements, le sabotage, la diffusion de la presse clandestine. Sur un tout autre plan, l'abandon de l' « Algérie française » expliquait fart bien le terrorisme de l'O.A.S. sans le justifier en quol que ce soit. Qu'elle souhaile simplement se défendre en parant les coups, au, mieux, se rendre inattaquable, taute société doit s'efforcer de camprendre caux qui ont juré de l'abottre. C'est pourquoi la theorie policière enseigne que les techniques repressives les plus sophistiquées restent inefficaces aussi longtemps qu'elles ne sont pas servies par une compréhension des motivations et du comportement de l'adversaire traque.

avec éclai les failles d'une sociélé. Celle-ci, par bienséance, préfère parfais se les dissimuler. Palitique de l'autruche qui présente un grave inconvénient : elle laisse s'envenimer les plaies sur lesquelles elle a chaisi de jeter un vaile

(Lire la suite page 3.)

LA RÉPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

La Conscience noire de la non-violence à l'interdiction

Par RENE LEFORT

ES réactions à la mort de Steve Biko, père spirituel de la Conscience noire, probablement assassiné en prison le 12 septembre dernier, avalent révèlé la vigueur du renouveau de la contestation noire en Afrique du Sud et l'audience qu'elle gagnait, tant chez les libéraux blancs qu'à l'étranger. Est-ce ce qui a poussé le parti nationaliste au pouvoir à Pretoria à frapper un grand coup pour essayer de détruire le contre-pouvoir que les con-Blancs. surtout dans les régions urbanisées, étalent en train d'ériger, en contradiction totale avec le projet de « développement séparé » ? L'interdiction les deux plus grands journaux faits et lus par des Noirs (le World et le Week-End World), la mesure qui mettait hors-la-tol dix-huit organisations se réglament de la Conscience noire Week-End World), la mesure qui met-tait hors-la-loi dix-huit organisations se réclamant de la Conscience noire ou soutenant ses orientations, lan-çaient la plus vaste campagne de répression qu'a connue l'Afrique du Sud depuis 1960. Cette année-là, l'African National Congress (PAC) furent interdits : l'escalade dans la répression avait alors permis au « couvoir pâle » de renforcer sa su-prématie en annihilant toute contesprématie en annihilant toute contes-tation d'envergure. Le parti natio-naliste suppose-t-ll que le recours aux mêmes moyens donnera, dix-sept ans plus tard, les mêmes résultats?

Le premier manifeste de la Cons-clence noire a été élaboré en 1971 par la South African Student Orga-nisation (SASO). La pensée du mouvement s'est ensuite précisée et affi-née, en particuller lors des congrès de la Black People Convention (B.P.C.) L'apparition très récente de ce mouvement explique que son de ce mouvement explique que son orientation ne soit pas encore très clairement définie et que, d'un dis-cours à l'autre ou d'un texte à l'au-tre, surgissent des différences notables. Mais des points essentlels font l'unanimité.

La thèse principale est que les non-Blancs subissent une oppression

ratification de l'eccord sur le canal de Panama, un

déficit de 25 è 30 milliards de dellars dans la balance commerciale de 1977. l'intensification de la . guerre

economique • entre nations industrialisées, un taux

d'inflation élevé, la persistance du chomage. Les intentions

affichées voilà un an par le candidat James Carter

pourront-elles inspirer une politique nouvelle? Sur un

point particulier. les ventes d'armes à l'étranger, Michael Klare montre ici les limites de le liberte d'ection du nationale. Tout Sud-Africain a black »
— c'est-à-dire Noir, mètis ou Indlen
— quelle que soit par alleurs sa
position sociale, est un opprimé et se
tra ive du bon côté de la barrière à
la seule condition que sa fonction
ne l'appelle pas à contribuer à la
mise en place du « développercent
séparé ». A l'opposé, un Blanc, aussi
libéral ou même radicel soit-il, appartient, par la seule couleur de sa
peau, au camp adverse puisqu'il est
membre de la nation oppressive et
jouit des privilèges qui en découlent.
La race définit donc l'allié et
l'ennemi.
« Au corur de la Conscience noire,

La race definit donc l'allié et l'ennemi.

« Au corur de la Conscience noire, il y a la prise de conscience par les Noirs que l'orme d'oppression et d'exploitation la plus puissante et la plus efficace dont dispose l'oppresseur est l'esprit même de l'opprise seur est l'esprit même de l'opprise. C'est cinsi qu'en Afrique du Sud l'oppresseur a tenté de déformer et d'influencer nos esprits de jaçon à nous rendre mentalement et psychologiquement dociles... La Conscience noire appelle donc à une révolution psychologique dans la communauté noire, une révolution visant à extriper complètement lo mentalité d'esclave et le sentiment d'impuissance caractéristique d'une société apprimée et exploitée, y 111 « Le Noir doit bâtir son propre système de valeurs, se sentir comme se définissant lui-même et non défine par d'outres. » 121 Alors, ayant recrée et retrouvé par cette « révolution euiturelle » leur identité nationale, les Noirs seront en mesure d'inverser le rapport des forces et de convertir on d'obliger les Blancs, exclus de tout le processus de prise du ponvoir, à un nonvel ordre appelé le « communalisme noir ». du ponvoir, à un nonvel ordre appelé le « communalisme noir ».

Ce type de société est défini comme a une version du style de vie économi-que traditionnel africain modifié de jaçon à répondre oux besoins d'une économie moderne hautement industrialisée » (3) L'agriculture sera mise en valeur, sur des terres nationalisées. par des cellules familiales regroupées en communautés: c'est la résurgence du mode de production traditionnel. L'Etat s'appropriera et gerera les grandes entreprises industrielles et commerciales, ce qui limitera la propriété privée des moyens de producpriété privée des moyens de produc-tion et d'échange, autorisée cepen-dant si elle ne donne pas lieu à une « exploitation de l'homme par l'homme ». Et surtout l'Etat, « père et mère de tous les habitonts » (3), sera investi de la mission de répar-tir équitablement entre tous les richesses et les biens. Entité située qui les riches et communautée richesses et les biens. Entité située au-jessus de toutes les communautés, il ne tiendrait pas son pouvoir de la représentation de l'équilibre des forces entre les groupes sociaux : les modalités d'expression et de contrôle du cltoyen vis-a-vis de l'Etat ne sont jamais formulées. Sa légitimité découle de ce qu'il incarne l'éthique de partage qui serait le ressort de tous les rapports individuels et sociaux. The state of the s

(Lire to suite page 7.)

(1] Banwedzi Nengwekhulu: Le rôle de la Conscience noire dans la lutte de libération en Afrique du Sud, gotes et documents des Nations unles. (2) Extratt du manifeste de la SASO. 13) Extraits des minutes de la Conven-tion du peuple coir (mai 1976).

Dans ce numéro :

Un village du Niger devant les experts occidentaux (Page 6.)

Colombie : des lézardes dans la façade démocratique

(Pages 16 à 19.)

Révolution culturelle

aux Comores ?

(Page 20.)

CONTRAINTES FINANCIÈRES ET IMPÉRATIFS DE SÉCURITÉ

M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger

Les difficultés continuent de s'accumuler devant le président Carter. En dénouçant l'industrie pétrolière comme « la plus grande escroquerie de l'histoire », le chef de la Maison Blanche n'a certes pas apaise les milieux d'affaires qui, depuis quelques mois, manifestalent leur défiance à sou égard. Autres obstecles en trevers de sa route: la mise en œuvre de son programme destiné à économiser les ressources énergétiques, son projet de réforme fiscale. sa politique des droits de l'homme, la

N luin 1976, dans l'une de ses pre-mières grandes déclarations de poli-tique étrangère, le candidat à la présidence des Etals-Unis James Certer souleva un problème qui allait devenir un des inèmes principaux de sa campagne : la croissance incontrôlée des ventes d'armer emericaines à l'étrangar Les Etals-Unis, elfirma-t-il à New-York devant l'Association de politique étrangèra, ne peuvent être - à la tois le principal champion de la paix dens le monde et le pri.rcrpal tournisseur d'armes de guerra .. Si je devrens président, pramit-il, je m'elforceral de meltre de plus en plus l'acceni sur la paix el de réduire le

volume des venies d'ermes = (1). Comprenant que les livraisons messives d'armements é de riches potentets étrangers n'étaient pas bien accueillies par l'opinion publique, M Carter réafirma sc.) engagement tout au long de sa campegna électorale. El, lorsqu'it entra à la Maison Blanche, il promit d'en taire l'un ces objectifs priorileires du nouveau gouvernament. Dans sa première Interview accordée à Weshington le 24 janvrer, it indique que te Conseit national de sécurité étail unanime à juger nécessaire une réduction des venies d'ermes - el qu'il atail déterminé à imposer aux tebricants américains de matanel militaire, el à teurs cirants atrangers, - des restrictions rigoureuses

pour les contrets à revenir = (2). Le président Carter chargea le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, de l'appli-

président des Etats-Unis. Par MICHAEL T. KLARE *

cali n de cette politique. Celui-cr déclera alors aux journeltstes que nous nous sommes lixés un principe iondamental qui consiste è trouver les movens de réduire les ventes d'ermes ». Vence laissa entendre que Washington tenterait, par la suite, da convaincre les autres producteurs d'armement de laire de même, mais, ajouta-1-il. - carce qu'elle est le principal loumisseul d'ermes, l'Amérique a une responsabilité particulière et doit d'abord balayer devant sa porte - (3).

M. Vance commença per damander à M. Leslie Gelb. diracteur du buraeu des affaires politico-militeires au départe-ment d'Etat, de dressur pour le président une lista d'options possibles M Gelb deveit neturallement eludier en pramrer sance démesurée des exportations mitilaires Les travaux s'effectuérent dans leur ma_leure partie à huis clos, dens les enceintes du dépertement d'Etat el du Pentagone, mers il est des données blen connues que les experts n'ant du langrer : - Le volume des ventes : il e augmanté de menière selronomique. En valeur, elles sont passées d'uns movenne ennusile de

Chercheur & l'Institute lar Policy Studies, Washington D.C.; auteur de War without end : American Planning for the next Vietnams (Ed. Knopf, New-York, 1972).

750 millions de doltara dans tes années

50 el 60 à environ 9 milliards de dollars en 1975 (chiffres représentant uniquement les ventes du gouvernement des États-Unis à des gouvernements étrangers dans le cadre du programme de ventes mitriaires à l'étranger du Pentagone Les trensactione directes entre compsonies eméricaines et acheleura étrangera, dans le cedre du programme de ventes commercistes, ont progressé dans des propontone idenliques : de 100 millions de dollars à plus de 1 milliard per en) Au lotal, les Etats-Unie oni vendu entra 1971 et 1977 pour pements militaires et de services, soit trais lais plus que pendent les vingt années précédentes (4) (voir rableau I). Blen que la concurrence internationale demeura tarquehe (notamment evec le France. Is Grande-Bretagne et l'Union soviétique), les Elats-Unis resient le principel foumis seur d'armes, evec presque 50 % du lotei

(Ltre la suite page 4.)

(1) New York Times, 24 Juin 1976, 12) New York Times, 25 Janvier 1977 (3) Texte publié par le département d'Etat le 31 Janviar 1977.

(4) Migustère de la défense des Etats-Unis, « Poreign Millitury Sales and Millitury Assistance Pacts », Washington, 1976, Pour l'année fiscale 1977, se référer a : Ministère de la défense des Etats-Unis, « Security Assistance Program FY 1978 », Washington, 1977.

(5) Agence des États-Unis pour le désarmement et le contrôle des armements, « World Millitary Expanditures and Arms Transfers », Washington, 1977, page 77.

des ventes dans le monde [5]

INTERROGATIONS SUR L'EUROCOMMUNISME

Le rôle des P.C. dans les sociétés européennes en crise

UROCOMMUNISME. Marx aurait probablement perçu cette expression comme un pléonasme puisque, dans sa vision, le communisme devalt triompher dans les pays du capitalisme avancé, donc en Europe occidentale. Tout le monde seit pourtant que, derrière le néologisme plus ou moins heureux se cache un phénomène historique capital : la rupture des partis communistes avec le modèle soviétique et avec leur subordination è Moscou. La révolution ayant triomphé dans un peys arrièré, non seulement Staline réussit à présenter comme vertus des vices pas forcément nécessaires ; ll parvient aussi à ériger son système en modèle et à l'imposer à des partis communistes é la fois puissants et ventriloques. C'est cette période historique qui tire maintenant à sa fin même si, pour le moment, seul Santiago Carrillo, et encore, ose eller au-delà de condamnations ponctuelles pour poser la question de la nature d'un régime capable de perpètrer de tels crimes i ll.

Même si elle semble inéluctable, le rupture elle-même ne sera qu'un commencement. Débarrassés de la tutelle de Moscou, de le subordination et du mytha, les partis communistes se trouveront devant un choix : soit remplacer l'ancien modéle par un projet révolutionneire pour leur temps et leur monde, soit, faute d'un tel projet, se faire graduellement ebsorber par le système, quitte à lui servir de dernières béquilles. Ce que feront les milliers de militants et les millions de sympathisants des grands partis communistes de France, d'Italte ou d'Espagne est une inconnue importante dans la complexe équation politique de nos sociétés en crise.

Le livre de M. Fonvielle-Alquier (2), fecile à lire, ne nous UROCOMMUNISME. Marx aurait probablement perçu cette

inconnue importante dans la complexe equation politique de nos sociétés en crise.

Le livre de M. Fonvielle-Alquier (3), fecile à lire, ne nous avance pas très loin dans cette problématique. Malgré son titre global, il a peu à dire sur l'Italie ou l'Espagne, Mème sur la France, il est plus anecdotique qu'instructif. C'est un peu l'histoire de la miraculée conversion du P.C.F. é la démocratie racontée à Juliette par un oncle prolixe, moralisateur et très allergique à la contestation. Son traitement de l'effaire de la « dictature du prolétariat », dont Georges Marchais s'est débarrassé evec une telle désinvolture, illustre blen la démarche de l'euteur. Certes, la tyrannie russe a, par associetion, discrédité le terme. Reste que dans la théorie marxiste le concept evait sa place, couvrant toute une période post-révolutionnaire et ouvrant la voie à la disparition de le diviston du travail, l'ebolition des classes, le dépérissement de l'Etat. Il n'était donc pas ebsurde de demander par quoi ce vide ellait être remplace. Les rares trouble-fête communistes s'étant permis de déranger l'unanimité rituelle par des questions de ce genre sont traités par l'auteur de « pinailleurs intellectuels et d'origine bourgeoise ». Le vocabulaire nous rappelle des souvenirs. Réflexion feite, M. Fonvieille-Alquier, implorant les scentignes de faire confignee. Le vocabulaire nous rappelle des souvenirs. Réflexion feite, M. Fonvieille-Alquier, implorant les sceptiques de faire confiance ou insultant les vilains « maximalistes », défend le dernier

tournant du parti que d'autres compagnons de route louaient, jadis, sa ligne stalinlenne. Son ouvrage est un plaidoyer plutôt qu'une analyse.

Une chance et un défi

E livre de Fernando Claudin 13), concis, construit, réfléchi, s E livre de Fernando Claudin 13), cones, construit, reflecti, s si la contribution importante au débat nous vient d'Espagne. Claudin était un proche compagnon de Carrillo jusqu'à son expuision du P.C. espagnol en 1964 (déjà, en partie, pour « antisoviétisme »). Excommunié, lui, il n'ebjura pas ees anciennes convictions. Il n'essaya pas non plus de prétendre que tout avait été pour le mieux dans le meilleur des mondes communistes jusqu'à la veille de sa disgrâce. An contraire, il se mit à chercher

Par DANIEL SINGER

Il nous rappelle sussi brievement les divers des boleteviss sur le révolution mondiale, les divers evetars de la politique de domination totale du temps de Staline, la secousse du rapport « secret » de Khrouchtchev, le fin du monolithe avec le schisme oriental, les retombées de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Dans ce contexte, il démontre à la fois l'inévitabilité du « schisme occidental » et les résistances des communistes occidentaux à rompre les llens Idéologiques aussi bien qu'organisationnels. Car si la Russie n'est pas socialiste, il fant prèciser ce que ce mot signifie sujonrd'hui...

Tout ceci nous amène logiquement à le prétendue « vole démocratique eu socialisme », L'idée elle-mêma est un retour aux sources, car, pacs les « nouveaux philosophes », pour Marx ou Engels le socialisme se passait d'adjectif tellement sa nature démocratique était évidente. L'entre mérite de Claudin est de situer la métamorphose des partis communistes sur le fond de la grande crise internationale, crise dont nous ne saisissons encore ni l'ampleur ni l'issue. Cette crise prépare mentalement de plus en plus de gens à un changement radical. Elle exclut le remède encore récemment plausible des réformes partielles. En désagrégeant la société, elle rend è la fois difficile et indispenseble la constitution d'un bloc social homogène, seul capable

d'une action de longue haleine. Pour l'eurocommunisme, d'après Claudin, elle est à la fois une chance et un défi. Ou blen les P.C. participeront, avec d'autres, à la création d'une alternative socialiste, ou bien cette crise marquera « le chant du cygne » du mouvement communiste.

Pour les hesoins de son argument, l'auteur part « de l'hypothèse que le P.C.I. et les autres partis eurocommunistes se proposent récliement le passage au socialisme ». Postulat discutable. Heureusement, nous avons affaire à un observateur lucide et non à un panégyriste. Dans son analyse de la pratique des table. Heureusement, nous avons affaire à un observateur lucide et non à un panégyriste. Dans son analyse de la pratique des grands batalllons communistes, il y a, en filigrane, tous les élémente de l'hypothèse contraire. Lorsqu'il résume le « compromis historique » italien comme « une collaboration avec les forces qui constituent précisement l'obstacle fondamental nur changements urgents », lorsqu'il montre la difficulté qu'éprouvent ces partis à se débarrasser de l'héritage stalinien sur le plan de la théorie et de la pratique, lorsqu'il souligne la subordination du mouvement social eux batailles électorales et l'absence d'un projet cohérent aliant au-delà de l'horizon capitaliste, tous les doutes sont permis.

Socialisme ou barbarie

Encommunistes de l'Europe occidentale sont aujourd'hui é le croisée des chemins. Où iront-ils? L'interrogation est capitale. On peut faire le pari optimiste sur l'eurocommunisme ou bien croire que la transformation radicale de la société doit s'accompagner d'un bouleversement de fonz en comble de tous les partis de la gauche. La lecture de Claudin, stimule et enrichit cette controverse. Pour cet historien du mouvement international, le marxisme n'est pas une doctrine étrange ni les partis communistes une énigme. Son petit livre est une importante contribution non seulement à notre connaissance de l'euro-communisme mais aussi un grand débat sur la crise actuelle et les moyens de la dépasser. Débat particulièrement urgent si l'on partage l'opinion de l'auteur que l'alternative an socialisme c'est toujours, selon le formule classique, la barbarie.

11) M. Carrillo s'est permis de faire ce lien, provoquant en juin dernier la colére publique des Soviétiques. Il hésite encore à mettre en doute la nature e socialiste » de l'URSE. Son livre, l'Eurocommunisme et l'Etat, vient juste d'être publié aux Editions Flammacion. Vu son rôle spécifique dans la controverse entre les P.C. occidentaux et Moscou, nous an traiterons séparément dans notre prochain numéro. (2) François Fouvieille-Alquier: l'Eurocommunisme, Payard, Paris. 131 Fernando Clandin: l'Eurocommunisme. Maspero, 1977, 150 pages, (4) Maspero, Paris. 1972, 2 volumes, 368-412 pages, 35 F.

JEAN MOULIN, LES COMMUNISTES ET LA RÉSISTANCE

Par CLAUDE BOURDET

Représentant de de Gaulla dans la France occupée et fondateur du Conseil national de la Résistance, Jean Moulin, torture à mort par la Gestapo, était-il communiste? En opposant aux allégations de Henri Frenay, chef du mouvement Combat dans la clandestinité, l'analyse et le témoignage de Claude Bourdet, il ne s'agit pas seulement d'élucider un point d'histoire. Car le bruit fait antour de la thèse de Henri Frenay contribue à semer le doute pendant que l'on brandit une nouveile fois l'épouvantail communiste tout an jetant des ombres sur la Résistance elle-même. En période pré-électorale, et alors que la lutte contre le terrorisma est utilisée pour conditionner l'opinion publique, le soupçon lance sur la véritable personnelité de Jean Moulin prend une signification très claire. Tolèrer une telle entorse à la vérité historique ne pourrait que servir la stratégie de tous ceux qui sont prêts à sacrifier les libertés sur l'autel de l'Ordre et de l'Autorité.

ANS un ouvrage récent, l'Enigme Jean Moulin (1), Henri Frenay, ent - Combet -, chef du mouvem dans la ciendestinité, et, à la libération, rapris et développé une thèse qu'il aveit déjà exposée dans son premier livre de souvenirs sur la Résistance, La nuit linira (2). Moulin, représentant du général de Gaulle en France. an 1942-1943. euralt étà. selon Frenav. - communiste -. probablement sans carte du parti, mals agiasant en liaison avec celui-ci et falsant sciemment eon jeu.

Je ma suis trouvé é la tête da Combat - lors du premier voyage de Frenzy en Angleterre en 1942, puis après son départ définitif au début de 1943. J'el eu de nombreux contacts avec Jean Moulin, je crola l'avoir assez bien connu et je connais bien Francy. J'al yécu beeucoup de circonetances qu'il décrit et Il s'est d'ailleure servi, dans eon arguexposées dans mon livre l'Aventure incertaine (3), mais en les isolant de leur les argumants que j'opposaia eux alens. Déjé, le 26 avril 1973, dans le Monde, j'aveis critiqué sa thèse. J'attandais donc son livre avec un certain intérêt.

En falt. l'Enigme Jeen Moulin n'apporte rien de neut per rapport aux accusetions n'occupaient heureusement qu'uns petits partie d'un livre par ellleure remarquable. Dens son nouveau livre, Frenay a cédé de nouveau à ce que l'on peut eppeier « le complexe de l'officier de renseignements -(il en fut) consistent à amelgamer, sans esprit critique, tous les éléments qui, de près ou de loin, peuvent peraître appuya- sa thèse : c'est einsi que l'on tabrique les teux - recoupements -. La grande preese a tait un eccueil eeneationns! au livre : il est peru (est-ce un haserd ?] immédiatement evant une émission des « Dossiers de l'écren » eppréciable des médies utilise toujours avec empressement tout élément permettant de développer, dans cette année pré-électorale, l'inquiétude ds l'opinion à l'égard des agissements secrets du

144

J'ai espéré, un moment, que l'émission des « Dossiers de l'écran » permettrait de remettre les choses eu point. Mais la discussion sur les thèses de Frenay ne tut ni le seul sujet du débat ni même le principal. Le film ételt d'gillgurs mauvale. Voulant servir la mémoire da Moulin, il a été trop loin. Comme l'e dit un participent eu débat. Moulin est - une grande figure - de la Résislance, non pas - la grande tigure -. D'eutre part, Il nous montreit trop exclusivement das querelles de sommet et ne donnait une bonne image de l'action de Mouiln ni grand effort collectif. If y a des luttes d'Inlluence. Ne montrer que cela est dàrisoira. Comme l'Enigma Jean Moulin a Indianà de nombreux résistants, dont beaucoup d'hommes et de femmes proches de Frenay, on eut l'Impression que la plupart des participants voulaient éviter ce débat-lé, qui ne commenca qu'assez

Disons d'abord qu'il serait maladroit de faire le eilence autour de catte affaire, soua prétexte que l'on ne doit pas discuter ces choses devant le grand public qui ne peut les comprendre. Ce seralt lé sarvir la thèse de Frenay, et servir aussi les desseins de l'establi ment, qui voudrait é la fols dégoûter l'opinion d'une Résistance encore genante aujourd'hul, et accroitre la crainte du loup-garou communiste. Si Moulin avait réellement joué double jeu, il ne servirait é n'en de dire - chut -.

Seulement, l'argumentation de Frenay ne résiste pas à l'examen. Passons sur l'argument moral : lous les autres parti cipants au débet lélévisé ont souligné que Moulin était la loyauté même, et que l'on n'evait aucuna relson de suppose chez lul cette duplicité. Freney a'est prémuni d'avance contre ce genre de critique en considérant que Moulin était un homme convaincu, qu'il aveit un grand dessein et qu'il était obligé de le cacher pour réussir. Ssulement, à pertir de cette pétition de principe, il tire des consèquances proprement affolentes. Ainel (ce n'est qu'un exemple), quend Moulin, dans son repport è de Gaulle d'octobre 1942.

L'obsession

E livre de Frenay est plein d'insinue-tions qui n'ont l'eir de n'en, mais qui sont regrettables. Pascal Copeau s'est indigné, dans une lettre au Monde, qu'en partant de la galerie de tableaux de Moulin à Nice. Frenzy ait eu l'air de penser l'elle éteit tinancée par l'argent de la Résistence. Je suis persuede que Frenay n'a pas eu une Idée eussi révoltante et saugrenue, et qu'il y a là un metentendu. Mais pourquoi diable avoir perté de cette - couveriure -, semblable à toutes celles que nous avions les uns et les autres ? Moulin a altendu six semaines au Portugal de pouvoir aller à Londres : Frenzy a l'air de Irouver cette ettente mystérieuse, alore que rien n'était plus difficile que d'étre accepté par les Britanniques, qui sa méfiaient à juste titre des intillrations possibles. Pour faire venir Moulin, de Gaulle dut insister auprès d'Eden. Ce ganre de problème. Frenay le sait, éleit absolument courant.

En tin de compte, quand on élimine le latras des pseudo-indices, il reste dans l'argumentation da Frenay deux élémants : d'abord, les llaisons de Atoulin

souligne que les communiates sont actifs en France seulement dapuls la guerre germano-soviétique, et quand il affirme que la Résletance doit e'organiser at agir « sans quoi nous pousserons les gens dans les bras des communistes », Fransy a une explication toule trouvée : c'est que Moulin cache son jeu. Tout le J'al lu attentivement ce livre, et j'al

relu La nuit linira. Les Indices cont pauvres, les conclusions inadmissibles, Frenay note que le tortionnaire Altman Barble a accusé Moulin d'être membre du P.C. Bien súr, Franay rejette avec màpris cetta accusation... mais il l'a lout da même notée. Connaissant toutes les absurdités proférées par Barble, notammeni à propos de l'affaire Herdy, il eut élé préférable de ne nes le citer. Trepper - aurait mis en contact Jean Moutin avec le P.C. clandestin - ; si c'est vrai, quoi de plus naturel? Treppar at son réseau eoviétique « l'Orchestre rouga » evaient beaucoup de reletions de tous ordres. Par contre, Il était très difficile d'établir le contact avec le P.C. clandestin. Si une personne quelconque avait offert é l'un de nous d'établir un tel contact, nous aurions seuté eur l'occasion : pour Moulin, ce contact était nonnal at nécessaire. Et ei Moulin était un compagnon de route communiste, qu'avait-il besoin de Trepper ? Ajoutons que Charles Tillon, ancien membre de is direction du P.C. clandestin, ne se souvient nullement de cela, comme Frenay le reconnaît. D'una manière générals, notons qu'un grand nombre des anciens dirigeants communistes de la Résistancs ont quitté le parti depuls 1945; cartains eont violemment anti-communistes. Il parait évident que si Moulin avalt eu des lialeons de sommet avec le parti (en dehors de ses liaisons officielles et normeles), s'il avelt été, é un titre quelconque l'homme du parti. l'un de ces anciens dirigeants en auralt su quelqua chose à l'époque at ne se gêne rait pes pour le raconter eujourd'hul Or, aucun n'a été eu courant de cela, aucun n'y croit.

avec son ancien patron Piarre Cot, et ses collaborataurs Meunier, Chambelron et la colonal Manhès, qui furent tous ap ès guerre des progressistes proches du parti communiste. Frenzy a icl une hebilete qui peut impressionner les esprita superficiela : il escamote le facteur tempe. Ces quatre hommes étaient membres du cabinet de Pierre Cot, député progressiete et - compagnon de Mais, avent la guerre, Cot était député et ministre radical de geuche. En 1939, II élait membre d'un gouverngment qui s il e lui-mêms dénoncé l'attitude du P.C. devant le pacte germano-soviétique. Frenay, qui le sait, souligne que Cot s'est rétracté eprès la guerre... (mals précisément quand il était devenu pro-

gressiste communisanti. L'évolution de Pierre Cot, cible depuis 1934 des attaques les plus ignominieuses de le droite, réfuglé aux Etats-Unis pendant la guerre et dont le rapprochement intime evec le P.C. ne date que de l'eprèslibération, ne peut être décrite lci. Mals.

é supposer même qu'il ait eu, ce qua nie Mma Pierre Cot, des contacts epistolaires indirects avec Moulin pendant le guerre, il ne faudrelt y trouver rian da bizarre at rien qui, é cette époqua, impliquât une tialson de l'un et de l'autre avec la parti communiste Irançais. Quant aux anciens du cabinel da Cot, ja serals bien étonné que leur évolution an direction du P.C.F. ne date pas, elle aussi, du tamps de guerre. La plupart de ces hommes étaient des radicaux de nauche, certains francs-macons ou proches de la meconneria, profondément anti-fascistes, moins métiants que les socialistes S.F.I.O. vis-a-vis du P.C.F. el

L'utilisation du C.N.R.

T 'AUTRE grande « tarte à la crè Livre de Frenay et de son argumentation au débat làlévisé, c'est qu'en créant le C.N.R. (Conseil national de le Résistance) at an noyant la Résistance parmi les partis politiques, Moulin a freyé le chemin au parti communiste. En réalité, comme le l'avela délà noté dans l'Aventure Incertaine, ce sereit plutôt la contraire qui sereit vral. Nous reconnaissions tous, sans exception, le P.C.F. et, jusqu'é un certain point, le parti societe, comme des organisatione résistantes. L'eutorité du P.C. venelt de son combet clandestin ; il était déjé présent, par l'intermédialre du F.N.-F.T.P. (Front netional-Francs-tireura at partisane), dane le comité central des mouvements créé peu avant le C.N.R. Même sans le C.N.R., des atructures ee seraient créées fin 1943 pour coordonner la Résistance française de façon plua étrolte sur le plan militaira et politique. Elles auralent nécessairement servi le développement du P.C. et probablement du P.S. Or, les seuls ancians partie qui alent repris une véritable audience en 1945 furent le P.C. et le P.S. La troisième grande formation e été le M.R.P., nouvella organisation démo-chrétienne entièrement dirigée par des résistants. La d'avant-querre n'y est pour rien. D'autre part, si la Résistance n'est pes devenue. en tant que telle, una force politique, c'est parce qu'elle a été incapable de s'orgeniser et qu'il lui manquait une véritable perepective politique. Nous craignions tous que le C.N.R. ne serve d'alibl é la résurrection des forces conservatrices et centristes, mais cela na e'est produit que bien plus tard. é cause de l'usure du • tripartisme •, et é cause du geullisme nouvalle manière.

En tout cas, dans l'esprit de Moulin, le création du C.N.R. a peut-être été un moyen d'entourer et de nover le P.C. grace aux hommes d'avant-guerre, certainement pas le contreira. Elle a servi, notamment, le parti socialiste blen plus que le P.C. Icl encore, Frenay escamote la facteur chronologique. Les communistes, et surtout - nos - communistes, ceux qui militalent dens nos range, se sont très habilement servi des structures créées par le C.N.R., et notammant de son - bureau permanent -, pour prendre une autorité considérable et exagérée eu sein de la Résistance, Frenzy se seri, pour le montrer, de ce que j'ai écrit dans l'Aventure incertaine, Mais il néglige ou minimise le talt fondamental, c'est que tout caci ne s'est produit qu'après le disparition de Mouiln. Ayant connu Moulin de près, je suls certain qu'il se ecrait opposé à cette évolution beaucoup plus que ne le lirent Georges

1943-1944 - na serelt-ce que parce que Moulin, fin politique, aurelt comprie que ce noyautage ne pouvait qu'eccroître la méfiance naturelle de de Gaulla à l'égard de la Résistance Intérieure et mener (comma ce fut le cae après la guerre)

à un divorce dont seule le vieille société

irrités au contraire par la mollesse de

la social-democratie française avant la

guarre. Leur évolution, sous la clandes-tinité et après la guerre, n'est pas étrange ; ce fut la cas pour bacucoup

d'autres, aujourd'hui bien loin du P.C.

Or, ja l'el écrit il y e quatre ans, il

étail naturel que Moulin cholsisse ses

collaborateurs, comme nous le feisiona

toua, parmi ses amis d'avant-guarre. Faire

de:cela une - preuve - est enfantin. Le colonel Passy a eouligné que Manhés,

délégué de Moulin an zone Nord, n'a été capable d'établir aucun contact avec

le P.C. clandestin, alors que cela eût

Enfin, j'al blan ri en lisant et en entendant l'argument tiré per Freney des réserves formulées par Moulin sur les conceptions politiques de de Gaulle (dans une conversation evec Frençois de Menthon et, me sembla-t-il, une lettre é Cot). Que disait d'autre Henri Frenay à l'époque ? Et les craintes concernant l'autoritarisme de de Gaulle ne se sontelles par vérifiées? En tirer argument pour montrer que Moulin était communiste est un peu « lort de calé «. En vérité, si on examine les conflits que nous avons eus pendant la clandestinité avec les représentants de Londres, et surtout avec Moulin, on a'sperçoit qu'ils treduisent evant tout l'esprit domineteur du général de Gaulle, se volonté de ne pes tolèrer une existence indépendente de cette Résistance née en dehors de son initiative et de son autorité, de ne pas admettre que d'autres hommes puissent, eux aussi, parier tant soit peu, é côté de lul, eu nom de notre pays. C'set justement parce que Moulin s servi fidélement, par conviction, par souci d'unité et d'efficacité, cetts voionté geullienne pour le temps de guerre que nous avons eu ces conliits avec lui. A l'époque, Frenay le comprenait mieux que d'autres ; dspuls lors, treité de taçon aussi Injuste qu'ebsurde par le parti commu-niste en 1944-1945, it e été saisi, comma d'autres, par l'obsession de ce eaul adversaire et veut voir sa main partout. C'est bien dommage...

L'histoire continue. Calle d'aujourd'hui est fille de celle d'hier.

(1) et (2) Laffont. (3) Stock. .

RECTIFICATIF. — Dans la pré-sentation de l'article de Kelth Spi-cer sur la situation linguistique au Canada (le Monde diplomatique de septembre 1977); nous laissions en-tendre que des élections auraient lleu dans ce pays e dans quelques se-maines n. En lait, le premier ministre qu'il renonçait à organiser une con-sultation anticipée, dont le principe était encore tenu pour acquis à Ottawa au moment où nous mettions sous presse. Les élections législatives sont prévues pour l'année prochaine.

BERTI and the second

> A STATE OF THE PARTY OF ----

الجنوا المعطاليات

La transmission

and the second 4 - ----والأوهورياضه فأسيمه ولين مواروقة المدارية and the second s again a contra il 🎉 😥

 $\mu_{\rm sign} \approx \mu t \sim B M_{\rm pl}$

a many to But Buch to

ياريقى ورسوس دو ددي س

year and see see the

الولية المدينة المالية والمهامية المالية الم 1988 1988 1 ---and the second section of the

arte en en فتر يصوره فإسراني ALCOHOL TOWAR the same of the same

- -- * x-5(V-5 ---- produkter france - Martinett Britis average and interesting

par in an . Thirties

the Property of the contract of

· sistem with the

PRINTED TO SEE

Andrew Marie State Control of the Co

ويهور فرواء ويتبيها حدوره

y to your news process.

- am place plates. Help !

and the second of the second

attended to the

7,1

was death at the said

-

and the second second

AV 30 TO 1884 PM

School Sed Woodship Chairm

Strate ifter at the branches and

the following two

A The said State

a proposition of the last of

- W. 🚗

A Car Bar Bar

The second second

marger than my

12- 32-

Separate a

· <u>(17</u>17) (1717)

and the second of * * * *****

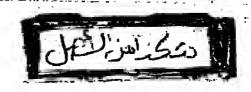
A 17 19 1 in late of the late of the

The same of the sa

Air Algérie v des nouvea

化一种分别性 化氯化二甲基

y = Maria Carry Land





IBERT TERRORISME

(Suite de la première page.)

is in the

Une société qui estime insoutenable de regarder en face ses propres insuffisances aggrave le mal; elle est tentée de se donner à elle-même de fausses justifications, laisse s'assoupir l'idéal vers lequel elle tend, le vide progressivement de so vitalité, et, au bout du compte, dérive vers des principes sur esquels elle n'avait pas choisi de se fonder. Peu à peu, une hiérarchie des valeurs se brouille et s'estompe au profit d'un autre ordre de priorités que l'on préfère ne pos formuler trop clairement tant on subadore qu'il serait peu défen-

Ainsi en trente ons ont été oubliés les grands espoirs nés dans la Résis-tance et les profondes réformes qui devaient revitaliser la pratique démocra-tique. La prospérité économique, l'ordre, le rassurant confort intellectuel gagnent du terrain ou détriment du souci de justice et de liberté, obscurcissent les interrogations auxquelles ne peuvent pourtant pas se soustraire les peuples nontés lorsqu'ils considèrent les déséguilibres mondiaux. Tant et si bien qu'il est devenu incongru d'évoquer les projets élaborés dans la clandestinité. programmes de rêveurs vite enfouis sous les dossiers des réalistes. Mais ces réalistes-là sont pris de court lorsque Moi 68 leur explose en pleine figure, et its voudraient effacer de leur bitan tous les crimes, coloniaux ou autres, por lesquels ils ont soli la démocratie. Ils oublient que l'attachement aux-institutions démocratiques est porteur de rudes exigences, qu'en aucun cas il ne peut être compatible avec la quiétude qui séduit les médiocres, avec la bonne conscience qui, tôt au tord, cautionne

Ce problème n'est pas celui de l'Aliemagne, c'est celui de toutes les nations libérales industrialisées. Pour ne pas l'avoir compris, des journalistes alle mands se sont d'abord indignés de certains commentaires étrangers pour ensuite céder, après la libération des otoges de Mogadiscio, à un lyrisme aux accents nationalistes. L'exploit du commondo anti-terroriste fut accueiti « avec joie, sans hystérie ni chauvinisme », écrit un éditorialiste allemand qui, quelques lignes plus loin, o joute cependont : « Les Allemends de l'Ovest se cont identifiés à leur République comme jamais auparaveut » (5). Allons donc! De combien de drames périodiques les Français, les Allemonds ou les Italiens curont-its donc besoln pour conforter leur attachement à la démocratie?

Mais peut-être cet attachement avoit-Il quelque chose d'essentiellement possif? Alors if he faudrait pas s'étonner que nos sociétés démocratiques n'aient pos tout fait pour vivre au niveau de leurs plus houtes ambitions, qu'elles alent tolère des insuffisances et des scories qui nourrissent toutes les révoltes, vialentes au pacifiques. Ce n'est pas seulement l'Allemagne, mais aussi la France, qui entretient de profitables relations commerciales avec des pays camme l'Iran, où la torture est pratique couronte : le 2 juin 1967, dans une monifestation contre la visite du chah à Berlin, l'étudient Benne Ohnesorg est tué d'un coup de feu tiré par un policie qui sero ocquitté. Plus tord, ce sera l'attentat contre Rudi Dutschke, qui quiralt du indigner non seulement ses camarades étudionts mais oussi les plus respectables bourgeois. Ce n'est pas seulement à Bonn, mais aussi à Paris et à Rome, que la guerre du Vietnam a provoque un légitime sursaut des étudiants : pour le pouvoir, il était sans doute plus facile de traduire en justice les outeurs des attentats commis en mai 1972 contre les Q.G. américains à Francfort et à Heidelberg que de se refuser à toute complicité, fût-elle silencieuse, dans une œuvre gigantesque de destruction — et l'un de ces attentats visait précisément un ordinateur utilisé pour programmer les bombardements au Vietnam. Ce n'est pas seulement en Allemagne, mais aussi en France, qu'une certaine pressa peut impunément pro-pager la bassesse, le mépris, le racisme,

la haine - et pourquoi certains, jeunes ou moins jeunes, devraient-ils ne pas s'indigner de cette perversion d'une liberté démocratique ? Aucun gouvernement démocratique ne peut ignorer qu'il sape sa crédibilité en entretenant d'excellentes relations commerciales avec des régimes qui sont la négation même de la démocratie. S'il veut éviter d'être contesté sur ce point, il n'a le choix qu'entre deux palitiques : ou blen cesser ses livraisons d'armes et décourager les l'Afrique du Sud, ou bien foire en sorte que les moyens d'information présentent de ces pays une image démocratique-

Mais à quai ban prolanger la liste des problèmes qui nourrissent touigurs iétude, souvent l'écœurement, porfois la révolte? Les esprits les plus pondères n'osent pos prétendre que tout va pour le mieux dans nos démo-craties libérales. Mals certains s'en accommodent mains facilement que d'autres. Et sons prétendre à une idéale perfection, les citoyens sont ruond même en droit d'attendre un effort constant pour corriger des déficiences où d'autres trouvent leur profit. Voilà toute la différence entre les satisfaits, les résignés et les révoltés.

Le viol des foules

CE n'est pas seulement en Altemagne, mais aussi en France, que l'on joue sur la peur pour mieux s'écorter des grandes lois de la démocratie. Bonn a ouvert la vole ovec les « interdictions professionnelles » et les premières atteintes oux droits de la défense (7). Mais des volx s'élèvent en Fronce pour faire chorus. Bien que toutes les arganisations d'extrême gauche aient condomné le terrorisme, un magistrat trouve le moyen de dénoncer « le silence complice da progressisme français », qui serait coupoble « de ae jamais condamuer les assassinats commis par le groupe Boader mais de c'oppesantir, imequ'ou pointillisme, sur les droits d'une défense solidaire, voire complice, des tueurs, et sur les garanties d'un véritable débat judiciaire pour des personnes qui, par leur propre action, visent à révéler la cadacité, le dérisoire, l'inutilité de tous les débats judiciaires » (8). Les démocrates ne seront jamais trop « pointilleux » dans la défense de leurs principes, y compris bien entendu qu profit de ceux qui les combattent. Tout système s'autodétruit qui retourne contre ses adversaires les annes qu'il lul reproche légitimement d'utiliser.

Un membre du gouvernement est intervenu pour une juste mise en garde :
« Il a'est pas passible de répondre au terrorisme par an terrorisme d'État », déclare M. Alain Peyrefitte: Mais pourquoi le ministre de la justice lance-t-il glars un oppel à ce qu'il faut bien nommer la délation? « Quand il s'agit de terrorisme, dit-II, il faut avoir le courage de dire à la police ce que nous savons et ce dant nous avons été les tempins » (9).

De son côté, le ministre de l'intérieur déclare que « le gouvernement compte sor l'opinion » pour l'aider dans ses recherches policières. M. Christian Bonmoins encore de chasse aux sorcières », il n'invite pas moins le public à « briscr ce » (10).. SI les silencieux sont complices, ne deviennent-ils pas coupables devant la lai?

Bien que son affirmation de principe soit horrifiante, passe encore qu'un journaliste approuve « co que les autres appellent répression et délation et qui pour nous est esprit civique et défense de la démocratie » (11). Plus préoccupont est le propos du ministre de la justice qui demande des « meyens nouveoux - pour lutter contre cette « forme gozvelle de violence » que sergit le terrorisme. Ce qui est nouveau, c'est que plusieurs dizoines de possogers d'un avion puissent être pris en atage. Mais le terrorisme n'a rien de nouveau, et pas davantage l'appel à Propos d'une extrême gravité car nous avons été solennellement prévenus : essayer d'expliquer - voire de comprendre - un mécontentement légitime que certains poussent jusqu'à commettre des actes illégitimes, c'est s'avouer complice des terroristes. Ainsi, dans certains milieux, Hainrich Ball et Gunther Grass sont-Ils fenus pour intellectuellement responsables des assassinots commis par la « bande à Baader ». La démocratie en seralt-elle encore une elle exigenit de tous une aveugle confignce? Elle n'est vlable que dans une constante vigilance, seule capable de tenir en échec d'éventuels abus de pouvoir portant atteinte à la justice et oux libertés. Comment un journaliste allemand, avont même que ne soit connu le ropport d'autopsie, pouvait-il écrire dons un hebdomadaire français que nui n'avoit le droit de douter du suicide d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jon-Karl Raspe? « Il n'v a vraiment que les complices directs de la Fraction armée rouge pour soutenir cette suspicion » (6). Que les gouvernements adoptent ce point de vue, et demoin les prisons seront remplies de citovens coupables d'avoir foit preuve de cet esprit critique qui entretient le doute et mine l'autorité.

la délation, dont l'histoire nous enseigne

à quels abus il a conduit. Ce n'est pos en Allemogne, mois oux Etats-Unis, que pendant la pre-mière, guerre mondiale des Comités pour la loi et l'ardre (Law and Order. Committees), soutenus par les groupements patronoux, organiseront la chosse aux syndicalistes et feront condamnes à mort Tom Mooney, bien que le président du tribunal soit convoincu de son innocence (12). C'est encore oux Etats-Unis qu'en 1917 prend naissance une American Protection League, bientôt forte de deux cent cinquonte mille volontaires qui, sous prétexte de chasse que espions altemands, se livre à de sordides, réglements de comptes contre lesquels le président Wilson devra intervenir. C'est dons l'Aliemagne nazie et dons les pays communistes que l'on o vu des «éducateurs» inclter les enfants à signoler les déviations politiques de leurs parents. C'est en France, pendant l'Occupation, que des lettres anonymes dénonçant de prétendus « résistants > ou « terroristes > permettront d'assouvir des vengeances personnelles; dans certaines villes, les autorités nozies devront menacer de lourdes sanctions les auteurs de ces messages, souvent invertiables, dont elles sont submer-

Au nom de l'efficacité, la tentation est forte de recourir à tous les moyens pour juguler un danger. Mais le terrorisme peut et doit être éliminé por des moyens respectueux de la légalité républicaine et de la dignité des citoyens. L'O.A.S., qui disposoit de larges soutiens dans la population et dans l'apparell de l'État, jusque dans les services chargés du maintien de l'ardre, a été mise hors d'état de nuire. Sans qu'il fút foit appel à la délation. Or la Fraction armée rouge ne jouit de semni dons les diverses polices allemandes. Les dizgines de milliers de dénonciations qui parviennent aux autorités de Bonn ne peuvent pas, de toute évidence, concerner les quelques centoines de sympathisants de la FAR. Elles révèlent aspect le plus sombre de toute population — et pas seulement de la population allemende - Invitée à s'engager, au nom d'une conception pervertie du civisme, dans les voies de la délation.

Les services policiers disposent de moyens considérables pour venir à bout du terrorisme (13). Seul le désir d'élorgir leurs prérogatives peut expliquer que l'on sous-estime leur efficacité tout en surestimant la menoce. Il en fut ainsi larsque, en France, l'oncien ministre de l'intérieur fit voter une loi - ultérieurement déclarée anticonstitutionnelle autorisant de fouiller sans mandat tous les véhicules. Il en fut ainsi lorsque, lors de la première audience du procès de Klaus Craissant, l'identité des avocots fut relevée par la police qui se présenta ensuite à leur adresse.

Et voila que des voix éminentes s'élèvent pour réclamer toujours plus de rigueur. Plusieurs jours avant le triple « suicide » des emprisonnés de Stam-mheim, que propose-t-on ? Il faut « décider d'aa cammun accord que toute action de chantage tendant à la libération d'un terroriste, reconqu coumatiquement l'exécution de celai-ci ». Qui donc tient ce male langage? C'est M. Jean d'Ormesson (14), comme s'il ambitionnait, pour le salut de la République, de s'installer place Beauvau.

Souls le plus grand sang-froid et un vent aider une démocratie à se défendre contre le terrorisme. A jouer sur la peur dans le souci de faire adopter des mesures que la conscience réprouve, on ne peut qu'entretenir le doute sur les vertus de la démocratie et exalter les plus bas instincts dont font preuve les meilleurs serviteurs des régimes policiers. Est-ce ce que l'on souhaite?

Un tel scénorio de cotostrophe o eu ses prophètes. Vailà déjà deux ans que la Commission trilatérale publicit son formeux rapport sur « la crise de la démocratie » (15). Les outeurs, qui n'avaient pas encare Heinrich Bäll et Gunther Gross à se mettre sous la dent, dénonçalent déjà un adversaire principal : a les intellectuels et les groupes proches d'eux, qui affirment leur dégoût de la corruption, da matériolisme et de l'inefficacité. » On conviendra aisément que, si ce « dégaat » n'est pas pendoble, de tels intellectuels daivent cependant être discrédités et réduits ou silence... D'autant qu'ils aggravent leur cas en pasant, ovec une certaine Inso-lence, des « questions sur la légitimité (...) de la coercition, du secret, de la tromperie — tous procédés qui, dens quelque mesure, sont les inévitables ottributs da goavernement ». Pourquoi donc s'acharner à dénoncer des pratiques certes condomnables mais dont on nous dit qu'elles sont « inévitables » ? Puls, ayant rappelé le mot célèbre selan lequel « le seul remède oux moux dont souffre la démocratie est d'assurer davantage de démocratie », le ropport n'hésitait pas à conclure : « Appliquer ce remêde à l'heure octuelle pourrait bien revenir à jeter de l'hoije sur le

Tel est en fait l'éternel discours des champions de « la lai et l'ordre », dont la recette ne vorie quère : dovontage d'ordre por mains de légalité. En exacerbant l'inquiétude qu'entretlent le terrorisme, est-ce à cela au'on est en train de naus préparer? La démocratie est le seul régime qui, pour progresser et s'épanouir, ait besoin de développer le dégaût de la corruption, du matériolisme, de l'abus du secret, de la tromperle, etc., qui ne sont jamais les a ioévitables ottributs » d'un régime de liberté.

Les crimes de la FAR ant blen servi les calculs de tous ceux qui révent de restreindre le drait de critique, d'embrigader les esprits, d'imposer un corcon aux libertés, de renforcer l'oppareil de

coercition, de mettre en place un régime d'ardre et d'autorité. Chaque jaur qui passe rend un tel calcul un peu plus vraisemblable. On ne naus rassure pas en nous rappelant que les néo-nazis ne recueillent qu'un infime pourcentage de voix oux élections. Car le danger n'est pas là. Le danger ne vient pas d'un outoritarisme à visage de barbarie, avec son gratesque attirail de chemises brunes, de baudriers, de fantares et de drapeaux, de rassemblements hystériques et de retraites oux flambeaux, plus les charniers et les fours crématoires. Le véritable danger, c'est celui d'un autoritarisme à visage humain apparemi respectueux des formes légales, civilisé. courtaisement coercitif, aimablemen répressif, avec des dizaines de millions de citoyens surveillant leurs vaisins, des technocrates bien éduqués qui, servis par des ardinoteurs naturellement dépourvus d'instincts sanguinaires, feront doucement, discretement fonctionner la machine à broyer la critique, à stériliser la pensée, à étauffer la liberté, sans cris, sons hurlements de douleur ou de

Il est facile de dénoncer la violence, foute violence. Il est plus difficile de déceler les masques de la vialence (16). Le terrorisme sert admirablement les desseins des grands-prêtres de l'Ordre. Contre cette redoutable alliance, il n'est de riposte possible que dans le respect scrupuleux, « pointilleux », des libertés et des procedures qui les garantissent, dans la vigilance à l'égard de tautes les vialations de la légalité républicaine, dans le refus du « secret » et de la e tromperie ». Non pas mains, mais au controire davontage de démocratie. D'une démocratie qui possède ses lois et son appareil du maintien de l'ardre. D'une démocratie qui dait se purger elle-même de sa corruption et de ses caupobles complaisances, de sa bonne conscience devont des injustices qu'elle n'ignare pas, de son matérialisme complice de tous les posse-droits, de son alliance contre nature avec des régimes ouxquels elle vend avec profit des équipements conçus pour écroser l'homme, so dignité, son espérance.

CLAUDE JULIEN.

(5) e Sehmidt Wins s. par Theo Som-mer, rédacteur eq chef de Die Zeit, dans

mer. rédacteur eq chef de Die Zeil, dans son commentaire de Newsweek, 31 octobre 1977.

(6] c Fils de Wotan », par Peter Scholl-Latour. correspondant à Paris de 1e deuxième chaîne de télévision allemande, dans le Point du 24 octobre 1977.

17) Voir l'article du professour Gruenwald, le Monde diplomatique, décembre 1973.

wald, le Monde diplomanger, 1975.

(8) a Vlotege et libéralisme s. par Philippe Bilger, substitut près le procureur du tribunal de Hobigny, dans le Quotidien de Peris, 26 octobre 1977.

(9) Déclaration au Cercle Adelphe-Chérioux, cf. le Monde, 28 octobre 1977.

(10) Le Figuro, 28 octobre 1977.

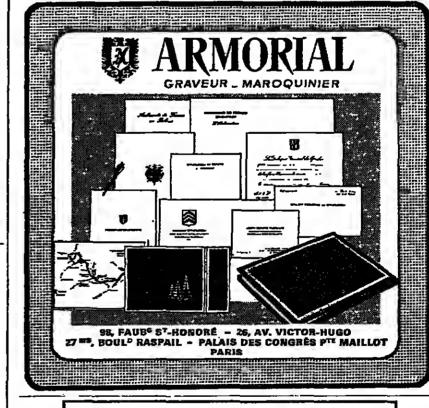
(11) Max Clos, le Figuro. 24 octobre 1977.

1977.

(12) Tom Mooney sera libéré eo 1839 après vingt-trois ans de prison.

(13) En Prance, le budget du ministère de l'intérieur sera porté à plus de 17 milliards de france en 1978, soit une augmentetion de 20,8 % par rapport à

(14) Le Figaro, 17 octobra 1977. (15) Le Monde diplomatique, mars 1976. page 14.
(16) Cf. le Monde diplomatique, jan-vier 1973. pages 11 à 16.



Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y Blier conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Prague Genève ou Moscou. Vite: Confortablement.

AIR ALGERIE Au rythme de vos affaires.

poggenpohl

C'est bien sûr la cuisine et la salle de bains mais aussi, maintenant un magasin, un bureau d'étude et des décorateurs hautement confirmés

> 161, rue du Faubourg St-Honoré 75008 Paris tél. 359.79.63

CONTRAINTES FINANCIÈRES ET IMPÉRATIFS DE SÉCURITÉ

M. Carter et la limitation des livraisons

- Promotion et pots-de-vin : étant don-

née l'extraordinaire expansion du merché

international des armaments, les compa-

gnies eméricaines font d'énormes efforts

pour promouvoir leurs produits à l'étran-

ger. En principe, cette activité consiste à

taire de la publicité dens la presse com-

merciele, à effectuer des démonstrations

en voi en perticipant à des salons comma

celui du Bourget en France, à utiliser les

services de représentants à l'étranger.

atc. Cependant, il existe des preuves

matérielles montrant que, dans un certain

nombre de cas, cas pratiques « légiti-mes » se cont assorties de versements

de pots-de-vin à des tonctionnaires

étrangers. Ainsi, par exemple, le compagrile Northrop, l'un des pourvoyeurs d'armes les plus ectils du monde, e remis

450 000 dollars é un agent commercial qui aurait utilisé cette somme pour ache-

Lockhead e varsé plus de 7 millions de dollere de pota-de-vin à des fono-

tionnaires japonela pour s'assurer le

commanda de ass svions da transport

plus grande partie des exportations d'ermes américaines consists en équi-

pements lourds (chars, aviona de combat, missilea) destinés à la défense extérieure,

une fraction non négligeable des ventes porte sur du maiériel servant à équiper

la police et sur des annes conques exclusivement pour assurer la sécurité

Intérieure. En vertu de la loi sur la

liberté d'information, nous avons pu pren-

qu'entre 1973 et 1978 les principaux fabri-

cents d'armes américains ont vendu envi-

ron cinquante mille pietoleta at revolvers,

sept millions et demi de balles, cent

cinquanta-cinq mille grenades lacrymo-génes et deux cent quatre-vingt-selze

véhicules blindée à des forces de polica

et é des administrations pénitentialres

étrangères. Las compagnies américaines

toumissent euss), en grande quantité,

des ordinateurs destinés à le police, des

systèmes électroniques d'écoute et de

survalilance, des avions conçus pour la

contre-insurrection, des armes antiper-sonnelles et eutres outils de répression.

Et le souci croissant que l'on manifeste

aux Etats-Unis pour les droits de

l'homme n'empêche pas que de telles armes soient livrées à des régimes qui

comptent parmi les plus répressifs du monde, y compris le Chill, l'Argentine, le

Brésil, Haiti, l'Uruguay, l'Iran, l'Indonésie, le Corée du Sud et les Philippines (11).

dre connaissance de documents montrar

- Les droits de l'homme : bien que la

ter deux généraux saoudlens;

L-1011 (10)_

(Suite de la première page.)

- Las débouchés : tandis qu'evant 1970 la plupart des ventes d'ermes américaines allaient au Japon, au Canada el à l'Europe occidentale, aujourd'hui, le plus groe des exportations est destiné à des peys du tiers-monde. Seion les etatistiques du Pentagone, les echats du tiers-monde sont passés d'environ 230 millions de dollere par an dans les années 50 et 60, à 6 miliarde de dollars au milleu des ennées 70. En grande pertie, cet eccroissement e'explique par les ventes aux riches royaumes du Proche-Orient producteure de pétrole, male les paya pauvres et couverts de dettes d'Amérique letine, d'Afrique et d'Asia absorbent aussi une part importante des exportations (6).

- Le degré de sophistication : non seulement les ventes ont augmenté, mels tes armes offertes sont de plus en plue eophistiquées. Des pays qui autretois s'équipaiam avec des armes périmèes, fournies au titre du programme d'assistence milltaire américaine, achétent aujourd'hui les missilea, les evions et les navires les plus modernes. Ainsi l'Iran, qui jusqu'en 1964 ne poesédalt ni missile guidé ni svion supersonique, reçoit à l'heure actuelle des missiles Hawk, Sparrow, Sidewinder, Meverick, Phoanix et Harpoon, et des svions eussi perfecdonnés que le chasseur à ailes variables F-14, l'avion de combat F-16 et l'apparell de reconnaissance P-3 C. Un équipement lourd similaire a été vendu à d'autres pays du tiers-monde, ce qui annonce une perpétuelle escalede de viclence lore des futurs conflits (7).

- La production : outre la venta de systèmes d'armements complete, les firmes américaines exportent de plus en plus leura connaissances techniques en se lancant dans des projets de coproduction evec les tabriquants d'ermes étrangers. Ces transactions comprennent sussi bler la création d'entreprises communes où des sociétés américalnes et étrengères combinent leure efforts pour fabriquer ensemble un même produit, que la conclusion d'accords de fabrication sous ilcence eux termes desqueis un producteur étranger acquiert les plans et le savoir-faire lui permettant de lebriquer une arme ds conception eméricaine. Salon des informations émenant du Pentagone, les Etats-Unis sont actuellement engagés dans cinquanta importantes entreprises de coproduction et dans des centaines d'autres de moindre anvergure. Beaucoup d'experts esliment que ce genre de - transfert technologique est plue dengereux à long terme que les ventes d'ermes proprement dites, parce qu'il aboutit à la multiplicité des loumisseurs auxquele un belligérent peut s'edresser en temps de guerre et qu'il complique le négociation sur le contrôle des armes conventionnelles (8).

- Les contrats de services techniques : de plue en plus, le compétence technique en mettère militaire devient objet de

Lecteurs du

Monde Diplomatique

Vous pourrez désormais disposer

en permanence de l'intégralité

publiès dans les pages du Monde

REIMPRESSION

COMPLETE

DU JOURNAL

Le Monde

réalisée en minilormat par les

Chaque année, le 15 tévrier, nous vous livrerons deux volumes reliés toile, réunissant les 10 000 pages

toile, reunissant les 10 000 pages du Monde de l'année précédente. Cette réédition est réalisée en formet réduit (4 pages du Monde tiennent sur une leuilla de 29 « 43), sur papier bible. Une année compléte n'occupe que 8 cm de rayomage.

Cer ouvrage qui rassemble, sous

une forme complète, élégante et pratique, l'imégralité des pages quobdiennes du Monde, est le complément naturel du Monde

pour tous caux qui désirent, au-

delà da leur information quoti-

rationnelle et constamment ac-cessible, les éléments de réfé-

rence irremplaçables qu'il ap-

l'armée 1977 (franco toutes desti-

FRANCE EXPANSION

336 rue Saint Honoré

75001 PARIS

T&L 260 32 09

1 300 F.

Editions France Expansion et Lobies

négoce avec les armées étrangères, sous la torme de contreta couvrant l'entreinement, l'entration ou d'autres services spècielisés. La demande en ce domaine es gonfle é un rythme effréné, car beaucoup d'armées du tiers-monde ne sont pas en mesure de faire fonctionner et d'entretenir les nouvelles ermes ultra-sophistiquées qu'elles achètent aux Etats-Unis ou eux eutres peys evancés. Selon une étuda du comité des effaires étrangères du Sénat, il y a actuellement sn Irsn et en Arable Seoudite plue de vingt-cinq mille techniciens eméricains travaillant à des projets touchant au domsine militaire, et ce nombre pourrait être porté à cinquante

FOURNITURES GRATUITES A LA CORÉE DU SUD ?

SELON l'International Herald
Tribune des 22 et 23 octobre dernier, le président Carter
e demandé le 21 octobre au
Congrès américain l'autorisation
de transfèrer à la Corée du Sud,
sans contrepartie financière, un
équipement militaire actuellement utilisé par les troupes américaines en Corée.

D'une valeur de 800 millions
ce dollars, ce matériel comprend
des tanks (des M-60, qui
seraient remplacés par des modèles M-48 moins sophistiqués),
ces missiles anti-tanks, des héjicoptères, de l'artillerie, des
radara et des munitions.

Ce simple transfert serait des-

radars et des muntions.
Ce simple transfert serait des-tine, selon le Conseil unational de sécurité à Washington, « à contrebalancer les conséquences de notre retrait, à compenser toute déficience de la défense coréenne à la suite de ce re-

tratt a.

En présentant sa requête au Congrès, le président Carter a renouvelé son engagement da retirer toutes les troupes au sol stationnées en Corée du Sud dans un délai de quatre à cinq

mille eu début des années 80 (9). Inutils d'Inelster eur le feit que cet engegement croissant de « merceneires an coi bianc » euprès de nombreuses armées étrangéres rieque d'entreiner l'implication involontaire des Etsts-Unie dans de future confilts.

Premières reculades

I ORSQUE M. Gelb commença é se pancher sur ces problèmes, les observaleure à Washington escomptèrent que le gouvernement imposerait un pietonnement permanent eux exportatione d'armes américalnes situé bien en deçà du chiffre total de 10 millerds de dollers prévu pour l'année liscale 1977. lie s'attendelent eussi à des restrictions aux ventes d'ermements de haute technologie Les éditorialistes Rowland Evans et Robert Novak rapportérent ainsi, le 18 evril demier, que l'on envisagealt une réduction de 25 %. Male quand MM. Carter et Vance se trouvèrent confrontés aux multiples intérêts des compagnies privées et de la bureaucretie, lia demandérent à M. Getb d'envisager des eclutions moine redicales. Un fonctionnaire qui evalt participé aux discussions fit remerquer qu' - au départ, le lique était de trouver le moyen de treiner les ventes d'armes à l'étranger. La thèse était que toutes les ventes d'armes étaient nélastes. Maie cele a changé, el la ligne qui prèveut désormais dans la préparation des options est assez équilibrée. A le Meison Blanche, on ae rend compts maintenent qu'il existe de bonnes relsons de vendre des armes - (12).

Bien que les membres du gouvernement n'aient jamels explicité tous les tecteurs

dérations à le fois politiques, militaires et économiques. Sur le plen militaire, Washington se trouve obligé de melatenir tes livraisons d'armes à ses délégués regioneux — l'Iran, l'Arable Saoudite, l'In-donésie, le Brésil, etc., — chargés dans le cadre de le doctrine Nixon de protège les intérêts américains dans des régions troublées du tiers-monde où une vention militaire américaine directe serait politiquement inacceptable. Sur le plan économique, les ventes d'armes contribuent largement à améllorer le balance commerciale des Etata-Unia et à réduire les coûts de production à l'intérieur du paya, il va de sol que les exportations sont aussi une source importante de profits pour les compagnies d'armement et la myriade de cous-traitants qui survivent grace aux commandes militaires (13).

Ces considérations assortes de presaions da la pert des milleux totéressés, commencèrent é affecter la processua de décision avant même que M. Gelb ait ter-miné son rapport. Le 25 avril, le président Carter, cédent à la pression da l'armé de l'air, autorisa la vente au chah d'han da cing eviona de surveillance AWACS. équipés de radara ultra-sophistiqués. Deux semaines plus tard, au coure de son promier voyaga présidentiel é l'étranger. promit aux aillés européens des Etais-Unis que les nouvelles restrictions apportées aux ventes d'armes américalnes ne concerneraient pas les forces de l'OTAN. En même temps, devant les fortes pres slong du tobby iscaéllen. Il affirma que les futures demandes d'ermes d'Israél recevralent un «traitemant spécial ».

da contrôle (14), dont il convient d'analyser la portée résile en se référent aux principaux passages de la déclaration présidentielle du 19 mei :

M. CARTER: Pour appliquer une politique de restriction des armements, j'établis les mesures suivantes de contrôles, opplicables à toutes les livraisons d'armes, à l'exception de celles qui sont destinées à des pays nvec lesqueis nous avens rigné des ruités de défense importants (OTAN, Jopon, Australie et Nuu-velle-Zélande). Nous serons fidèles aux obligations qu'entraînent nos traités, et nous respecterons nos rés-ponsabilités historiques afia de garantir la sécurité d'Israël...

Au coure des trois demiéres ennées fiscales (1976 à 1975), les pays échappant aux restrictions (OTAN, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon et Israel) ont reçu 35 % de toutes les exportations d'armes américaines dans le cadre du programma des ventes militaires à l'étraner. Alnsi, la - politiqua de restriction - de M. Carter est réduite d'emblée pour na e'appliquer qu'à moine des deux tiers du marché potential (voir tableau II). Blen plua, el l'on ejoute aux pays qui échappent aux restrictions caux avec lesquela les Etats-Unis ont eigné un « important traité de défense » — Corée du Sud, Tei-wan, Espagne at Philippines, — la propoaltion du président est encore amputés de 10 %, ne couvrant plus que 56 % du marché total (15).

M. CARTER : Ces mesures de contrôle ouront pour nous force controlguente, à moins que des circonstances extraordinaires n'impo-sent une décision présidentielle d'exceptice un que j'estima que des poys amis des Etats-Vais ont besoin d'un armement moderne pour contrebalancer un désavortage, quantita-tif ou autre, et pour maintenir l'équilibre régional.

Cette cleuse permet é M. Carter d'annuier toutes les dispositione prévues eu cas où il décide qu'une eltuation extraordineire se présente ou que des livreisons par un eutre fournisseur créent un déséquilibre militaire approsé. Ses décialons à propos des AWACS, et dans d'autres ces sur lesquele nous reviendrons, montrent qu'il est prêt à interpréter ces exceptions dans un sene libéral.

M. CARTER: La voleur so dollars (dollars constants 1976) des nouorbes el anab culpaca etertoca xunas des programmes de ventes militaires à l'étranger et d'uide militaire et portant sur des ormes et des articles fiés à l'ormement sera réduite dans l'onaée fiscale 1978 par rapport à 1977. Les fournitures qui peuvent a l'évidence être clussées purmi les cette disposition, non plus que les ventes commercioles, que la gouver sement des Etats-Unis contrôle per la délivrance du licences d'exporta-

Ayent déjé amputé son programme d'un tiere en exemptant les pays de l'OTAN et autres, le président Carter réduit encore la portée de ses propositions. Comme la vente de services représente environ 40 % de tous les contrats elonés dans le cadre des ventes militaires à l'étranger, M. Carter limite son contrôle à moins des deux cinquiémes du total des ventes. L'élimination des ventes commerciales rédult encore le contrôle à anviron 35 % seulement de l'ensembla des exportations militaires. Et comme on prévoit que la part des contrata de fourniture de services dans le cadre des ventes militaires é l'étrenger et des ventes commerciales va a'accroître dans les années à venir, le montant global des exportatione militaires pourrait bien dépasser le niveau de l'année fiscale 1977, même el les directives du président Carter sont rigoureusement

M. CARTER : Les Etats-Unis no sexunt pas les premiers à introduire dans une région donnée un ormement de type nouveau et de technologie avancée qui serait à même d'y resouveler ou d'y renforcer substantiellement la puissance de feu. La vente on la coproduction de ces types d'ormes sont également interdites tont qu'ils us seront pas opérationnels dans l'armée américaine, et celn afin d'éviter que l'an ne soit tenté de promouvoir les ventes à l'étranger dons la but d'amortir les coûts des commondes du ministère

Principes sains, à coup sûr, mais qui paraissent dénués de sens au regard des nombreuses exceptions et limitations notées plus haut. Pour maintenir les - relatione privilégiées » des Etats-Unis avec Israel, M. Carter e continua de fournir à ce paye des ermes ultra-modernes. Il a également trahi ses principes en acceptant de livrer à l'iran des avions de reconnalssance AWACS - apparells of sophistiqués que le directeur de la C.I.A., M. Stansfield Turner, s'était opposé à leur exportation de crainte qu'ils ne tombent accidentellement aux mains des Soviétiques, compromettant ainsi des secrets de la défense nationale américaine (15). M. Carter e autorisé le vente de ces apparells en effirmant qu'ile étalent essentials è la sécurité de l'Iran, mais le plupert des observateurs dans les milieux Industriela estiment que son principal souci était de diminuer la coût unitaire d'avions dont le production poûtera plusieurs millards de dotiare, et du permettre au Pentagone d'obtenir plus facilement des crédits du Congrès (17) (on exit que la président e do par le suite annuler son autorisation d'exporter ces apparells, le Congrès ayant menace d'opposer son veto é la transsotion). Plus récemment, le présidant e auto-risé la vente é l'Arable Saoudite de eoixante chasseure F-15 Eagle, fabriqués par McDonnell-Douglas, ce qui est une nouvelle dérogation à la ligne fixée. Il e'agit, en 'effet, d'un appareil considérabisment plue perfectionné que tous ceux ectuellement en service dans la péninsule Arabique (18).

M. CARTER: Le développement nu la modification d'nrmus ultra-modernes pour la seule exportation ne seront pas autorisés.

Là encore, M. Carter a déjé violé ses propres principes. En juin, il e autorisé Northrop et McDonnell-Douglas à angeger des pourpariers evec le République fédé-rele d'Allemagne et plusieurs paye pour la vente de leur futur chasseur F-18 L, eppareil basé au sol, alore que les deux firmes produisent ectuellement pour la marine américaine le F-18 dans une version porte-avions, et que le Pentagone ne prévoit pas d'affecter le modèle basé au sol à son propre usage (19).

M. CARTER : Les accords de coproduction d'armes importantes, d'équi-pements et du composants essentiels sont interdits (excepté l'ussemblage de sous-composants et la fabrication de pieces détachées fréquemment renouvelables). On envisagera la passibilité da conclure des occords de coproduction pour une catégorie limitée d'urticles, mais avec des clauses restrictives limitant les exportations vers des pays tiers.

Encore une foie, les exceptions l'emportent Selon des documents du Pentagone, aur trante-hult projets de coproduction

(6) e Foreign Military Sales and Military saistance Pacts >, op. cit., pages 12-13. (7) Institut international de Stock-holm de recherche sur la paix, « Arma Trade Registers », Stockholm, 1975. (8) Pour une liste des projets de co-production, ef. « U.S. Military Co-production Projects Abroad » dans NACLA's Latin America Report, janvier 1977, pages 27 à 32. Voir sussi : Michael T. Klare, « La Multinationalisation des industries de guerre », le Monde diplo-matique, février 1977, pages 4-5.

(9) Sénat des Etats-Unis, comité des affaires étrangères, « U.S. Military Sales to Iran », Staff Report, quatre-ringt-quatorsième congrès, deuxième session, 1976, page T.

(10) Voir « Payotts : The Growing Scandal ». Newsweek, 23 février 1976, pages 26 & 33. (11) Voir e Merchants of Repression », NACLA's Latin America Report, juilist-sout 1976, pages 31 à 38.

(12) Cité dans division Week and pace Technology, 18 svril 1977, page 20. opace reconstroy, 10 svin 1977, page 20.

(13) Voir Michael T. Klare e The Political Economy of Arms Sales >. Bulletin of the Atomic Scientists, novembre 1978, pages 10 à 18.

(14) Texte publié par le bureau de la Maison Blanche, le 19 mai 1977. (15) Security Assistance Program, op. it., pages 19 à 21.

(16) Washington Post, 14 juillet 1977. (17) New York Times, 27 avril et 12 juillet 1977, (15) Los Angeles Times, 10 juillet 1977. (19) Aviation Week and Space Technology, 27 juin 1977, page 22.

Bulletin hebdomadaire

LA PRESSE ARABE

الصحافة العربية Première partie :

Traduction des journaux de langue arabe. Deuxième partie :

L'actualité dans le monde arabe. Articles de fond, nouvelles et échos. SPECIMEN SUR DEMANDE (Sociétés et organismes

seulement) 20, rue de la Bienfaisonce, 75008 PARIS.

Tél.: 522-29-51. Abonnement: 3 500 F por an.

position plus - équilibrée - au cours de leurs discussions, il n'est pas difficile pert des analystes sont d'accord pour penser que l'accroissement des ventes d'armes

Des intentions aux réalités

MALGRE ces premières reculades, le président Carter annonça à grand bruit, le 19 mel, sa nouvelle politique an matière de vente d'ermes. Après avoir précenté le repport de M. Gelb, il déclara : - J'el décidé que, désormais, les Étets-Unis considéreront les livraleons d'armes comme un instrument exceptionnel de la

politique étrangère, à n'utilisar que dans les cas où il sera clairement établi que le transaction sert tes intérêts de notre sécurité nellonale. » Conformément à cette nouvelle « politique de restriction des armements », pour reprendro ses propres tarmes, le président Carter énumera una cérie de mesures socillaves

Tablegu I. - TENDANCES DES VENTES MILITAIRES AMERICAINES A L'ETRANGER. (par onnées fiscales, en millions de dollars actuels).

	1950-1969	1976	1973	1972	1973	1974	1975	1976 (1)	1977 (est.)	1978 (est.)
Total des commandes	15 124,2	957,6	1 563.2	3 257,6	5 786,2	10 642,6	10 123,5	9 477,1	\$ 770,0	7 680,3
Dont:										
Pays développés	0 935,3	545.0	516,2	1 357.7	707,7	829,3	3 060,3	1 674,5	I 143,9	2 702.0
Pays sous-développes	6 138.9	422,9	1 647,0	I 899,9	3 058,5	9 813,3	7 063,2	7 802.6	7 626.9	4 078,3
Programme de crédits pour les ventes militaires à										- 0.0,
l'étranger	1 778,9	70,8	743,4	549,0	541,0	2 895,9	850.3	2 786,1	2 622.1	2 217.5
Montant des litraisons Montant des arrières uon	7 859,1	1 355,4	1 365,5	1 365,5	1 365,7	2 937,9	3 379,7	5 495,1	non disp.	uon disj
livrés (total cumulé)	7 265,1	6 867.3	7 055,0	8 967,0	13 367,5	21 072.2	28 116.0	31 798.0	uau disp.	non dis
Ventes commerciales	2 053,1	437,6	396,8	423,6	352,0	592,2	5,082	1 565,1	1 241.8	I 248,

a) Y compris te trimestre de transition avec l'année fiscale 1277 (du ter juliet 1976 au 30 septembre 1876). Note : Les ventes militaires à l'étranger soot les ventes directes de gouvernement à gouvernement. Les ventes com-merciales désignent les transactions conclus entre tirmes américaines, d'une part, et les gouvernements étrangers ou commerçants en armes, d'autre part.

Sources : Pour les années fiscules 1950-1976 : US Dojense Security Assistance Agency, a Foreign Military Sales and Military Assistance Facts >, Washington, 1976. Pour les années fiscales 1977-1978: US Department of Defense, a Security Assistance Program >, Presentation to Congress, Figure year 1978, Washing-

armes

. . . .

magnetic and the second second

-

V. 1841 A. 180 Miles ---25.247 1000.5 and a proper . The والمشجود الله عال ---SINGRE FIN Charles Aug September 10

a de la composição de la composiç

 $= \{(1,2)^{n}, \mathbb{T}_{n}^{n}\}_{n=1}^{n}$

أنية ويضمرونهم

n en en en en en en

Acres March

- 44 وي من الله المنظمة الله المنظمة الله والمستخب والمراجع 7 · 754---The State of the S A Comment of the Comm 10000 10000 100 er er i erte i t 44 C 194 ، بعدق جورت د د در. ي.

المراجع والمراجع والمراجع والمراجع فقومات المراجعات STANDARD STAN , ş. ş. . 10 14 to 1999 194 90

and the parameter 1.50

and the state of

Section 120

Chart talking!

Till Deite

of Plande - Pal



livraison

d'armes à l'étranger

d'une certaine envergure actuellamant en cours, vingt-sept ont été entrapris avec des partenaires figurant eur la liste des pays échappant aux restrictions, et il est eu probebla que cetta tendance change peu probabla que cette tenuence a l'avenir (20). En fait, M. Carter s'est engagé à pousser le standardisation des ammements au sein de l'OTAN, ce qui na devrait pes manquar da développer la coproduction avec tes membres de l'alllance etlantique pulaque c'est lé le seul moyen da garantir, à l'avenir. l'achet d'armes eméricaines par les Européens.

M. CARTER: Un amendement aux règles sur les transactions interna-tionales en matière d'armes sers pro-mulgué, qui rendre obligatoire l'abtention d'ann outorisation da dépar-tement d'Etat ovant de lancer one campagne de premotion des vantes d'ormes à l'etranger, et cela aussi bien pour les fonctionnaires des Etats-Unis que pour les représentants des entreprises privées. De plus, les ambassades et les attachés militaires n'ocront pos mission de promouvoir

Cette clause ne présente qu'un Intérêt réduit car les fabricants d'armes améri-cains ont toujours ettendu un feu vert officieux da l'edministration avent d'entreprendra de sérieux pourperters evec les représentants de gouvernements étrangers. Désormais, il teudra obtenir ca feu vert officiellement, meis, du moment que le président Carter se montre el peu rigouraux dans l'observance des eutres principes qu'il e'est fixée — comme pour les livraisons d'AWACS é l'Iran et de F-15 à l'Arabie Saoudite, - cette limitation n'epperaît pas très algnificative. L'interdiction falte aux diplomates et aux mililaires américains de promouvoir le matériel militaire n'a pas empêché l'ermée de l'air de procéder é des démonstrations devant des clients potentiels au Salon du Bourget 1977, deux semaines é peine eprès que M. Carter eut annoncé ees nouvelles

M. CARTER: En élaborent des progremmes d'oida dans le domoire de sécurité qui tiennent compte des ragles ainsi établies, nous poursuivrons notre effort en vue de faire pregresser le respect des droits de l'homme dans les pays bénéficiaires.

Bien que le président Carter ail ordonné des réductions symboliques de l'aide milltaire à l'Argentine, é l'Ethiopie et à l'Uru-guay pour sanctionner des atteintes aux droits de l'homme, il s'est opposé à de telles mesures à l'encontre de pays donl les pratiques en ce domaine sont identiques ou pires - par exemple, la Corée du Sud, l'indonésie et les Philippines en invoquant le prétexte de la sécurité nationale des Etats-Unis. Et si les ventes de granades destinées à la police ont été suspendues pour quelques dictatures, les

AMERICAINES

Total mondial

Pays échappant aux

Membres de l'OTAN

Pourcentage de total

mondial revenant any pays echappaot aux

Total

de malériel é beaucoup d'autres réglmes

M. CARTER: J'entreprends cette politique de restrictions étant bien eatendu qu'une véritable réduction des transactions sur le marché mon-dial des armes nécessitem une coopé-ration multilatèrale. Parce que acus daminons ce marché dans une très large mesure, je considére que les Etats-Unis peuvent et doivent faire le premier pas. Cependant, les Etats-Unis vont rencontrer, dans un très proche avenir, les autres faareisseurs d'armes, y compris l'Union sovié-tigae, afin d'entamer des pourparlers sur les possibilités d'entreprendre des actions moltilatérales

M. Carter a naturellement raison de peneer que, pour être couvonnée de succès, une tentative de limitation des livralsons

L ES nouvelles directives du président Carter en matière de vantes d'ermes

comportent aussi des lecunes. Le premiéra.

et la plus évidente, est l'absence de tout

engagement aérteux de le part des Etals-Unia de réduire leurs ventes d'ermes. Même si le présidant diminue de maniérs

significative les envols d'armes en direc-

tion des pays trappés per le politique de

restriction, le volume total de leurs fourni-

tures ae maintiendra sana doute au même

niveau qu'avant - en particulier si. comma on e'y ettend, les ventes de aer-

vices augmentent essez vile pour compen-

ser le diminution des ventes de matérie

De même, M. Carter n'a pea pria les

mesures edéquales devant aboutir eux

- restrictions rigoursuses - qu'il svait

annoncées dans sa conférence de presse

du 24 janvier. Il est vrai qu'il e ordonné

eu département d'Etal de mettre an pleca

des procédures pour contrôler les

méthodes de promotion des firmes amé-

ricaines d'armement. Mais rien, dans aes

directives du 19 mai (ni dans son com-

portement ullérieur), n'indique que ses

mesures constitueront des - restrictiona

Lorsque M. Carter aborde des pro-

blémes concrets - le coproduction d'ar-

mement, les droits de l'homme et la vente

de matériel ultra-moderne aux pays sous-

développés. - ses propos restent vagues,

incomplets et parfola sens consistance.

Certains domaines sont, en outre, tolele-

M. Carter indique apécifiquement que les contrats portani sur la fourniture de ser-

vices échappent à ses directives du

19 mal. Nulle part allieurs il ne talsse

entendra qu'il e l'intention de restreindre

ou de contrôler le prolifération des « met-

8 921.1

29 975,9

5 882,5 883,9 19,5

· Les contrats en melière de services :

lourd.

rigoureuaes -.

ment négligés:

d'armes conventionnalles nécessitera la coopération des principaux paya lourniseaurs. Mala II est difficila d'Imaginar par quela moyens il va convalnere les autres pays de diminuer leurs ventes, alors qua lea Elets-Unis continuent da dominer le marché dans une aussi larga mesure, mèma après la mise an vigueur des nouvelles reglamantations. Et da que! - pre-mier pas - M. Carter parle-t-il ? La vente d'AWACS é l'Iran, de F-15 è l'Arable Saoudite ou de F-18 L è la République tédérale d'Allamagne n'est cartainament pas une initiative de natura è parsuade les tabriquants d'armes européens qua Washington e l'Intention da raduire ses exportationa vera les principaux marchés étrangers. De même, M. Carter espère-t-il sérieusement obtenir la coopération de Moscou, eu moment même où il e'empresse de vendrs des ermes à l'Egypta afin de saper l'influence equiplique dans

- Les pots-de-vin : blen que le prési-

Des lacunes gênantes

dent alt demande un contrôla préclable par le départament d'Etat da la politique de promotion des ventes des firmes américalnes d'armament, il n'eat pas explicitement interdit de payer des commissions ou des gratitications è des agants ou è des représentants é l'étrangar. Aucune disposition concrète n'empéche le versement de pots-de-vin dana les transactions eur

- Lea commandes en cours : dans les milleux hostiles aux venies d'armes, on e

partoia auggéré que le président Carter davralt étendre le champ d'application da sea nouvelles directives aux 32 milliarda de dollars d'armes commandéea du temps des présidents Ford at Nixon at non encore livrées é teurs achetaurs étrangars Ca sujat n'est pas abordé dans la déclaration du 19 mai, et le New York Times e Indiqué le 8 mai que la président aveit apperemment décidé de poursulvra les livrsisona en invoquant la nécessité pour Washington d'honorer ses contrats - bian qu'il alt demandé é la France el é la République tédérsia d'Allemagne d'annuler les leurs pour la toumitura d'usines da retraitement nucléaire au Pakiatan et au

Brésil.

Le poids des impératifs de sécurité nationale

rations de M. Carter, on remarque que l'obstacle principal à la diminution des ventes d'ermes eal la définition qui est ectuellement donnée de le « sécurité nationele » des Etats-Unis. Depuis les premiers temps de le guerre froide, les responsables de le politique étrangère américelns ont associé cette notion à l'existence da regimea anticommunistas é la périphèrie de le China el de l'Union soviétique, ainsi que dans d'autres zones atratégiques du tiers-monde. C'est catte vialon qui e condull aux interventiona emèricaines en Corée, au Vietnam, et é la tormation de l'OTAN, de l'OTASE, du CENTO.

(20) • U.S. Military Co-production rojects Abread », op. cit. (21) New York Times, 27 Juillet 1977. †22) Los Angeles Times, †2 Juillet 1977. etc. Les tournilures d'armes soni toujours epparues comme une consequence naturelle de cette concaption, devenant même, dans le cadre de la docime Nixon, des instruments essentiels de la politique étrangère eméricaine. Un véritable effort lendant à réduire les venies d'armement é l'étranger entrarait donc autometiquement en contradiction evec l'actuelle doctrina de la sécurité. Au cours de la campagne présidentialle, M. Certar a'étail engagé à lui donner une interprétation plua restreinte. Meia il est clair qu'il en a mainlenant edopté la définition tredillonnelle, ce qui implique qu'il serali préi

é renoncer à certains objectifs qu'il s'était

fixés, comme la réduction du volume des

vanles d'armes et sa politique des droils

de l'homma. Lorsqu'il a proposé de vendre des armes é la Somelie, par exemple, il a juatifié az position an soutenant que la sécurité des Etats-Unis sersit rentorcée ci la dépendence de le Somalle envers l'Union soviétiqua diminualt [21]. De même, dana un rapport eu comité des affairea étrangéres du Sénat, il a déclaré que Weshington ne pouvait pas soumettre la politique des droits de l'homma des cliants etrangars potentiela è un exemen sévère. car cala risquait d'antraîner das ambargoa contra - de petita pays qui ne rspréaantent peut-êtra pas, aéparémant, un grand intérêt pour la sécurité des Éteta-Unia, mais qui pourraient avoir una grande importance aur le pien collectit « (22).

Pour en revenir é la décteration présidentiella du 19 mai, il taut bien voir qua M. Certer y a présenté l'enaamble de sea directives en indiquant qua, désormala, les fournitures d'annes doivent être considéda politique étrengèra, qu'il ne faudra prendre que dana les cas où il aera clairemant élebli que ce fransiart sert les intéréts de noira sécurité nationale .. El comme il semble evoir dea Intérêts de sécurité nationale la même conception que ses prédécesseurs - é savoir, le flot constant des livreisons d'armes destinées à le mullituda des régimes enticommunistes na doit pas être interrompu, -cette seule cleuse risqua fort de reduira à zero la portée des mesures restrictives censéea être imposées aux ventes d'armas à l'étranger.

MICHAEL T. KLARE.

TOUS ces indices leissent craindre qua la - politique de restriction dea armements . n'aura que des effeta limités, il en découlera peut-êtra une légèra diminution de voluma tolel des ventes et un certain effort pour décourager les echats exorbitants des pays du tiers-monde les plus ambitieux, comme l'Iran. Mais cela na algnifie pas que la lendance générale sera inversée, elors qua le liste des clients étrangera ne cesse de s'ellonger pour les achets d'armes américaines sophieliquées.

SI l'on admet qu'au départ la président Carter aveit réellement l'intention da réduira les ventes d'armes - et cela parali pleusible. — on peul se demander ce qui l'a poussé é faiblir. Certes, des groupes de pression et d'intérêts sont parvenus é limiter ses choix. L'Europe ne soutlendra pas le stratégie politique et economique de Washington si elle n'a pes le garantle d'avoir toujours accès aux armes et à le technologia américaines. Les groupes pro-ieraéllens n'accepteroni aucune restriction importante des fourni-tures d'ermements à Jérusalem. Et, bien sur, les nombreux intérêta privés mis en jeu dens le febrication des ermes ne renonceroni pas volontairement eu merché lucratif des exportetions. Maia en dier B-1, le président Certer a montré qu'il est prèl à surmonter les obstacles quand II estime que l'Inlérèl des Elats-Unis est en jeu. Il feut donc trouver una eutre explication.

Si l'on examine ettentivement les décla-

UNE OMBRE SUR LES EFFORTS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

L A presse américaine a rap-porté le 26 octobre les pro-pos du ministre israéllen de la défense, le général Ezer Weiz-man, selon lesquels Israél dis-poserait maintenant de la capa-tité de mener una a grande. d'anéantissement » contre ermées égyptienne et syrienne au cas où les efforts de paix du gouvernement américain

L'International Herald Tribune du 28 octobre, se fondant sur lavis des experts américains, estime que la stratègie israéllenne consiste à s'assurer une victoire rapide pour éviter de oépendre de nouveaux approviaionnements américains en cas de merce comps ce fut le cas de guerre, comme ce fut le cas en 1973. « Ces deux dernières années, le flot des tirraisons d'armes sous les gouvernements Ford et Carter a pratiquement etiminé toute nécessité immédiate de mettre en œuvre le genre ae pont aèrien qui avait irrité les Arabes en 1973... Malgré aes aesaccords politiques avec te premier ministre Begin quant au roie des Palestiniens dans le nouvel ejfort de paiz, le gou-vernement Corter n'a pas modi-fié le flux des armes lourdes, qui est devenu l'élément le plus

vital des relations américanoisraeliennes.

stactionnes.

» La semaine dernière, le Pentagone a décide l'envoi en Israël d'héticoplères Cobra équipes de missiles anti-tanks, d'une valeurs de 50 millions de dolvaleurs de 50 mutons de doi-lars. Depuis avril, le Pentagone a donné le feu vert pour près de 150 millions de dollars de livraisons qui comprenaient des tanks M-16, des howitzers 155 mm. et des véhicules blin-dès.

Pour le journal américain, la première occasion de juger des intentions du gouvernement Carintentions du gouvernement Car-ter face an continuel renfor-tement du potentiel militaire israélien va se présenter ce mois-ci, « quand le ministre de la déjense Weizman arrivera à Washington a vec une liate d achais militaires jugée « ren-persante » na un ottificie qui versante » par un officiet qui o eu connaissonce des requêtes

préliminaires.

» On s'aitend que les Israéliens essaient d'obtenir des armes
qui renforceront considérablement leur avantage technalogique et leur puissance de fen
par rapport aux Arabes. Ils
renouvelleront aussi leurs demandes pour obtenir des accords de
toproduction portant aur de
nouveaux systèmes d'armements, » prėliminaires.



Tobleau II. - IMPACT DE LA POLITIQUE DE VENTE D'ARMES DE M. CARTER

11 042.2

1 092,7 551,9 8,7 201,9 1 203,6

10 912,6

1 655,6 68,0 5,6 162,6 855,6 2 746,2

q) Commandes au titre do programme des ventes militaires à l'étranger et livraisons

b) Y compris le trimestre de transition evec l'année fiscale 1977 (do 1er juillet 1976 au 30 septembre 1976).

Sources: U.S. Department of Defense, a Security Assistance Program », Presentation to Congress, FY 1878, Washington, 1977.

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris, en province et au Maghreb : 5 F

Spécimen sur demande : 12-13, rue Augereau 75007 PARIS - Tél.: 555-27-52 - 705-81-45

Centre France-Pays Arabes à LYON: 36, rue Tromossoc, 69005 Lyon. - Tet.: 37-16-63 Centre France-Pays Arabes à NANCY:

45, rue de Metz, 54000 Nancy





occidentaux

Les huit cents habitants du village de S..., au Niger, n'ont jamais rencontré les experts de la Banque mondiale ou des grandes sociétés de développement. Leur possibilité de se nourrir convenablement dans quelques années dépend pourtant de décisions auxquelles ils n'ont aucune part. Ainsi en va-t-il toujours des plans occidentaux pour le tiers-monde A une analyse globale de la politique alimentaire, on a préfèré ici l'étude d'un cas particulier, limité à un petit village. Mais, comme le suggère le fin de l'article, les plans de développement agricole de S... sont une fidèle illustration d'une politique mondiale dont on n'e pas fini d'analyser les errements.

E village de S... à une trentaine de kilomètres en aval de Niamey, se situe sur la rive gauche du fleuve Niger qui, dans cet endroit, coule du nord vers le sud. Village groupé, de cases rectangulaires en plac-environnées de greniers circulaires à chapeau de paille conique. Cent cin-quante familles y demeurent, à quel-ques centaines de mètres de la cuvette inondable qui borde le fleuve; mais il existe aussi une population dis-persée d'une cinquantaine de familles, bergers peulh et pêcheurs du fleuve, sonvent originaires du Mali.

Le terroir du village e'ètend vers l'est à partir dn fleuve sur une longueur d'une dizaine de kilomètres et une largeur de 1 à 2 kilomètres (1). En partant du fleuve, on trouve d'abord, entre deux zones basses, inondables, une levée de terre destinée à protéger de l'inondation une partie de la cuvette du fleuve et à y réaliser plus tard un périmètre irrigué. Pour de la cuvette du fleuve et à y réaliser plus tard un périmètre irrigué. Pour l'instant, cette digue est encore ouverte et, en salson des pluies, l'ean pénètre dans la cuvette. Sur la digue, des pécheurs ont construit leurs cabanes. Ils échangent avec les villageois le produit de leur pêche contre du mil (voir le schéma cl-dessus).

De part et d'autre de la digue, De part et d'autre de la digue, dans les marécages qui subsistent pendant la saison sèche, paissent des bovins nombreux, qui profitent d'une herbe abondante, le bourgou, qui croît dans les flaques et les mares. Des jeunes du village coupent et font sècher une partie de ce bourgou pour le vendre en ville, où il sert à affourrager vaches et chevaux. Les troupeaux de la cuvette sont à la charge de bergers peulh qui, chaque soir, les ramenent pour la nuit dans la zone de culture derrière le village, dégagée en saison sèche de sa végétation.

La cuvette a une superficle de quelque 200 hectares. Quant à la zonc de culture sèche, elle couvre à peu près 800 hectares. C'est un plateau sablonneux, ombrage çà et là de gao, cet acacia miraculeux qui garde ses feuilles en saison seche, fertillse le sol qu'il ombrage, et contribue, par ses fruits, à alimenter les troupeaux. Les bergers demeurent, en saison sèche, dans des huttes établies sur cette zone de culture, autour desquelles les trou-peaux stationnent pendant la nuit, fertilisant ainsi les terres de culture.

peaux statlonnent pendant la nuit, fertilisant ainsi les terres de culture. Cette fertilisation est bien comme et recherchée des agriculteure du village, qui paient au berger une redevance en mil pour chaque muit de stationnement. Les hêtes appartiennent soit au berger lui-même, soit aux agriculteurs. Cet élevage assure l'approvisionnement en lait du village, lait qui est, avec le mil, la base de l'alimentation. Les cultivateure et les éleveurs échangent mil contre lait, calebasse pour calebasse. Pendant la saison des pluies, les tro i reaux remontent à l'est sur la zone de brousse qui recouvre la terrasse supérieure du fleuve, où l'herbe a alora pousse. Ils peuvent donc continuer à assurer l'approvisionnement en lait du village, tandis que la zone plus basse qu'ils occupaient en saison sèche est désormais libérée pour la culture du mil. Une partie de la cuvette, elle aussi libre d'animaux, peut être cultivée en riz : c'est un riz flottant que l'on utilise lci, dont le chaume pousse tandis que l'inondation monte : on le récolte parfois en pirogue.

tion monte : on le récolte parfois en pirogue.

Des échanges assez complexes se produlsent donc entre les différentes zones du terroir et les groupes qui les habitent et les exploitent. Les échanges avec la ville se résument à peu de chose : le circuit est relativement fermé. Ce système d'échanges permet la reproduction des terres, des hommes, des animaux domestiques, dans une dépendance étroite et visible les uns des autres.

séculaire, de ce système paraît s'être maintenu jusqu'ici. Mais pourra-t-il subsister dans l'avenir? S'il se modi-fie, dans quel sens peut-il le faire? Et quelle évolution paraît la plus sou-

Passer de 800 à 1600 habitants

T 'INSTABILITE d'un des éléments du système met aujourd'hui en cause tont son équilibre : la croissance très rapide de la population, jamais vue dans le passé. Au taux de croissance actuel, elle doit doubler dans les vingt-cinq années qui viennent. On pourrait, blen sûr, imaginer d'aotres hypothèses : migration vers la ville d'une partie de cette population, qu'il fandra cependant bien nourrir, et prioritairement avec les produits du terroir : ou encore, migration vers les pays côtiers plus riches, hypothèse que certains experts préconisent... Mais la zone étudiée est une des plus riches du pays : qu'en sera-t-il des plus riches du pays : qu'en sera-t-il

alors des sones plus pauvres ? N'est-ce pas prévoir la roine totale d'un pays que de le considérer comme condamné à l'exportation perpètuelle de sa main-d'œuvre vers des pays mieux lotis? Retenons donc l'bypothèse selon laquelle les disponibilités alimentaires du terroir de S... dolvent au moins doubler dans les vingt-cinq années qui

viennent.
Dans l'écosystème actuel, la population (huit cents habitants) parvient à se nourrir d'une façon suffisante, sinon satisfalsante, et la prodoction permet mème l'exportation d'un léger surplus, comme le montre le tableau ci-dessous (2):

PROBUITS	CALORIES/KG	PRODUCTION ACTUELLE	CONSOMMATION ACTUELLE ed mégacalories . (MC)
Mil	3 250	800 ha à 0.3 t = 240 t	780
Riz paddy	2 600	40 ha à 2 t = 80 t	208
Lait	670	150 × 365 = 54 750 0.5 kg/famille/semaine	37
Viande	1 700	75 × 52 = 3 900 1 kg/famille/semaine	6
Poisson	1 000	150 × 52 = 7 800	8
		Total	1 039

Puisqu'il y aura, dans vingt-cinq ans, une population voisine de mille six cents habitants, le simple maintien de la production actuelle serait insuffisant pour assurer son allimentation. Or le système actuel ne peut évoluer spontanement dans un sens positif entraînant une augmentation de production. S'il s'est montré, dans le passé, capable de fournir une production ou suivait tant hiem que mai duction qui suivait tant bien que mal le lent accroissement de la popula-tion, il est maintenant dépassé par la très rapide évolution démogra-

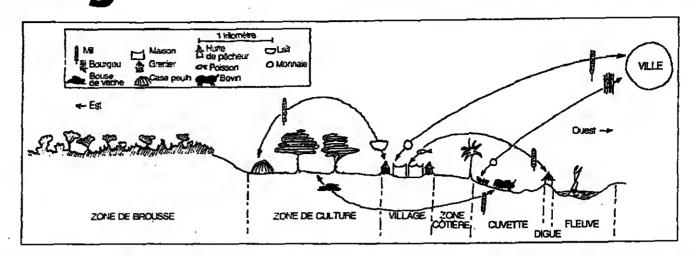
(1) Ces observations sont le fruit d'un travail effectué eo 1977 avoc des étu-diants de l'Institut pratique de dévelop-pement rural de Kolo. Les cooclusions ici présentées n'engagent toutefois que

ici présentées n'engagent toutefois que l'auteur.

(2) Dans ce tableau, les productions de lait, viande et poisson n'ont pu être approchées que par la consommation locale. Il est vraisemblable qo'elles sont aupérieures aux chiffres avancés. L'unité de mesure employée pour les consommations est la mésocatorie (MC) ou million de grandes calories. Unité très pratique puisque la ration annuelle minimale munimale est de l'ordre da 1 MC. Les besoins du village de S... sont donc d'environ 800 MC.

phique; dejà il présente des signes de grippage et risque, si l'on n'y remédie, de se bloquer tont à fait. D'ores et dejà, les surplus de production ne sont pas élevés. Pour accroître les disponibilités en argent, pour tenir compte de l'augmentation du nombre des bouches à nourrir, on accroît les surfaces cuitivées, on diminne les jachères : celles-ci ont disparu depuis longtemps dans la zone de culture, et le fragile équilibre du sol qui maintient un minimum de fertilité n'est plus assuré que par le fome: apporte par les animaux parques sur le terrain en saison seche. Dans la zone de brousse située à l'extrême ouest du terroir, il devient difficile de créer des zones de culture temporaire, comme on le faisait autrefois : « Lu terre n pielli, tout comme temporaire, comme on le faisalt autrefois : « In terre n vieilli, tout comme
nous outres », nous dit un ancien du
village... En fait, cette zone est en
voie de dégradation, surpâturée qu'elle
est durant la saison sèche par les
troupeaux devenus plus nombreux
depuis que la sécheresse de 1971-1973
les a refoulés en grand nombre dans
la région du flenve. La cuvette ellemême est, en saison sèche, surchargée
de pétail : nous y avons compté près
de dix bovins à l'hectare...

Famine et «modernisation» de l'agriculture



Le système est en voie de régres-sion : cela eignifie que, si on ne fait rien de nouveau, non seulement les rations alimentaires par habitant vont diminner, mais la production alimentaire totale elle-même risque de diminuer en raison de la dégradation

du terroir. Il n'y a qu'une réponse possible à l'accroissement inéluctable de la population : changer le sys-tème de culture pour le rendre plus productif. Mais on peut donner à cette réponse des interprétations dia-

La destruction progressive de l'écosystème

I L est prévu, nous a-t-on dit de convertir la cuvette de 200 hectares située entre le village et le fleuve en périmètre irrigné rizicole : la digue qui borde le fieuve a été construite à cet effet. Avec un rendement moyen de 6 tonnes par bectare en deux récoltes annuelles, on

peut obtenir, an bout des cinq à sept années nécessires à la mise en place du périmètre, 1 200 tonnes annuelles de riz, fournissant 3 000 MC, qui s'ajoutent à la production actuelle, multipliant théoriquement par quatre les disponibilités alimentaires

faut opposer un système qui permette à la prodoctin de croître au moins au rythme de la population et, si possible, un peu plus vite, sans dégra-der irrémédiablement l'écosystème.

Les principes d'une telle évolution sont simples : amélioration des cultures existantes, et d'abord de la

accroissement de la surface cultivée

maintien et amélioration de la fumnre organique et, par conséquent, main-tien et amélioration de l'élevage. Nous

opposerons cette hypothèse d'intensifi-cation multidimensionnelle à la précé-

PRODUITS	QUANTITES PRODUTES	DISPONIBILITES ALIMENTAIRES (MC)	
Mil Paddy Lait, viande Poisson	200 ha à 6 t/ha = 1 200 t	780 3 120 8 3 808	

Maia il faut mettre un certain nombre de choses au débit de l'opération : il n'y aura plus de bovins, la cuvette étant occupée en toutes saisons par la riziculture. On se refuse actuellement, au Niger, à envisager une association de la riziculture et de l'élevaga, Partant, plus de lait ni de viande produits directement au village; il faut donc exclure du premier tableau les 43 MC qui correspondaient à cette production de lait et ce viande. Si la part quantitative de ces calories est faible dans l'ensemble des calories consommées, cela ne doit pas faire négliger l'importance fondamentaie des productions animales, source de protèines irremplaçable. La reconversion de la cuvette en périmètre rizicole obligera les habitants à faire venir de plus loin (et donc à plus grands frais) leur lait et leur viande.

Pour payer les investissements, les paysans seront astreints à une rede-vance. Ils auront, en outre, à payer des charges de semences et d'engrais. Dans les actuels périmètres, l'ensemote de ces charges représente 250 kilos de riz par tonne produite. Il fant donc déduire des 1200 tonnes espé-rées, 312 tonnes pour ces charges, soit 811 MC. Comme les animaux ne peuvent

plus utiliser la cuvette en saison sèche, ils vont devoir surpăturer plus encore la brousse de l'est du terroir, ou emila brousse de l'est du terroir, ou émi-grer vers d'autres cuvettes disponibles. Il y aura moins d'animaux et la fer-tilisation de la zone de culture sera de moins en moins bien assurée. Le fragile terroir où le mil est actuel-lement cultivé risque de se dégrader tout à fait, ce qui compromettre la production du mil, et risque, à terme, de l'exclure. Au terme de cette évo-lution, on doit donc eocore eulever du total 780 MC. correspondant au dn total 780 MC, correspondant au

Enfin, au Niger, comme en Haute-Enfin, au Niger, comme en Haute-Volta, on observe une balsse progres-sive des rendements eur les périmè-tres rizicoles, due sans doute à l'absence totale d'apports de matière organique : on n'a pas su, jusqu'ici, associer l'élevage à cette riziculture, on brûle la paille de riz qui, il est vrai, pourrit difficilement. Quoi qu'il en soit on a observé que des rande. en solt, on a observé que des rende-ments de 6 tonnes/hectare au départ peuvent, après une dizalne d'années, se trouver ramenés à 3 ou 4 tonnes/ hectare. Il faut donc encore déduire

hectare. Il faut donc encore déduire du total 2 tonnes de riz par hectare, soit 400 tonnes et 1.040 MC.

Que reste-t-ll? De nos 3 908 MC, nous devons déduire : 811 + 780 + 1.040 = 2.631 MC. Il ne reste plus que 1.377 MC, à peine 25 % de plus que dans la situation initiale. La production, très élevée dans les premières années, e'est réduite comme une peau de chagrin. En fait, nous sommes ramenées à une situation pire une peau de chagrin. En fait, nous sommes ramenés à une situation pire que la situation de départ, parre que le terroir non irrigué do village est tellement dégradé qu'il en est devenn inutilisable: le sol de la cuvette rizicole s'épuise; on ne voit pas comment se relever d'une telle situation. L'écosystème s'est engagé dans nne voie règressive.

Il ne e'agit pas là d'une pure réflexion théorique; bien des habitants du village, qui savent que l'on ne se nourrit pas seulement de riz, s'inquiètent de l'impact des projets rizicoles sur la cuvette. Mais on ne leur demande pas leur avis.

Alors, que faire? En bien i il faut

Alors, que faire? En bien i il faut assurément faire autrement. Essayer d'engagar l'écosystème dans une vole non pas régressive, mais progres-sive, même si les résultats de départ sont moins spectaculaires. A la belle courbe de production qui part vers les sommets... pour s'abattre aussitôt, il

* Auteur du Nouvel ordre de la faim. Seuil, 1977, et, eo collaboration avec L. Barbedette, de Décourrir une agricul-ture vivrière, édit. G.P. Maisonneuve & Lavost, Paris, 1977, Voir dans le Monde diplomatique o'août 1977 son article « Encadrer l'agriculture on former des paysans? ».

dente, celle de l'agriculture à ten-dance unidimensionnelle, dont nous avons montré qu'elle conduit à la catastrophe. Le mil représente actuellement 78 % des disponibilités alimentaires. Le

78 % des disponibilités alimentaires. Le rendement moyen en est de 300 kilos/hectare. Mais nous avons observé, dans le village, trois cultivateurs qui obtiennent des rendements de 700 kilos/hectare sur des terres volsines de celles où les rendements sont proches de la moyenne. Il n'y a pas de raison pour que, dans quelques années, ce rendement en mil de 700 kilos ne soft devenu la moyenne de village. ce rendement en mit de 700 kilos ne soft devenu la moyenne du village, pourvu qu'on se donne la peine, à tra-vers une étude de potentialités, de savoir à quoi il est dû: travail du sol, façons culturales, fertilisation, traitements? On pourrait, pour le riz, se conten-

On pourrait, pour le riz, se contenter, dans un premier temps, de constituer un petit périmètre, blen clôturé, d'une quarantaine d'hectares, correspondant à la surface actuellement cultivée en ris flottant, et expérimenter l'alternance d'une culture de riz en saison pluvieuse avec le pâturage de saison séche, nu encore l'alternance de quelques années de culture du riz avec quelques années de culture du riz avec quelques années de pâturage. Ce système une fois mis an point pourrait sans inconvénient être étendu dans la euvette, mais de facon prodans la cuvette, mais de façon pro-

gressive.

Dans ces conditions, la production de calories d'origine animale ne disparait pas du village. Réduire le troupean serait pent-être une nécessité pour éviter le surpâturage de la cuvette et de l'ancienne jachère. Mais huit cents à mille têtes de bovins doivent pouvoir se nourrir sur le seul terroir du village, susceptibles de fournir, moyennant une intensification des méthodes de travail. 120 MC. soit mesthodes de travall. 120 MC, soit pres-que le triple de la consommation actuelle de calories animales :

PRODUITS	QUANTITES PRODUTTES	DISPONIBILITES (MC)
Mil Paddy Poisson Klevage bovin	800 ha à 0,7 t = 560 t 40 ha à 3 t = 120 t Inchangée (?) Troupeau de 800 têtes, 80 bœufs/an à 110 kg, soit 9 t de viande; 320 vaches à 500 kg/an, soit 160 t de lait.	1 820 312 8
	Total	2 262

Ce total montre que la production peut être doublée par rapport à la situation initiale, sans pour autant dégrader d'une manière irrémédiable

l'environnement, mais an contraire en engageant l'écosystème dans une voie progressive.

Pour éviter la pénurie

I L convient alors de se demander pourquol ce n'est pas cette voie qui est choisie, mais au contraire l'hypothèse du grand périmètre irrigué, et cela non seulement à S... mais dans toute la vallée du fleuve L'explication est simple : pour les experts qui préparent ces projets, il est inconcevable qu'un paysan africain puisse améllorer sa production en dehors de l'ordre où ces experts eux-mêmes sont nès ; il faut donc prévoir à l'usage de ces paysans une organisation contraignante qui les force à se moderniser malgré eux. A la hase de la plupart des projets de développement agricole an Afrique, on trouve cette même philosophie sons-jacente, que

d'ailleurs, inconsciemment ou non, les gouvernements locaux reprennent généralement à leur compte.

Selon les hypothèses des experts de la Banque mondiale, la production de mil ne saurait an maximum e'accroître que de 17% au cours des treize années qui viennent. A ce compte, il faut mettre les bouchées doubles pour constituer des périmètres rizicoles : 800 hectares par an d'îcl à 1980, 1 000 hectares par an ensuite (alors qu'on n'en réalise guère que 200 par an actuellement). Alors, dans la meilleure des hypothèses, il manquera encore 100 000 tonnes de céréales par an vers 1990, qu'il faudra importer.

	1978	1990
Population (milliers)	4 842 . 1 210	7 049 1 760
— hypothèse basse — hypothèse hante Production de riz	1 196 1 308 43	1 268 1 531 124

Ces hypothèses obligeraient à mettre en riziculture pure près de 13 000 hec-tares d'icl à 1990, c'est-à-dire le quart environ des cuvettes disponibles au bord du fleuve. On pourrait envisager de répartir cette eurface en petits périmètres, mais les petits périmètres ne sont pas rentables pour les grands capitaux. Et là où le riz envahit, par priorité dans les zones les plus peu-plées, ce ne sera pas 17 % ni même

priorité dans les zones les plus peupiées, ce ne sera pas 17% ni même
1% d'accroissement de la production
du mil que l'on obtiendra, mais 0%, à
moins qu'on n'enregistre une baisse de
4 ou 5%, comme nous en avons montré
la probabilité à 5...

Les perspectives de la Banque ne
prévoient rien non plus pour le sorgho,
dont il y a pourtant beaucoup à tirer
sur les 90 000 hectares de cuvettes dispointies en dehors de la valiée du
fleuve, moyennant une irrigation d'appoint en saison des pluies, souvent
praticable grâce à des nappes à faible
profondeur. Même si on ne peut pas
obtenir partout 100% d'augmentation
du rendement en mil, c'est sûrement
possible dans bien des cas... Alors, on
n'aurait peut-être plus besoin d'accroître les importations alimentaires
qui renforcent la dépendance du pays
et rendent l'approvisionnement aléatoire.

Mais, cela, on ne le croit pas: les experts occidentaux ont oublié que les rendements en blé et en mais qu'obtenaient leurs ancêtres voici un siècle à peine étaient comparables à ceux du Niger d'aujourd'hui. Ils ont d'ailleurs tout intérêt à l'oublier, car les offernt au reux les contenus écrit.

d'ailleurs tout intérêt à l'oublier, car ils offrent au pays les coûteux équipements des périmètres qui se paieront sans doute en uranium.

Et puis, il faudrait, pour réaliser un accroissement substantiel de production des céréales principales, mil et sorgho, y intéresser la majorité des paysans. La hante technique, qui demande un encadrement concentré, ne peut concerner que peu de monde. L'autre vole n'est praticable que moyennant une mobilisation paysanne, que blen peu d'experts on de fonctionnaires d'Etat sont capables de pratiquer ou même d'envisager.

Pourtant, au Niger, dans les pays

tiquer ou même d'envisager.

Fourtant, an Niger, dans les pays sahéilens, et plus généralement dans la pinpart des pays du tiers-monde, même riches en matières premières, on n'a plus guère le choix qu'entre une telle mobilisation et. à moyen terme, une pénurie alimentaire que les exportations de matières premières, les implantations industrielles on les médiations d'experts seront bien incapables de juguler.

Conscience

1.00 (

وأحجار والمخطوران سور

4.4

74 7 T

Line ... E. ... Header

A TOWNSON OF

🗯 🗀 پيدو مينوس

The second secon

10 人物的

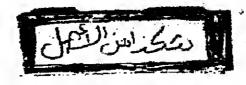
فالطاق القبروة أأزر مسادر

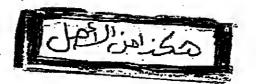
in the contract

100mm 大利 (100mm) (10 DEAUTILLE A partir de A son F ie m2.

COSTA BRAVA AMPLE ALSIAVIA . A 38 40 is a liere de ROBAS The second secon PARTY AND THE PROPERTY AND AND PARTY. THE VENTE OF TRANSPORT THE REAL PROPERTY OF ASSESSED.

17.735





LA RÉPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

La Conscience noire, de la non-violence à l'interdiction

(Suite de la première page.)

Cette morale s'appuierait à la fois Cette morale s'appuierait à la fois sur la résurgence des « valeurs africaines traditionnelles » et sur la conversion de la religiosité inhérente an peuple africain à une « théologie noire », nouvelle interprétation par des hommes noirs et pauvres d'un christianisme dont la doctrine a été détournée à leur profit par des hommes riches et blancs.

Sans analyses l'adéquation de considération de la considér

Sans analyser l'adéquation de ces thèses à la nature profonde du système sud-africain et à ses poten-tialités de changement, il faut noter qu'elles marquent un retour en ar-rière dans l'histoire de la résistance sud-africaine.

riere dans l'histoire de la résistance sud-africaine.

Cette exaltation de la négritude et des valeurs indigènes, systématiquement opposées aux valeurs coloniales et européennes, définit en effet le premier stade par lequel sont passés tous les mouvements de libération en Afrique, formellement on non, quelle que soit l'évolution qu'ils alent comme par la suite. L'AN.C., le plus ancien mouvement de ilbération de tout le continent noir, n'a paséchappe à la règle : il a sussi emprunté ce point de passage obligé. Mais pour se heurter très vite aux limites qui en découlent : la confiscation puis la paralysie du mouvement par une poignée de notables et la sous-utilisation du potentiel de contestation des masses africaines. Car, dans un pays où 95 % des Noirs ont été intégrés, en tant que prolétaires, à l'appareil de production moderne, l'AN.C. a dit se poser la question : les Noirs sont-ils exploités parce qu'ils sont Noirs, ou parce qu'ils sont prolétaires ? Oppression nationale ou oppression capitaliste ? tes parce qu'ils sont Noirs, ou parce qu'ils sont prolétaires ? Oppression nationale ou oppression capitaliste ? En corollaire : la conscience natio-nale on la conscience de classe sont-elles le levier d'une libération qui s'arrête à la conquête de l'indé-pendance, on cette libération exige-t-elle aussi l'instauration du socia-lisme ?

A partir du milieu des années 50, l'A.N.C. réussissait une difficile synthèse entre nationalisme et socialisme, synthèse qui pratiquement n'a pas évolué depuis l'adoption de la « charte de la Liberté » (1955) dont elle fut le principal artisan. Après un préambule affirmant qu'elle a été adoptée par « nous, peuples de l'Afrique du Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme des égaux, des compatriotes et des frères », la charte propose que tous luttent ensemble pour donner naissance à m Etat démocratique qui abolirait toute Etat démocratique qui abolirait toute mesure de discrimination raciale, reconnaitrait les mêmes droits à chaque citoyen et les droits spèci-fiques de chaque « groupe national »,

rendrait les e richesses nationales au peuple » (réforme agraire et nationalisation des grands monopoles).

Dans les analyses, dans le choix des moyens d'action et dans les perspectives, tout oppose donc l'A.N.C. et la Conscience noire. l'ANC. et la Conscience noire.

Pour la Conscience noire. l'adversaire est la nation blanche; pour l'ANC. un système qui opprime l'immense majorité des Sud-Africains, quelle que solt leur race. Pour la première, la formation d'une nation noire forte et sûre d'ellemème, forgée uniquement par des Noirs, est un préalable à toute libération. An contraire, si l'ANC. reconnaît que l'oppression nationale est, potentiellement, « la plus grande force répolitionnaire », il souhaite que tous les groupes nationaux, au sein d'organisations spécifiques mais coordonnées, se battent en commun contre panisations speciniques must coordon-nées, se battent en commun contre le totalitarisme sud-africain pour bâtir une démocratie libérale muiti-raciale qui poserait les bases d'un passage an accialisme. La Conscience noire rejette cette évolution en deux férrare et transporter les passages de la conscience de l étapes et prine le communalisme noir, société non raciale. Depuis son interdiction, le Congrès national afri-cain affirme que la lutte armée s'impose comme l'imique moyen de libérer le pays. La Conscience noire e st farouchement non violente. L'AN.C. est guidé par une idéologie plus ou moins socialiste. La Conscience noire accorde une place essentielle aux valeurs spirituelles.

noire accorde une place essentielle aux valeurs spirituelles.

Ces divergences ne s'expliquent pas par l'origine sociale des dirigeants de l'un on l'autre mouvement, qui sont tous issus de la classe moyenne urbanisée noire, en particuller des milieux lycéens et étudiants. Une classe moyenne qui se voit privée par le système, pour le seule couleur de sa peau, d'un statut économique et social conforme à son éducation. Pour les dirigeants de la Conscience noire, l'infériorité dans laquelle elle est maintenue ne découle pas de sa position dans les rapports de production, mais de son appartenance à une race discriminée. Le clivage racial est pour eux si détarminant qu'il est la cible privilégiée d'une frustration qu'ils expriment d'abord à un niveau Idéologique, en rejetant les valeurs occidentales que cette classe moyenne a pourtant assimilée dans son mode de vie et en eraltant les valeurs traditionnelles qui seralent enfouies au cœur de la communanté noire.

Les échecs de l'A.N.C.

PAR contre on observe que l'évo-lution de l'A.N.C. et la naissance I lution de l'A.N.C. et la naissance de la Conscience noire interviennent toutes deux lorsque le mouvement de résistance est an plus bas. A la fin des années 40, une nouvelle vague de jeunes militants, cherchant les raisons de l'échec de leurs aînés, se radicalisèrent sous l'infinence du parti communiste sud-africain, encore légal avant d'être réduit à la clandestinità à nartir de 1950. Le même phágal avant o chre recent a la cianossimité à partir de 1950. Le même phénomène, mais avec des consèquences différentes, si ce n'est opposées, fournit la mellicure explication des positions actuelles de la Conscience

noire.

L'A.N.C. échoua une première fois dans sa tentative d'implanter la Inite armée lorsqu'en 1983 la police arrêta l'état-major ciandestin des forces de guérilla intérieures. Nouvel échec, en 1987, quand une colonne de combattants qui tentaient de porter la Inite armée en Afrique du Sud à partir de la Zamhie fut anéantie dans l'onest du Zimbabwe. Quelles que soient aujourd'hul l'étendue et l'implantation des réseaux clandestins de l'A.N.C., une nouvelle vague de jeunes Africains refuse de céder à la résignation de la génération précédente selon laquelle le rapport des forces rendait toute libération illusoire. Elle a tiré les leçons de ce qu'elle considère, à les lecons de ce qu'elle considère, à tort ou à raison, comme la faillite de

l'A.N.C. Partant d'une condamnation du principe même de la lutte armét, elle est conduite à rejeter l'essentiel des analyses et positions de l'A.N.C. Mais ce procès ne fut pas instruit à la lumière des expériences de ilbération qui, à la même èpoque, se dèveloppaient dans le reste du monde : la censure sud-africaine jouait à plein. Les nouveaux militants ne trouvèrent que rarement des outils et des structures de réflexion en dehors de certaines Eglises dont beaucoup d'ecclèsiastiques sont originaires de cette classe moyanne noire et qui sont des institutions relativement protègées dans un pays où la religion tient l'A.N.C. Partant d'une condamnation gées dans un pays où la religion tient une si grande place.

Ces facteurs se sont conjugués pour donner an mode de libération et au type de société que propose la Conscience noire une dimension « africanocentriste », spirituelle et non violente qu'on ne retronve, avec une telle in-tensité, dans aucun autre pays du

continent noir.

Mais combien de manifestants, Mais combiem de manifestants, dans les cités-dottoirs noires et, depuis peu, dans certains e homeiands », connaissent-ils précisément l'idéologie de la Conscience noire ? En fait, ce mouvement est le flambeau de la révolte des Noirs dont il a réussi à cristalliser la volonté de résistance autour de certains nots d'ordre très frappants mais très imprécis, à commencer par le slogan de « pouvoir noir » qui, en Afrique du Sud, ne saurait avoir la même acception qu'aux Etats-Unis. Ainsi la Conscience noire a-t-elle atteint son premier objectif : redonner confiance à une partie du peuple africain, mission difficile dans un Etat eussi totalitaire que l'Afrique du Sud. Elle a obligé la socièté blanche à constater que sa domination n'était ni acceptable ni supportable. Mais à cause de sa faiblesse organisationnelle, de l'imprécision stratégique et de son flou idéologique, le projet de la Conscience noire ne semble à la mesure ni de la détermination des autorités à ne rien changer à leur politique, ni des espoirs qu'elle a ravivés dans la population noire. Sous l'effet de l'action contraire de sa base et du ponvoir, le Conscience noire devait évoluer, et elle commençait à le faire. La mesure d'interdictions qui s'en réclament ne peut qu'accèlèrer ce mouvement qui pour rait s'engager dans des voles diffèrentes et même divergentes.

« La Conscience noire ne va pas e La Conscience notre ne va pas disparatire (après son interdiction), elle va croitre dans la clan-destinité. La Conscience notre va passer de la poésie et de la rhétori-que à la violence. » Cette déclaration du doyen de la faculté de droit du Witswaters and est très révélatrice de la position des milieux libéraux blancs sud-africains, et donc des milieux d'affaires, à l'égard de la Conscience noire et de l'interdiction qui la frappe.

Pour réussir les mutations qu'ils veulent imposer à l'Afrique du Sind, les milleux d'affaires ont besoin de rompre le front des opposants, unis actuellement par un nationalisme noir incontrôlable, en attirant la classe moyenne noire dans leur camp pour la dresser contre le prolétariat de couleur. Ils sont prêts à supprimer les contraintes raciales qui bloquent son ascension. Or cette classe moyeune ne se reconnaît pas dans les élites que les autorités ont désignées pour la représenter ; le personnel politique des bantoustans a pratiquement perqu tont crédit. Réduisant la Conscience noire à l'expression la Conscience noire à l'expression lécologique d'une soif de dignité et d'un besoin d'être reconnu de la part de cette glarge programme les milleurs. d'un besoin d'être reconnu de la part de cette classe moyenne, les milieux d'affaires sont convaincus que, si l'Afrique du Sud commençait à bouger, la Conscience noire « évoluerait dans le bon sens » : ils sont prêts à associer les dirigeants de ce mouvement à l'exercice du pouvoir économique et politique pour leur faire oublier les bouleversements socioéconomiques inscrits dans leur programme, car ils sont persuadés que

la solidarité de classe l'emporterait alors sur la solidarité de race.

Ils firent donc le pari qu'il était possible de susciter l'apparition d'une « troisième force » capable de polariser le nationalisme noir tout en le vidant des menaces qu'il fait peser sur la perpétuation du système capitaliste en Afrique dn Sud. Avec l'aide diplomatique de plusieurs capitales occidentales, dont Washington, et l'appuil des entreprises multinationales qui ont investi en Afrique du Sud, ils ont multiplié les contacts avec les militants et dirigeants de la Conscience noire, en Afrique du Sud ou en exil, et augmenté leur aide.

On peut imaginer avec quel dépit ces milieux ont accueilli le dureissement dn gouvernement Vorster. Le pari ponvait être gagné si le système évoluait rapidement : le parti nationaliste semble bien décidé à s'en tenir une fois pour toutes à la politique qu'il poursuit depuis 1948. Pour qu'une troisième force puisse grandir, encore faut-il lui faire une place : les perspectives qui s'offrent à la classe moyenne noire sont strictement enfermées dans des bantous-tans que, de toute façon, son nationaliste refuse. Le parti nationaliste tement enfermées dans des bantoustans que, de toute façon, son nationalisme refuse. Le parti nationaliste
n'a laissé qu'une seule issue au
nationalisme noir : la résistance
armée. Et ce risque est parfaitement
calculé. Pretoria est convaincu qu'une
fois de plus son appareil de répression anéantira une guerilla en Afrique du Sud et, du même coup,
annibilera pour une nouvelle décennie tout esprit de résistance.
En 1960, les milleux d'affaires et les
puissances occidentales s'étaient bien
vite ralliés à l'intransigeance du
parti nationaliste. La vivacité de leurs
réactions prouve, si besoin est,

réactions prouve, si besoin est, qu'il en sera cette fois tout autre-ment : ils font une analyse radicale-ment différente de la crise en Afrique ment différente de la crise en Afrique du Sud. Cette dernière a perdu son glacis. Le Mozambique et le Botswana sont indépendants, le Zimbabwe et la Namibie en voie de l'être. Le pcientiel de révolte est sans commune mesure avec celui qui s'étalt exprimé pendant la décennie 1950-1960. L'Afrique du Sud subit une crise structurelle qui alimente cette révolte et qui ne peut être surmontée par la politique actuelle du partinationaliste. Enfin, placés au pled du mur. les militants de la Conscience noire vont probablement se radicaliser, comme ils avaient commencé à le faire en décidant d'exercer un contre-pouvoir dans les villes-satelle faire en decidant d'exercer un contre-pouvoir dans les villes-satel-lites noires. Le parti nationaliste aura alors réussi à provoquer ce qui était impensable avant le dernier train d'interdictions : une cooperation, et peut-être une fusion, entre la Conscience noire et l'A.N.C.

RENÉ LEFORT.

PANORAMA IMMOBILIER



Dans un parc nous avons réalisé un petit immeuble de grand standing dans le style normand traditionnel.

Tout Deauville est à votre
porte : les planches, le casino, les hippodromes, le golf, le port.

RESIDENCE DE STORME

te : 89 rue Victor-Hugo - 14600 Desuville Tel. : (16-31) 88 22 99

— Costa Brava — AMPURIABRAVIA - A 35 km du Perthus dans la Baie de ROSAS_

Appartements T 3 + piscine + amarrage bateau **130 000 F.**Villas "les pieds dans l'eau" 93,25 m2 au sol
+ 600 m2 terrain + 15 m de quai pour bateau **210 000 F.** SOMMETTÉS DE CRÉDIT 80 % SUR 5, 10 et 15 aus PROMOVENT'S INTERNATIONAL 1, rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (18.1) 494.09.95

Après DRYALUATION ESPAGNE
ville 148000 F terrain compris
4 pièces 12 cit, 2 terrasses, garage, poutres,
cheminés sur 800 m² avec vue panoramique
sur fuer et crangaire. Pische sur derrande
+ 30 actres villes à partir de 78000 F
LOVAC, 18, rue à partir de 78000 P
RES 878.54.07 — 874.97.49



2 et 3 pièces à prix fermes et définitifs. Livraison cet été. Au-tres réalisations en cours dans

la région de Deauville.

A BEAULIEU-SUR-MER La Résidence GORDON BENNETT 2 pièces et studios de hant standing Livraison 1º trimestre 78 SC1 Borden Bonnetz - 7, 5d Serion Berect, 06310 Benefits/Mar - T61 (93) 01.28.18 Avec you penoramique sur mer et montagues **VOTRE VILLA A NICE**

à 7 minutes de la promenade des Anglais et de la mer. Habitable immédiatement, avec piscine et gardicupage. Constructeur sur place : VIIIas MONICA, 366, av. de Fabrun. Visites et téléphone : (93) 86.54.77 (l'après-midi).

M'ACHETEZ PAS EN MONTAGNE SANS AVOIR CONSULTÉ le Spécial Montagne Jamobillère de MAISONS, FERMES & CHALETS/REONE-ALPES Joindre règlement à AGEPE - 19, roe Loris-Goérin, 69100 Villeu Le N° de novembre 7 F (FRANCE) - 10 F (étranger) L'abonnement pour 10 numéros (dont 4 spècieux Montagne) 45 F (France) - 55 F (étranger)

COTE D'AZUR... SKI et SOLEIL

AURON, station neige à 90 minutes de NICE LA RESIDENCE AZUR NEIGE studio, 90.000 F et +, au 4 pier 26 bis. Bouleverd Princesse-Charlotte - MONTE-CARLO - Tél.: (93) 30.38.97

Achetez ou louez en montagne Appertaments, chalets - Gestion assurée CATALOGUE DES LOCATIONS SUR OEMANGE Val d'Isère Agence - A. DEGOUEY et Cie

plus blanc wite l'année dans le plus grand domaine skiable du monde du studio au RESIDENCE 3 VALLEES

Tel.: (76) 42,20,72 SUISSE / MAYENS-DE-RIDDES (1500 mètres)
A venirs appertenents et studies dans visidence Hont-Parram;
na, pieto centre, tucu ent installations de sid. Listens directs avec les 4 Vallers
Liverasses for 77

A Partie de 91.000 F8 Sulte aux nouvelles restrictions pour les étrangers, con spéciales jusqu'au 1-1-78.

BERTOLINO - 38000 GRENOBLE - 57, rue de Mortillet

IBIZA - Rosa Lisa Deut magnifique domaine, à 8 km de la ville, à schetter, MAISONS D'HABITATION pour habiter ou louer, et TERRAINS A BATIR. Haute qualité, golf, mer, clob-restaurant, piscines restinatment iméressent - Gérance et location assur Demandez notre documentation, visito permanente : Urbanhadora late a.a. Roca Lina Apartado 200 libra - T.S. 19.54.71 - 50.20.00 / 50.20.50.

Rest. CONSTRUCTIONS M. VARONE-1962-PONT-DE-LA-MORGE Subse

Argeles-sur-Mer- 66 Centre ville - 1 km de la plage Construction traditionnelle - Chauffage central - Garage - Jardin clos Livraisen humbiliste - Vente directe - Prix à partir de 260,000 F - Location accordo CALDERON - 8, rue · Saint-Cyprien - 66010 PERPIGNAN Tél. : (68) 50 16 34 et 50 73 12

SAINT MANDRIER Loin de la foule, (Côte Varoise) au coeur d'un parc fleuri de 5 ha avec tennis et aires de jeux pour les enfants; les petits immeubles de la Pinéde Saint Georges s'ouvrent largement sur la Méditerranée. De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous ?

Livraison immédiate. Possibilité de location.

Rens. sur place (7 jours sur 7) - Tél : (94) 94 97 03 Rens. à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél : 924 45 63



Pour tout renseignement sur cette rubrique, sadresser à MULTIMEDIA: 271.32 55

Matières premières et sociétés multinationales

LA SOLIDARITÉ DE L'ASSOCIATION DES PAYS EXPORTATEURS DE BAUXITE A L'ÉPREUVE

RELATIVEMENT detendres depuis quelques mois, les relations generalement difficiles de l'Assogenéralement difficiles de l'Association internationale des pays exportateurs de baunite (IBA) 111 avec les sociétés multinationales — notamment nord-américaines (2) — opérant dans les Etats membres paraissent au seuil d'une nouvelle phase de tension. Les rumeurs selon lesquelles certaines firmes occidentales auraient recommandé au gonvernement des Etats-Unis — premier consommateur mondial de bauxite — de convaincre le Brésil, non membre de l'Association, d'augmenter sa capacité de production dans ce domaine ne pouvaient en effet manquer de susciter des remous au sein de l'IBA.

Voisins du Brésil, les grands pro-

Voisins du Brésil, les grands pro-ducteurs caraîbes de l'Association (Jamaique, Surinam, Guyana), qui constituent actuellement la principale constituent actuellement la principale source d'approvisionnement du marché américain en bauxite, risqueraient d'être particulièrement affectés par une telle éventualité. Le mensuel Caribbean Contact (3) s'en inquiétait récemment, dans un article intitulé : « Menaces coutre notre bauxite. »

de la commentant par ailleurs l'informa-tion — rapportée par le Wall Street Journal — selon laquelle l'IBA seralt divisée sur la question d'une éventuelle hausse des taxes à l'exportation de la bauxite des pays membres. Caribbean Contact accusait les « sociétés améri-caines intéressées » de « semer la discorde » au sein de l'Association.

discorde » au sein de l'Association.

Dans un récent numéro paru en août 1977 à Kingston, l'IBA Revieu, publication trimestrielle, affirmait pour sa part que divers moyens de pression étaient mis en œuvre par les sociétés multinationales exploitant la hauxite dans les Etats concernés pour empècher ces derniers d'atteindre les objectifs inscrits dans la charte de l'Association.

L'apparition, en mars 1974, d'un groupement visant à « promouvoir le développement ordonné et rutionnel

de l'industrie de la bauxite n et à « faire en sorte que les pays membres tirent des profits justes et mison-nables de l'exploitation, du traitement et de la commercialisation » de ce minerai avait en effet été accue minerai avait en effet été accuellle par ces compagnies comme une declaration de guerre. En dépit des propos rassurants des membres fondateurs de l'IBA (Australle, Guinée, Guyana, Jamafque, Slerra-Leone, Surinam et Yougoslavie), le groupement fut, des le départ, considéré comme une « nouvelle organisation de type OPEP » menaçant la position dominante des sociétés multinationales sur le marché de la bauxite. de la bauxite.

D'autant que, dès sa création, l'IBA comptait en son sein les trois principaux producteurs de bauxite — à cette époque, l'Australie, la Jamaique et le Surinam. Avec l'adhésion du Ghana, de Haitl et de la République et le Surinam. Avec l'adhésion du Ghana, de Hafti et de la République Dominicaine quelque temps plus tard, les dix pays membres de l'Association produisaient, en 1974, 56 712 000 tonnes de bauxite, soit plus de 73 % du total mondial (77 millions de tonnes).

Depuis, la position de l'IBA s'est encore renforcée puisqu'elle compte aujourd'hui un onzième membre : l'Indonésie En 1976, l'Association produisait environ 58 millions de tonnes de bauxite, soit 73 % du chiffre mondial enregistré au cours de cette période. Quant aux réserves des pays membres, elles sont évaluées à plus de 17 milliards de tonnes, soit 71 % du total mondial. Mais surtout, an début des années 70, le marché des États-Unis, qui absorbe généralement entre 15 et 30 % de la production mondiale annuelle de bauxite, dépendait à plus de 90 % de pays membres de l'IBA pour son approvisionnement. En 1972, par exemple, les achats américains de bauxite en provenance des cinq pays des Caralbes membres de l'Association (Jamaique, Surinam, Guyana, République Dominicaine, Halti) constituaient à eux seuls plus de 95 % du volume total importe par les Etats-Unis.

Le rôle militant des producteurs des Caraībes

TROIS de ces pays (Jamajque, Guyana, Surinam) comptent parmi les membres les plus militants de l'Association (les premiers ministres jamajquain et guyanais, MM. Michaël Manley et Forbes Burnham, avaient joué un rôle déterminant dans la constitution de l'IBA). Dès le début des années 70 en Guyana, la production et la commercialisation de la bauxite étalent passées sous contrôle tion et la commercialisation de la bauxite étaient passées sous contrôle gouvernemental. A partir de 1974 en Jamaigne, l'Etat s'assurait une parti-cipation de 51 % dans le capital des compagnies exploitant ce mineral sur son territoire. An cours de cette même année, l'augmentation par le gouver-rement de Kingston des taxes à de Kingston des taxes l'exploitation de la bauxite devait permettre à la Jamaïque de multiplier par six ses revenus en la matière, passés de 24 millions de dollars en 1973 à 150 millions de dollars l'année suivante. Pour les compagnles multi-nationales concernées, la Jamaique s'était surtout rendue coupable d'innovation en mattère d'indexation. Depuis 1974 en effet, le prix de la bauxite jamaïquaine est lie à celui du produit fini, l'aluminium (obtenu à partir de l'alumine, elle-même extraite de la

mineral accusait une baisse de l'ordre de 1 million de dollars. En 1976, la Jamaique a d'ailleurs cédé la place de second producteur mondial de bauxite qu'elle détenait depuis plu-sieurs années à la Guinée (voir tableau).

Au cours des dernières années, d'autres pays de la région caraîbe, et notamment le Surinam, la République Dominicaine et Halti, ont adopté des systèmes de taxation similaires à celui de la Jamaique

Conformément aux aspirations des producteurs de matières premières du tiers-monde, certains Etats des Caraïbes membres de l'IBA tentent en outre de modifier la structure des courants d'échange de la bauxite et de ses dérivés. Actuellement, la transformation en alumine et en aluminium du mineral extrait du sous-sol des pays de l'IBA a lieu essentiellement dans les pays industrialisés. Premièr

Ainsi la hausse du prix de l'aluminium (le lingot est passé de 39 cents à la fin de 1975 à 48 cents un an plus tard) a-t-elle en quelque sorte permis de limiter la coute des revenus jamaiquains de la bauxite, à un moment où la production nationale de cembrant accurations

Ces diverses initiatives ont été évi-demment mai accnelliles par les socié-tés multinationales opérant dans ces pays. Plusieurs d'entre elles ont d'all-leurs engagé des actions en justice, notamment contre la Gurane et la notamment contre la Guyana et la Jamaique, devant le ceutre international de la BIRD pour le règlement des différends en matière d'investissement. Selon la revue Lotin America Commodities Report (41, Alcan, Kaiser et Billiton (compagnie hollandaise) auraient à plusieurs reprises menacé la Jamaique, la Guyana et le Surinam de s'approvisionner en bauxite à d'autres sources si ces pays n'adoptaient pas une attitude plus « conciliante » à leur endroit. Certaines déclarations des autorités américaines, et notamment de MM. Kissinger et notamment contre la Guyana et la

et notamment de MM. Rissinger et Enders (alors secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques) abondaient

Il semble que les menaces brandies par les sociétés multinationales aient été effectivement mises à exécution. Arguant des difficultés causées par la crise économique, certaines d'entre elles décidèrent de fermer des usines

à la suite de la crise économique. Ainsi, en 1975, le volume total des importations de bauxite par les Etats-Unis avait lui-même marqué un recul d'environ 25 % par rapport au chiffre correspondant de l'année précèdente. correspondant de l'année précédenté.
La diminution de leurs importations en provenance des Caralbes au cours de cette période aurait pu être interprétée comme le reflet d'une tendance générale. Cépendant, en 1975, les importations américaines de bauxite guinéenne ont, elles, accusé une hausse de 46 % en volume par rapport à l'année précédente.

Dès cette époque, l'IBA Review se demanda si ces chiffres traduisaient a un fait du hasard ou le début d'une tendance systématique ». Et même en tenant compte des tentatives délibérées de la Guyana pour diversifier les débouchés de sa bauxite, la rerue se manife la gravitat la gravitat de savoir dens posait la question de savoir dans quelle mesure la baisse des importations américaines en provenance de ce pays ne correspondait pas à un acte de « représulles » des sociétés multinationales envers le gouvernement de Georgetown. ment de Georgetown.

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

producteur mondial d'alumine en 1976 (devançant pour la première fois les Etats-Unis avec une production de plus de 6 millions de tonnes), l'Australie, pays développé, est le seul membre de l'IBA à échapper à ce schéma. Résolus à ne plus se cantonner dans le rôle de fournisseurs de matière première brute, la Jamaïque, le Surinam et la Guyana ont déjà concin avec quelques-uns de leurs voisins caralbes et latino-américains, dont le Venezuela et le Mexique, un certain nombre d'accords en vue de l'établissement de fonderies d'aluminium dans la région.

dans la région caraïbe. Ce fut notam-ment le cas à la Jamaïque.

ment le cas à la Jamaique.

Depuis 1972 en outre, le volume des importations américaines de bauxite en provenance des Caraïbes n'a cessé de décroître. Et en 1976, il ne représentait plus que 75 % des quantités globales achetées à l'étranger par les États-Unis. Entre 1974 et 1975, les importations américaines en provenance de la Guyana et de la Jamaique diminuèrent respectivement de 80 et 30 %; pour les trois autres producteurs (Surinam, République Dominicaine et Haïtil, elles baissèrent également d'environ 30 % en volume.

Il est vral qu'en 1974-1975 on observa une diminution de la demande en aluminium des pays industrialisés,

PRODUCTION MONDIALE DE BAUXITE -

1	- PAYS MEMBRES DE	LTBA
	1975	1976
Australie	21 008	24 085
Guinée	7 674	11 316
Jamaique	11 571	10 311
Sprinam	5 109	4 612
Guyana	3 829	2 982
Yougoslavie	2 306	2 633
Indonésie	993	948
Rép. Dominicaine	910	529
Haiti	522	635
Sierza-Leone	716	651
Ghana	353	268
Total	54 982	. 58 362
		· ——————
% par rapport à la pro- duction moudiale	71 %	73 %
duction moudlale		
duction moudlale	71 % PAYS NON MEMBRES D 1975	
duction moudlale	PAYS NON MEMBRES D	DE L'IBA
duction moudiale	PAYS NON MEMBRES D	DE L'IBA
U.R.S.S.	PAYS NON MEMBRES D	DE L'IBA 1976 6800
duction moudiale	PAYS NON MEMBRES I 1975 6 000 2 890	DE L'IBA 1976 6 800 2 897
U.R.S.S. Hougrie Grèce France	PAYS NON MEMBRES D 1975 6000 2 890 3 244 2 563	1976 6800 2897 2559 2290
U.R.S.S. Hongrie Grêce France Exts-Unis	PAYS NON MEMBRES D 1975 6 000 2 890 3 244 2 562 1 831	DE L ⁴ IBA 1976 6 900 2 897 2 559
U.R.S.S. Hongrie Grèce France Etats-Unis Brésil	PAYS NON MEMBRES I 1975 6 000 2 890 3 244 2 563 1 831 1 277	6 000 2 897 2 559 2 290 2 022 1 280
U.R.S.S. Hongrie Grèce France Exts-Unis	PAYS NON MEMBRES D 1975 6 000 2 890 3 244 2 563 1 831 1 277 1 268	0E L'IBA 1976 6 800 2 897 2 559 2 290 2 922
U.R.S.S. Hongrie Grèce France Etats-Unis Brésil	PAYS NON MEMBRES I 1975 6 000 2 890 3 244 2 563 1 831 1 277	6 800 2 897 2 559 2 290 2 022 1 280 1 254

Le Brésil, partenaire plus docile?

En tout état de cause, les tendances en rergistrées en 1975 se sont confirmées en 1976. La Guinée qui, jusqu'en 1974, se classait an quatrième rang des exportateurs de bauxite à destination des Etats - Unis (après la Jamaïque, le Surinam et la République Dominicaine) en devenait l'année dernière le second fournisseur avec 3 millions de tonnes écoulées sur ce marché | contre 5 millions de tonnes expédiées par la Jamaïque).

expédiées par la Jamaique).

Les courants d'échanges de l'alumine ont également été marqués par une importante diminution du tonnage de minerai importé de la région caralbe par les États-Unis, cette fois an bénéfice des exportations australiennes. En 1970, l'australie fournissait an marche américain 46 % de ses importations d'alumine. En 1976, ce pourcentage passait à 76 %. Par contre, la part des pays des Caralbes membres de l'Association ne représentait pius l'année dérnière que 23 % du total (contre 49 % en 1970).

Selon une récente étude de la

Selon une récente étude de la Selon une récente étude de la compagnie britannique Westinform, expert-conseil en expéditions maritimes, ces tendances devraient se confirmer dans les années 30. A cette date, le Brésil devrait lui aussi jouer un rôle important dans la politique de diversification des sources d'approvisionnement entreprise par les sociétés multinationales. Mis à part les pays producteurs groupés an sein de l'IBA, quatre Etats disposent d'importantes réserves de bauxite : l'Inde, le Cameroun, la Malaisie et le Brésil. Pour des raisons d'ordre essentiellement stratéraisons d'ordre essentiellement straté-gique, c'est ce dernier — dont les réserves sont évaluées à 2 milliards de tonnes (soit l'équivalent de celles de la Jamaïque) qui présente pour les

sociétés multinationales le plus grand intérêt. D'autant que le gouvernement de Brasilia a affirmé à plusieurs reprises que le Brésil n'adhérerait à aucun groupement « du genre de l'OPEP ». Selon le Mining journal (51, l'important projet d'exploitation de la mine de bauxite de Trombetas, dans le nord du Brésil, devrait être opérationnel des 1979. Et, un an plus tard, les exportations brésiliennes de bauxite poursient attendre près de 2 millione pourraient atteindre près de 2 millions de tonnes par an

de tonnes par an.

Officiellement, les membres de l'TBA font montre d'une relative sérenté face aux diverses tentatives des sociétés multinationales pour briser l'unité de l'Association. Les recherches entreprises dans certains pays occidentaux pour trouver des produits de substitution à la bauxite u'ont pas encore abouti et, selon les experts de l'TBA, les procédés actuellement mis an point pour obtenir l'alumine à partir de l'argile ne sauraient, dans l'immédiat, faire peser une meace sérieuse sur ce groupement. Ainsi, l'alumine obtenue par traitement de l'alunite reviendrait par traitement de l'alunite reviendrait à 20 % plus cher que celle extraite de la bauxite.

Les Etats membres de l'Association n'en ont pas moins ressenti la néces-sité de diversifier leurs partenaires commerciaux pour réduire leur dépencommerciaux pour réduire leur dépen-dance, d'antant que les revenus de la bauxite représentent, pour les grands producteurs des Caraïbes, près de 60 % de leurs rentrees en devises. Ainsi, la Jamaique s'est engagée à fournir au cours des prochaines années une certaine quantité de bauxite au vene-zuels et à l'Algérie, en vue de la construction de fonderies d'aluminique dans ces deux nave Le Couvre et le dans ces deux pays. La Guyana et le Surinam ont conclu des accords simiisires avec certains pays des Caraïbes et d'Amérique latine. Des négociations dans ce sens ont actuellement lieu entre la Jamaïque, d'une part, et l'Union soviétique et l'Espagne, de l'autre, tandis que l'Europe de l'Ouest a déjà supplanté les Etats-Unis en tant que premier client de la Guyana pour la bauxite.

tant que premier client de la Guyana pour la bauxite.

Si certains membres de l'IBA sont parvenus à revaloriser l'industrie de la bauxite extraite de leur sous-sol, les efforts entrepris par l'Association en tant que telle pour mettre sur pied une politique tarifaire commune aux onze Etais concernés se sont jusqu'à présent soldés par un échec. L'accord intervenn au sein du groupement en 1976 sur la définition d'une « bauxite-standard » (comprenant 45 % d'alumine et 4 % de silice) qui devait servir de base à l'élaboration d'une politique commune des prix laissait pourtant supposer qu'un certain progrès avait été enregisiré en la matière. Il semble que ce stade n'alt pas été dépassé. On estime à l'IBA que l'une des difficultés essentielles tiendrait à la différence des systèmes politiques et sociaux en vigueur dans les divers pays membres : « Pour certains, ce sont les sociétés privées—alors que pour d'autres c'est l'Etat—qui devraient tirer le maximum de profit de l'exploitation de la bauxite n'en effet, en Guyana et en Yougoslavie, l'industrie de la bauxite est entièrement sous contrôle de l'Etat, alors qu'à la Jamaique, en Guinée et au Chana, elle relève du secteur mixte et qu'elle est le fait de sociétés privées en Australie ou à Haiti.

en Australie ou à Hait.

An sein de l'Association, l'Australie se montre très réticente pour ce qui concerne l'élaboration d'une politique commune des prix. Dès 1974, l'attitude dn gouvernement de Canberra laissait prévoir des difficultés dans ce démaine. Selon M. Jim Cairns, alors vice-premier ministre australien, le « réulisme » exigeait en effet que l'IBA adopte une position « raisonnable et juste pour tous, y compris pour les Etats consommateurs ». L'Australie semble toujours aussi sonceuse de manager les intérêts des pays industrialisés consommateurs. Il est vrai que la bauxité et ses dérivés ne pèsent pas du même ponds dans l'économie australienne que dans les Etats en voie de développement de l'IBA. Ainsi, les revenus de l'alumine australienne ne représentent que 3 % environ de la valeur totale des exportations de ce pays.

En pratiquant des prix systémati-quement inférieurs à ceux convenus au sein de l'Association, d'antres mem-bres du groupement portent également une part de responsabilité dans l'échec enregistre par l'IBA dans ce domaine.

Malgre ces difficultés, lTBA ne semble pas avoir renoncé à se doter de ce qu'elle considère comme le moyen le plus efficace d'atteindre ses objecte pius efficace d'attenuire ses objec-tifs: une politique commune en ma-tière de prix. Ce fut, ces derniers mois, le thème principal de presque toutes les confèrences sous son égide. Après trois ans de discussions, le conseil des ministres de l'Association devrait en cours de se rémaion présure devrait, au cours de sa réunion prévue pour décembre 1977 au Surinam, montrer les possibilités et les limites d'une telle politique.

(1) LTBA regroupe once pays: l'Australie, la Guinée, la Jamalque, le Surinam, la Guyana, la Yougoslavie, l'Indonésie, la République Dominicaine, Halti, le Sierra-Leone et le Ghana.

(2) Les principales sociétés nord-américaines opérant dans les Etats membres de l'IBA sont: Alcan, Alcoa, Kaiser et Raynelds.

(3) Caribbean Contact, juliet 1977, Trinicad.

(4) Hebdumadaira publié à Londres.

(3) Rebdomadaire publié à Londres, numéro du 20 mai 1977.
(5) Rebdomadaire publié à Londres, 20 mai 1977.

aspirations orico les vers lonjonrs plus de connaissances, plus de découvertes. Bien y répondre est extrêmement important pour son

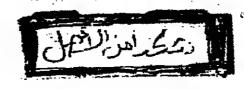
vons qui avez des enfants entre 3 et 6 ans, adoptes les CLASSES MATERNELLES conçues et rea-lisées par les spécialistes de PE-DAGOGIE MODERNE. A chaque age, correspond un ensemble éducalif complet qui regroupe activités scolaires et activités d'éveil dans une pro-gression harmoniense.

J ars : LE MONDE DU PETIT ENFANT 4 ans: Mon Jardin D'enfant 5 aus : Ma classe de dobzieme

PEDAGOGIE MODERNE

39 rue Chanzy 75011 PARIS





a démocratie Houvee

THE STATE OF THE S

A Party Service

man in sampling that

----and the second

i i destina n is notice established notice in the second

- William ...

المراجع المراجع المراجع المراجع

and the state of t The state of the s

The second second

wing the state of the state of

The state of the s

the transfer against to 21 24 36 L

Designation of the second

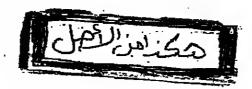
THE PARTY NAMED IN

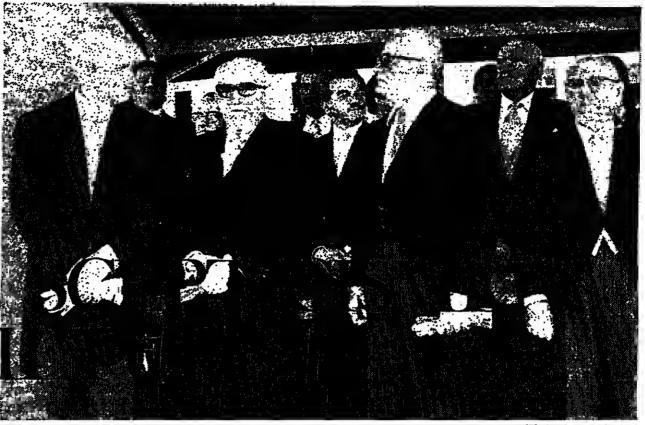
et entre

PROCESSES.

A STATE OF THE STA

The second second





(Photo Agryopoulos.)

Ombres sur la démocratie retrouvée

Trois ans après les élections de novembre 1974 — les premières qui suivirent la chute de la dictature, - les électeurs grecs sont à nouveau, ce moisci, convoqués aux urnes. S'appuyant sur une confortable majorité en voix (54 %) et surtout, du fait du système électoral, en sièges (75 %), le gouvernement de M. Constantin Caramanlis a dû affronter une série de problèmes majeurs (dépendance, croissance asymétrique, etc.) qui avaient ceci de particulier : pour une part, mais pour une part seulement, ils constituaient l'héritage du régime déchu alors qu'en fait, fondamentalement, ils avaient incité les militaires à s'emparer du pouvoir.

Le conflit gréco-turc sur la mer Egée, la place de la Grèce au sein de l'OTAN, la candidature à la Communauté économique européenne, les bases militaires américaines, etc., autant de problèmes pressants qui, restés en suspens, ont incité le gouvernement à solliciter un an avant terme le verdict du corps électoral. M. Caramanlis semble en attendre de plus grandes possibilités d'action gouvernementale, alors que l'opposition, qui lui reproche ses atermoiements, espère renforcer ses positions au Parlement.

D'habitude assex vif dans ses réactions, le peuple grec a accueilli avec une certaine ataraxie l'annonce de la consultation anticipée. Sans doute faut-il voir

là la conséquence d'un double scepticisme : à l'égard de la majorité actuelle, dont il s'étonne qu'elle n'ait pas fait montre d'une plus grande efficacité, et à l'égard des partis d'opposition, qui ne semblent pas aptes à le convainere qu'ils sauraient se montrer plus habiles.

Rédigés par des spécialistes des problèmes grecs et par des représentants des principales formations politiques le P.C. dit « de l'extérieur » a décliné l'offre que nous lui avions adressée, les articles réunis ci-dessous éclairent les principaux aspects de la vie politique grecque, sur laquelle le souvenir de la dictature fait toujours planer la crainte d'une récidive.

Dans un calme relatif, prospérité fragile et risques d'explosion

la fin de la guerre civile, en 1950, l'édifice social de la Grèce le chomage attelgnait des pourcentages sans precédent, alors que, dans les campagnes, une paysannerie appauvrie recommençait la culture de la terre dévastée par une décennie de combats. Si de nouvelles couches alsées avaient émergé autour de collaborateurs et de spéculateurs de collaborateurs et de spéculateurs de collaborateurs et de speculateurs de toute sorte qui avalent su tirer profit des calamités nationales, la plupart des détenteurs de liquidités se refusaient à canaliser leurs activités vers des branches productives, auxquelles ils préféraient la sécurité des banques suisses. Cette situation prépare que lentement : jusrice des banques susses. Cette atua-tion n'évolus que lentement : jus-qu'à la fin des années 50, le pays n'avait guère réussi qu'à réparer les dégâts. A tous égards, la Grèce paraissait irremédiablement reléguée

paraissait irremediablement releguee
à la périphérie pauvre, sous-developpée et stagnante.

A peine vingt ans plus tard, la
structure sociale du pays a subi des
mutations tellement profondes que
la physionomie de la Grèce en est
devenue méconnaissable. Une bourgeoisie monopoliste dominante, de
plus en plus liée au grand capital

international, contrôle les princi-pales branches productives en plein essor, vers lesquelles elle oriente ce n'est que depuis querques années que semblent s'être dissipés les doutes du capital quant à la profitabilité des investissements à long terme. La voie — peut-être inévitable — de l'infécdation an capital international, préconisée par l'ensemble des gouvernements grees jusqu'à la chute de la dictature — à l'exception partielle du cabinet de Georges Papandréou, — finit par être adoptée par la majorité des industriels et financiens grees. De manière caractéristique, l'opposition d'une bonne partie de la bourgeoisie intérieure à l'adhésion de la Grèce au Marché common et à l'onverture des productions greeques à la concurrence internationale se fait de moins en moins entendre. Les performances moins entendre. Les performances spectaculaires de l'économie grecspecaculaires de l'économie grec-que, dont le rythme de croissance entre 1960 et 1973 fut, de pair avec l'Espagne, le plus hant de l'Europe, ont assuré la bourgeoisie grecque d'un avenir économique acquis anx dépens de son indépendance.

Parallèlement, les formes domi-nantes de la division sociale ont évolué rapidement :

Branches d'activités	1951	1961	1971	1976
PRIMATRE	57 %	54 %	11 %	34 %
SECONDAIRE	16 %	19 %	25 %	29 %
TERTIAIRE	27 %	27 %	34 %	37 %

Relativement stable entre 1951 et 1961, la composition de la population active se transforme donc depuis à une allure rapide. Il faut, à cet égard, souligner, à côté de l'exode rural accétére, une modification marquée de la composition de la population urbaine. En effet, cette dernière, précocement « tertlairisée » depuis le dix-neuvième siècle, paraît évoluer, ces demières années, de manière beaucoup plus conforme aux « normes» du développement capitaliste. Entre 1962 et 1975, l'emploi industriel augmente de 42 % contre 20 % pour les services, le rythme d'augmentation de l'emploi daus l'industrie étant le plus fort en Europe. Et a'il est vrai que les activités tertiaires occupent encore presque 60 % de la population active non agricole, les tendances sont nettes : pour la première fois, une classe ouvrière massive et dominante de par son poids est en train de se constituer, surtout dans la capitale et à Salonique, où se concentre l'essentiel de l'activité économique du pays. Il devient clair que les conceptions traditionnelles, mais encore courantes, d'une Grèce appauvile, stagnante et essentiellement « parasisaire » ne correspondent plus aux faits.

D'autre part, ces transformations Relativement stable entre 1951 et

ne semblent pas s'accompagner des symptômes pénibles qu'entraînent souvent les processus de restructuration rapide dans les pays périphériques. Non seulement font défaut les masses paupérisées et marginalisées qui abondent dans les principales aggiomérations du tiensmonde, mais encore le chômage résiduel qui touchatt le cinquième de la population urbaine du pays jusqu'à la fin des années 50 semble presque complètement résorbé. Même si le chiffre de cinquante mille chômeurs, avancé par les services officiels, est certainement bien en decà de la réalité, il est indiscutable que l'on assiste à une pénurie plutôt qu'à une surabondance de maind'œuvre, dans toutes les branches de la production. En témoigne l'affitur des travailleurs étrangers — pour la plupart clandestins — qui dépasseraient déjà, selon certaines estimations, les cent mille. En même temps, les salaires réels des travailleurs sont en progression constante — ce qui révèle les marges considérables de profit de la nouvelle industrie grecque, dont la productivité a augmenté, entre 1961 et 1971, an taux annuel exceptionnel de 9,7%. 18 < reconversion > de la division sociale du travall paraît donc avoir

Modernisation économique et développement d'une classe ouvrière

CONSTANTIN TSOUCALAS *

eu lieu sans remous considérables. A cet égard, deux facteurs sont à souligner : l'émigration massive, souligner: l'emigration massive, tont d'abord, dont l'ordre de gran-deur, selon les données officielles, dépasse le million pour la seule période 1960-1975, ce qui représente plus que 30 % de l'ensemble de la population active actuelle. Ce monvement, dont l'ampleur est mainte-nant considérablement réduite, a permis de canaliser directement one grande partie de la surpopulation

Des catégories sociales hybrides

NEANMOINS, l'émigration ne constitue qu'on facteur négatif. Le nouvel élan de l'économie devrait Le nouvel elan de l'economie deviati ètre examiné en fonction de l'in-jection massive de capitaux en pro-venance de l'étranger. En effet, jusqu'an début des années 60, la pénurie de capitaux était sensible. L'attraction de capitaux étrangers a d'ailleurs constitué une des pré-cempatiques mateurse de trus les a d'ailleurs constitué une des préoccupations majeures de tous les
gouvernements grècs depuis la libération. Mais les investissements
d'recté l'ordre de grandeur des liquidités internes. Le développement
spectaculaire des recettes invisibles
a en des effets considérables. Pour
les recettes touristiques par tête
d'habitant, la Grèce a déjà dépassé
l'Italie et l'Espagne. Si l'on y ajoute
les recettes de la marine marchande
et les envois de fonds des émigrés,
l'importance structurelle des recettes invisibles (qui atteignent presque 20 % du P.N.B.) sante aux yeux.
Ces sources exogènes de revenn n'ont
pas seulement permis de combler le Ces sources exogènes de revenn n'ont pas seulement permis de combler le déficit constant de la balance commerciale. Elles ont aussi fortement contribué à l'accélération de l'épargne intérieure, et, de manière médiatisée, à la prolifération d'une nouvelle classe moyenne étendue, à la mise en marche d'un grand nombre de nouvelles entreprises — parmi lesquelles le bâtiment occupe une place prépondérante, — à la stimniation constante de la demande et, en dernière analyse, à l'expansion de la production industrielle qui, an moins jusqu'à très récemment, visait moms jusqu'à très récemment, visait presque exclusivement le marché intérieur.

intérieur.

Ce fut ainsi que s'effectua la condernisation » graduelle de la structure sociale grecque, dont la caractéristique majeure réside dans la constitution d'une classe ouvrière solide et de plus en plus consciente de sa force. Il faudrait cependant repérer également une série de tendances qui, loin d'entraîner une

* Maître de conférences associé au département de sociologie de l'univer-sité de Paris-VIII.

agricole vers l'étranger. Le boom allemand des années 60 a ainsi fourni une soupape de sécurité consfourni une soupape de sécurité cons-tante au moment même où les pres-sions sociales qui découlaient du « décollage » économique étaient les plus menaçantes. Les répercussions à long terme de l'émigration mas-sive pourraient blen être néfastes pour un pays qui a perdn le tlers de ses travailleurs — la population active totale enregistrée est en baisse constante depuis vingt ans, — mais Il ne fait pas de doute qu'à court terme la situation économique et politique de la bourgeoisie fut ainsi sensiblement renforcée.

fixation des rapports de classes, contribue an contraire à estomper les lignes de démarcation sociale. En effet, si l'exode rural fut à la base de la prolifération du prolétariat urbain, les migrants, qui, dans leur grande majorité, étalent des petits propriétaires, n'ont que très rarement abandonné, loué ou vendu leurs terres. Entre 1950 et 1971, les exploitations agricoles ne diminuèexploitations agricoles ne diminuè-rent que de 10 %, alors que la popu-lation active agricole perdait 40 % de ses effectifs. L'exploitation famide ses effectifs. L'exploitation fami-liale continne d'être assurée par des membres de la famille restés sur place, aidés par le travail saison-nier des migrants eux-mêmes : entre les services touristiques et la cul-ture saisonnière (surtout estivale), une fraction très considérable des migrants internes conserve un lien économique avec la campagne. En 1971, 28 % des exploitants agricoles avaient une occupation principale

1971, 28 % des exploitants agricoles avaient une occupation principale en dehors de la production agricole, pourcentage qui devrait actuellement être beaucoup plus élevé.

Si ces nouvelles catégories sociales hybrides et polyvalentes, qui oscillent entre le commerce, les services touristiques, l'agriculture et le travail salarié sont difficiles à fixer, it ne fait pas de doute que la variété vali salarié sont difficiles à fixer, il ne falt pas de doute que la variété même de leurs intérêts disparatea, parfois même contradictoires, les pousse à adopter des positions proches de celles de la petite bourgeoisie constituée. N'ayant pas d'intérêts de classe catégoriels nets, il est normal qu'elles soient surtout préoccupées par la continuation de l'expansion économique tous azimuts. De pair avec les larges couches urbaines improductives, ce sont donc ces catégories qui ont fourni à la bourgeoisie inféndée au grand capital international les appuis sociaux et politiques nécessaires. Tant que l'on assiste à une croissance rapide de leur pouvoir d'achat, dont témoignent entre autres le boom de la construction de logements et le molifération de veiture par boom de la construction de logements et la prolifération des voitures par-ticulières (qui dépassent le demi-million malgré leur prix prohibitif, qui atteint ou dépasse le double de

la moyenne européenne), il semble improbable que ces catégories so-ciales adoptent des positions plus manches ciales anopient des positions pro-nuancées, Bret, la «modernisation» de la société grecque paraît exempte de « disfonctionnements » sociaty ma-

societé greque parait exemple de disfonctionnements sociatix majeurs, et cela à un point presque miraculeux. Si l'on excepte les intellectuels, dans le sens large du terme, qui sont difficilement absorbables dans le contexte actuel — ce qui ne manquera pas d'avoir des effets explosifs dans un avenir très proche, en raison de l'augmentation vertigiaeuse du nombre d'étudiants depuis quelques années, — la plupart des catégories sociales ont vu leur niveau de vie croître constamment. Cette prospérité est néanmoins aussi trompeuse que fragile. En effet, la perte graduelle de l'indépendance financière des branches principales de l'économie limite de plus en plus les marges de manœuvre d'un Etat obligé désormais de ménager les susceptibilités non seulement de ses partenaires europèens, mais aussi des grandes firmes internationales installées dans le pays. En outre, l'importance structurelle accrue des recettes invisibles, et surtout des recettes invisibles, et surtout des recettes de la marine marchande, recettes de la marine marchande, remforce le ponvoir des armateurs, qui exigent, et en général obtiennent, des concessions qui accentuent la dépendance du pays à l'égard de l'étranger. Soumise anx aléas de la conjoncture internationale et aux exigences, parfois énormes, des centres de décision non nationaux, la prospérité grecque paraît bien fragile. Et, à la moindre récession sérieuse, les contradictions occultées par la paix sociale relative, due aux effets cumulés d'une longue répression et d'une expansion exceptionnelle, risquent d'éclater an grand jour.

Lire pages 10 à 14 : PAGES 10 et 11 : Le râle des forces

armées dans la vie politique (Th. Pangalos). — Le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E. (K. Vergopoalos). — La renaissance d'une démocratie (P. Lambrios). — Pour l'entrée dans l'Europe unie (G. Mayros).

PAGES 12 et 13. - Suite de l'article de K. Vergapoalos. — Un peuple rétif oux structures et oux schémas importés (K. Zouraris). — Les structures de lo dépen-dance (A.G. Papandréou). — Comment la droite explaite la lai électorale (1. 11iou).

AGE 14. - Suite de l'article de 1. Ilian. - Stratégie pour le passage au socialisme (B. Dracapaa-los).

Liées aux États-Unis et au service de l'oligarchie

Les torces politiques en présence --

la chote de la dictature, il e pris la suite de l'Unico radicale nationale (E.R.E.)

la chate de la dictature, il e pris la suite de l'Union radicale nationale (R.E.) et exprime la presque totalité des tendances de droite.

— EK-ND : Formation politique dirigée par M. Georges Mavros et qui tend à réunir les tendances libérales et démocratiques de centre. Après les élections de 1974, a adopté le fitre d'Union du centre démocratique (EDIE).

— PA.SO.K. (Mouvement socieliste penhellénique) : Organisation présidée par M. Andreas Papandréon et en sein de laquelle se rencontrect l'ancien centre ganche et la ganche marriste,

— EA. (Geoche unict : Conlition électorale, en 1974, de la gauche communiste (les deux P.C., de l'Intérieur et de l'extérieur, et le parti de l'EDA) qui n'existe plos pour la consultation de novembre 1977 en cours de l'aquelle le P.C. a orthodoxe » se présente seul, tandis que le P.C. de l'intérieur et l'EDA ont fondé la Coslition des cinq en s'associant avec l'Initiative socialiste (trois députés, scission de l'EK-ND), la Démocratie chrétienne et le Marche socialiste (selssion de PASO.E.).

socialiste (scission de PASOS.).

— EDE. (Union nationale démocratique) : Union de l'extrême droite qui

avait comme objectif le rétablissement de la dictature ; pour le scrutin de co mois-ci, t'ex-premier ministre Stephanos Stephanopoulos (ancles dirigeant

da Ceatre démocratique) ambitionne de regrouper les sympathisants de la dictature et les partisans de le monarchie.

- EKKE (Meavement communiste révotationnaire grec) : maoiste,

- Noovelle démocratie 54,37 % des suffrages ;

— EK-ND 20,42 %; — PASO.K. 13,58 %;

- E.A. 0.47 %; - E.D.E. 1.08 %; - Indépendents 0.86 %;

Les élections législatives de novembre 1974 evalent donné les résultats

Le rôle des forces armées dans la vie politique

T E discours politique est peut-être plus intensément mystificateur dans ta Grèce contemporaina que dans le reste de l'Europe. Pour ce faire, un certain mysticisme du verbe a'ejoute è l'opacité des reoports entre les étatsmajors politiques et le base des organisations. Il existe cependant un domaina dans lequel le discours dominant occulte presque entièrement la réalité où ta politique réelle est t'inverse de la reprécontation qui en est donnée. Il s'agit de la question fondamentala des ralations entre les forces armées et la

D'après ce discoura, les militelres greca eeralent redevenue ce qu'ils ont touloura été : des professionnele apolltiques eu service de la notion. Si, à un cartain moment, un petit nombra de
parjuras - ont talt prauve de - folie criminelle - (1), la faillte de teur entreprisa eura prouvé définitivement eux officiere que toute désobélesenca au pouvoir civil ne pout qu'entraîner destructions nationales et discrédit pour

Per ailieura, un ellence pesant eur les faira oublier la fait que les chais des forces armées qui ont transmie le pouvoir aux civile sont les responsables du coup d'Etat de Chypre et de la tentative d'essassinat de Makarlos. Malgré des milliers de morts et le perte peut-être définitive de 40 % du soi chypriota, les généraux qui ont pris la succession de Pepadopoulos restent Impunis contrairement é ce demier. L'opacité est ranforcée par les déclarations de certains représentants du sommet da le hiérarchie militaire, qui lont étalage de leur ardent désir

de servir le pouvoir civil et de défendre le démocratie pariementaire.

il est vrai que, dans ce pays où l'histoire est démesurément longue, on a toujours cultivé l'ert d'avoir la mémoire excessivement courts. Par qual ertifice les militaires qui mirent à feu et à sang la capitale an novembre 1973 et Chypre quelques mois plus tard, se politique ? L'eutorité de M. Caramanila et encore moins celle de M. Avérof. ministra quasi irremplaçable de la défenee, ne suffisent à expliquer une telle

Les Interventions politiques des forces ermées grecques sont llées, dens una premièra période qui va da l'indépen-dance netionale é la veille de ta première guerre mondiale, que contradio tione entre les diffèrentes fractions de le classe dominente (2). Dane une deuxième période, les militaires sont amenés à prendre parti dans le confilt fondamental qui oppose les possédants aux non-possédants. Les rapports de forces conduisent à des Interventions à dominante réformiste dans la pramier temps, à dominente franchement réactionneire dans le second.

Les militaires l'és aux éléments bourgeois les plue tibéraux, lee plus moder-niesieura et les plue expansionnistes, Interviennent an 1843 pour Imposer une premièra Consitution : on 1909 pour limiter les interventions arbitraires du la rélome agraire; en 1917, pour chasser du pouvoir la famille royale et faire entrer le pays dans la Grande Querre eux côtés de l'Entente. La République est intaurée en 1923 et, maigré l'inatebilité gouvernamentale, un vasta proPar TH. PANGALOS *

gramme da réformes eccleles est

Après un brei intermède de dictatures militaires, plus ou moins benspartistes antre 1925 et 1928, le coup d'Etat manqué des officiers libéraux en 1935 et l'épuration qui s'ensuit marquent un grand tournant. L'ermée care désormale

A guerre civile tournit alors le cadre I idéologique et politique qui permet aux courants fascisants d'établir leur domination our l'armas. Ces éléments américains, qui financent, organisent et dirigent partois le répression), vont voier eux dirigeants politiques réactionnaires et eu paleis l'initiative de l'instauretten

Le coup d'Etat des colonels fut ressenti per le droite commo une trahison de subelternes, un - acte insensé relevant de le - paranola - d'un nombre limité da « crimineis ambitieux ». La gauche, plus lucide, ne eut toutefol qu'eligner un certain nombre de définitions telles que - dicteture bourgeoise -. - occupation militaire étrangéra - et régima militaro-lasciste ». Or al tous cas éléments étaient vielblement présents, l'un d'entre eux était le primus moyens, et des rapports de causallié très précis la lleient aux autres.

La phase dena taquelle se trouvait l'eccumulation du capital et le forma extravertia de l'Industrialisation semblaient certes imposer à la classe dirigeante le recours à une organisation autoritaire de l'Elat au début des années 60. Cependant, pour ce faire, il n'était point nécessaira de recourir è une dictature ouverte. Une accentuebon de te répression, des manipulations constitutionnalies, la corruption du personnel politique euraient euffi pour appliquer les transformatione que M. Caramenila ouhaitait dès 1963 et qu'il semble realiser actuellement. La crise institutionnelle qui commence en 1965 at qui conduit à le dictature est directement issue de la demande du premier ministre da l'époque, Georges Papandréou, de prendre personnallement en charge gence, qui n'evalt rien d'illégitime, présentalt pour l'époque un potentiel révolutionnaire. Les domeines réservés de la diplometia et de la défense étalent directament contrôlés par le palais, mendetaire de le puissance impérialiste protectrice. L'abolition de ces privilèges de la couronne signifialt le mise en péril de tout le système de l'exercice du pouvoir dépendant, dans lequel le gouvernement é lu administrait les effaires courantes, male ne gouvernait pae en ce qui concerne les grandes

* Professour à l'IEDEE, université * Paris-I (Panthéon-Sorbouns).

de feu.

royaliste et raactionnaire. Elle appuiere le dictature monarcho-fasciste de Métaxas et fournira de nombreux cadres eux troupes de collaboration pendant de aécunté - Reconstituée après le tibération, elle mènera une répression ferouche contre les insurgés communistes et les populations qui les sou-

Le pouvoir dépendant

La diciature « constitutionnelle « que t'on préparait était celle du palais at des chefe militaires. à laquelle les politiciens da droite auraient ou adhérer habituels : péril netional et remise et ordra. Calle qui survint était la lait d'obscure exécutants, dont les justificatione étalent aberrahles at l'envergura

Noue savons maintenant, sane douts possible, que les colonele du 21 evril 1967 avaient l'evat du gouvernement des Etats-Unis et qu'ils étaient pour l'essen-tiel direclement dépendants des services secrets américetns. Les politiciens grecs qui avaient applique evec constance et même evec serviité — la politique définia par le puissance impériale ont vu evec stupéfaction leurs maîtres les brader contre una clique militaire ostenaiblement incapable de trouver le moindre appul populeire, et donc de gou-

En falt, la gouvernement américain ne fut ni « nell » ni soumis oux · manées diaboliques de le C.I.A. ». En vue de le guerre de elx joure qui allait commencer un peu plus tard. Il e sacrifié l'avantage politique à long terma à un avantage militaire à court tarme. Le coup des colonels, moins politisé, sans liaison avec la alluetion da la rue, n'ayant pes besoin da prétextes, pouvait aisémant être organisé dans le accret : sa réussita était donc mieux assurée. On varra les Américaine obéir quelques années plus tard à la même logique en envahissant le Cambodge.

Dans ces conditions, - construire des ponts . Institutionnaliser le pouvoir dicpation politicienne plue granda et una edhésion populeira plus large, e'averalt pratiquement impossible. En felt, non seulement M. Avérof actuel ministre de la défense, maie aussi M. Caramaniis lui-même evalent constammant prôné cette tactique d'un glissement négocié du pouvoir. Leurs discours tourneient eutour da daux élémenta : la noncondemnation du principe du coup d'Etat, ce qui talasait aupposer l'impunité de ses auteure, et le refus de tout appel à la résistance poputeire.

Corruption et corporatisme

Es appels lancés par la droite à la hiérarchie militaire en vue d'une transmission pacifique du pouvoir restèrent sane réponse pendant sept ans. Un facteur imprévielble evait surgi : la relativa autonomia des militaires de cerrière en tant que couche ecclala particulière. Dépourvue d'appul populaira, confrontée à le passivité d'une grande partie da l'appareil étatique, la junta e dû recourir eux cadres da l'ermée pour administrer les affaires courantes, la grande politique s'élaborant plus que lamais dena les locaux de l'ambassade américaine. Les militaires virent dans cette accession à l'exercice direct du pouvoir une reletive revalorisation de leur profession et en tirérent des avantages matériels immédiets sous forme de rémunérations complémentaires et de primes de toutes

Il existalt, en effet, un malalse profond dans le hiérarchie, démesurément gonflée pour les besoins de la guerre civile, aspect conjoncturel d'une crise professionnelle plus durable, liée aux fonctions ettribuées à l'epparell militaire.

Dans les moments de mobilisation. pour éviter ou pour déclencher une agression extérieure, le classe dirigeante l'instauration d'un consensue netional. Dans ces périodes, la rôle répressif de l'armée devient secondaire, son prestige

auomente et la base sociala da son recrutement se diversifie. Au contraire, dans les périodes de paix eur les frontières, les tensions eoclales e'eggravent, l'apparell militaire ne sert qu'è le réargument de chentage électoral.

Le conflit entre officiers libéraux et fascisents est latent et permanent ti e'exprime avec violence pendant la demière guerre : les progressistes considérent que leur tâche primordiale est de combatire l'envahisseur per tous les moyene : les conservateurs estiment que leur devoir est de se réserver pour maintenir l'ordre quand les grandes pulssances alliées auront libéré le pays. En majorité, les officiers collaborent ouvertement evec les troupes d'occupation ou restent sagement confinés dens leurs maisons. Seule une minorité poureuit le combat an Afrique du Nord ou dans tes rangs de le résistance Intérieure, C'est cette strange, armée qui

(1) Les termes sont de M. Caramanlis. (2) Il n'exists en ce moment sucune interprétation grobale des rapports enfre les militaires et les forces politiques. La gauche grecque craint les militaires ; les deux refusent d'y voir ciair. Notons cepeadant les monographies fort intéresantes de Deutilis. Transferantique sociale et intervention militairs. ISSO-1909, Examina, Athènes, 1977, et de Th. Veremis, Interventions militaires dans la vie politique, 1812-1935 (sous presse).

Dans la méthode et le calme

LA RENAISSANCE D'UNE DÉMOCRATIE

Par PANAYOTIS LAMBRIAS *

USSI longtemps que la jonte militoire A pareissant toute-poissante, détenoit la pouvoir ea Grèce, tout aussi puissant semblait être, dans l'espace international, l'axiome selon legael il na pouvoit y avoir d' = attorcative » à la dictature sons le chaos. l'acarchie et mêma, peut-être, sans une guarre civita. Cette conviction se vaalait particulièrement foadée dans le cas de la Grèce, située dans une régiaa au les tensions sont explosives et où les souvenirs des conflits fratrieides sont demourés vivaces.

C'est zur cette conviction que presque teus les gouvernements ont basé leur polítique à l'égard du pouvoir illégitime grec. Et c'est cette même justification — la théorie du moindre mai — qu'ils utilisaient envers lours opinions publiques nationales larsque, de temps à autre, des informations sor la cruauté du régima des colocels bouleversaient la presse

A l'exception honoreble des poys scondieaves - mais qui ne fait que confirmer la règla — toos les outres Etuts aet trouvé uae maeière uon soalement de telèrer la junto, mais aussi d'opérar des échanges fructueux

* Ancien ministre, secrétaire d'Etat à la pré-sidence du gouvernement.

avec elle. Il est remarquable que la premier gouvernement qui oit su découvrir hâtivement la façon la plus élégante de reconnaitre les patschistes fut celai de l'Uaica soviétique : il e'est adresse à eux en toat que gouvernement pour manifester son intérêt envers le sort des cadres de la gaache qui avoient été arrêtés. Les transactions antreprises différalent, bien sûr, de pays à pays, allant de la froide acceptation du principa « business is business » (que la China de Mae porta presque aux limites de l'absurdité) jusqu'an soutien cho-leureux de l'utilité de le jante pour la sécurité des pays étrangers (tel le cas des Etats-Uois de Nixon, qui assortirent cette reconnoissance déshonorante d'una aide militaire considé-rable).

Evidemment, celo ne signifie pos que tout au long de la survie au pouvoir des colonels la Grèce n'ait pas été réduite à une position humiliante aa sein de la société jatorna Les raprésentants de la junte faisalent figura de lapreux dans les coaleirs diplomatiques. Cependant, bien que tous les pays démocra-tiques semblassent plus au mains détester le régime de la dictature, le mépriser ou le mettre en occusation, ils étalent tous prêts à lot reconneitre un grend avantoge, si pré-cieux dans co monde de realpolitik chère à M. Kissioger dorant le dernière décennie : l'avantoge de la stubilité.

Une dictature condamnée

par ses erreurs

SOUDAIN, ce mande qui attribueit tant d'importance à la stabilité politique, quelle que soit son arigine, a va le régime militaire de la Grèce s'effondrer, dans le viel sens du terme : il s'est dissous de lai-mêma ; il est tombé sens putseb, sens presunciamiento, sees soulévement et encore moins sous le coup d'une révolts populaire sa d'une révolution.

Il ac temba pas vraiment sous le poids de ses actes illégitimes — comme on aime à dire et bien que cela a'arrive que fort rerement - mais à couse de ses bêtises. Des erreurs crimiaelles. Les calonels saper-potriotes avalent reussi à faire ventr les Tures à Chypre, avec la coup paranoïoque que la junte B' de Grèce avait organise avec l'EOKA B' da Chypre. Et devant la spectre d'un désostre national qui se dessignit, tandis que la probilisation ardonnée d'argence tournait en on fiasco humiliont, les dictateurs et la ers collaborateurs, tels des rats,

furent les premiers à obandonner la navire qui

Dopuis le 22 juillet, il n'y avait plus de gouvernement ea Grèce, et cela sans que le régime des colonels ait été renversé par qui que ce soit — sons qu'an ait tirá ea seul coup

Le 23 juillet, les ministres de la juote cherchaieat ea vain leur pressier ministre, et pormi les employés de l'ambassade des Etats-Unis à Athènes il n'y avoit pos un officiel qui dons la noit, plus précisément à deux heures du matin le 24 juillet, M. Caramanlis arriva à Athènes, venant du Poris où il avait possé plus de dix ans.

La réorganisation de l'État

TL n'y avait pas d'État. Aucun pouvoir organisé pour moiateuir la situation sous son contrôle. Il a'y avair même pas d'armée dans le sens d'ane iastitution structurée, à la hiérarchie déterminée, capable de fonctionner narmalement. En abandonnent sous l'effet du la pacique tous les points névralgiques de l'administration de l'Etat, la junte et ses mariannettes laissérent un vide béant.

Il corait été raisonnable, cormal et historiquement fonde du s'attendra à une évolution conforme à celle qui avoit si souvent été décrite par les abservateurs étrangers tout au long de ces onnées : à ce que s'installent la confusion et le choos ; qu'éclatent des mani-festations anorchiques et des conflits ; que s'ouvre le chemin vers une convelle guerre civile (no fêt-ce pas d'aillears le cas au Libao,

un peu plus tord?). Rien de tout celo ce se produisit. Au contraire. Jomais doce l'histoire de la Grèce coetempornine les choses d'ant évolué dons de telles coeditions de liberte obsoluc, de calme et d'ordre, mais aussi de rapidité. De cette maeiére, avont que l'accès 1974 ne soit révoles, trois élections avaiant eu lieu : la coesultation pour la désignation des députés au Parlement, la référendum qui mit fia au conflit de largue heleine sur la forme de gouvernement et les élections poor la désignation des membres du gouvernement local dans toutes les villes et tous les villages.

Peu après une nouvelle Constitution porfaitement démocratique et progressiste entrait en vigueor pour devenir le fondement de la réorganisation d'un nouvel Etat démocratique copoble d'assumer les activités occrues que l'on attend de lai à oca époque morquée por le développement des structures technologiques.

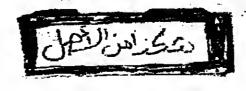
Les prophéties de Cassaedre furent démenties. Il y sut, en effet, une a alternative » á la dictuture : une alternative culme, sons saaffrances, pleiaement démocratique. Voilà la conclusion la plus importante peut-être à tirer du phénomènu bellénique dont la signification didectique déposse l'espace grec.

La question est da savoir comment ce « miracle » fot possible. Trois ons après ces événements, tondis que la Grèca s'achemica tranquillement et ploias de coafiance vers de couvelles élections oprés avoir maeifestement cosea aas périoda constructive dans tous les domaines de le vie publique, deux explications peuvent être feorales. Des explications d'ailcurs confirmées par les évanements interveous entre-temps. La première est que la vide, le vide terrificat que la dictatura paciquée loissa derrière elle aprés s'être dissoute d'elle-même, fut comblé par l'enthousiasme papulaire, par le désir uconime de tous les Grecs de reconvrer la démocratie dant ils avaient été privés pendont sept ans et qui raprésentait pour eux l'actidate à l'aigreur et à l'humiliation que la tyronnie leur avoit foit supporter. C'est précisément cette tension, cette surcharge émotionaelle qui unit la peuple ea un seal corps, qui lai rendit one force monotithique extraardinaire que personne ne pouvoit briser. Voilà comment la peuple, uni, accueillit

M. Caramoolis commu souveur, comme chef

Esprit de décision

A deuxième explication tient à la person-La colité de M. Coramoniis lui-même. On peut dire qu'il fut l'antithése dialectique à cet enthousiasme papulaira. C'est a in si qu'il accomplit la synthèse miraculeuse. Il mit soa plan ea ceuvre — un plan de redressement repide de l'Etot — avec an sang-fraid remar-quable et aue rapidité incrayable sans que ses odversoires — réels ao hypothétiques — aient ea le temps de respirer, il avacça d'une ma-nière aussi décisiva que méthodique. Il n'a même pas gaspillé un seul jour en cólébrations, en discussions ou en hésitations. Son secret fut sans doute la prise de décision à froid et l'exécution à chaud. Mais peut-être cette méthode infallible, grâce à laquelle une tyrannie a pu céder la place à ane démocratie vigoureuse et pleine d'espoir, fut-elle miou-tieusement préparés pendant les heores interminables de réflexion, d'étude et de recueillement qu'on accien premier ministre, historiquement justifié, s'imposu dons l'isolement de son exil volontaire à Paris.



POUR L'ENTRÉE DHS LELROPE UNIE

The relate state of examination

· - -

· · · · · · 1900 m. 1900 Ag Ir 4

100

....

44-

ومرغوضه المارات الرا

A strong part organic

a Land over

The Part of Street, St.

الكاملان ويوادني

.

1972

- A - No - F 2 100

*** 1 value 125 50

موفقال والمسامد

100

The same of

and the same of the

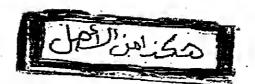
in a market

ر الموسطان المواد ا المواد المواد

PER GEOLOTIC MANAGES

Services of 171.

A ... A STREET, STREET THE PARTY BEAUTY AND ADDRESS OF THE R ASSESSED 14 Tree Manufacture



A GRÊCE, ENTRE LE SCEPTICISME ET L'INQUIÈTUD

fournii l'essentiel des cadres du régimo

incapable de se donner une idéologie coherente, ne pouvent se reconneître en le personne du chef médiocre qu'elle e était donnée, la lunte sa disloqua à travers le durclesement et l'eventure extérieure. A un an de distance, l'insurrection des étudiants et du peuole d'Athènes et le résistance du peuple chypriote echeverent de démolir l'instrucrippione echeverent de demoiir l'instru-ment de coercition que le junte evait péniblement mie en place. L'armée qui remit le pouvoir à M. Caramoniis: en juillet 1974 eveit cessé d'exieter en lant que corps disciplinaire

Cette ermée défoite fut réorganisée, en grande partie, par le récupération des officiers compromis dans les conspireilons lascisantes du passé. L'épuration vértiable fut limitée è quelques dizaines de cas individuele : dirigeants trop compromis dens des affaires de corruption, tortionnaires notoires et ceux qui, par manque de souplesse ou per fanslisma, ne surent pes faire ecte d'allégeance eux nouveaux tenants du pouvoir, el surtout à le personne de M. Avérof. Les mises è le retraite ont ainsi depuis trois ene irappé à peu près également

les artisans de la dictature et furent persécutés par elle (4). Un argument e été evancé pour lusti-

fler le caractère percimonieux de l'épuration : la nécessité de asuvegerder l'efficacità dissussive de l'appereil mili-taira face à l'agressivité constante de le Turquia. Argument tellecteux, cei la Grèce possède un corps d'officiers pléthorique, surtout dans l'armée de lerre, et un véritable goulet d'étranglement e'est constitué eu sommet de le hiérarchie. Par ailleurs, il n'y e rien de tel que le rajeunissement des cedres pour randra une ermée combative et

Une certaine partie de l'opposition manifeste de le comoréhensien po difficultés que le gouvernement rencontrerait dane une entreprise aussi délicate et périlieuse que l'épuration d'une armée éditieuse qui e abandonné le pouvoir do son propre gré. Mals il faut votr qu'en fait le gouvernement applique pleinement es politique, qui consiste è châller le mutinerie des oubsiternes sans condamner le recoure à le dictatura en cas de danger national, c'est-à-dire dans le cas où l'oligarchie et ses représentants politiques risquent de perdre le pouvoir.

Défense populaire et démocratie

E N réallie, la défense de le Grèce face à un ennemi potential cinq fola plus peuplé qu'elle ne peut être assurée eni en confiani eux militeires professionnels un ermement de plus en plus sophistiqué el ruineux. L'étout stralégique da le Grèce - qui n'atta-

quere pas le pramière, car elle n'e pes de revendications territoriales — est le délense de son territorie par le mobilisation populeire générale Cele suppose l'ermement général de lo population et une osmose lout à fait perticulière entre unités populeires de défense larri-



Un otout négligé . la mobilisation des masses pour la délense du pays. MANŒUVRES DE LA VIº FLOTTE DANS LA EEGION DU PELDPONNESE : L'AVANCE DES « MARINES » AMERICAINS.

toriete et unités régulières mobiles possédent une oulesance de leu élevée. Le gouvernement ne peut concevoir l'edoption d'une telle stratégie, car elle suppose une vériable confiance dans le populellon et surieut l'abandon de lout recours è des solutione contraires à la volonté populaire. La défense populeire est une hypothèque assortie d'un contrat de geuvernement démocratique que le droite retuse de aigner.

Un tel changement d'orientation militeire n'a certes rion de révolutionneire. Des pays eussi capitelletas que la Sutaca el eussi - occidentaux - qu'iareal l'opoliquent depuis longtemps. Il Imposerail precéder à des réformes de structures permettant une récupération constente des masses populeires, ce qui est entretieni avec une oligerchie d'autant plue vorace qu'elle est en grande partie parasitaira

La volonté de rétorme du perti ou pouvoir e'est rapidement estomoée eorés un cartain nombre de mesuros indispensables à la modernisation de l'Elat. Fece ou méconlentement populaire qui grandit, le retour aux anciennes nabiludes autontaires, sinon répressives, s'est déjé amorcé Les prochaines électione seront, comme les précédantes, conditionnées par le chentege électoral : Carementie ou les chars.

L'incapacité d'imaginoi une eutre défense qui mobiliserait tout le potentiel cultural et technologique du ceucle grac at l'impossibilité d'éloffer le consensue nationel par une cêrie de mesures de

redistribunon du revenu netio cent greduellement à l'acceptetion du compromie proné par les Elats-Unia en ce qui concerne les différence grécoturcs. Il somble que l'armée et surtout sa certie le plus (sune, conetemment mobilisée techniquement et idéologiquement pour un conflit défensit, auraient du mai à eccepter une telle brederie L'ermée sera certainoment présente

dane les événements politiques des années à venir Sa prochaine interven-lion, directe ou indirecte, courreit blen êtra d'un caractère inèdit

Th. PANGALOS.

13) Th Pangalos: « Les bases sociales du régime militaire », to Kommounistikt Epitheorism 1/1968 (41 Volt is lettre d'un militaire, daos

Luttes de classes. modèles de développement et choix économiques

Le patronat et l'État devant l'adhésion à la C.E.E.

DEPUIS la seconde guerre mondiale, la politique économique de l'Etat grec se trouve partagée entre deux impératifs difficilement conciliables : a) d'un côté, assurer les conditions d'une « serre chaude » é c no o m l q ne nationale, susceptible d'encourager l'initiative du capitalisme local ; b) d'un autre côté, chercher toujours des points d'ouvertre du système vers l'extérieur, en vue de résorber les tensions inflationnistes internes. EPUIS la seconde guerre mon-

inflationnistes internes.

En bonne logique, il y aurait la une contradiction en principe insurmontable : le protectionnisme engendre l'inflation qui, à son tour, impose l'ouverture du marché vers l'extérieur ; ce len finit toujours par remettre en question les fondements même de la politique protectionniste. Cependant, c'est sur ces deux axes, apparemment incompatibles, que fut érigé pratiquement le développement grec de l'après-guerre.

La faiblesse traditionnelle du marché grec et une forte concentration des revenus ont depuis toujours découragé les investissements dans les secteurs productifs. Les capitaux sont attirés plutôt par les transports maritunes, les banques, le commerce, la construction. Le peu d'attraits que présente l'industrie n'est pas fonction d'u manvais calcul des entrepreneurs grecs, puisque le capital étranger

affluant vers le pays fait preuve d'une analogue réticence.

C'est pourquoi t'Etat grec, dans C'est pourquoi l'Etat gree, dans l'après-guerre, n'a pratiquement pas cessé d'élaborer des systèmes d'incitation et de protection, à l'intention du capital — actochtone ou étranger — dans l'industrie . licences, cautions, primes, subventions, exonérations, garanties, exclusivités, etc. Dans cès conditions, l'éloge de l'initation melala n'a très souront été Dans ces conditions, l'éloge de l'initiative privée n'a très souvent été que théorique : pratiquement, la pinpart des décisions des entrepreneurs étaient suscitées par le dispositif étatique prétabil. Aussi le protectionnisme a c nm pnr té un gonflement organique du coût social de l'industrialisation. Celle-ci, apparemment fondée sur l'initiative privée, a dû en réalité compter de façon décisive sur l'appui de l'Etat et sur les subsides sociaux.

Cependant, le revers de la métiaille, comme il fallait s'y attendre, s été l'inflation. D'abord, la protection tarifaire, en tant que telle, entraîne indirectement la hausse du niveau général des priz. Ce qu'on gagne par le tarif, on finit par le céder en restriction du marché local. Ensuite, l'impulsion économique de l'Etat est mêms plus coûteuse que la politique keynésienne anti-cyclique. Dans les sociétés « sous-développées », il s'agit

Par KOSTAS VERGOPOULOS *

de susciter un mouvement industriel ex nihilo. C'est pourquoi, lci, l'inflation n'est pas un simple avatar, mais le produit organique de l'intervention étatique et do protectionnisme. Enfin, les pressions inflationnistes en Grèce ont été renforcées par le gonlement des investissements con-productifs, par l'accroissement spectaculaire des recettes invisibles et par les entrées de capitaux monétaires. de capitaux monétaires.

Ces conditions ont impose un type de développement men è par la demande plutât que dirigé par l'offre ou par une planification étatique. En d'aotres termes, c'est on excès structurel de la demande sur l'offre qui mit en mouvement le processus de développement; ce même ercès le limita par la menace de pressions inflationnistes grandissantes. Depuis 1953, une euphorie dans les affaires est maintenue grâce à l'injection régulière d'un flux d'a expansion impulsive à des moyens des palements. Aussi l'activité dans le bâtiment, bien que dénoncée comme parasi-taire, est également soutenue par une politique permanente de prêts

Maître de conférences de sciences économiques à l'université de Paris-VIII.

à la construction ; il semble qu'au fond en lui reconnaisse des vertus créatricea, ootamment par la demande qu'elle engendre.
Le problème central des autorités

coonomiques n'e pas été de suppri-mer l'inflation, roats de la maintenir à des taux utiles. Sur cette base, co peut distinguer quatre phases de l'économie grecque de l'après-guerre

De l'isolement à l'ouverture

ENTRE 1945 et 1953, on a tente l'expérience du protectionnisme avec une économie fermée sur l'exté-rieur, ou du moins contingentée, rieur. ou du moins contingentée. Plusieurs e plans de reconstruction s ont vit le jour, avec des succès mediocres. Le point capital de ces expériences : une inflatioo organique, aussitôt encienchée par les mesures protectionnistes, s'accumulait à l'intérieur du système jusqu'à le faire exploser. De 1945 à 1953, la monnaie nationale a sinsi sub sept dévaluations et perdu au total près de 99 % de sa valeur par rapport de 99 % de sa valeur par rapport au dollar. Les tentatives d'industria-lisation oot avorté, ainsi que oresque tout mouvement de reprise écono-mique en général. On en est même arrivé à prêcher en faveur d'un é-uilibre quasiment sans croissance et sans industrialisation (cf. le projet de M K. Varvaressos, gouverneur de la Banque centrale, eu débui des a no ées 50), ce qui évidemment constituait déja une démission par

rapport à l'objectif du dévelop-

A partir de 1953, un nouveau modèle est élaboré : on supprime modèle est élaboré : on supprime presque toute restriction quantitative du commerce extérieur, tout en maintenant des tarifs élevés. Cette mesure est compensée par une dévaluation de la drachme de 50 % par rapport au doller Mais, cette fois-ci, la dévaluation fonde dès le début la couvelle expérience protectionniste au lieu de la clore en consacrant son échec. Or si d'un côté on ilbère les échanges, de l'autre — par la dévaluation — oo les limite. Cependant, les deux mesures émanent de la même logique protectionniste : la la même logique protectionniste : la libération des échanges aurait pour fonction d'éponger les excès de la demande interne et de ramener ainsi l'inflation au seuil d'une expansion destrablement de la company de véritablement s impulsive ».

(Lire la suite page 12.)

Après seize ans d'association

POUR L'ENTRÉE DANS L'EUROPE UNIE

Par GEORGES MAYROS*

T TN rapide survol de l'histoire da la Grèce permet focilement de prendre conscience de ce qui est, à mos sens, une de ses permetéristiques fondémentales : la Grèce n'e jamais été plus nutbentiquement elle-même quo dans les périodes de son histoire où elle n té amenée à se confronter à des pouples et

En effet, toutes les fois que des positions défensives et timorées out prévaln, et que les Grecs se sont repliés sur oux-mêmes, leurs réalisations out ôté médiocres; pis encare, en rongeant leur frein, ils out vu leurs énergies se dépenser en de vaines querelles intestines.
Por contre, lorsqu'ils se sont trouvés animés par la désir d'ouverture, et que le souffie du gread large gonfloit leurs vailes, leurs performances furent sans commune mesure avec leur nambre ou leur puissance matérielle. Tous les grands moments de l'histoire de Grèce

a Président de l'Union de centre démocra-tique. Vice-orésident du conseil et ministre des ariaires étrangères après la chête de la dictature, M. Georges Mavros a mené les négociations sur Chypre aux doux conférences de Genève (juillet-sont 1974), et à l'Assemblée générale des Nations voice à Naux-Vort.

रेश दुवर राज्य कर राज्य कर पुरुष्ट स्थाप अञ्चल स्थापनी हाला (१८००) । ।

coincident avec l'exaltation d'une volonté de contact avec le monde qui l'antoure.

Nous devans poursulvre aujourd'hui le même destin, et le poursuivre dans le sons de la grande entreprise d'anification ouropéenne. La Greca est portie intégrente de l'Eutopo, et il serait inconcevable de la situer hors des grends courants européeus. Cette oppartenanco no se définit pas — na plus — on termes ancions de culture et d'bistoire, olle est simplement une réalité de notre temps. L'Eurepo constitue notre espoce nature! de vie. Et plus le prous de son enfication sera evenço, plus les canditions de l'opanopissement de nos potentiglités seront fovorebles.

Cependont, l'intégration se fero-t-elle? Il ne faut pas sous-esfimer les difficultés, cousées par lo conjoncture économique mondiole, que traversent nujourd'hui les pays membres. Mais c'est à couse même de ces difficultés que cele doit être fait. Et le plus tôt possible. Le tomps n'est plus outre ollié dans cette offuire. Il jouo

II, y onre, certes, do nombreux obstocles à surmanter pour qu'enfin arrive le jour où cette intégration sera accomplie. La notion outrancière de souveraiaaté notionale est, en définitive, un complexe qu'il fout nécessairement dépasser poor occéder à l'unification eurodenne. Rien ne pourro ve foire si nous persistons à vouleir maintenir intactes aus souverainetés pationales respectives. Toute l'histoire des évolutions politiques dons le monde est, du reste, fondée sur l'obondon progressil de souveralactés notionales.

Il fout ansuite dépasser les tendances de certains, gouvernements qui unt cru devoir rechercher les bonnes graces de poissancée extra-eurepéennes, et notoniment celles des Etats-Unis, pour pouvoir disposer dans leur jeu, foce à leurs porteogires européens, d'otouts supplémentaires qui foraient mieux acce leur prétetien à une suprémutie de foit. Ainsi conque, l'Eurepa anie ne se fera pas. Si naas percevons mal les grands problèmes de l'Europe, si nous les plaçons dans uno perspectivo erronée, nous nous readrons impuissonts à leur donner une solution correcte, c'est-à-dire

Les progrès déjà acquis

TN example seul suffirait à illustrar ce oro-O pos. Le développement rooide des armes nucléaires aux États-Unis et en Union soviétique n eu poor offet non scalement de rédoire ou minimum l'influence de l'Eurepe sur les affaires modiales, mais, de plas, il a mis en couse la sécurité eurepéanne alle-même. La poroplaio » américain, qui au début de l'ère núclèaire pouvoit protéger l'Eurepe, a'existe plus. Les Etats-Unis, rendus vulnérebles por la construction on Union soviétique de fusées intercontinentales, se trouvent à présent dons l'impossibilité d'utiliser leur « poreoluie » pour la protection de l'Eurepe. Et, dens uo conflit à nrmes conventionnelles, les pays ouropéons risqueraient on danger mortel, car ils ne peuvont même plus compter sur la forco de dis-suassion de l'orsenol nucléaire américaia.

Il fast dooc una politique de détense européenne, que scole une Eurape unio peut élaborer. Co no peut romener l'ovonir du continont europées et de la civilisation accidentale à lo dimension de ses problèmes ogricoles, Le sujet est cartes d'importance. Il divise oncore, et des solutions doivent obsolument être trauvècs, qui satisfassent teut le monde, afin que noue puissions — enfia — neas ottaquor aux problèmes de fond. Il s'agit là de la survie de · l'Europe.

L'adhésion de la Grèce à la Communauté lui pase, bien sur, des problèmes. Ils ne sont pas plus aigus que ce ux posés déjà por le régimo actual d'association. Sous co régimo, l'économie grecquo o réalisé des progrès spectaculaires. Le chiffre de nos exportations vari les pays de la Communauté est possé de 6 milliards de drechmes on 1962 1200 millions de dollors) à 32 millierds ao 1976 1950 millions de dollers). L'union dougnière est effectivo pour plus de 70 % de nos importations en oraduits Industriels. Ello le sero à 100 % pendont la périodo transitoire déjà prévos au traité d'association et gol nous sero accordée

En ce qui concerno lo sectour ogricole, la Gréce est prête à accepter, dès son adhésion, les normes et les prix commenautoires paul toes les produits toclus dons la politique egricale commone. Une période transitoire de cinq onnées sero demodée afin do permettre certalnes adaptations iproduits laitiers, viande

Il est iodéniable que la siveau actuel de développement socio-économique de la Grèce a'est pas égal à celui de ses clus farts portenoires de la Communauté. Les structures économiques et socioles serent sons doute mises copporter le choc de l'adhésion. Certaines industries monutacturières doivout se dévelep-

per, à la fois pour faire face à la compétition et pour occuper une olue grende placa dons la praduction et l'emplei.

Les secteurs à moderniser

M AlS il est on Grèce doux secteors vors lesgools tous nos efforts at notre attention daivent teadre : l'édocation et l'administration. Nous n'arriverous jamois ou niveau de nos portenaires si notre éducation nationals et aotre administration ne sout pas réformées, modomisées. De celo dépond la succès de toute outre entraprise de développement économique as social. Il ne fast pas aublior que c'est por l'éducation notionale que les poys socialistes, autrefoie economiquement sousdéveloppes, ont otteint un niveau technologiquo et sciontifique supérieur. Une refente complète de notre système administratif est des mentalités qui régissent aujourd'hai son organisation et son fonctimnoament. Concue pour d'autres tôches, dans un maade qui n'es plus le nôtre, pas services publies, dont l'administration déjà baucale « été démontelée por sept conées de dictoture, no se maintionnen plue que por le jeu do groupes de pression et l'impuissance du pouvoir central à praposer et à imposer une réforme salutaire. Cette tâche immense depasse, malheureusement, l'imagination et la volonté de réalisation du porti actual au panvoir.

L'agiaion selan loquelle l'adhésina de la Gréco serait liée à celles de Portugal et de l'Espogne, oo encore à la solution préclable des différents antra les pays du Nord et da Sud, est dépourvue de tout fondement. La Portugal et l'Espagae orésentent pour la première fois leurs candidatures respectives. Notre poys ast dojà mombre associé de la Communauté depuis seize ans. Son edhésion à port entière n'est que la conséquence noturelle de l'association, prévua por le traità d'Athànes de 1961. Nos seulement ella ne constituerait en oucon cus un obstacle à la solution de différents intercommunautoires, mois elle pourreit bies contribuer — ne fût-ce que pour ane modeste port — à ce qu'use solution leur

Malgré toutes ces difficultés, et en dépit de ses foiblesses «ctuelles, l'éconamie grecque soura foire faco au défi de l'Eurepe. Nous sommes gambreux en Grèce à avair une grande configure ou l'esprit d'entreprise de notre pouple. Ries n'oignitionne plac le Grec que la provocation d'une partie où il a gros ò

Cette politique, menée jusqu'à son paroxysme, eut un donble effet : d'un côté, certes, elle suscita un développement industriel sans précédent (les taux de profit industriels sont passès de 7 % en 1967 à 18 % en 1973), mais d'un autre côté elle prépara la noyade du pays dans l'inflation. Les importations sont

passées de 20 % de la production intérieure brute en 1963 à 30 % en 1973. L'affluence exceptionnelle de devises avait permis au pays de compenser les effets de la détérioration des termes de l'échange. Cependant, l'équilibre du modèle fut brisé en 1972-1973 pour deux raisons : a) la montée des prix du pétrole et l'apparition au grand jour de l'inflation qui sévissait en Europe; b) la décision des colonels d'associer la drachme à la dévaluation du dollar en février 1973. en février 1973.

Cette fois-ci, le décalage des prix fut tellement important que des problèmes graves apparurent dans la halance des palements et dans la structure des coûts de l'Industrie. En d'autres termes, le renchérissement des matières permières importées n'a été compensée ni par un élargisse-ment, proportionnel du marc hé ment proportionnel du marché interne ni par des gains de compétitivité analogues sur le marché international. A partir du printemps 1973, l'inflation — qu'ou dissimulait depuis vingt ans — explose et se développe à une allure alarmante : la Grèce, pays modèle de stabilité monétaire, devient le pays le plus touché par l'inflation.

Réserve des milieux d'affaires

L ES dirigeants grees sont aujour-d'hui beaucoup plus hantés par le spectre de la récession que par celui de l'infiation. Toutefols, celle-ci est loin de se résorber. De 1972 à est loin de se résorber. De 1972 à 1987, les dépenses en combustibles importés ont été multipliées par cinq. Les termes de l'échange se sont détériorés de 18 % environ. Les dépenses militaires, entre 1973 et 1977, ont du être multipliées par quatre. Le propension à importer a dépassé en 1976 30 % du revenu national.

national

Sur ce fond est venu s'ajouter le problème de l'adhésion à la C.E.E. Pour des raisons plutôt politiques et militaires, le gouvernement aotnei est disposé à faire tout le nécessaire pour ebtenir un avis officiel favorable à l'adhésion au Marché commun. Cependant, ce «foreing» ne rencontre pas l'approbation générale des hommes d'affaires. Cette divergence s'exprime aussi par ce qu'on désigne en Grèce, depuis trois ans déjà, comme une «grèce des investissements». Une partie des patrons grecs, «gâtés» par la politique des colonels, se montre réticente à maintenir l'effert productif sons le régime coincis, se moductif sous le régime actuel, fût-il de droite. Ces patrons craignent qu'une adhésion à la C.E.E. ne se traduise par une remise en question de leur situation privilégiée. cautionnée jusqu'à présent par la politique protectionniste.

En décembre 1975, le gouverneur de la Banque centrale, M. X. Zolatas, dénonçait « les projits de quasimonopole que les entreprises precques puisaient dans des conditions artificiellement créées et soulenues par l'Etat ». De même, en avril 1976, il avertissait : les hommes : d'affaires grecs que a l'époque des stimulants économiques forts, du protection-nisme excessif et des bas coûts salariaux, assurant une croissance du capital facile et rapide, étatt révolue

à jamais.». La politique économique grecque découvre subitement que « seules les consitions de la libre concurrence peuvent assurer l'accumulation accélérée du capital, le progrès technologique et l'amélioration du niveau de vie.» (Zolotas). De même, M. J. Pesmanoglou, président de la commission parlementaire Grèce-C.E.E., dénonçant la « misère protégée», avertit à son tour les bommes d'affaires que « toutes les situations privilégées et les exclusivités existantes doivent ésparaître aussités existantes doivent ésparaître aussités est tel que ce qui, dans le passé, était considéré digne d'être protégé apparaît aujourd'hui comme une estiuation artificielle de monopole» méritant d'être supprimée. à jamais ». La politique économique

pas attendre : de 1973 à 1976, les investissements industriels ont baissé de 22 %. Toutefois, la production industrielle a'est accrue de 11 %, ce qui laisse supposer une utilisation plus intensive des équipements. On comprend que les patrons s'efforcent de s'en sortir, provisoirement, avec les moyens du bord, sans risquer des investissements importants qui bou-leverseraient la technologie exis-tante. Ceci explique aussi, entre autres, comment un tel arrêt des investissements ne s'est pas encore traduit par un taux de chômage analogue. Certes, cet attentisme est ausai

La réponse du patronat ne se fit

cerces, cet attentisme est aussi une conséquence du renchérissement excessif des biens d'équipement sur le marché international et de la baisse des taux de profit (18.5 % en 1973, 6,5 % en 1975). Aujourd'hui, en Grèce, les industriels n'effectuent plus que des e inquistrieis n'enectuent plus que des e investissements com-plémentaires », reconnaît M. D. Mari-nopoulos, président dn patronat grec L'épargne, de 28 % du revenu national en 1973, a baissé à 14 % en 1975. Le marché national des biens d'équipment se trouve en récession d'équipement se trouve en récession absolue. La seule branche qui progresse relativement est celle des blens de consommation. Apparement, on achète un produit aujour-d'hui parce que demain son prix va renchérir.

Dans ce contexte, le gouvernement a fixé comme ebjectif non négociable l'européanisation économique et sociale du pays. Il se déclare décidé a mobiliser tous les moyens pour couvrir les edécouverts » en investissements, créés par la egrève des patrons». Le premier ministre a récemment encore demandé aux gouverneurs des banques contrôlées par l'Etat de procéder à des inves-tissements de 600 millions de dollars environ, dans les plus prefs délais. Aussi, le plan pour 1976-1980 (déposé en mai 1977) fixe comme objectif de doubler, jusqu'en 1980, les investis-sements publics et les dépenses de l'Etat en général.

Vers la fin du protectionnisme?

BREF. l'éventuelle adhésion à la CEE incite l'Etat grec à intervenir encore plus directement dans le domaine économique pour parer aux insuffisances de l'économie privée. Certes, le glas du protectionnisme traditionnel sonne déjà, et, par là mème, une des causes structurelles de l'inflation pourrait aussi disparaître. Cependant, le problème économique fundamental, fût-ce après l'adhésion à la CEE, ne continuera pas moins à se poser en termes de développement. Dans cette perspective, on peut penser qu'une structuration d'un type nouveau commence progressivement à se dessiner.

Dans ce schéma, les mesures protectionnistes ne pourrant être extéricures aux infiatives d'investissement, puisqu'une telle protection est formellement exclue par le traité de Rome. Désormais, la scule a protection » possible sera fortément l'éé intrinséquement à la plus ou moins

franche initiative de l'Etat. Ce sera probablement la nouvelle voie nor-male pour les branches atrophiques et celles qui nécessitent encore une

C'est peut-être cette perspective que rejettent les patrons grecs lons-qu'ils dénoncent les prétentions socialisantes » du gouvernement actuel. Toutes ces modifications en coms risquent, selon eux, d'« encou-rager la lutte de classes, d'anéantir le paironat et le capital et de décourager Pinitiative privée» (cf. dis-cours du président du patronat grec, mai 1977). Dans ces conditions, le gouvernement aura-t-il la cohérence nécessaire pour mener jusqu'à son terme l'épreuve de force qu'il a lui-même engagée et dont dépend l'avenir le plus immédiat du pays?

KOSTAS VERGOPOULOS.

(Suite de la page 11.)

Mais les importations ne seralent pas possibles sans une « capacité d'importation » croissante, voire sans un flux croissant de devises. D'eù la chasse aux devises étrangères après 1953. L'émigration des ouvriers grecs à l'ûtranger a été une formidable machine à procurer au pays une part considérable des devises recherchées : cet apport, en liaison avec les receites du tourisme et de la navigation, avec le flux des capitaux et d'endettement internatienal, a fe n de la remarquable stabilité mouétaire que la Grèce a connue après 1953. Mais les importations ne seralent la Grèce a connue après 1953.

Cependant, le triptyque « dévalua-tion - libération des échanges -entrées de devises » n'a été qu'une simple solution comptable au pro-blème du développement : blen que protectionniste, ce modèle u'a pas réussi à susciter un important volume d'investissements dans le pays. L'équilibre comptable national, tont en assurant l'insertion sans à-coups dans le marché international, n'était pas en soi suffisant pour lancer l'industrialisation. De 1953 à 1963,

1960-1973: l'essor industriel

A U moment où la récession s'élar-les dans les économies occiden-tales, la Grèce enregistre de fermi-dables taux de croissance. De 1960 à 1973, les pays occidentaux ont enre-gistré une croissance de 63 % tandis qu'en Grèce l'indice a progressé de 1998. Cela est do principlement en 103 %. Cela est du principalement an prodigieux essor de la production industrielle qui, elle, a progressé pendant la même période de 267 %. Le nom-bre des établissements industriels employant plus de dix personnes a

augmente de 35 %; la force motrice industrielle a'est accrue de 225 %. La proportion de la demande interne couverte par l'industrie nationale a'est élevée de 67 % en 1964, à 35 % en 1973. L'apport du capital étranger a été relativement réduit : 3 % des investissements en capital fixe dans l'ensemble et 16 % dans l'industrie. La Grèce a réussi à capitaliser plus de 30 % de son produit national Vraisemblahlement donc, dans les années 1963-1973, une machine pro-

PUNTU

maigré protection et stimulants, les investissements industriels ont végété autour de 8 % - 10 % de la formation du capital.

Un élément nouvean fait alors son

Un élèment nouvean fait alors son apparition: la détérioration continue des termes de l'échange avec l'étranger. L'inflation dans les économies occidentales, la lengue crise, monétaire d'abord, économique ensuite, dans les années 1960-1973, ont fait de la Grèce un pays importateur d'inflation. Le décalage entre les prix unitaires des importations et des exportations a dépassé 20 % au détriment des produits grees. C'était là bel et blen une protection complémentaire. Dans ces conditions, on

là bel et blen une protection companditions, on découvre en Grèce, après 1960, un paradis de stabilité monétaire, un paradis de stabilité monétaire, un

parans de stamment faibles coûts de production : sont faibles les coûts salariaux et sociaux, l'énergie, les travaux éventuels de sous-traitance, la fiscalité des entreprises. La Grèce

voit ainsi arriver, pour la première tois, des investissements étrangers importants, (Pechiney, ESSO, etc.). Pour la première fois aussi, un capital local commence à se lancer dans les secteurs industriels.

A tous les niveaux

de la vie nationale

LES STRUCTURES DE LA DÉPENDANCE

ANDREAS G. PAPANDREOU *

A positian stratégique de la Grèce en Méditerrando arientalo a constitué dens la passe et constitoa toujours une menace cantre son indapendance nationale. La Grèce appartient aux Balkans, qui représentent ane miniature du repport da forces dens le manda. Le fait que la Grèce valsina avac le Proche-Orient ajaute à son impertance et, par conséquent, aux problàmes auxquals ella doit faire La Grèce s'est depuis 1962 associée à la C.E.E. Cependant alle s'est tronsformée en satellite per excullence des Etats-Unis dans

Ce qui compliqua devantage le situation, c'est le fuit que la Grèce possède des frontières communes avec la Turquie qui est, alle aussi, an satellite des Etats-Unis. Vis-à-vis de ces deux satellitas, les Etats-Vais adoptent une attitude favorable à la Turquie. Et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, porce qu'à la suite da leur intervention politique et militaire directe en Grèce pendant la guerre civile, les Etats-Vais contrôlent celle-ci de manière plus directe et plus décisive. Deuxièmement. parco que la Turquie revêt pour les Etats-Unis one importance plus vitala : alla possède des frontières communes avec l'Union soviétique, alla coatrôle les détroits des Dordanellas, alla

* Président du Mouvement socialiste panhelienique (PASOK).

dispose d'une population beaucoup plus nombreuse et peut ainsi être utilisée en tant que « gendarma » des Etats-Unis aa Proche-Orient. Dans le conflit concernant la mer Egée, lequel, un apparence, est une conséquence du chauvinisme turc mais qui, en substance, constitue nne manauvre américaina pour s'assurer le contrôle complet de la mer Egée, les Etats-Unis favorisent de manière scandaleuse la Tarquia. Ce sont les forces turques que les Etats-Unis utilisèrent durant l'été 1974 pour effectuer la partition de Chypre et pont transformer la République chypriete non alignée en poste avancé du Pentagane au Proche-Orient.

L'Union soviétique s'est montrée fidèle à l'accord intervena entre Staline et Charchill an octobre 1944, accord selon lequel la Grèce « appartient » à l'Occident. Elle s'y est mantrée fidèle, même au cours de la guerra civile. Aujourd'hui, l'Union soviètique dispose de mauillages an mer Egés, un peu au-dels des aaux territoriales grecques (limitées toajoars à 6 milles, bien que le gouvernement grec dit la foculté, garantie per la droit international, de l'étendre à 12 milles) et s'intéresse surtout à ce que le droit de passage de sa flotte por les détroits et sa libre circulation un mer Egée soient garantis. Les Etats-Unis ne contestent pas ces visões da l'Union soviétique. La Turquie, qui malatient avec l'U.R.S.S. d'étroites relations commerciales et économiques, affre à celle-ci le libre possaga da la flotte per les détroits et jauit da la toléranca soviétique en ce qui concerna ses propres visées en mer

Mainmise par étapes

A ferme de dépendance la plus brutale est calle qui se fonde sar l'interventian politicomilitaire directe, c'est-à-dire sur l'atilisation da mécanisma de coercition qui s'identifie plus un moins à l'État. A notre époque, cette forme da dépendance est historiquement liès au calonialisma, mals non pas aciquement à lai. Les régimes iroposés por les Eints-Unis en Carée da Sad et, pour au temps, en ladochine sont typiques de l' « Etat client » qu'ils ent fondé deza diverses régions du monde.

La Grèce fut pour les Américains la premigra expérience da type « vietnamien n Après la fin de la guerre civile, ils rèorgani-sèrent l'appareil d'État grec, et plus particulièrement les forces ormées et les services de renseignement. Ces derniers se sont tronsfarmes en appendice de la C.I.A. ea mêma temps que la mission militaire américaine exerçait on contrôle absolu sur la structure et la fonctionnement des forces armées élevées deus la foi an l'atlantisme et dans la peur da « danger communiste ». Les Américains établirent des liaisons directes avec le polois royal at avec lo droite, son prolongement dans

l'espace politique grec. Ils étendirent leur contrôle sur les syndicats, sur le système bun-coire et finalement sur les activités culturelles et scientifiques de natre pays. La Grèce da l'après-gaerre s'est « reconstituée n avec un appareil d'État corrompa et contrôlé, et avec l'activité des javestissements dirigés par des bacques américaines et des organisations d'aide mique. Ainsi, aa début des anaées 60, la Grèce étoit prête à auvrir ses frontières à l'invesion de copital des multipationales, à s'attacher au char de la C.E.E., à se transforreer en poste avancé de l'OTAN et en arsenel naciónire des Etats-Unis en Méditerranée

L'occupation de l'espace grec per les États-Unis s'est aparée por étapes ; en premier lieu, au moyen de l'intervention de la superstructure -militaire (l'appareil da coercition), en second lieu, et presqua porallelement, an moyen de l'imposition sur la processus d'accumulation da capital d'un contrôle visant à créer les conditions nécessaires à des investissen lucratifs et surs, et, finalement, au moyen de l'invasion, à partir de 1960, des moltinatio-nales qui conférèrent au développement de notre pays la structure d'un copitalisme peri-

Un pays de la périphérie

A structure sociale et économique grecque possède tens les traits d'une formation capitaliste périphérique. Dans de nombreux secteurs de l'économia grecque (agriculture, élavage, industrie artisanale, petit commerce, etc.), le moda de production copitaliste d'a pas fait dispareitre les formes de production pre-capitalistes. Les conditions de commerce intérieur (importation da prodaits industriels contre l'expertation de produits agricoles) sunt pour-les agricolteurs des conditions de pillage; ainsi se produit à l'inférieur da pays una accumulation primaire de copital à grande échelle. Le commerce extérieur e toutes les coractéristiques de l' « échange laégal » et facilite la fuite da l'excédent social vers les centres métropolitains. Avec l'extension des géants recompolistes multinationaux, la fuite de l'excédent social se produit de plus en plus à travers les appareils dont les sociétés multinationales disposent à l'échelle moudiale.

De cette manière, les forces productives du pays se développent inégalement, et l'extravarsion de l'économie gracque, sa tendance à devenir un prolongement complémentaire des économies métropolitaines occidentales, se font chaque jour plus intenses. L'agriculture demeure sous-développée et statique. Les services sout hypertrophiés à un point impressionnent. La belonce commerciale est fortement déficitairs. La fait dans que la Grèce soit un pays dépendont un niveau de la structure de pro-

duction, c'est-à-dire des forces productives, est no foit indiscatoble. Cette dépendance structuralle est déjà contenue dans la consta-tution que l'économie gracque presente les troits d'une formation capitaliste périphérique.

La dépendance en niveau du développement des forces productives constitue un phé parallèle à la dépendance au niveau des repports de production — à travers la déplace-ment (de l'intérieur du pays vers l'étrouger) da centre de décision sur la mise en voleur des ressources du pays, à travers la remise da contrôle du processus d'accumulation da copital aux mains des sociétés industrielles maltinationales et des banques maltinationales. Avec le temps, le capital industrial et bancaire international, ayant accupé les points stroté-giques de l'économie, dirige le développement du pays selon des critères découlant de la logique de l'accamalation du capital à l'échelle adiala et pille littéralement les ressonress du pays et politie irréparablement sun envi-

Parallelement à l'intervention politico-militoire des Etats-Unis ou nivean inter-étatique, se développe, de la part du capital multinatio-aul, un contrôle direct et décisif sur la gouvernement et sur l'appareil d'Etat grecs, afin de former des institutions qui donneront an capital étranger una position prépondérante vis-é-vis de sun associé onémique, le copital grec. Les règles du financement, les options de plenification, le syndicalisme, l'éducation, les structures calturelles mêmes qu'établit le gouvernement grec visent à l'intégration du pays dans l'arbite du capitalisme mogdial, tout en lai conservant son carectère périphérique. C'est sous cet angle que doit être examinée l'adhésion de la Grèce à la C.E.E.

l'adhesson de la Grèce a la G.E.E.

La dépendance de la Grèce est une dépendance à tous les aiveaux. Da point da vua politico-militaire, la Grèce dépend des Etais-Unis. Du point de vue économique, elle dépend des contres métropolitains occidentaux.

Il ma servit par sons intérêt de noter ici

Il ne serait pas sans intérêt da noter ici qua la dàpendance ne constitue pas un trait caractéristique des seales furmations copita-listes périphériques. Le Canade est una forrection métropolitaine : il est toutefois dépendant, toutes ses industries stratégiques sont contrôlées par la capital eméricain. Ce contrôle an aiveau des rapports de production a ses prolongements dans le secteur politico-militaire. Le gouvernement canadien ne disposa que d'one marge très limitée pour conduire une politique extérieure ou de défense qui lui soit propre. Il de serait pas non plus sans intérêt de noter que, alors que dans le cas de la Grèce (qui, elle, est an pays de la périphérie), le dépendance politico-militaire a précède la dépendance économique, pour le Canada, qui est un pays de la matropole, c'est le contraîre qui est yrai.

Bien que sous une forme plus légère, nn processus identique a cu lieu en Europe occi-

mas betra mied und in er trant geffelen. Total to a second secon The second secon Company of the second second second second second The Landers of the Company of the Co Contract to the state of --estarat (v. . . .

A Paris Maria

Section 188

2 ... 847.

-

 $a_{i,j} = S_{i,j} = \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2}$

🔅 🚊 🖚 روز پهير SANTEN SANTEN

and the production Section Assessment " - mail in the second of the second of

127 7 2 200

.. F 9. - 79.

.

.

..... r

and the second second ALL PLANTS ME

A pair of the section

· 人名英格兰

and the second section of

100 to 100 to 200

100 E 100

µ கு. • ம். (கு.)ச்

enter Se

 $x_1 + x_2 + 2x_1 + 2x_2 + 2x_3 + 2x_4 + 2x_4 + 2x_4 + 2x_5 + 2x$ my de de Care

4 44 14 14 a company with the segment

Arrian systematically

to the second

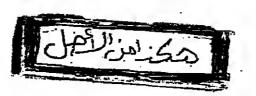
. . . .

Carer day to of I remains the second of the safety. Mari Mari SECOND 12 Laborator and the second section the proof of the same of the s See a control of the the last that the state of Frag. 7 of March 1887 the tight of the same of the same of A 27 miles and a 28 m The state of the s \$2 1 4(8) - 11 - 1 - 1 - 1

Di scherry The same of the sa The state of the s A STATE OF THE STATE OF : to merenteten The second secon

Marie And the second s

And the state of t



Fragilités des partis et importance des relations personnelles

Un peuple rétif aux structures et aux schémas importés

C'est en un style assez inhabituel dans les colonnes de ce journal que s'exprime ici M. Kostas Zouraris, chargé de versité de Paris-VIII. 11 en javeur de l'irrévérence larsque celle-ci permet de révéler les aspects les moins connus de

A Greca n'a Jemaia alme ses partie politiques ; neanmoins, elle e'est toujours reconnue dans l'esprit partisan. Depuis l'eube du pays, le plaisir du pouvoir et son carollaire d'oppositions ont proliféré dans l'éclosion diffuse des dissensione et dens les rapprochements relachés : groupes, promiscultés, rejets oni façonne la politique par des interventione ou des recule qui na eouffraient aucuna médiation durable. La prise directe eur l'événement ou l'éviction immédiate traduisent dans le politique grecque la llen personnel culturel qui distribus naturellament les individus, les groupes et leure frictions.

Depuis cette Hellas où Thucydida déjé décelait le trop plein des hommes et le « trop vide » des institutions jusqu'é cette Grèce plongée dans son me dépendant, le politique e toujoura été vécue viscérelament, les variations du pouvoir ont toujours été chemelles. La Grèce est réfractaire aux structures. Comment en seralt-il autremant pour ce peuple constan fesciné par le grand large, perpétuellement ballotté entre la diaspore de sea expansions et les exodes de ses dé-

Ce qui a douloureusement manoué eux Grecs, c'est le sentiment da disposer d'un arrière-pays — territorial, politique, psychique, — lieu sécurisani d'épanoulssement ou de retraite, où une divinité topique (république, monerchie, perti) pourrait paleiblement érigar ses instances d'arbitraca et de régulation. Thucydide le déplorait, qui ettribusit les guerres et les migretions des Grecs é cette rencontre du manque (d'un errièrepays) et de l'excès (lo trop-plein

Pour les Grecs, la Grèce n'a pes da cette contexture solide qui angloberait le tout. Quand l'hellenlame ne se terre l'oppression, il n'y e pes de majorité possible ou stable, prolixe ou stlen-cieuse, mais seulement des minorités tapageuses dans leur désir et d'spendienses de leurs énergies, si bien que toute velicité de mise en forme se trouve vila émoussée, Les Grecs sont allerglques à laur propre structuration.

D'où le paradoxe : la fibre partisane

périodiquement justifiée per les luttes internes, systématiquement attisée par les ingérences externes. En revanche, les qua la Grèce a dû subir par la dépendence qui le lie aux divers impérie-

rapport eux impérialismes environnants social, algulaer ses haines, pérenniser una autorità médletrica.

L'entreprise réguletrice des pertie a est révélée dérieoira : de l'Etat-histrion octroyé par les puissances « protectrices - è le révolution exsangue de 1821, su pays-peau de chagnin de 1977 plateau continental at Chypre, les partie n'ent leit que suivra ou envenimer l'événement : jamale ils n'ont eu le maîtriser.

convivial e toujours suivi les pérégri-netions de l'heliénisme, y compris dans se phase de capitalisme dépendant : Il a eccompagné son extroversion andémiqua, servi son expansion, protégé ses

Le syndrome du janissaire

'HELLENISME an 1977 dispose de deux foyers nationaux dont l'un. Chypre, est mutilé par l'invesion turque ; laur population est de dix millione de personnes. Quetre millione do Greca sont an outre disséminés eur les cinq continents, rejetons d'un capitalisme extroveril, des guarres perduas, des guerres civiles et de le satellisation du pays per les Etats-Unis (un million et demi de départs entre 1949 et 1970 en ratson du quadrillaga militaire du paya imposé par les Americains à l'issue da

Cette disspora entretient avec la métropole des liens toutlus. Un va-et-viant incessant irensforme la dépardition d'énergle due à l'émigration en effluves revigorant l'archipel promis. De cette extrême fluidilé, imposée par son histoire et intériorisée per son peuple, le Grèce se donne comme seule vérité permanente, son Inconsistance. Structures déliquescentes, stabilités éphéméres, certitudes mobiles : dans ce magma mouvent, la Grèce se définil parfaitement par le jeu des tissus perconneis, échappant à touts rigidité. Les classes se font et se défont, les strates

Au tend, le paredexe n'est qu'apparent. Que peuvent, que cherchent les portis dans cette société capitalista dont l'interdépendance asymétrique par iffer les fluidités centrifuges ? Territorialises le pays, lui cons-iruire une consistance institutionnelle. étaliesr une nation protélierme — eall-difier par-le même les brisures du corps

Le lian personnel, Individualise,

ce lien Indestructible qui, en même lamps, n'e lemels manqué d'œuvrer pour l'unité. D'où la cachexio parmanente des partis, prélude è l'obsolescence toudynamisme des expansions grecques comme le vertige des chutes n'ont jamais pu étre assumés per ces partis flasques et précaires qui anfantalent des institutions mellasses balayées à leur tour per les spasmes successifs Entre les partis caricaturaux de l'indé-

pendance qui, en toute innocence, e eppsielant - angiete -, - trançais -, qui montrent que le moitié des Grecs na sa reconnaissent pas dans les partis. la continuité est frappanta : tous les partis veuleni d'emperer da la Grèce. mals tes Grecs, eux, ne se réduisent pas à leurs pertis.

Per KOSTAS ZOURARIS

Le modernité importée, la retionalité présumée des pertis escamptent la raison partisane des Grecs sans pour sutant écleirer le destin de la Grèce. De la jonque durée haliène, les partis na peuvent que renvoyer un triste décalque, mimodrame réducteur singeant l'allegène, réduisant l'autochtone. D'où le cerectère nécessalrament eppeuvrissant de toute approche de la politique à travera les pertis.

d'interpénètrent, les personnes, dans laurs dérives, phantasment des idéciogles disparates. Les cartitudes institutionnelles sonl régullérement happées par les bourrasques familières qui ne sont aurmontées qu'à la faveur de cet conducteur de la communauté.

Par rapport au fonctionnement des partis, on paut alors procéder à quel-

e) La rapport d'homologia antre classes et partis qui, cahin-caha, peut e'établir pour l'Occident capitaliste, esi frappé de nullité en Grèce : tous les partie, y compris les deux partis comtes issue de le scission de 1968. sont des partie inter-classes, des partis attrape-tout. Même les comptables marxiates du millénerisme « scienties rendre à l'évidence : ce sont les sensibilités plutôt que les intérêts qui fondent l'edhésion des Gracs aux partis. Ce sont les vicissitudes de l'histoire qui Joni du parti communiste, entre 1941 et 1944, un parti quesi-nation, ou qui trensforment l'homme de paille des Angisis, Georgea Papandréou, en homme provi-

nistes qui désertent durablement le Les intérêts de classe sont trop récents. trop encline eu changement pour guide l'insertion politique. A échéanca régutière, chaque volute du destin redistribue l'élendue des Syrtas où l'hellènisme dannées politiques ou leur durée : de vent déracinés ou sédenterisés dans les campagnes, des paysens da souche se découvrent hantant les limbes des mé tropales lugitives. Les guerres civiles et la guarra civile troide, instaurées par le capitelleme indigène et par les impéplecemants successifs, poussent à le mobilité des esprits et à la fluidité des comportaments Les Giecs changent de classe sane nécessairement se départir de teus référence mythique, ou blen es forgent d'eutres mythes sans changer de classe. Les intérêts sont toujours dépassés par la sensibilité é un télérentiel dischionique qui submerga le cadre synchronique, inélucteblement étriqué, des partis. La spiritualité des Grecs transcende la mouvance des

b) Les conséquences induites de la non-homologia entre classes et partis sont le clientélisme et le népotieme gul imitent tent les techno-marxletes tout en grossissent leurs rengs. Ces deux - taras - nationales, loin d'être le preuve d'un - retard -, ne sont que les réactions seines et sereines par lesquelles tes Grecs se mélieni da le chétive médiation des pertie, es réapproprient l'accès eu pouvoir per la seul lien personnel:

c) La conséquence des deux premiars constata est que les partie na etructures solides, ni même das - machines électoreles », mels une sorte de gélatine dans laquella les parsonnes e'aimani et sa détesteni cordisiameni. Il faut absolument savoir tout cele, faute de quol le politique davient - illisible - : en raison des mimétismes qui font raga en ce momeni, lous les pertie se dotani da progremmes... La landance inilationnista esi au sociaparsonne en Grèce ne s'occupe da propramme. Il suffii pour e'en convaincre de voir comment les choses se passent dane les congrès, létas sacrales, égalemeni très prisées ces derniars tamps per les pertis : les gans na se préoccuper contre les e'anquièrent fébrilament

de l'identité des algnateires. En Grece, connaîtie les personnes, c'est compien-dre les situations. D'où la parmonence du caractère personnel des partis, Iransformée en clane n'ayant que le ealidité éphémère des hommes qui les

d) La conséquence finale de tout ce qui précède est la texture éveneso des partis. Le vie statutelre a'y cenpéanisantes qui permettent sux chefs de célébrer dans un culte pampeux leur affrontement ou leur antenta, lesquele de toute laçon se irement ailleura S démocratia il y e, il s'agh toujours de praliques d'équillbre entre oligerchies boiteux et aux reniements successifs. Le peuple et ses partis-écrans vivent en promisculté mutuellament répulsiva, ce qui donne aux pertis, exaspérés da volcadre, la névrose d'encadrar la Grèce : c'est la syndrome du lanissaire.

Il esi bien connu, la triste sort des entents grecs qui, pendant les eiècles da l'occupation turque, arrachés é leur mana et devenelsnt les troupes d'élita de l'empire. La longue dutée des cela-mités grecques semble na pes avoir été aniamée par l'Indépendance lormella du paya : en raison de laur inlégration esymétriqua eux impérialismes anviron-nants et de l'autonomie surveillée qui en résulte, las élitae polltiques ent continué é élia absorbées per ls - pro-tacion -, recyclées et réinjaciées dans la circuil autochtena : tant et si bian qu'il faut bisn reconnaître là une loi tandanciella, eelon legualle, dapuis un ciécia at dami, l'évaniail, la forme et la lonction des pertis sont è cheque moment les indices du laux d'extrovereion dépendants du paye, par rapport aux cantres impérielles Cette règle veul pour l'ensemble des partie, la dépandence as retrouvant Indistinciemani

Depuis un siècle et demi, du libéralisma Intégral au socialisma scientifique, lous les prosélvtismes assaiant da violer l'authenticité de l'hellenisme par l'entremise des nouveeux jenissaires : lee élites al les partis s'achament é - railonelisar la comportament des Grecs an e'efforcent de les couler dans des moules d'Importation, en masquant la conti-nullé da le Grèce par des imitations lous azimuts. Dans cette représentation, da mimériame. C'est sous cat angle qu'une approche des partis grecs pourrell se préciser, en leur demand uniquement ce qu'ils peuvent donner : une dimenelon réduile de le vérilé.

dentale. La reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale s'est réalisée groce oa capital américain (c'est-à-dire par l'excédeut social qui a été transfèré d'Amérique latine et d'Afrique pour être luvesti en Europe occidentale) dans la cadra de la C.E.E. Dons le cas de l'Europe occidantale, l'intervention des Etats-Unis ou niveau politico-militaire qui s'est développée parallèlement à lu péné-tration économique — u pris la forme spéci-fique de la participation à l'OTAN, appareil de coercition supranational au service des Etats-Unis.

L'institution de la société multinationale internationalise le capital, c'ast-à-dire les rapports capitalistes do production. Muis eu mêmo temps le coractère ethnocentrique du capital est conservé pour la simple roison que les multinationales untratienment des relations particulières avec l'Etat da pays où elles out leur siège. Par conséquent, il se forme à l'échelle mondiele une hiérarchie de centres de décision dans laquelle la capital américain occupe l'échelon la plus élevé. Ses partenoires directs -- qui ont eux aussi commencá à revendiquer la première place — sont la capital ullemand et japonais. La France, la Grande-Bretagne et l'Italie sont en traiu de se satelliser un uiveau économique à un rythme rapide. La crise prafeade du capitalisme madial favorise ces impressionuentes restructurations des rapports de force à l'échelle de la planète.

Contre l'adhésion à la C.E.E.

A C.E.E. est caractérisée par trois troits structurels : l'union douanière, lu liberté de circulation du capital et la liberté de circulation de la main-d'œuvre. L'absence d'une politique monétaire et budgétaire commune signifie en définitive l'absence de cautrôle, deux lu cadre de la C.E.E., du capital mocapo dans lu cadre de la C.E.E., du capital monopo-liste qui est un capital contrôle en premier Geu per les Etats-Unis et en second lleu par l'Aljemagne de l'Ouest. Ce problème ne sero pas résolu par le Parlement européen. Celui-ci va, au contraire, être au appareil de contrôle de l'Europe uccidentale, un appareil aux moins de l'Europe uccidentale, un appareit des motes des États-Unix et de l'Allemagne de l'Ouest. La C.E.E., dens la situation actuella, est la C.E.E. de copital monopoliste, elle est le miconisme de consolidation de la demination du capitalisme américauo-allemand en Europe.

Blen event les néo-marxistes, Gunnar Myrdal avait soutenu la thèse selon laquelle, lorsqu'un pays relativement sous-dévelopé s'essocie, dons la cadre d'une communauté économique, uvec un pays relativement déveeconomique, uvec un pays rolativement déve-loppé, la distance économique qui existe entre eux augmentera — c'est-à-dire que l'udhésion fonctionnere négativement pour un pays rela-tivement sous-développé. Cela sera sitrement vulable pour la Grêca si elle adhère à la C.E.E.

Seule son iudustrie légère survivro -- c'està-dire le secteur où la Grèce dispose d'avantages comparatifs importants (et ceci dens la u signé des accords spécieux ne ferent pos disparaître ces eventuges). Ses entreprises industrielles les plus dynamiques seront obserogriculture devra devenir complémentaire de l'économie agricole de la C.E.E. De tout ecla résulterant une réduction et des transformations structuralles radicales qui un pouvent être réalisées dans le cadre du capitalisme périphérique. L'élevage va tout simplement disparaître. Enfin, les ressources minières du pays seront pillèes. Le tourisme va, bien sur, se développer jusqu'eu moment cu la pollution de l'environnement (que les multinationoles transfereront de l'Occident) détruire même cette source de revenus. S'il subsiste quelque doute là-dessus, il suffit de lire l'histoire de l'Italie méridionale dont les traits communs avee la Grèce sont combreux.

L'adhèsion de la Grèce à la C.E.E. va achever de danner à son économie on caractère complémentaire et périphérique. Elle ve ache-ver l'intégration de la Grèce dans l'orbite de capitelisme mondial. La résida l'objectif véritable de caex qui peussont à l'udhésion de ce pays à la C.E.E.

Cette odhèsiou la privera des mayens de contröler quantitativement ou qualitativement la circulation des morchoodises, du capital ou du travail. Les décisions sur la morche de sotre pays seront prises à Bruxelles et uou à Athènes. Cela vient en contradiction avec tout affort de placification et à plus forte raisse avec tout effort de placification socia-

. Le problèmu le plus important de la trausformation socialiste dans ou pays d'Europe occidentale tient à son intégration de capitaoccidentala treat à son intégration de capita-lisme mondial et plus porticulièrement à sa participation à la C.E.E. Nous compresons l'orgumentation des forces de gauche d'Europe occidentale selon laquelle elles doivent, puis-qu'elles se trouveat dans l'Europa des mono-poles, livrer la bataille de l'intérieur. Pourquei insistent-elles, toutefois, pour que nous, qui ne uons y trouvons pas, cous qui n'avons pas été complètement intégrés ou capitalisme, nous entrions dans la cage de la C.E.E. et que aous livrions la bataille de l'intérieur?

Il est dommage que l'un u'ait toujours pas compris que la conflit décisif, la forme dominante de la lattu des classes à untre époque, est le conflit entre les centres métropolitains nt la périphèrie, le conflit entre l'impérialisme et les forces de libération nationale. Le chan-gement vieudre historiquement da Sud. C'est page cela que nous prenons position contre l'udhésion à la C.E.E.

ANDREAS G. PAPANDREOU.

Pour maintenir sa suprématie

COMMENT LA DROITE EXPLOITE LA LOI ÉLECTORALE

Por ILIAS ILIOU

E système électoral de choque pays est destiné à assurer l'exercice du payvair législatif et du pauvait exècutif confor-mêment à la valanté du peuple. La Constitution mement à la volonte du peuple. La Construtada hellénique et les autres lois meatiannées ei-opres sont inspirées par les mêmes principes : la Déclaration auivarselle de l'ONU sur les droits de l'homme (ratifiée en Grèce par la laí 585 de 1945) et la convention de Rame de 1950 relative à la protection des droits de l'homme at des libertés fondomentales (rotifiée en Grèce par la lai 2329 da 19531.

Cas textes précisent que tous les eitoyens grecs ant le droit de participer à la gestion des affaires publiques par l'intermédiaire da roprésentants librement élus, nt que la valoaté électorales tences régalièrement, dans les télais prèvas par la lai, selon les principes du suffrage universel, secret et égal, recouus camme fondements de l'autorité des gauvernauts.

Comme la législation électorale est une la institutionnelle, qui organise la représentation populaire dans le corps législatif nt dons l'exercice da passoir, un dit souvent que cette loi doit être stuble ou, un moins, qu'elle ne doit pas être modifiée à la veille d'élections, car cela pourrait danuer prise à la suspician que les mojorités parlementaires votent, chaque fois, des lois canformes à leurs intérêts partisons du moment. Ce qui explique une propositiun répandue depuis l'époque de Georges

"Président de la Gauche démocratique unifiée

Papaudréou, oncieu pramier ministre, qui avoit formulé le vœu qu'uns disposition soit intro-duite dans le texte de la Coustitution formelle ne serait opplicable qu'unx élections suivaut la première consultation électorale après son

Malheureusement, depuis la libération de la Grôce, en 1944, ou a voté au total dix lais différentes, à la veille des dix élections qui ant eu liea jasqu'en 1974. Uae de ces lois avait intraduit le scratiu majoritaire à ua tour, ane aatre - cella da 1956 - un système mixte, meis melhannête, les aotres ayunt instante lu proportionnelle. Il e'en euro pas moins que, depuis 1951, a foit son apparition un système d'invention para-ment hellévique, plein d'artifices et de pièges, dant la bot était d'assurer, en permanence, la domination de la droite. Il s'agit da système da la proportiouaelle dite reaforcée — en réalité atténuée, puisqu'elle s'élaigae du priacipe de la raprésentation des partis politiques ca fonctiau de lear force électorale. Ce produit da la ruse néo-bellàvique fousse et déforme la volauté papalaire. Autaut que je socha, la proportianuelle raaforcée u'a jamais été appli-quée dans d'outres pays démocratiques. Le terme nt le sens de « renforcée » est Jacoanu dans les autres législations électorales. C'est la raison pour laquella dans les autres pays une proportionnalité raisonaahle existe antre la nombre des suffrages abtenus par les partis sout attribués. Par caatre, avec le système de lu proportionnelle reuforcée, en Grèce, en 1958, la parti de l'ERE — parti de M. Caremaulis, qui, oprès la chute da la juute, a chungé de nom paor se faira uppeler a Démocratie nauvelle », — sur un total de trais cents sièges parlementaires, u ubtenu cent soixante et auxe sièges avec 41 % des suffrages, taudis qa'eu 1974, avec 54 % das suffrages, il o obtenu deux cent dix-veof sièges, soit 73 % du nombre total des dépu-tès. Il faut ooter que, eu vertu de ce même système, douze mille cent électeurs de lu droite I « Démocratie vouvelle » de M. Coremaulis) aut pu élire un député, tandis qu'il a follu einquate-huit mille cent vingt-cinq électeurs pour faire élire uu député de gauche. C'est une spaliation du vote et de la valanté populaire que M. Mavros, le chef du parti de l'Uaisa du cestre, o jastement qualifiée

Par eautre, en 1964, en roisoa d'une législation légèrement plus équitable, bien qu'en-trant dans lu système de la proportionelle ranforcée, l'Union du centre, sous la direction de M. Georges Papandréoa, n'a ubtena, avec 53 % des suffrages papulaires, que ceat soixante et anze sièges, c'est-à-dire un pour-centaga qui correspoudait à la jaste mesure.

(Lire la suite page 14.)

(Suite de la page 13)

Seleu le système électoral uctual, les sièges parlementolres sout répartis entre partis politiques à trols niveaux : nu viveau das départements, en promier lieu, qui correspoudent, grosso modo, aux sirconscriptions électorales; ou niveau des dix régions álurgies, qui carrespondent nux regions des dix cours d'appel du pays ; enfin, in traisième répartition s'affectue na niveau untiqual. Tautefols, et c'est là une des ruses de la loi actuelle, les suffrages déjà utilisés pour la première réportition sont et traisigma réportitions.

La philosophie politique et, qu mêmo temps, l'argument principal invagné par le gouvernement actuel contre l'opposition soutienvant qa'an-delà de touto cansidératica sur une représentation juste et proportioquelle des divers caurants politiques, ce qui importe uvact canstitués par un seul porti politique. Ponrtant, ai l'histoire politique de la Grèce ni celle d'autres pays de confirment que les graver-nements de porti unique sont toujours les plus

Les amendaments que le gauveraement actuel accepta au texte de la lai électorala votée on juillet dernier sont nu nombre de deax. En premier lieu il accepta que, pour calculer la mayenne électorale à la pro reportition - à savair, au uiveau de chaque cireguscription, - l'ensemblo des suffrages exprimés ne soit pas divisé por le nombre des siècos à pourvoir dans chaque circonscripting mnis por co aombre plus uu. En priucipe, cele constitue une améliaration. Il fout uéanmoius uater que si dans les circoascriptions qui élisent de ua à quatre députés cette amélio-

ration est satisfaisante, dans les grandes circauscriptions électorales, notamment la première et la deuxième circonscription d'Athènes (viagt-deux et vingt-buit dépotés), ainsi qua la premiere et la seconde circoascription du Pirée, celles de Thessalonique, de Patras, da Serres, etc., in prise en campte d'aua seule unité supplémentaire pour le colcul de le moyenas élactorale a'aura qu'ane importance tout à fait secondaire et laissera des restes considerables pour les répartitions suivantes. Il a été ainsi proposé que, pour le calcul de la moyenue électorale, scient rajoutées, respectivement, deux ou trois unités as nombre des sièges à pourvair pour les circonscriptions moyenues (de neuf à dix-neuf députés) et pour les grandes circonscriptions (de vingt à viagt-neuf dépatés), mais cette proposition n'u pas nto acceptée por la majorité gouverne-

Le deuxième ameudemaat nocepté par la gouvernement pour satisfaire portiellement la endication de l'ensemble des arganisations de jeunesse et des portis de l'opposition est l'octroi du drait de vote aux jeunes de vingt nns — ot uou plus de vingt et un, comuse c'était le cas jusqu'à ce jour, — bien qu'un courant quasiment unaaime réclams le droit de vote à dix-hait ans.

D'nutre port, la demande formulée par la gnuche que soit Instituée in proportionnelle iutégrale u'n pos été acceptée. De même ont cté rejetées les propositions visaat à la création de danze circonscriptions électorales an total celles des dix cours d'appel, plus la première et la escaude d'Athènes, — ce qui nurait permis ane plus juste répartition des sièges et una représentation plus équitable des portis et formations politiques seloc

Enfin, d'autres modifications proposées par l'apposition aut été rejetées : pormi elles, in suppression des douze députés dits d'État (sur trais cents au total), élus sur una liste natiounle, présentée par les partis politiques couformément à leurs pourcentages, et celn daes in mesure nù la répartition de ces dauxe sièges fovorise les partis les plus puissants. Il fazi encore acter la persistauco de la majorité gouvernementale à maintenir les pourcentages respectivement de 17 %, 25 % et 30 % des suffrages exprimés qui sont exigés ponr que les partis politiques qui so présentent seals nux élections, les coalitions de deux portis et les coalitious du trois partis au plus, puissent participer à la seconde réportition des sièges ; ce système empêchu forcément la création de coalitions de partis à programmes plus au mains proches. Finalement, le gnuvernement n'a pos accepté una proposition poer le moins élémentoire, farmulée par les partis du l'apposition : cello qui portait sur le droit de toutes les formations politiques à an temps égal d'émission de télévision et de radio pondnut In période électorale pour que sait assurée, d'une façon honaêto et équitable, l'égalité des

Bien entoadn, nae port cansidérable de la responsabilité da la victoire vraisemblable de la draite incombe nux partis de l'apposition démocratique et, eu porticoléer, nux deux plus puissants après la porti gouvernementol, celai du Ceutre, que dirige M. Georges Mayros, et celui du Mayroment compilier parkett. et celui du Mouvement socialiste ponhellénique (PASOK), que dirige M. Andreas Papandréou, portis gal narcient pa, s'ils collabo-raient, battre la droite et foire au sorte que la démocratie es consolide et s'élorgi Malheureusement, de multiples abstacles empēcbent, jusqu'à ce jour, leur calleboration;

sauf imprévu, ces obstacles semblent à l'heure nctuello iufrauchissables. Moi-même, personnellement, et le porti que je préside, l'EDA, exerçons depuis 1974 toute l'influence possiblu pour permettre une convergence et une coopération sur un programme commun minimam de toutes les forces démocratiques et des forces de gauche qui aspirent à des procédures democratiques et nu dialogue, fussent-elles simplement des forces domocratiques du contre, des socialistes nu des communistes, décides à callaborer pour battre la draite ; la droite qui, bien que minoritaire en règle générale len 1974, pour des raisons psychologiques spécifigues, M. Caramaulis - et uou pas la draite — n été considéré comme appable d'empêcher le retour de lu dictoture et o, en consequence, obtenu la majorité des suffrages) n toujants sa, depuis 1946, tirer profit de la division des forces palitiques démocratiques du centre ot de le gouche et gouverner protiquement sons

TRIVE.

LITIT

and the second

1.3.2 (b) 3.

a way to be the de

-

ন্ত্ৰান্ত কৰিছিল ক আনুষ্ঠান কৰিছিল ১৯৪১ চন

and the second 7 m.w

्राह्म । स्टब्स्ट्राह्म

(جيزة ، فسان المنظ ما جاء ،

10 mg + 100 44

to - is is is in

14-14- \$44) - 1 --

· CTP CTP

had a super second

الميان ويل يستنيس الأدين الدياد المحالية الرياد

ئۇيلىرى ئىلىنىدىدىنى ئايلىرىيى بىلىنىدىدىنى

and the second

A PART AND THE

and the majoritation

Andrew Comments

W-1 No. 3

in the street of the state of t

Service of the servic

tana (n. 1864) - 1884 - 1 1 november - 1884 - 1884 1 november - 1884 - 1884 1 november - 1884

See See See

the property

A STATE OF THE STA

A STATE OF THE STA

The state of

1274 1274

. . .

- 4.4

n ng Nederland ng Nederland Tanàna ng Tanàna

· Tapid water

And the same of th

entros que partir de la companya de la co

olio I della gga llegi Si a dissala di giorgi

Communication of the communica

Company, 442

- A 14

i e gran 🎉

B. Militar

711 772 (C. 56)

SEE MEN SEN

The state of

فهجه المحاجزة بالمحتواة The second second

A Property.

The state of

1 4 mile 1

42.

Bien sûr, esuls les socialistes et les communistes de la tendance eurosocialiste et euro-communiste sont su scept lb le s, à l'heura actualle, de collaborar dans una telle coalition et, forcément, les communistes du parti com-maniste orthodoxe, dit « de l'extérieur », exclus d'une tella coopération. C'es avec le porti commuulste de l'intérieur, ninsi qu'nvec le porti de l'initiative socialiste, le porti de la démocratie chrétienne et celui de In mnrche vers la socialisme que l'EDA élabore mniutenant un front, fovorablement uccreilli por l'apiuion poblique. Ce qui nous fait espèrer que finnlement le parti du centre (de M. Ma-vros) et le PASOK (de M. Andréas G. Papondréou) s'y joindrant pour assurer la fin de la damination de le draite en Grèce.

Dans l'union

des forces de progrès

STRATÉGIE **POUR LE PASSAGE AU SOCIALISME**

Par BABIS DRACOPOULOS *

ORSQUE nous parlons de socialisme, il s'agit da socialisme tel qu'il est défiui. native ou système capitaliste, et nou pas de ráformes qui amélioreraient le fonctio de ce système : au socialisme qui en même temps s'harmanise nvec les traditious démocratiques et les besoins de natre peuple, un socialisme authentique, dous la démacratie et la liberté.

Le possage de la Grèce na socialisme dait donc s'accomplir par la voie démocratique, en luttont sans casse pour soutenir et développer les coagaétes démocratiques dans tous les raines, pour sauvegarder l'intégrité territorinle meuacée por les visées turques et paur reutorcer uotre indépendence notionale ébranico.

Cette lutte deit se danuer pnar abjectif la réalisation de réformes profondes, de modifications de structures capables d'apporter des solutinus aux groves problèmes que le pays et la peuple affroutont. Elle doit aboutir finalemout à un changement du rapport de forces qui permette l'accession nu pouvoir des portis et mnuvements de gaucha, progressistes

* Secrétaire général du parti communiste de l'intérieur.



et démocrates qui expriment les intérêts des catégories saciales non monnpolistes, da la classe ouvrièra à la petite et moyenne bour-geoisie. Cette lutte est déjn engagée, Elle doit se développer son tous les plans par de inrges mouvements de masse, multiples et itaires, de caractère aussi bien revendicatif que palitique nu cultural. Elle doit élarair sous cesse sa base por l'allinuce de toutes les forces de ganche et démocratiques. Elle doit s'exercer cootre les munopales, contre l'impé-rinlisme étranger, cautre toutes les forces de la réaction, cantre les mesures antidémocratiques et nutipopulaires prises par les gouvernements conservateurs et contre les institutions antidémocratiques. Paur ce foire, elle doit s'appuyer fermement sur la légalité démocratique et sur la réalité grecque.

Par bien des aspects, elle ressemble à la latte que mêuent les forces de gnuche dans les autres pays capitalistes enrapéens, mais elle praudra chex uans uae forme particulicrement rude. Car elle doit voincre deux obstacles spécifiques, deux dangers qui sont plus meaoçants ici qu'ailleurs :

- la premier provieut du régime de dépendauce dans lequal est maintenaa la Grèce grâce aux positions très fortes de l'impérialisme américaiu qui Intervient activement dans la vie politique interne. C'est ce que l'on constate à propos des deux grands problèmes untionaux. celai de Chypre et celui de la mer Egée, issus des exigences chauvines de la Turquie oux dépens de la Grèca et ga'appaient l'impéria-lisme américain et l'OTAN au risque, dans la conjuncture netuelle, d'entraîner nu cooffit armé :

— le second provient de l'existence en Grèce d'un appareil d'Etat profondément antidémocratique, issu surfaut de la guerre civile de 1946-1949. Plus que dans les autres pays capitalistes européens, les forces nomées et les forces de sécurité se croieut ici Investies du drait d'interveution dans la vie politique du pays lorsqu'elles estiment que l'exercico de la souveraineté populaire met en danger les intérêts américaies et le régime qu'ils souticuneut. La chute d'une dictature poartant marquie da stigmate do la trahisou untionale et l'établissement d'un régime parlementaira en 1974 a'unt pas apporté de changement radicol à cette situation, le gouvernement n'nyaut pas voulu procéder à une épuration profonde da l'armée et de l'appareil de l'État

Le pluralisme démocratique

C'EST aiusi que la démocratie dans notre pays est enposée à des dangers beaucoup plus graves que dans les outres pays capita-listes larsque la lutte des closses s'y développe. C'est pourgaoi anssi, dans la canjoncture nctuelle, le compat ; our la consolidation de la démocratie et pour la préservation de notre intégrité nationale revet une importance capitale : par lui passe nécessoirement la lutte paur le socinisme. La vale que nous traçons ne sero pas focile à suivre. Les progrès alterperont uvec les raculs. Le succès dépendra de l'aptitude des forces da gauche à foire avoacer In démocratie sur tous les frauts, Cette politique uniralt le pauple autour de ces abjectifs vitaux que sont la sauvegarde de la démocratin et de l'indopeudance autinnole. Elle isolerait les forces extrémistes réactionnaires à la solde des intérêts américains. Elle reaforceraît la démocratisation au sein de l'armée et l'appareil d'État. Elle abtiendrait enfin des réformes sociales et riconomiques et, sor le plan de la palitique étrangère, l'adaption d'usa politique de défense sociale sur laquella poisse s'appuyer la lutte du peuple pour la progrès. Le succès de cotte lutte dépendre aussi du degrà d'arganisation et d'uninn de la classe ouvriera et de ses alliès et da la force des portis politiques qui expriment les iutérêts des

En autre, le rapport des farces, tout en Europe qu'nu Proche-Orient, jouare un rôle capital. La Grèce pent et doit contribuer à la marche vers la poix et la sécurité par sa propre évalution intérieure et en adaptant nue politique extérieure libérée de son prieutation atlautique anilatérale. Cette politique recher-cherait le sautien aussi bien des pays occidentoox que des pays socialistes et des uonaligués, ce qui lui pormettrait d'affronter avec succès les intervantions de l'impérialisme américain. Sous co paint de vue, l'ua des abjectifs de notre lutte sera l'élimination des bases méricaiaes et la rupture de tout lien uvec l'OTAN, dans la perspective de la suppression graduelle des deux blocs militaires.

Pour difficile qu'elle soit, l'évolutine de le Grèce sere favorisée à la fois per l'urgence des problèmes posés et per le foit qu'aux câtés de la classe ouvrière grecque se trouvent d'autres catégarles de travaillents (paysans, artisans, intellectuels) qui, eax aussi, ant ane tradition de lutte.

De même, la démocratisation de l'administration pourra s'appayer sur les tendauces progressistes que l'an peut constater chez les fouctionnires, porticullèrement depais le chute de la dictoture. Mois c'est procisement en raison de l'existence de ces tendances que les réactionnaires grecs et étrangers roetteet tout en convre paar bloquer l'évolution démocratique. La montée au pouvoir de la grande coalition des travailleurs et de tontes les forces untimonopolistes ne se fora pas da jour au lendemain, Nous passerons d'abord par des periodes de transition — notre but actuel — avant d'arriver à l'élimination da pouvoir des monepoles et de la dépendnace qu'ils

Il est à prévoir qu'au changement tellement radical us se fera pas sans provoquer des réactions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il faut douc que le peaple et l'armée soient prêts à les affronter. Et que le soutien de tous les pays socialistes et démocratiques soit

Ce unuveau pauvoir permettra de posser progressivement et consciemment au socinlisme, à un rythme qui devro tenir compte des réalités économiques dn pays et des rapports de forces existants. Il sera déterminé en dernier ressort por le pouple Ini-même. Mais il convient de prévnir une période de transition relativement loagne eu raison de reford de notre développement industriel et de l'existonco daus la pays d'une multiplicité da petites et moyennes entreprises, en milien nrbain comme cu miliou rurol.

Le pluralisme démocratique d'apparaît pas ent comme une conquête en soi respectable : il devient une pecessité dans la mesure ni coatinnent de coexister de nombreuses classes at catégories sociales.

An nivenu de l'Etat et de l'administration, la nouvelle décentralisatina démocratique sera coractérisée, premièrement por la consolidation des arganismes raprésentatifs (reconnaissance da rôle nutocame des syndicats et autres associations professinuelles, non soulement pour défendre les intérêts des travoilleurs mais encore pour participer tant à la planification commigue an'à la politique sociale de l'État : latte coutre le centralisme bureaucratique qui constitue ann mennce inhorente un fonctionuement de tout apporeil d'Etat), deuxièmement par le développement de l'autogestion locale qui est fortement enracinée dans notre poys.

Parallèlement, des formes de démocratie directe seront Instaurées dans les entreprises, dans les villages, dans les quartiers dant les représentants élas élaborerant le programme économique et social. Les réformes que cous exigeous actuellement (nationalisation des monopoles-clès de l'économie nationale, révision des contrats passés avec les entreprises etrangères, réorgauisation coopérative de l'agriculture, réforme fiscale, planification onnmique démocratique, modernisatica de l'administration, etc.) ue sont pas simplement les étapes d'ane evolution idéale planifiée vers le sociulisme. Elles constituent les répanses positives que nous vaulens douver aux grands problèmes qui se poseat actuellement à la Grèce : crise économique, entrée dans le Marché cammuu, etc.

Il est certain que, dans sa phase première, le noaveau ràgimn ne pourra sapprimer les conflits de classes — économiques, politiques nu idealogiques — tout que subsisterant classes et portis. Mais Ils s'emprimerant par le libre exercice d'ane lutte politique et sociale s'inscrivant dans le cadra des nauveaux droits constitutionnels et ils se règlerant por la diqlogue démocratique et por le fonctionnement des organes représentatifs centraux et locaux dans le respect de la majorité et du principe de la souveroineté populaire. Cor uous summe cantre le principe de l'identification da porti et de l'État. Naus u'neceptons pas, dans nue Grece socialiste, l'existence d'une philosophie nfficielle d'Etat. Naus croyons un contraire à In liberté de la pensée créatrice. Dans une

société socialiste, libre et démocratique, certoines fouctions de pouvoir central s'affaibliront graduellement poer être remplacées par l'autogestion des affaires sociales et adminis-

Europe, Balkans, Méditerranée

A Grèce est un petit pays copitaliste pro-foudément dépandant des Etuts-Uuis et des autres pays impérialistes européens. C'est un pays judastriel et agricale semi-développé dant a reveau national par tête se situe nutour de 2 500 dollars. Le mouvement ouvrier présents de nombreux traits communs avec ceux des autres pays occidentoux. Muis il est important de tenir compte des particularités géograpoiques, économiques et sociales. C'est panr-quol l'axe enropéau de notre palitique nationale doit être complété et harmonisé avec des axes balkanique et méditerranéen.

Pour toutes ces raisons, touta tentative d'imitation du modèle soviétique serait controire aux besoins de notre société et, pour tout dire, autimorxiste. De in même foçan, toute assimi-lation uux madèles tiers-mondistes serait elle aussi erronde. Ce qui ne veut pos dira que les réussites des pays socialistes et les succès des mouvements de libération nationale n'influent pas favorablement sur la dévoloppement do mouvement nuvrior dans notre pays. Mais la lutte da notre peuple pour le socialis rattachée en pramière ligne à la Intre pour la démocratie et ponr le socialisme des travailleurs des pays d'Europe.

Neus ovons donc choisi l'intégration sous condition nn Marché comman, mais nous lai attribenus une perspective dynamique qui doit entraluer des réformes lutérieures positives et faire participer la Grèce à la fotte engagée au sein de la C.E.E. par les pays membres les plus progressistes ponr la transformer en Communauté des travailleurs.

Outre les deux partis communistes issus de In scissina da l'nacien P.C.G., il existe en Grèce plusieurs partis qui se reclament d'uu programme socialiste. Divers partis bourgeols élaborent des programmes de type socialdémocrate et expriment lear attachement à In démocratie et un progrès social.

Il est probable que cat éparpillement des forces daus le camp socialiste ira en s'attènunnt et qu'on assistera à la formation da partis plus puissants et plus cahérents. Néanmoins, on paut difficilement imaginer l'existence d'un parti dirigeaat nux côtés duquel, comme le professe le porti communiste de l'extérieur, so raugeraient des groupes ou des personnalités nu d'au parti du changement, comme la voudrait le PASOK. Ce qui est plus vraisemblable, c'est une pluralité da partis contribuent plus en moins à la renaissance démocratique et à la fondation da socialisme. La tendance à la prépandérance d'an parti comme reul focteur du changement uons semble ua obstacle à la marche vers le socinlisme. A l'opposé, les forces de gauche alliées dans une vaste action commone pontraient foira nvoacer l'anité des 'orces qui lattent pour la socialisme, devenir les facteurs de l'union da toutes les forces dismocratiques.

Au sein de cette union, les communistes grecs sont appelés à jouer na rôle assential. Inspirés par le marxisme et enrichis par les expériences positives nu aégatives du mnuvement, ils fonderout ua porti communiste renouvelé, démocratique dans son fonctionnement comme dans ses relations uvec les masses, et nutonome par rapport uux autres partis com-muuistes et socialistes. Ua parti capoble de contribuer positivement, avec les autres forces démocratiques da gauche du pays, à la victoire de la coase des travoilleurs. C'est ce rôle que le P.C. de l'intérieur ospire à jouer.

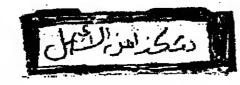
CITE UNIVERSITAIRE «PAVILLON DU LAC»

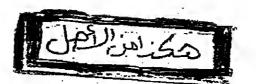
Ouvert tous les jours

330

Terrasse chanfiée .

26, roe Garan (Paro Montsouris) 588-38-52





Politique et littérature

SCIENCE-FICTION ET RÊVE DE L'ÉTAT

Par YVES DI MANNO

OMME toutes les littératures à prétentions « populaires », la science-fiction vénicule, en miroir, les grandes options idéologiques de son temps. Ses récits servent de toiles de fond à certaines thèses, les héros et certaines thèses, les héros et certaines thèses, les te son temps. Ses recuts servent de tolles de fond à certaines thèses, les héros en sont les hommes d'aujourd'hui, et le futur, décalcage du présent. Les peurs, les désirs et les questions d'une époque s'y traduisent selon des lois qui décodent le réel de ce qu'il est convenu de nommer les mentalités. Enfin et surtout, la science-fiction témoigne d'une évidente fascination pour l'Etat — fascination qui, au fil des temps, prendra d'abord la forme d'une évidence, puis d'une analyse plus serrée, de uos jours, enfin, d'une réfutation plus ou moins critique, plus ou moins ambigué. On ne peut ignorer la réflexion d'écrivains appartenant à une nation qui domine le monde, surtout lorsque cette réflexion prend pour thème le pouvoir.

voir.

Il ne s'agit certes pas de dresser ici un bilan exhaustif de toutes les implications politiques de la littérature de science-fiction nord-américaine, mais de dégager, à partir de certaines œuvres, les options principales que les écrivains ont prises devant leur so-dêté. Car ce sont ces œuvres-clés sans doute qui retraduisent le mieux, pour leur lecteur, son présent. leur lecteur, son présent.

leur lecteur, son présent.

A quoi l'on pense le plus souvent lorsque l'on évoque la science-fiction, c'est an space opera des années 40 et 50, qui popularisa parallèlement le mythe du machinisme et le rêve de la conquête des étoiles. Les Etats-Unis sortalent triomphants d'une guerre mondiale : aussi était-il logique que l'avenir américain, mythiflé dans sa littérature, ait pris l'apparence de la poursuite infinie d'un irrésistible: élan guerrier.

D'une valeur littéraire très inégale, les romans de l'époque prennent à peu près tous pour thème la domination de l'Univers par la Terre, et les guerres qu'elle doit mener pour établir, ou rétablir, sa suprématle. Ajoutons que cette Terre future se trouve tout entière résumée ethniquement par le peuple américain, et socialement par l'apogée de sea techniques— la science lui permettant autant de mener à blen ses conquêtes que de lui assurer le triomphe social d'une vie quotidienne dominée par l'automation et les gadgets.

L'Etat que nous proposent ces livres, la visin de future onle pour livrent.

L'Etat que nous proposent ces livres, la vision du futur qu'ils nons livrent, ne laissent pas d'inquièter : le modèle privilégié en est un Etat unique, despotique, une « république impériule » dirigée par un président omnipotent ou par une assemblée de hauts dignitaires, « Nous donnons à ceux qui nous gouvernent des titres aristocratiques et nous leur accordons des hon-neurs comme aux monarques. Cest le meilleur système quand il s'agit de maintenir les liens entre des planètes separées par d'immenses espaces, et aussi entre les hommes de la Terre et ceux qui descendent des abort-gènes », écrit sans sourciller E. Hamil-

10 mg 10 mg

.

. .----

1000

--

les conflits idéologiques n'ayant plus cours, les divergences entre nos sociétés ont disparu, et il en est sorti une société unique, sans classes. Sans classes, peut-être pas... Car si l'homme social n'existe plus, si le peuple n'existe plus, subsiste pourtant l'individu sur quoi la société américaine s'est condée. R. Heinlein résume très bien cette conception en écrivant : hien cette conception en ecrivant: a La révolution a non seulement pour origine l'insatisfaction, mais aussi l'agressivité. Un révolutionnaire doit être capable de se battre et de mourir. Si les éléments agressifs sont les chiens de berger, les moutons ne vous créeront pas d'ennuis.»

Ainsi est donc divisé l'Etat futur : une énorme masse de gens dominée par une élite qui détient le pouvoir et le monopolise (il est fréquent que le pouvoir soit reconduisible par succession). Le plus classique exemple en est la célèbre trilogie d'Isaac Asimov, Fondation (1), où la Terre u'est plus qu'une gigantesque ville (terres et océans ont disparu sous l'acier). Le océans ont disparu sous l'acter). Le pouvoir se perpétue en cercle clos, de générations en générations : l'avenir a été programmé pour un millénaire au moment où débute l'histoire. La solitude du pouvoir, son isolement, est toujours extrême dans l'ensemble des present de prisere. J'estique a con miant toujours extrème dans l'ensemble des romans de science-fiction : pour mieur aveugler le iecteur. les auteurs s'étendent complaisamment sur le fardeau que représente la direction de l'Etat, multipliant les thèses qui tendent à l'éloigner du peuple, et donc à le déffer.

L'individu joue cependant un rôle dans cet Etat: mais c'est sous la forme typifiée du béros. La trajectoire presque invariable de l'histoire le conduit d'un anonymat initial (dont il set par miracle extirpé) à l'acces-

il est par miracle extirpé) à l'accession au pouvoir, souvent même à la responsabilité des destinées du monde. responsabilité des destinées du monte. An départ, le héros est l'homme de la rue, simple fonctionnaire d'une énorme bureaucratie; à l'arrivée, le voici membre de l'álite, du cercle infiniment clos du pouvoir. N'insistons pas sur le caractère parfaitement a rumanesque » de cette conception, destinée au lecteur qui se projette en ce personnage comme lui sorti de rien. L'histoire est morale, édifiante : dans la société future (entendons : dans la nôtre), chacun aura (a) la possibilité d'échapper à la fatalité de sa vie quotidienne. Cela perpètue l'espoir seion lequel tout le monde peut rêver de s'élever jusqu'à un certain degré social.

Il est d'ailleurs logique, tant dans l'anticipation que dans la réalité sociale de l'Amérique, que la déification de l'Etat conduise à cette héroisation de l'individu.

De même que la conception inté-

de l'individu.

De même que la conception intérieure de cet Etat reflète très bien les Etats-Unis de l'après-guerre (ainsi qu'une partie des mythes typiquement américains coucernant l'individu et la société), les théories en matière de politique extérieure en trahissent les ambitions hégémoniques. Les ennemis, ne nous y trompons pas, seront balayés. P. Anderson le laisse entendre : a Ces tribus périphériques ne faisaient qu'ogacer l'empire (terrien), mais elles représentaient une menace réelle. On les achetait, on les dressait l'une contre l'autre ; parjois même on moniat; une expédition punitice. » En parcourant les romans de l'époque, nous sommes confrontés à un véri-

table catalogue des diverses tactiques à metire en ceuvre pour annexer une population étrangère, de la plus diplomatique à la plus meurtrière.

Ayant lien dans le vaste cosmos, la lutte de la Terre pour la domination de l'Univers rencontre tous les obstacles ethniques que l'on pe ut pressentir. Et comment ue pas voir là, dans le racisme parfois découvert, dans le mépris pour ce qui n'est pas blanc (ici: humanoide...), le simple reflet d'une réalité que chacun, hélasi comnaît trop bien? « A première vue, c'étatent de tout petits hommes, couverts de fourrures blanches. Puis les détails appararent: us étaient très larges, leurs membres sembleient d'astiques. Leurs longs pieds palmés... les mains uncient trois doigts... les orelles ressemblement à des louffes de plumes. Leur triste faciès gris et simiesque émergeati d'un collier de fourrure. » (P. Anderson.) Cet exemple entre mille parle de lui-même.

ple entre mille parle de lui-même.

Car, dans ces livres, l'impérialisme culturel ausai se donne libre cours, en présentant les civilisations de lointaines planetes avec condescendance en montrant leurs peuples comme essentiellement différents du peuple terrestre, et toujours par la laideur, l'anomalie, la difformité. Les cultures rencontrées par l'homme, jamais, hien sûr, ne lui seront accessibles : au mieux, elles garderont ce halo de « mystère » qui est le douteux privilège de l'exotisme.

Et dans ces limites vont se succè-

privilège de l'exotisme.

Et dans ces limites vont, se succèdant, les histoires qui, iniassablement, répètent la même trame. Bien sûr, nous sont parvenus des livres moins lapidaires, plus nuancés: mais que les réveries philosophiques de R. Bradbury ou de C.D. Simak (2) ne nous empêchent pas de constater la prolifération de romans qui alors colportaient ces clichés. Car ce dont la science-fiction de type space operatémoignait, c'était l'ambitiou américaine de s'annexer le monde, et la part que cette nation a toujours accordée au héros solitaire en préférence au peuple. Aussi, en pâture à des lecteurs peut-être moins réveurs qu'eux, les litats-Unis offraient-ils ces combats dont ils sortaient toujours. qu'enz, les stats-uns ouraient-le ces combats dont ils sortaient toujours vainqueurs, ces invasions qui voyaient le triomphe de leur race sur les colo-nisés, et ces mondes, ces myriades de mondes dans les étoiles qui semblaient u'exister que pour eux.

Mises en cause

EPENDANT, suite à l'évointiem interne des Etats-Unis et de la situation mondiale, le space opera perd du terrain : la science-fiction ne peut plus être aussi schématique dans l'Amérique des années 60. Ainsi, de la décomposition d'un genre vont naître plusieurs écoles qui nons donneront, en dix ans, le meilleur de ce que cette littérature a produit.

L'heroic fantasu ne nous intéresse

que cette littérature a produit.

L'heroie jantasy ne nous intéresse guère ici, sinon par le recours an passé dont elle témoigne. En effet, en décrivant des sociétés a'inspirant de môdèles anciens. (le plus souvent du Moyen Age ou des vieilles civilisations orientales), ce genre, dont l'inspiration se veut épique, ne nous offre dans les faits qu'un maigre reflet de son temps. En revanche, il témoigne des creux que la civilisation amédes creux que la civilisation amé-ricaine a laissés en évidence.

On voit alors, à la suite du précur-seur anglais J.R.R. Tolkien, bon nombre d'anteurs fascinés par ce retour aux mythes. Il est vrai que le genre autorise tous les avatars de l'imagiautorise tous les avatars de l'Imagi-nation. A grand renfort de mytho-logies orientales et d'épopées euro-péennes, les écrivains de cette école reviennent à la définition mani-chéenne de la intie suprême entre les forces du Elen et du Mai: « C'est bien l'œuvre du Chaos. Le feu qui n détruit cette ville n'est pas un jeu naturel (_). Comme vous le savez, sorcier, les Seigneurs de la Loi et du Chaos maintiennent d'ordinaire un équilibre parjait et n'interviennent pas directement dans les affaires de notre Terre. » (M. Moorcock.)
On peut reconnaître à cela un certain manque d'assises ancestrales du peuple américain, et son besoin consétain manque d'assisses ancestrales du peuple américain, et son besoin conséquent de légendes qu'il est obligé de pulser dans les cultures étrangères. Il nous paraît aussi qu'une fois de plus resurgit, sous une forme déguisée, la hantise de l'affrontement des puissances, ici ressentie comme inéluctable. Car. au bout du compte, l'heroir fantasy suppose les mêmes clichés que le space opera. Le héros, plus qu'avant, est un géant blomd porteur et défenseur des valeurs de sa race; ses adversaires sont les peuplades barbares et monstruéuses qui annoncent l'arrivée du chaos. N. Spinrad en a d'ailleurs dénoncé les travers en racontant sur le mode épique la montée au pouvoir du III.º Reich (3). Reste ce que l'on a regroupé sous le terme un peu vague de politic fiction (ou de speculative fiction), et qui rassemble, en fait, des livres bien différents. Plusieurs constantes, cependant, les unissent, qui e'inscrivent maintemant à l'opposé de celles qui avalent fait la gioire de la science-fiction impérialiste. Nous allons voir qu'elles n'en demeurent pourtant pas exemptes d'ambiguités.

D'abord s'opère une révision fondamentale de la notion de béros. En

exemptes d'ambiguités.

D'abord s'opère une révision fondamentale de la notion de béros. En effet, le demi-dieu ou l'invincible conquérant vont peu à peu disparaire, pour laisser place à celui que Poe appelait admirablement l'homme des foules. Le héros va de plus en plus se rapprocher de l'homme quotidien qu'est le lecteur. Sa dénégation davantage marquée devant le pouvoir va lui imposer un regard critique sur sa société — ce qui l'unit encore, par la quotidienneté, au lecteur. P.K. Dick présente ainsi l'un de ses personla quotificamente, la fettati. Financia présente ainsi l'un de ses personnages: « En pyjama à rayures bariolé, Joe Chip l'assit à la table de su cutsine, alluma une cipurette et, uprès avoir inzèré une pièce de monnaie, manœuvra le cadran de l'homéo-

journal. Ayant la queule de bois, il dédaigna les nouvelles interplane-taires et sélectionna finalement la rubrique potins. » On est loin des supermen de la décennie précédente! supermen de la décennie précédente!
En même temps, la vision de l'Etat
futur se fait plus critique: confrontés à un système dont ils mesurent
la tyrannie quotidienne, les personnages en soulignent plus voiontiers
le caractère oppresseur, et le mettent
même parfois directement en cause.
Enfin et c'est le détail le plus significatif à nos yeur. l'époque où se
déroulent les histoires se rapproche
de notre temps: l'action n'est plus
située en plein quatrième millénaire,
mais à une date oui rexcède puère située en plein quatrième millénaire, mais à une date qui n'excède pure l'an 2000 ou 2050. Ce rapprochement autorise évidemment une similitude grandissante entre notre société et celle que les auteurs anticipent — cette dernière tendant à n'être plus qu'une simple extrapolation de la nôtre.

L'écrivain qui représente le mieux cette tendance est sans conteste Philip K. Dick, et li ne nous paraît pas indifférent qu'il soit également l'un de ceux que l'extension de l'Etat préoccupe le plus. La question de l'identité est au centre de son œuvre. Elle se pose selon les nouvelles aspirations d'une partie de la société améri-caine: remettant en cause la notion de « réel », et essayant de redéfinir le rôle de l'individu face à un pouvoir multiforme. Dans le Prisme du néant, par exemple (4), le héros, sans raison apparente, n'a plus d'état civil, et n'est apparente, n'a plus d'état divil, et n'est plus reconnu par la société: aussi le récit sera-t-il la recomquête de ce droit à l'existence sociale: a Je n'existe pas. Il n'y u pas, il n'y a jamais eu, et il n'y aura jamais de Jason Taverner. Mu carrière, je m'en balance. Je ne peux qu'une chose:

balance. Je ne veux qu'une chose: vivre. 3

Il y a quelque chose de kafkafen dans tout cela, et l'attirance marquée de l'auteur pour la métaphysique n'infirme pas la comparaison. Cependant, c'est sur la nature de l'Etat, et ses répercussions sur l'individu, que Dick est le plus brillant. Nombre de ses livres prennent pour hypothèse que les maîtres du pouvoir sont des simulacres, des enveloppes vides. Par extension, c'est sur la société entière que pèsera ce doute: que rien, au fond, n'est réel, que tout ce qui nons entoure est un piège formel dont l'homme est prisonnier, et dont use l'Etat pour parfaire son emprise (5). L'univers de Dick se pose ainsi comme un parfait reflet de l'Amérique des années 60, des doutes et parfois des espoirs qui l'ent traversée.

En marge de cette œuvre-limite.

En marge de cette œuvre-limite, d'autres auteurs posent la question du pouvoir, et de l'emprise de plus en plus marquée de la société sur les individus. Dans Jack Earron et Pêternité, de Norman Spinrad (8), let le la comma de margin de médice ou et très. st l'Eternité, de Norman Spinrad (6), c'est le pouvoir des médias qui est très vivement attaqué. Le livre soutient la thèse, certes classique, que le discours imposé aux citoyens par la télévision est le refuge le plus insidieux du pouvoir de l'Etat. Ainsi voit-on le présentateur de la plus célèbre émission révêler à ses auditeurs: « Et voilà, chers téléspeciateurs: « tout ce que j'étais censé jaire, c'est vous mentir. Vous raconter assez de bobards pour juire passer son projet de loi sur l'hibernation, puis l'aider à hisser uu pouvoir son président jantocha. » Il aura falla trois cents pages d'un roman hallucinant pour prouver qu'une fiction peut être autrement plus convaincante qu'un discours théo-

convalneante qu'un discours theorique (7).

L'analyse est beaucoup plus directement sociologique et politique dans Tous à Zanzhour, de John Brunner (8), sans doute à ce jour la tentative la plus achevée de description par l'intérieur de la société américaine. En même temps qu'il est résolument moderne par le ton, ce roman nous propose l'exacte antithèse des schémas d'autrefois. Une foule de personnages vont et vienneut, se mélangent, hrossant lentement un tableau assez complet des coutradictions sociales. La vie quotidienne u'est nullement idéalisée, dans un sens comme dans l'autre: mais décrite dans le hasard de ses plèges, de ses surprises, de ses luttes aussi. Quant à l'Etat, il est pour une fois montré pour ce qu'il est: puissance de l'argent, dont telle décision, solgneusement expliquée, va bouleverser la vie de telle catégorie sociale, ou va impliquer la colonisation de telle région du globe.

Soulignoss à ce propos que la

Soulignons à ce propos que la science-fiction se préoccupe aujour-d'hui davantage de l'Etat intérieur, s'attaquant à une forme hien précise de soulété: c'est un progrès, mais sans doute est-ce encore négliger l'enjeu de la présence américaine dans le monde. A cet égard, Dune, de Frank Herbert (9), consiltue une spiendide exception. Sous l'apparence d'un grand roman classique, c'est en effet un très beau plaidoyer pour les luttes révolutionnaires du tiers-

monde. Les défauts n'en sont pas absents, en particulier une certaine complaisance à l'égard du fait religieux (le modèle en est l'islam). Mais le livre déploie une longue méditation sur le pouvoir, sur ses luttes internes, sur la révolte et sur le sens de l'histoire, qui est unique dans la littérature de science-fiction. « Contrôlons la monnaie et les alliances. Que la racaille s'amuse du reste. Ainsi dit l'empereur Padishah. Et il ujoute: Si rous voulez des projits, il vous juut règner. Il y a une certaine vérité dans ces paroles, mais, pour ma part, je me demande: où est la racaille et où sont les gouvernés? »

Que ces quelques exemples ne uous leurrent point cependant, en ce qu'ils tradulsent la voionité souterraine de certains auteurs qui, d'abord, u'est pas partagée par tous, et qui ensuite u'aboutit pas toujours à de telles réussites. La science-fiction a certes évolué au cours des années 60. Elle demeure pourtant assez souvent réactionnaire, ambigué du moins dans ses intentions. Elle témoigne aussi d'une fascination grandissante pour la plus primaire des mystiques. Il n'est pas nou plus sans signification que l'école dite de la neu-thing (inspirée du formalisme du uouveau roman et des techniques d'un W. Burroughs) se soit rapidemeut engluée dans un esthétisme qui l'éloigne de plus eu plus du fait politique, an profit de la dérision ou d'un hermétisme parfois brillant, mais toujours loin du réel, toujours en marge du rèel.

Le fatalisme et le doute

A U tout début de la science-fiction, deux livres qui n'en font pas directement partie avaient déjà porté à ses limites le thème de l'Etat-total. Il s'agit, bien sûr, du Meilleur des mondes et de 1988. C'est essentiellement lors de la « guerre froide » que les romans de science-fiction développent une nouvelle hypothèse, qui u'est plus celle d'Huxley ou d'Orwell, mais celle selon laquelle le monde sera, dans un proche avenir, partagé entre les deux grandes puissances : Etats-Unis et UR.S.S., et donc entre leurs deux idéologies. Tous les romans de Dick, par exemple, ont ce décor de fond, et bien d'autres auteurs out suivi cette analyse. auteurs out suivi cette analyse.

Si l'idée des deux grandes nations inttant pour la domination du monde paraît aujourd'hui plus crédible que paraît aujourd'hui plus trédible que celle d'un Etat unique, relevons poortant ce que cette analyse a de typiquement américain, en cela suriout qu'elle exclut tout le tiers-monde de l'avenir. La périphérie, selon cette hypothèse, resterait sempiternellement ce qu'elle est; à la traine des superpuissances, néo-colonisée, bref en arrière-plan. Le rêve américain est décidément bien vivace, même chez des auteurs que l'on pourraît par ailleurs qualifier de « progressistes » l

Mais il y a, si l'on pent dire, pia. Depuis le début des années 70, et parallèlement à la vague hollywondienne, une frange de la science-fiction parait hantée par le spectre de la fin du monde, et de la disparition de la race humaine. C'est une idée nouvelle, opposée au triomphallisme technique et scientifique qui inspira l'éclosion du genre. Mais c'est aussi l'éclosion du genre. Mais c'est aussi l'éclosion du genre. Mais c'est aussi un reflet du fatalisme idéologique qui a gagné l'Occident depuis lors.

La production récente est pleine de Le production récente est piene de ces doutes et de cette angoisse qui sont le propre de notre époque. Le Chaos jinal, de N. Spintad (10), en est un bel exemple, qui hous dépeint les horreurs d'un monde de jungle urbeine, où chacum doit lutter pas à company préserver et de l'ivre urbeine, où chacun doit lutter pas à pas pour préserver sa vie. Le livre témoigne aussi (par l'entremise de son auteur) de l'évolution de la mentailté américaine et de l'abandon d'un certain nombre d'espoirs par les intellectuels. L'annlyse de J. Brunner dans le Troupeau aveugle (11) se veut plus scientifique, et répond à la montée de l'intérêt général pour l'écologie; mais là aussi elle témoigne de ce qu'il serait tentant de nommer un retournement idéalogique. nament idéologique.

Il serait injuste de terminer sur ces Il serait injuste de terminer sur ces notations pessimistes. Car si la selence-fiction de 1977 paraît succomber à certains pièges, à certaines modes, quelques-uns de ses auteurs conti-nuent à y investir beaucoup d'espoir. Certains même y développent des utoples dont le sens et la portée re-vêtent à nes veux beaucoup plus vêtent à nos yeux beaucoup plus d'intérêt.

Nous n'en voudrons lei qu'un seul exemple, d'ailleurs très récent. Il s'agit du grand livre d'Ursula Le Guin, les Dépossédés (12). C'est à une ana-lyse très rigoureuse de la aituation

(1) L Asimov: Fondation, Fondation et Empire, Seconde Fondation, éd. Denoel (coll. e Présence du Putur s).

(2) Le meilleur de B. Bradbury est publié chez Benoel (c Présence du Putur s). De Simat, on retiendra surtout Demain les Chiens (c J'ai in s) et au carrefour des étoiles (A. Michel).

(3) N. Epinrad: Rêve de fer (Opte).

(4) P.K. Dick: le Prisme du néent, librairie des Champs-Elysées (coll. c Le Masque EF s).

(5) In serait vain de vouloir résumer la richesse de l'œuvre de Dick en quelques lignes. Je renvole à ses principaux rumans : le Maître du haut-château, Urik, Simulatres (c J'ai in s). le Dieu venu du Centeure (Opte). En attendant l'unnée dernière (c Livre de poche s).

(6) N. âpinrad: Jack Barron et l'éternité, Lationt (coll. c Allieurs et Demain s). nité, Laffont (coll. « Affleurs et De-main »).

(7) En ce tens, on mesure d'allieurs le rôle essentiel que pourrait tenir la lit-térature populaire si elle n'était pas le plus souvent porteuse des vaieurs les plus réactionnaires.

(8) J. Brunner : Tous à Zanzibar, Laffont (coll. « Ailleurs et demain »).

(9) P. Herbert : Dune, Laflont (coll. « Ailleurs et demain »).

(10) N. Spinrad : le Chaos l'inal, Champ-Libre.

(10) N. Spinfau : E Champ-Libre.
(11) J. Brunner : le Troupeau aveugle,
Laffont (coll. « Ailleurs et demain »).
(12) U. Le Guin : les Dépossédés, Laffont (coll. « Ailleurs et demain »).

politique moudiale que nous convie l'auteur : car son futur est une fidèle métaphore du présent. Elle imagine une planète, partagée entre deux Etats totalitaires, l'un de type américain, l'autre de type soviétique. Puis un satellite de cette planête, vivaut en autarcie complète, où se sout installès des émigrants de la planète mère qui bâtissent depuis cent cinquante ans une société de type socialiste, indéniablement inspirée du modèle chinois.

Le récit est alors prétente à de longues dissertations sur ces sociétés différentes, charune confrontée à de graves problèmes. La force de la démonstration tient à l'abandon de tout idéalisme. La société « libertaire » qui se construit sur le satellite est difficile, laborieuse, mais elle vit, malgré les difficultés, Elle se remet en cause, elle lutte contre sa force d'inertle. Par opposition, les deux sociétés de la planète mère sont libérales, la vie y est plus « facile » : mais les individus y sont pris dans des carrans autrempent insidieux. « Les révolutionnaires de Nio (…) ne fuisaient pas autrement insidieux « Les révolution-naires de Nio (...) ne juisaient pas sculement la grève pour de meilleurs sulaires. Ils ne sont pas sculement so-cialistes, ce sont des anarchistes. Ils jaisaient la grève contre le pouvoir, » Et plus loin : « Ma planète, ma Terre est une ruine. Une planète gaspillée par la race humaine. Nous nous sommes multipliés, et nous nous sommes battus jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien, et ensuite nous sommes morts. »

Les Dépossédés marque à la fois un aboutissement et un tournant de la science-fiction. Signe que, depuis sa naissance, le genre a su se dégager de l'idéologie dominante qui l'impre-gnait, jusqu'à pouvoir donner de telles cenvres. Mais signe aussi qu'il a changé de sens. Littérature d'e évasion > la science-fiction ne peut plus sion », la science-riction ne peut plus prétendre l'être si elle se sent d'autres aspirations. Ainsi revenons-nous au grand dilemme des littératures popu-laires, qui est de pouvoir — et de devoir — réfuter l'ordre dominant lorsqu'il en est besoin, tout en ris-quant la désaffection de leur propre public. Alors doivent-elles trouver une autre issue. Car un Etat, aussi, veille à ce qu'elles ne deviennent par trop subversives.

RECTIFICATIF. — Le roman d'Augusto Roa Bastos, Moi le Suprême, dont nous avons annoncé le mois dernier la prochaine publication aux éditions Laffont, est en réalité édité par les éditions Relfond à Paris. (Cf. « la Dictature dans le roman latino-précision à la Paris. (Cf. » la Dictature dans le roman latino-précision à la Paris. Paris les la la latinoamericain », par Ruben Bareiro-Sa-guier dans la page « Politique et littérture » du mois dernier.)

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANCAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN

155, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Sur simple demande, envol gratult de notre bulletin

Edité par la SARL le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux

COLOMBIE

Des lézardes dans la façade démocratique

L'ampleur de la grève du 14 septembre a mis en évidence la fragilité d'un système représentatif miné par la corruption et la montée des luttes sociales

Reportage de BERNARD CASSEN



ES scênes que l'on peut abserver à Bagata, dans les grandes villes de province au dans nente : c'est le chauffeur de taxi qui vous invite à verrouiller soigneusement les portes pour éviter véhicule et, à la painte du cauteau, ne vous dévalise; ce sont deux membres de la « police du taurisme » qui, à l'heure de la pause, braquent leurs pistalets mitrailleurs sur les auvriers occupés à agrandir un important hôtel de Cali, de crointe que ces demiers ne soient tentés d'aller dérober sont les fauilles et les contrâles tatillons de l'armée taus les vingt kilomètres larsqu'on s'engage dans les zones rurales.

Impressions. Les reportages et témoignages abon-dent, qui confirment ce que l'an peut entrevair des personnages bunuelliens qui hantent les rues de Bogota, immense capitale qui compte près de cina millians d'habitants, dant un très grand statistique de décembre 1976 (avec tautes les réserves qu'elle appelle), la ville compte cent deux mille chameurs pour un million deux cent saixantedix mille personnes actives, parmi lesquelles cent huit mille femmes de mênage au bonnes à tout faire et cent quatre-vingt mille vivant plus au mains des petits métiers de la rue. Dans cette catégorie, deux act montreni que, pour survivre à Bogota, il faut porfois faire preuve d'Imagination et en tout cas ne pas darmir beaucoup : c'est bien avant l'aube que les centaines de fouilleurs d'ardures descendent des faubouras en tirant une brauette que une carriale pour récupérer les bouteilles, le carton, le plastique revendus ensuite au kila ; quant aux caleros, d'un niveau social en général plus élevé,

queue aussi longtemps qu'il le faudra à la place heures avant de pouvoir payer leurs impôts au obtenir un document afficiel, voire un produit des Etats-Unis que les prix sont les plus élevés : l'attente pour la délivrance d'un visa peut en au colero une rétribution de 200 à 300 pesos (1).

est une profession dont l'expansion est fort révélatrice : les milices privées (plus de cinquante sociétés spécialisées) dont les membres patrouillent autour des résidences des priviléglés, des boutiques de luxe et dans les grands hôtels.

La situation la plus tragique est celle des milliers (sinon des dizaînes de milliers) de jeunes enfants que l'an appelle les « gamins » et qui, le val à la tire, l'agression, valre la prostitution, pour essayer de survivre. Parfais abandannés poi leurs parents, parfois « travaillant » en dehors des heures scolaires à l'insu du père, pour rap porter quelque chose au quelque argent, ils se regroupent en petites bandes (gallades) pothétiques. Ils doivent partager avec les policiers le produit de leurs larcins afin d'éviter l'arrestation. Les centres d'abservation pour leunes délinquants sant débordés. Dans l'un de ces établissements, pour éviter que les jeunes garçons ne transforment manger avec leurs mains. Quant au taux de criminalité des adultes - et alors même que la très grande majorité des coupables échappent à la lustice, — il met à rude épreuve la capacité d'accueil des prisons : en Juillet demier, les autorités pénitentialres ont décide de louer des couvents pour loger leur trop-plein de pensionnaires (2).

Si l'an tourne la page du Journal, il n'est du caféi, de l'afflux de dollars dont la Banque de la République ne salt plus que faire, des milliards de la contrebande, du trofic de drogue, quotidien gouvernemental de Bogota, comporte des onnorces comme celle-ci 131 ; « Er provenance de Medellin, Froucisco Zuluaga el Mme Ana Gomez de Zulaagu soat passés par Bogota et ont pris l'avion pour l'Europe où ils effectuerout un périple en compagnie de leur fille Luz Stella, qui poursuit ses études à Loudres. »

Images de deux Colombies, séparées par les quartiers, les vitres fermées des limousines au les ascouades de gardes du corps, et qui ne se côtaient que par les hasards de la mise en pages. la richesse astentataire - bien au mai acquise - Il existe certes des gradations : les ouvriers de l'inflation et les aléas du chomage, restent dans leur majarité à l'abri d'une chute dans l'univers du « lumpen », cependant que, à la compagne, entre le million de familles souffront de l'absence au de l'insuffisance de terres et l'aristocratie des grands propriétaires fanciers et des nouveaux capitalistes agricales, il existe encare (mais pour combien de temps?) une couche de le secteur des productions vivrières et du cofé. Farce est cependant de constater que, lain de se colmater, la « brêche », pour reprendre les termes de l'ambitieux plon de développement publié en 1975 par le gouvernement de l'actuel président, M. Alfonso Lopez Michelsen (4), s'est élargle et que les inégalités se fant chaque jour

petits cafélculteurs ayant immédiatement be d'argent liquide) s'en sont défaits à des prix qui, en 1976, se situalent à 75 % de leur valeur de l'ardre de 35 %. Cela n'a falt qu'accroitre la capacité spéculative et les gains groupes financiers (dant le Fondo Cafetera admiles T.C.C.C., les T.A.C. et les certificats de change pour les poiements extérieurs a pratiquement annulé les effets de ces mesures.

Les importateurs et taus ceux qui veulent faire des placements à l'extérieur acquièrent - audessous de leur voleur - des titres dont ils se tenant compte des chiffres de la balancé commerciale et des mouvements de copitaux, la revue de l'ancien ministre des finances du président Lopez Michelson, M. Rodriga Botera Montaya, Estrategia economica y financiera (8), estime que si, actuellement, l'affre de certificats de change est de l'ordre de 167 millions de dollars par mois, la demande-se situe dux alentours de 152 mil-llons, ce qui laisse un salde effectivement « gele » ne dépassant pos 15 millions, solt moins de 10 % du tatal. En outre, les groupes financiers peuvent, sans aucun effort, réaliser d'énarmes bénéfices en achetant leurs devises aux touristes (ou a tous ceux qui recolvent de l'argent de l'étranger) à un taux de 10 à 15 % Inférieur au taux afficiel, pour les tronsformer en certificats de change qui, eux, se négocient avec une remise maximale de 5 %. Les hôtels gagnent ainsi davontage en changeant des devises que par leurs prestations de services à leurs clients.

Le paradis des trafiquants

n time i fig. 1 - Die Lieber 2 - Time werde

10 mm (10 mm)

Service suppose and

+10 + 24 B

AND MOVED THE

and the secretary

The state of the s

Service and the service and th

Page 1 State 1

A Total Section

1 100

CE sont toutefois les activités Illégales Imême si dans la protique elles ne sont pas réellement sanctionnées) qui constituent l'aliment le plus considérable de l'inflation, par les énarmes rentrées de devises qu'elles procurent et qui, sous la pudique rubrique de « services », sont transformées en certificats de change. Les justifications à apporter sont tout à fait dérisoires : il suffit de trouver un prête-nom extérleur qui affirmero foire un don ou verser des hanoraires. Le « lavage » par le « guichet moudit » (le ventaniila siniestra) de la Banque de la République est ainsi devenu une activité tout à fait rémunératrice. La première source de devises mal acquises est bien sur la contrebaude : sont ainsi vendus en dehars de tout contrôle, les produits allmentaires et le bétail (surtout vers le Venezuela), le café (9) et surtout les émeraudes.

Malgré leur ampleur, ces opérations apparoissent toutatois comme marginales par ropport au trafic de la drogue qui est devenue la première production de la Calombie, de la cocaîne et de la morihuana, apportant, dit-on, des rentrées annuelles d'un milliard de dallars, soit l'équivalent des deux tiers du budget de l'Etat. La situation géographique et climatique de la Colombie, permettant la culture de la marihuana à portée d'avion de tourisme des Etats-Unis (un morché de quarante millions de fumeurs), ne

(1) Le taux officiel du peso est d'anviron 13 ceu-

(1) Le taux officiel du peso est d'environ 13 cectimes.

(2) Un rapport du ministère de la justice au
Congrès indique que, pour 1974, quatre cent cinquante mille crimes ou délits ont été commis.
Sur es total, cent cinquante mille ont été portés
à la concaissance des tribunaux, qui ont infigé
quinze mille condamnations.

(2) Para cerrar la brenha. Plan de desurrollo
social, economico y regional 1975-1978, Departemento
national de planeacion. Bogota, 1975.

(5) Le record a été atteint le 14 avril dernier
avec un prix de 3.34 dollars la livra contre 1 dollar
eu jauvier 1976. Il est redesceudo à 2.50 à le
mi-juillet et à 2 dollars la la mi-septembre 1977.
Les mouvements epéculatifs en cours ét ontamment
ceux dont on accusa le Brésil (voir le Monde du
13 août 1977), pourraieut coutrarier la tendance
à la baisse observée en juillet. Pour l'année 1977,
les estimations de recettes du café se cituent entre
l,9 et 2 milliards de dollars.

(6) Environ ceuf millions de sacs de 60 kg en
1974-1975, 8 millions sept cents en 1975-1976, les
prévisions pour 1976-1977, étant de l'ordre, de
huit millions huit cents et cellas pour 1977-1978 de
neof millions trois cents.

(7) En juillet dernier, alors que le taux officiel
du dollar était de 38,50 pesos, il se négociait dans
les bureaux de change à 31,50.

(6) Juin 1977.

(9) Les chiffres officiels de production du café
colombien fournis par Fedecaté sont en général
intériours de 7 à 8 % aux estimations du ministère
de l'agriculture des Etats-Unis, qui dispose d'un
réseau de collects de données extrémement sérieux.
La contrebande explique estre différence.

Café, asphyxie par le dollar et contrebande



La grande mosse des Calambiens n'y comprend rien : la spectaculaire augmentation du prix mondial du café depuls deux ans a foit une énorme masse de devises et, lain

de s'en féliciter, les autorités font la fine bouche, le président disant lui-même que « les dallars asphyxicat le pays ». Comment une aubaine inespérée, provoquée par la conjunction de phénomènes aussi divers que les gelées du Brésil, la guerre en Angala et un tremblement de terre au Guatemala, peut-elle prendre l'allure d'une molè-

Tout indique que le gouvernement, pris de court par un afflux sans précèdent de dollars, n'a pas su utiliser à son profit les avantages considérables qu'entrainait cette nauvelle situation, alars que dans le même temps il en cumulalt tous les inconvénients, en premier lieu une infla-tion préoccupante : de 17,9 % en 1975, son toux est en effet manté à 25,9 % en 1976 et les indications des six premiers mois de 1977 laissent augurer que, pour l'ensemble de l'année, il atteindra plus de 40 %, peut-être même 50 %. D'une année sur l'autre, les exploitations de café ant triplé, vaire quadruplé de valeur, paur s'élever jusqu'à 2,5 milliards de dallars (51 sans que la production ait beaucoup varié (6). Pour apprécier l'impartance de ces sommes, il faut savair qu'elles représentent nettement plus que le budget de l'État en 1976 (1,63 milliard de dollars). Cette énorme quantité de dallars a déferlé sur le pays mais en irriguant seulement le secteur du café (producteurs et surtout exportateurs), provoquant un accroissement considérable des moyens de polement et une distorsion de la demande.

La gouvernement, qui disposait de certains instruments de contrôle monétaire, a dû en créer une serie de nouveaux, sans que leur efficacité apparaisse probante dans la lutte contre l'inflotion. Le plus important était le décret-lai 44 de

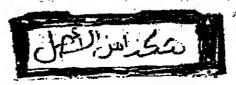
1967, connu sous le nom de « statut des changes », qui autorisait une dévaluation quas quotidienne du peso, permettant aux expartations colombiennes de rester compétitives sur les morchès internationaux et à la balance des palements d'éliminer son déficit structurel des années 50 et 60. Sur dix ans, de 1967 à 1977, le taux moyen de dévoluction fut de l'ardre de 10 %. Le 13 avril demier, une mesure capitale, la résolution 25 de la Junte monétaire, metfait dans les faits - un terme à un système qui avait fait ses preuves pendant une décennie, mais une décennie « normale » sans bonanza imprévisible : désormais tout dallar provenant de l'exportation du cofé et des services (et l'on verra plus lain les réalités que recouvre ce terme) ne pourra plus être échangé contre des pesos mais seulement contre un « certificat de change » payable à terme mois au taux en vigueur à la date d'émission. Fixé ariginellement à un mois, le délai fut parté à trais et l'an parle maintenant de six. Le détenteur d'un certificat de change peut néanmoins abtenir immédiatement des pesos mais après un prélèvement fixè d'abord à 10 % puis parté à 15 %. Il peut aussi les négocie en Bourse au s'en servir paur payer des achats à l'étranger. Cela équivout au minimum à une stabilisation du toux du pesa par rapport au dollar et, pour celui qui auroit besoin immédiatement de convertir ses devises en pesos, le tauriste par exemple, a une nette réévaluation 17).

A l'intérieur du secteur du café proprement dit, différentes mesures de « gel » des devises furent prises. D'abord, en octabre 1975, un accord fut conclu avec Fedecafe, la pulssante organisation de commercialisation des cafélculteurs, pour qu'elle achète massivement des « titres echangeables contre des certificats de change : (titulos canjeables por certificados de cambio, ou T.C.C.C.) emis par la Banque de la République. Ces titres, créés en 1970, étaient indexes sur le taux du dallar et portaient intérêt de 7 % On estime qu'en décembre 1977 Fedecafé aura souscrit pour 21 milliords de pesos de ces bons. Le gouvernement a également joué sur la manipulation du taux du reintegro cafetoro (dépôt minimum en dallars, remboursable ultérieurement,

que l'exportateur doit effectuer auprès de la Banque de la République pour chaque soc vendu) ofin de geler provisoirement des devises. A ces obligations s'ajoute, pour les exportateurs, celle verser au Fands national du café un volume donné de groin (au son équivalent en graent) pour chaque sac exporté. Cette mesure, connue sous le nom de retentiau, équivalait, début 1977, à l'actroi grotult à l'État de l'équivalent de 24 kg de café par sac de 60 kg.

Stérilisant en partie la trésorerie de Fedecafé (qui exporte actuellement 18 % de la production) et des exportateurs indépendants laui en exportent 82 %1, ces opérations, complétées par l'introduction des certificats de change après le 25 mal, visaient à peser sur les caurs auxquels ces organismes achétalent le café aux producteurs. Le prix de la carga (125 kg) tamba ainsi de 7 700 à 7 000 pesos chez les expartateurs privés, Fedecafé intervenant alors sous la pression des coféiculteurs pour le faire remonter à 7 200 puis à 7 300. En juillet 1975, il n'était que de 3 000 pesos, ce qui donne une idée de la spectaculaire augmentotion des revenus des producteurs, même en tenant compte de l'inflation. En juin 1976 avalent été créés à leur intention, ou plutât à leur encontre, les T.A.C. (titules de charre cefetere), titres d'épargne forcée à un, deux ou trois ans, servant à rémunérer une partie de la récolte. Les T.A.C., comme les T.C.C.C., sant négociables sur le marché et utilisables pour les paiements à l'extérieur. Pour compléter le dispositif d'encadrement du secteur du café, il faut signaler la création en mars demier du « Fonds du café pour le développement national » financé par une des deux taxes gouvernementales sur ce produit et par les revenus des ventes dépassant 2,20 dollars la livre.

On peut se demander pourquoi, disposant d'une telle batterie de moyens, le gouvernement n'a pu controler l'expansion de la mosse monétaire qui s'est accrue de 31 % antre mai 1975 et moi 1976 et de 37 % entre mai 1976 et mai 1977. La cause fondamentale de cette augmentation a été la conversion massive de devises en pesos. La cotation en Bourse des nouveaux titres et des certificats de change a eu pour résultat que les



suffit pas à tout expliquer. Il faut y ajouter les conditions politiques, c'est-à-dire la corruption des services officiels à tous les niveaux : tion des services officiels à tous les niveaux : la liste des quelques personnolités arrêtées, inculpées ou simplement cltées avec insistance (sans pour autant être inquiétées) couvre la gamme des divers secteurs de l'appareil d'Etat, depuis l'oncien c'hef des services secrets, le général Ordonez Valderramo, jusqu'à un membre de la Cour suprême de justice, Barrera Dominguez, en passant par des députés, des membres de la brigade des stupéfiants, des officiers de marine, des membres de l'entourage du ministre de la défense, l'ancien consul de Colomble aux Etats-Unis, etc. Encore ne s'agit-il que des rares cos qui parviennent à la connaissance du public. Les rumeurs persistantes qui visent les factions politiques au pauvoir trouvent un crédit évident quand on constate que le trafic se poursuit en toute impunité, maigré quelques coups de filet sectualisment. toute impunité, malgré quelques coups de filet spectaculaires qui permettent parfois l'arrestation de délinquants de second ardre mois très rarement

la confiscation de la drogue elle-même.

Cette incapacité à saisir la « marchandise » s'explique peut-être par la forte tentation qui pousse les services officiellement chargés de la lutte antidrogue à e'approprier une partie de la lutte antidrogue à e'approprier une partie de la lutte antidrogue à e'approprier une partie de la lutte de la lu différence entre le prix de la cocaïne, disponible par exemple dans le port atlantique de Borranquilla (3000 dollars le kila), et celui pratiqué à New-York (73000 dollars le kilo), Car la Colombia est Colombie est non seulement grande productrice de marihuana (où l' « herbe » est semée sur des miklers d'hectares, alors qu'officiellement cette culture est interdite) mais grande transformatrice

de coca en cocaîne. Les feuilles de coca, impar-tées elandestinement de Bolivie et du Pérou, sont traitées dans les centaines de petite laboratoires câtiers, le produit fini étant ensuite acheminé aux États-Unis notamment à partir des deux mille petits céraports clandestins des départements de la côte atlantique (Guojira, Cesar, Magdalena et Atlantico). L'ambassadeur des États-Unis à Recette estimatif lans d'une configurations des états-Unis à Bogoto estimait, iars d'une conférence dennée en octobre 1976, que 70 % de la consommation des quatre millians huit cent mille cocainomanes des États-Unis (selan les chiffres de la Drug Enforcement Agency, D.E.A.) provencient de Colombie. L'afflux de dallars est tel dons les zones de trafic qu'à certains moments la devise américaine s'y négociait au marché noir à 28 pesos alors que le toux afficiel est de 36,50...

La nouvelle bogonza du trafic de stupétionts et de la contrebande annule à elle seule toutes les mesures laborieusement mises au paint par le gouvernement pour limiter la massa monétoire. Les agriculteurs, petits ou grands, délaissent les cultures traditionnelles pour in plantation de marihuana dont le rapport est infiniment plus élevé. Même le café — qui a vu sa superficie augmenter aux dépens des cultures vivrières dont Colombie a pourtant un besain impérieux ne soutient pas la comparaison. Selon Alterna-tiva (101, quatre hectares de marihuana rapportent deux fois plus que quarante hectares de cofé. Les pêcheurs ont eux aussi tout intérêt à aban-donner leurs filete pour se consacrer au travail, plus rémunérateur et malns astreignant, qui consiste à transporter dans leurs embarcations les cargaisons de drogue depuis les petites plages discrètes jusqu'aux yachts ancrés dans les nambreuses criques de la mer des Caraîbes.

Un véritable cancer de la drogue est en train de « déstabiliser » l'économie traditionnelle d'une partie du la Colombie. Certains secteurs politiques envisagent corrément de faire coîncider le droit avec le fait et de légaliser la production de morihuona. C'est ainsi que le quotidien El Siglo, dont le directeur est le chef de la faction conservatrice soutenont le président Lopez Michelsen, M. Alvara Gomez Hurtado Iqui, le 24 juillet demier, a reçu le prix national du journalisme de 1977 paur ses « croisades en favant du maintian de nos voleurs mereles »), s'est prononcé le 14 juin dernier en faveur de la légalisation de la culture de la marihuana et de la création d'un monopole d'Etat qui achèterait la totalité de la production oux prix protiques à l'extérieur.

Dans le numéra du 17 juin, il explicitait cette
proposition : « Il faut en finir avec cette comédie.

Il faut avouer que nous sommes impuissents, que
le contrôle de la drogue est ou objectif qui ourait pu être bon ou mauvais mais qui a'est pas à notre portée. »

Les projets du président Carter visant à décriminaliser la consommation de morihuana consti-tuent un sérieux atout pour le groupe de pression n'est pas le don de trais hélicoptères et de matériel évalué à 3 700 000 dollars effectué par l'administration américaine à la Colombie « pour lutter centre les trafiquents de drague » qui pésera laurd face à cet encouragement à la production de l' « berbe maudite ».

Le secteur industriel s'est bien comparté en 1976, après la récession de 1975, puisque la production a augment de 7,7 %. Les perspectives pour 1977 sont encore meilleures mais le donger réside dans la faiblesse des investissements, la croissance enregistrée étant due presque uniquement à une meilleure utilisation de la capacité installée.

L'endettement

E gouvernement a négocié en juin demier à Paris, avec le « groupe consultatif » des gronds arganismes internationaux et privés de crédit, l'octrai de 3,875 milliards de dollars de prêts visant essentiellement à financer les inves-tissements d'infrastructure l'energie hydro-èlectrique, charbon, transparts, communications, adduction d'eaul. L'apposition de gauche n vivement dénancé cet endettement massif, qui place ment denance cet endertement massir, qui piace le dévelappement du pays sous le contrôle des banques étrangères car, évidemment, les crédits vont de pair avec des « recommandations » qui concernent natamment les hausses des tarifs publics et des combustibles. Le 29 juin dernier, le quotidien El Tiempo, peu suspect de non-conformisme, écrivait que « suivre les exigences formulies certifications de les exigences de constales en les exigences de constales formulées contribuerait à l'augmentation du coût de la vie et donc au processus inflationniste ». Dans la situation actuelle de dégradation de l'Etat calombien, tout programme de grands travaux permettra aux compagnies étrangères qui four-nissent les biens d'équipement de réaliser de gros bénéfices et aux administrateurs locaux, selon une méthode éprouvée, de se servir copieusement au

Pourqual emprunter de telles sommes, sur les-quelles il faudra de toute manière payer des intérêts, alors que les réserves de devises vont atteindre à la fin de l'année le total sans précèdent de 2 milliards de dollars? Au ministère des finances, on répand qu'il vaut mieux emprun-ter à bon marché, au moment au l'on est riche, que de trouver fermées les partes du crédit larsqu'an sera pouvre, d'autant que le seul service des dettes antérieures apérera une ponction considérable sur les réserves de devises (13) et que le caurs mandial du café ne se maintiendra pas éternellement à un niveau élevé. Par ailleurs, la politique de stabilisation (au de réévaluation du peso) ne favorise pas les exportations e traditionnelles », en particulier celles de produits manufacturés itextiles, produits métalliques, confection, produits chimiques, etc.). Avant la manne du café, les exportations étaient fortement stimulées par une subvention (appelée certificado de abano tributario, ou CAT) qui pauvait atteindre 15 %. Les CAT sont des titres négociables, comme les TAC au les T.C.C.C. Actuellement, le taux maximum des CAT n'est plus que de 8 % et la Calamble est en train de perdre des marchés en Amérique du Sud, notomment dans les poys du pacte andin, au Mexique, ou Brésil, en Argen-tine, au Chili qui, eux, ont des balances commerciales déficitaires et, affamés de devises, actroient des aides plus importantes à leurs exportateurs.



En prenant ses fonctions, en 1974, le président Lopez Michelsen disait que ie mandat qui lui avalt été canfié devait être clair, transparent (clero). A l'usage, la majo-rité des Colombiens

sont enclins à supprimer une lettre et à y voir autourd'hui un mandat « cher » (care). Pour 1977, en effet, le toux annuel d'Inflation prévu comme ne devant pas dépasser 18 % était allégrement franchi des le mois de mai, Le département administratif des statistiques nationales (DANE) évalue à 37,6 % pour les employés et à 43,5 % pour les ouvriers la hausse du coût de la vie entre juin 1976 et juin 1977. Le groupe de chercheurs de Fedesarolla, fondation privée mais bénéficiant d'un etatut semi-officiel et qui produit les meilleures études économiques dont dispose la Colombie, constate (11) qu'en raison de l'Inflation, « en 1976, le pouvoir d'achet de l'ouvrier des villes est descendu à ue eiveau inférieur à celai de 1969 et celui de l'ouvrier agricole a diminué de 9 % en 1975 et pendaet le première moltié de 1976 ». Pour 1977, Fedesarella prévoit une baisse de 22 % du pouvoir d'achat.

Non seulement les denrées allmentaires deviennent protiquement hors de portée des milieux populaires mais elles disparaissent périodiquement du marché. La pénurie de légumes, de sucre, de loit, d'huile, de riz tient certes aux manauvres spéculatives de certains négociants et à la médiocrité du réseau de distribution. Ses sources plus profondes sont cependant le remplacement graduel de nombreuses cultures vivrières par des producla contrebande et l'incopocité du gouvernement à effectuer en temps voulu les importations nécessoires.

Le gouvernement de M. Lopez Michelsen n'a fait que continuer la politique agraire de son prédécesseur conservateur, M. Pastrana Borrero, que l'on peut ainsi résumer : encouragement à la grande agricultura capitaliste tournée vers l'exportation et l'abandon de fait d'une réforme agraire votée en 1961 mals qui, de toute manière, n'ovait pas été menée avec conviction. Entre 1960 et 1970, 203 000 hectares seulement avalent été acquis par l'institut colombien de la réforme agraire (INCORA) au profit de douze mille cinq cent soixante-dix familles. Chiffres insignificents si on les met en relation avec le recensement agricole effectué en 1970 et qui montre que les exploitations de mains de dix hectares, au nombre de six cent soixonte-six mille, représentaient 72 % du total mais ne disposaient que de 6,9 % des terres cultivables, celles de 10 à 50 hectares, au nombre de deux cent dix-sept mille (soit 19 %), disposont de 15 % des terres et celles de plus de 50 hectares, au nombre de sobrante mille (soit 8,8 %), couvrant 78 % des terres l

Cette très haute concentration de la propriété est une des causes fondomentales de la très inégale distribution des revenus agricoles. Elle explique aussi pourquoi plus de 25 % de la population active des zones rurales sont inemployés ou sous-employés. Si l'on étudie le secteurclé du cofé, on constate que la tendance est à la diminution des petites propriétés au profit des grandes exploitations, notamment en raison du coût très élevé des nouvelles techniques de production. Les anciens petits propriétaires sont devenus les salariés agricoles des nouveaux copitalistes agraires (qui ont remplacé les grands propriétaires traditionnels) et parmi lesquels an retrouve les dirigeants politiques réglonaux, les grands exportateurs, certains secteurs du capita-lisme industriel et financier et tous ceux qui veulent « laver » les revenus inavouables de la contrebande et du trafic de drogue.

Le plan de développement de 1975, Pora cerrer la brecho, avait d'ailleurs annoncé franchement la couleur en n'accordant qu'une place minime à la réforme agraire et en mettant l'accent sur deux grands plans appeiés l'un PAN (Plan national d'alimentation et de nutrition) et l'autre DRI (Développement rural intégré). Ces projets, financés presque pour moitié par des organismes de crédit étrangers, visalent à aider 50 % des plus pauvres de la population colombienne que l'on trouve dans les zones rurales non consacrées à l'agriculture d'exportation.

Le DRI se proposait de fournir aux petits agriculteurs assistance technique, crédit, accès aux engrais, à la commercialisation, à la formation et aux infrastructures, l'idée étant d'élever la productivité agricole et de produire un excédent d'aliments qui serviralt précisément au projet PAN. Le PAN, lui, vise à améliorer la situation

Un mandat «cher» et des paysans pauvres

sanitaire et alimentaire (par des distributions gratultes de nourriture). Des zones furent sélectionnées, le département du Cauco étant le seul à bénéficier simultanément des deux projets en raison de ea pouvreté. Au chef-lleu, Popayan, admirable petite ville coloniale aù le nombre d'Indiens rappelle que l'Equateur est tout proche, M. Mario Ochoa, directeur du PAN et du DRI explique les difficultés d'application : lenteur bureaucratique de la mise en place qui n'a effectivement commencé qu'en 1976, rivolités locales entre conservateurs et libéraux pour l'obtention de crédits et de prestations de services, trop grande brièveté du mandat présidentiel : « Tous les quatra ens, tout change, Pour faire un travail en profoodeur, il fact aa horizon de viagt ans. La tentation est de faire de spectaculaire. »

En fait, le mode de développement de la Colombie s'occommode porfaitement d'énormes zones de pouvreté qu de dêtresse, à condition qu'elles ne remettent pas en cause l'édifice Insti-

tutionnel. D'un point de vue strictement capita-liste, l'économie colombienne est dynamique et soine au point de constituer une exception en Amérique lotine : en 1976, le PIB a augmenté de 5,5 % (les estimations de Fedesaralla pour 1977 étant de 7,8 %), le chômage semble en diminution puisque, d'après une enquête du DANE, de mars 1976 à mars 1977 it aurait baissé de 11,1 % à 10,2 %, le sous-emplai régressant également de 17,6 % à 14,4 %.

Pendant cette période, la création d'emplais a été de 7 %. La production agricole demeure le paint faible, l'augmentation de la production res-tant très limitée (2 % en 1976) bien que masquée par les fortes rentrées de devises dues à la housse des cours du cofé et du coton. Néanmoins, l'agriculture occupe une place considérable dans l'éco-nomie : en 1975, elle concaurait à la farmation de 24,7 % du PIB, fournissant 90 % des aliments consommés dans le pays et 88 % des rentrées du commerce extérieur (12).

Une énorme charge explosive



Le succès de la e grande grève civique » (el gran para civica mocio-nal) du 14 septembre dernier — et son solde élevé en ont révélé, mieux tique, la profondeur du mécontentement social. Malgré le silence de la grande de la radio et de la

télévision, les menaces de licenciement, la proclamation du caractère « illégal et entrersif » de la grève, la mise sur pied de guerre des forces armées, le mouvement a connu une ampleur inattendue dans toutes les grandes villes et fait apparaître au grand jour la détresse des mosses urbaines marginalisées et tenaillées por la falm, mais aussi la détermination des petits saleriés (employés et auvriers) souffrant également de mille privations et qui, en grand nombre, ont sauté le pas et fait acte de refus à la politique

La proposition de grève avait été lancée le 25 mai dernier par l'un des syndicots, la C.S.T.C. (proche du P.C. colombien), pour revendiquer l'augmentation de 50 % des salaires et le blocage des prix des produits de première nécessité, refuser les hausses des tarifs publics et demande la levée de l'état de siège. Si nul ne doutait qu'à la base ces points faisaient l'unanimité, l'histoire syndicole récente, marquée par la division du mouvement ouvrier, ne laissalt nullement présager un accord des quatre centrales. Qu'il ait été réalisé est en sol un indice que quelque chose est en train de changer dans la vie politique

Les revendications syndicales paraissaient d'autant plus fondées que l'examen des comptes des sociétés révèle des profits en augmentation sen-sible : de 1975 (qui fut certes une année de racession) à 1976. les bénéfices nets après impôts de vingt-deux grands groupes industriels font apparaître une baisse pour quatre d'entre eux et, pour les autres, des augmentations qui, dans dix cas, dépassent 100 %, le record étant détenu par Chrysler avec 866 % (14). Le solaire mini-mum, d'un montant de 1 800 pesos à la date de la grève générale, a constamment diminué en pouvoir d'achat réel ; pourtant les services officiels de statistique estimaient eux-mêmes en juillet dernier à 6 464 pesos par mais le mînimum familial nécessaire pour remplir le panier de la ménagère (la canasta familiar). Depuis plusieurs mais, en lever de rideau du pero, les grèves, le plus souvent non coordonnées, se sont multipliées dans le pays, accompagnées de défilés de ménasant des paniers vides. La « grande presse » a fait le silence sur ces mouvements sociaux qui attestent un très profond méconten-

La répression est pourtant extrêmement sévère (l'état de siège est en vigueur et permet d'inter-dire grèves et monifestations). Les grévistes risquent ainsi constamment le licenclement, quand ce n'est pas la prison et les violences physiques de l'armée at de la police. La situation intenable

d'un nombre croissant de salariés a provoqué une radicalisation des conflits et une prise de conscience qui ont été suffisomment intenses pour se faire sentir au sein des syndicats modérés (« patronaux », dit la gauche) que sont l'U.T.C. (Union des travailleurs colombiens) et la C.T.C. (Confédération des travailleurs de Calambie).

La grève de septembre

A C.T.C. est la plus ancienne des centrales Colombiennes. En 1950, puis en 1960, des scissions solgneusement organisées permirent d'expuiser les syndicats influences par les communistes et de les livrer isolés à la répression. En 1976, lors du dix-huitième congrès, une violente empoi gnade eut lleu entre deux factions de la bureaucratie diripeante aul aboutit chez les voincus (pourtant majoritaires) à la création d'un « comité de restructuration ». L'enjeu était la succession du président Jose Roquel Mercado (assassiné par un commanda du mouvement de guérilla M-19) le contrôle de l'appareil et des fonds du syndicot. Très affaiblie par ces affrontements internes et par so palitique permanente de conciliation avec le gouvernement et le patronat à un moment de montée des luttes revendicatives la C.T.C. regroupe vraisemblablement encare un quart des syndiqués colombiens (15). Sa direction est entièrement entre les mains de la faction « turbayiste » du parti libéral, ce qui lui a valu Jusqu'à ces derniers temps les faveurs afficielles.

L'U.T.C., créée en 1946, revendique le plus grand nombre d'adhèrents (161. Sa direction est sous la coupe du parti conservateur. Une profonde unité « idéologique » existe entre les dirigeants de ces deux centrales, faconnée par leur commune dépendance envers les syndicats américoins. Un rapport de 1975 du Comptroller general (sorte de Cour des comptes) des Etats-Unis faisait apparaitre qu'elles avaient reçu en douze ans la valeur de 2 millions de dallars de l'A.I.D. et de l'institut oméricain pour le développement du syndicolisme libre. Recrutant beaucoup de leurs membres chez les travailleurs de l'Etat, qui accorde les plus grandes facilités à leurs cadres, elles ant donné toutes garanties aux gouvernements successifs. En avril 1975, l'U.T.C. exprima ainsi « l'adhésion des travailleurs colombiens à la meeière sincère et ferme ovec loquelle les forces armées travailleut à la défense des institutions démocratiques »... Le secteur privé n'a pas non plus beaucoup à croindre de l'U.T.C. ou de la C.T.C. En janvier 1977, sous les auspices de l'ANIF (Association nationale des Institutions financières), se tint à Bogota une réunian regroupant les responsables des deux centrales et les représentants des grands graupes financiers. Le communique de presse annonça la création d'une « commission mixto permanecto de consultation atre le capital et le travail » et préciso que l'ANIF a ovait englysé ovec préoccupation les progrès intenses des organisations extrémistes et occorde l'appoi da patronut aux organisations ouvrières démocratiques ». En fait, les membres des instances dirigeontes de la C.T.C. et de i'U.T.C. sont de plus en plus perçus comme une mafia corrompue, prafitant de leurs fonctions pour s'enrichir. En septembre 1976, un relevé bancaire du dirigeant de l'U.T.C. Tulia Cuevas Romera, également député conservateur, apparaître un solde disponible de 2821 597

pesos, celui de son arganisation n'étant que de 353,34.

Dons l'autre camp, à côté d'une petite centrale d'Inspiration démocrate-chrétienne, la C.G.T., dont l'Impartance est encore faible; la force syndicole en ascension est la C.S.T.C. iConfédération syndicole des travailleurs colambiens). Créée en 1964, mais reconnue seulement en 1974, elle est dirigée par des militants communistes Sans dactrine et ruïté, e ne doit pas seolement lutter paor des eugmen-tations de salaires mais développer taut ce qui transforme en école de lutte des classes et qui le cuaduit à participer oux problèmes poli-tiques » (17). Avec les syndicats Indépendants (c'est-à-dire non rattachés à une centralel et souvent contrôlés par l'extrême gauche, la C.S.T.C. est à l'origine de la majarité des grèves, l'U.T.C. et la C.T.C. n'en ayant suscité imalgré leur apparente supériarité numérique) qu'une sur clinq. Les auteurs d'une étude très documentée de Fedesarolla sur les grèves en Colambie de 1962 à 1976 (IBI écrivent :

« La craissance opporemment rapida des centrales ago traditionnelles (C.S.T.C., C.G.T., indépendants) ou cours de ces dernières onnées et foit qu'elles aient contribue à un aombre disproportique de grèves font apparaître une minorité croissonte et active de trovoilleurs qui aspirent à des redéfinitions fondomentales does lo

La création par la C.S.T.C. de fédérations regroupant l'ensemble des travailleurs d'un secteur danné suscite une vive inquintude au gouvernement et dans le patronat qui, selan une publicatian qui défend leur paint de vue 1191, « vout s'efforcer d'empêcher que cette stratègie ne se transforme en tendance d'aveair ».

(Lire la suite page 18.)

110) No 122, 11-10 juillet 1977. 111) Copunture economica, volume VII, no 1, mai 1977.

[12] Pour les données de base de l'agriculture colomblenne, on se reportera à l'article de Pierre Gilhodes, c Le modernisation de l'agriculture colomblenne e, dans le numéro consocré à la Colomble de Problèmes d'Amérique lotine, in « Documentation française », n° 4138, 4141, 4141 du 9 décembre 1974. Dans le même numéro, l'article de Daniel Pecaut, « Du Front social à in nouvelle stratégie de développement économique », est également à consulter.

(13) En 1877, le service de la détte extérieure représente 330 millions de dollars. Avec les nauveaux crédits consents à Paris, il atteindra 583 millions de duillers en 1882.

de dullers en 1982.

114) Source : supplément consecré à la Coimble de Lalin America Économic Report, noût 1977.

115) Une étude publiée en 1975 par l'UTRACUN (qui regroupe les travailleurs de Bogota et do département de Cundinamarca attillée à l'U.T.C.) estime à 16 % le taux de syndicalisation des travailleurs coimbiens. Les effectils de chaque centrale sout difficiles à évaluer avec précision.

trale sont difficiles à évaluec avec précision.

(18) Une étude de 1975, c Aspectos cuantitativos del movimento sindical colombiano », publiée par J. Tenjo dans Cuadernos Colombianos, n° 5, 1975, donne les chiffres sulvants : U.T.C. 40 %, C.T.C. 20 %, C.S.T.C. 20 & 25 %, la C.G.T. et les syndicats indépendants 10 à 15 %.

(117) Pastor Perez (président de la C.S.T.C. et membre du comité central du P.C.), « Significacion de la C.S.T.C. », Documentos políticos, novembre-décembre 1976.

(18) Bernanda Gomez Buendia et Rodrigo Losade Lora, « La actividad buelguistica en Colombia, 1962-1978 », Coyuntura economica, vol. VII. 0° I. mai 1977.

mai 1977. (19) Estrategia sconomica y financiera, juin 1977.

(Suite de la page 17)

L'appel conjoint à la grève générole du 14 septembre por les quatre centrales a bouleversé la situation syndicale. La vialence de la répression, qui a fait au mains trente marts et peut-être même cinquante dans l'ensemble du pays (le gauvernement en reconnait dix-huit pour la seule ville de Bagota), les milliers d'arrestations et de licenciements, ont cimenté une unité encore

toute fraiche. Elle restero certes aléatoire au sommet, en raison de la composition même des directions de l'U.T.C. et de la C.T.C., soumises aux pressions contradictoires de leurs bases et des partis gouvernementaux. Le paro, que le président Lopez Michelsen avait traité d'abard par l'ignorance puis por la manière forte, tout en décrétont, ou mépris de toute évidence, qu'il ovait tatalement échoué, a révélé l'énorme charge explosive de la situation sociale colombienne. Il a constitué un sérieux avertissement pour le

gauvernement et pravaqué chez les salariés calombiens une prise de conscience de leur force, capable à terme de changer le cadre des luttes politiques, encore prisonnières du carcon du bipartisme. La démission de la quasi totalité des ministres, après les violentes critiques dont le gouvernement o été l'objet en roison de sa violence et de son refus de négocier avec les organisateurs de la grève, atteste que le régime lul-même a été ébranie.

Le mythe de la bipolarisation libéraux-conservateurs



En Colombie. le système biparti-sac libéral-conservatear se maintieat comme uo véritable monopale de l'api-nica publique. C'est un cos exceptiocoel Cela parait étre

une cristallisation de préjagés, de sentiments ou de hoines héritées, qui prodoit co phésomène extraordinaire qu'ici les gens noissent libéraux ou vateurs salan leurs familles. » Cet hommoge à la solidité du système bipartison vient d'un connaisseur, M. Gilberto Vteira, secrétaire général du P.C. Ce qui frappe, en effet, ce n'est pas seulement qu'après les onnées de la vialence (1946-1953), sulvies de la dictature militaire du général Rojas Pinilla (20), les partis conservateur et libéral qui s'étoient férocement affrontés (sur-tout oprès l'assassinat en avril 1948 du dirigeant libéral de gouche Jorge Eliecer Gaiton) olent pu passer le compramis que représentait de 1957 à 1974 le Front national, conçu comme une stricte alternonce et un partage égol des mondats et des charges ou service d'une même politique. La grande habileté de la classe dirigeante est d'ovoir réussi à canoliser les mécontentements à l'intérieur de réseoux politiques où les jeux

Ce ne fut pas toulours sons incidents, coupt de théatre, revisions déchirontes, chassés-croisés de personnolités, francements de sourcils des militoires. La seule menace sérieuse, mais de courte durée, fut celle de l'ANAPO lors des élections d'avril 1970, où le condidat du Front, le conservateur Misoel Pastrana Borrero, ne l'emporta que de quelques dizalnes de milliers de volx sur le général Rajas Pinilla, sons doute avec un lèger caup de pouce afficiel. Cet incident n'empecho pas le pacte de continuer à fonctionne jusqu'à son terme officiel de 1974, dote à laquelle, selon une réforme constitutionnelle votée en 1968, la présidence devait faire l'abjet d'une compétition entre conservateurs et libéraux, la parité étant respectée dans les postes ministériels. C'est le libéral Alfonso Lopez Michelsen qui l'emporta nettement sur le conservateur Alvara Gomez Hurtado, la fille du général Rajas Pinilla n'abtenant que le tiers des voix recuelllies por l'ANAPO en 1970.

La carrière de M. Lopez Michelsen est un excellent exemple des capacités de tajeunissement du système colombien. Le nouveau président était un libéral arthodoxe de fraiche date puisqu'il avait créé en 1959 le M.R.L. (Mouvement révolutionnaire libéral), hostile à l'alternance prévue par le Frant national. Le M.R.L. s'apposa glars nettement à la politique sociole du président Alberta Lleras Comargo et flirto même avec le P.C. M. Lopez Michelsen brava l'accord qui prévayait en 1962 l'élection d'un conservateur (M. Guillerma Leon Valencia), se présenta et abtint six cent vingt-quatre mille voix contre un million six cent trente-quotre mille au volnqueur. Peu oprès, il devoit modèrer ses ardeurs réformistes jusqu'à fusionner le M.R.L. avec le parti libéral et devenir ministre des affaires étrangères du président libéral Carlos Lleros Restrepa (1966-1970). En partont M. Lopez Michelsen à la présidence en 1974 avec un chiffre de voix considérable (trois millions), il est vroisemblable que l'électorat colambien avait vaulu injecter une dose du progressisme attribué à l'ancien chef du M.R.L. au sein de la coalition de Front national. Il allait ătre amérement décu.

Du provisoire au permanent

A vie politique colombienne taume autour de quelques personnalités ou de quelques « grandes fomilles ». M. Lopez Michelsen est le fils de l'ancien président Alfonso Lopez Pumareja (1934-1938 et 1942-1945); son adversaire conservateur de 1974 et ollie d'aujourd'hui, M. Alvara Gomez Hurtado, est la fils de l'ancien président Laureana Gamez (1950-1953) ; l'un des candidats libéraux à la présidence est aujourd'hul M. Corla Lieras Restrepa, ancien président (1966-1970) et causin de l'ex-président Alberta Lleras (1958-1962). L'autre condidat libéral, M. Julia Cesor Turbay, est le fils du principal adversaire de Gaitan dans les années 40. Quant au candidat conservateur déclaré, M. Belisaria Betancourt, dit B.B., Il o eu jadis à l'égord de son parti la mêma attitude de fronc-tireur que M. Lopez Michalsen envers le sien, puisqu'il s'allia avec l'ANAPO. Enfin, l'égèrie du parti conservateur n'est autre que doña Bertha, la veuve de l'ancien président Mariana

La parité conservateurs/libéraux a rapidement son absurdité arithmétique : si l'an fait la part de l'absentiannisme (21) et de l'apposition au Frant national, an s'aperçoit que, de 1958 à 1974, les libéraux ont obtenu entre 56 et 63 % des suffrages, les conservateurs antre 37 et 43 %. Ce déséquilibre révéle la véritable nature du pacte : la constitution d'un bloc sans faille qui, au-delà de divergences secondaires, prenne en compte, médiatise et arbitre les intérêts des closses

Les deux partis ne sont plus désormais l'expression de forces sociales différentes : dans chacun d'eux, les intérêts des deux grandes tendances du capitalisme colombien actuel sont représentés. Le grand capital traditionnel, particulièrement celui des complexes agraires et industriels, pour une lorge part contrôles par des capitaux nord-américoins, a pu, grace à la bonanza cafetera, s'équiper massivement en motériel agricole et industriel imparté et profiter de l'inflation pour diminuer les salaires réels, ce qui explique les profits álevés qu'il a réalisés ces dernières années; ce secteur s'exprime à travers la condidature présidentielle

de M. Corlos Lteras Restrepo chez les libéraux et par les omis de doña Bertha et de l'ex-président Pastrano chez les conservateurs. L'outre tendonce est celle des grands monopoles financiers, liés à la Bonque mondiale et aux outres grandes institutions bancoires internationales et dont on o vu l'immense capacité spéculative, et qui visent à capter l'épargne oussi bien des grands industrieis que des petits paysans; c'est blen entendu à ce secteur que se rattachent les exportotions de « services », c'est-a-dire l'utilisation massive du « guichet moudit » pour les dollars « chauds » des divers trafics et de la contrebande ;

> Les libéraux, malgré leur majorité structurelle, peuvent-ils par d're la présidence en 1978? Celo n'est pas totolement exclu en raison de leur division et de l'habileté des godos (les conserva-teurs), qui ant su choisir un candidat unique qui se voudroit parte-parole d'un « mouvement national », c'est-à-dire d'une sequelle du Front notional. M. Belisario Betancour, oncien ministre du travail, ancien ombassadeur à Madrid, devenu multimillionnaire dons « les offaires », est un prodigieux demogogue qui n'hésite pas à employer des slagans tels que « conservatisme socialiste », « capitalisme démocratique » ou « chefs d'entre-

prise o l'esprit chretien ».

ses parte-parole sont lo foction conservotrice

« olvariste », présente au gauvernement, et le candidat libéral Julio Cesar Turbay Ayola. C'est

oussi lo tendonce qui o l'oppui du président Lopez

Le porti libéral est divisé en deux comps opporemment irréconciliables. D'une part, celui du candidot du « turbayisme », qui bénéficie de l'oppui du président Lopez Michelsen, de toute la machine électorale libérale, du soutien massif des grands graupes colombiens (dant le plus Impartant, le Grancolambiono) et des institutions financières internationales qui, après les accords de Poris, vant pénètrer en Calombie avec une force occrue. La faiblesse de M. Turbay est sa « fragilité » Intellectuelle et les rumeurs persis-tantes de son association avec la Mafia, M. Carlos Lleras Restrepo a gardé de son passage à la présidence l'image de marque d'un technocrote autaritaire, mais campétent et moderniste (221, oyant (en vain) tenté de « pousser » la réforme agraire. Sa stratègle économique l'inciterait à développer le marché intérieur au lieu de tout miser sur les exportations. Les industriels calamblens se reconnaissent davantage en lui. Il va de sol que, pas plus que M. Turbay ou M. Betancour, il ne remet en cause la développement d'un capitalisma « associé » oux Etats-Unis, où il compte aussi de solides sympothies.

Pour trancher entre le «llerisme » et le « turbayisme >, une convention liberale, fatalement manipulée, ne constituait pas la solution. Celle-ci est venue du président Lopez Michelsen qui a décidé, pour préserver la facade d'unanimité de san partl, d'arganiser des « primaires » par un artifice constitutionnel : la séparation dans le temps des élections, jusque-la simultanées, aux conseils municipaux, conseils de département, Chambre des députés et Sénat d'une port, et à la présidence de la République d'autre part. La fraction libérale qui obtiendrait le plus d'élus aux premières (prévues pour février 1978) verrait son chef proclamé candidat unique à l'élection prési dentielle (envisagée paur juin au juillet 1978). Les candidats libéraux ont ainsi souscrit en 1976, saus l'égide du président de la République, à l' « occord de Son-Carlos », qui leur foit obligation de se retirer pour le mieux placé d'entre eux.

Ces querelles sont cependant secondaires pour le président Lopez Michelsen par rapport à la nécessité de reconduire d'une monière ou d'una autre l'alliance libérale-conservatrice. A cette fin, acuvre avec obstination depuis plusieurs mais à la convocation d'une assemblée constituante au'un système électoral adéquat rendrait paritains let d'au l'apposition serait donc exclue). Le but afficiel de cette Constituante à effectifs réduits (cinquante membres), qui sergit élue en même temps que la président et qui siègerait parollèlement au Congrès, serait de réformer l'administration et la justice colombiennes. A première vue,

complicité évidente des populations paysannes

C'est en 1964 que l'armée colombienne, exé-

cutant un plan conçu par la mission militaire

américaine, liquide les milices paysannes des régions « libérées », des « républiques indépen-dantes » de Marquetalia, Ria Chiquita, El Pato

et Guayabera qui vivaient en paix et au une

réforme agraire avait été réalisée sous le contrôle

du P,C., ce qui constituait un exemple subversif

paur le gouvemement et les grands propriétaires

terriens. Les éléments qui ovoient pu se replier

dons les zones qu'elles contrôlant.

on pourrait penser que ces tâches relèveraient Congrès, il s'agit en fait, pour M. Lopez Michelsen, sans daute le meilleur tééologue du « système », d'institutionnaliser la parité (que les élections au Congrès risquent de déséquilibrer davantage) et de sceller pour une longue durée l'alliance des différents secteurs de la classe dirigeante. Cela n'opérerait pas un renforcement des pouvoirs de l'exécutif (ou détriment du Congrès et des assemblées locales) et, sous couvert de réfarme, por une militarisation de l'appareil judiciaire. On passerait du provisoire au permo-nent, et l'armée seroit promue au rôle de troisième associée pour le maintien du statu aux

L'opposition divisée

I L existe un décatage manifeste entre la profondeur du mécontentement social et sa traduction politique : c'est là un « créneau » que évidence l'opposition a vocation d'occuper. Mais trals obstacles ont freiné et freinent encore considérablement sa poussée : la pulssance du biportisme, la corruption généralisée et enfin lo division de lo gauche.

Les partis conservateur et libéral, comme on l'a vu, ont traditionnellement excellé à recouvrir tous les contours du terrain soctal et palitique et ont habilement utilisé les relais syndicoux de la C.T.C. et de l'U.T.C. dont les directions, jusqu'à ces derniters mois, étatent autant d'étouffoirs des luttes populaires. Le développement de la C.S.T.C. (et celut de la C.G.T. et des syndicats indépen-dants) a donné à bequeoup de conflits sociaux de ces dernières onnées un net coractère d'affrontement de closses

Quant aux luttes agraires, la concentration permanente des exploitations, l'élimination des petits propriétaires et l'accroissement considérable du nambre de salariés agricoles n'ont fait que les exacerber. C'est une arganisation Imprudemment créée por le président Carlos Lieras Restrepo, l'ANUC (Association nationale des usagers des campagnes), qui, en se radicalisant, a échappé au projet électoroliste de son promoteur et a mene des actions énergiques, notomment des occupations de terres de latifundistes. L'ANUC porticipé à la grande grève du 14 septembre. Les combats des paysans se mèlent aujourd'hui à l'action des mouvements de guérilla. Dans ce secteur, compte tenu de l'isolement géographique, c'est la manière farte qui prévaut : on fait donner l'armée. Même le condidat Carlos Lieras qui, lorsqu'il étoit président, fut le seul à croire à la réforme agraire et à la création d'une couche de moyens propriétaires, o prix acte de l'inanité de tout projet de redistribution et du caractère irréversible du développement de la grande agriculture capitaliste. Dans un récent éditorial de Nueva Frontera II rassuralt, s'il en étoit besoin, les grands propriétaires terriens qui, il y a dix ans, voyaient en lut leur ennemi : « La question agraire ne peut être examinée aujourd'hoi avec les mêmes doanées ni exclusivement avec les mèmes critères que ceux pris en compte pendant

On aurait pu penser que la corruption, la dilapidation des fands publics, les trafics en tout genre, l'ampleur de la délinquance, qui sont les traits saillants de la Colombie d'aujourd'hut et qui n'épargnent même pas la famille présidentielle (deux des fils du président Lopez ayant été Impliqués dans des scandales), proyoqueraient un isolement du régime et disqualifieraient ses tenants. Beaucoup, à gauche, tiennent un raisonnement exactement opposé. Ainst Alternativa (23) orgumente que « le désordre, l'immoralité, la corruption, l'impunité et l'ascension des mafias ne détruisent pas la Colambie. Ils la maintiencent ea l'état parce qu'ils donnent ane issua à toute une série de frustrations qui, si elles n'étaient pas résolues, transformeraient la société colombienne, si déséquilibrée, en un champ de bataille. La faci-lité morale et motérielle do délit et son impunité totole docuent dans una infinité de cas une rapide issua Individualle aux problèmes. L'effet principal de la corruption généralisée a été d'imprimer à taute la société colombienne de nouvelles valeurs éthiques. Il est évident que la Colorabie n'est pas dominée par les voleors prolétariennes. Pas devontage par les valeurs bourgeoises. L'idéologie domi-

noote est celle do lampen, de la lie de la société. » Il faut en effet une conscience très élevée pour accepter la discipline d'une action politique visant à une promotion collective, alors que des solutions individuelles, mains exigeantes, peuvent se présenter. C'est donc dans une atmosphère empoisonnée que la gauche doit poursuivre son action dans les milieux les plus humbles.

Après avoir frôlé le succès électoral en 1970, 'ANAPO régresse pour s'éparpiller en tendances, Maria Eugenia, la fille du général Rajas Pinilla n'étont plus que le porte-parole de la plus droi-tière. Désormais, l'opposition électorale s'articule avec les mouvements sociaux. Un élément-clé en ce sens a été la création en septembre 1972 de l'UNO (Union nationale de l'opposition) constituée par le P.C. et quelques éléments dissidents de l'ANAPO regroupés dans le MAC (Movimenta amplio colembiano). En juin 1973, le MOIR (Movimento obrero independiente y revolucionano), d'obédience maoîste, renonce brusquement à sa doctrine de l'abstentionnisme révolutionnaire par opportunisme électoral et se joint à l'UNO dont le candidat, M. Hernondo Echeverri Mejia, n'obtlent que 3 % des vaix, mais dont cinq représentants et deux sénoteurs sont élus ou Congrès. La Colombie présente cette situation unique en Amérique lotine de voir la gauche se palariser outour de deux partis communistes d'importance électorale à peu près équivalents, l'un fidèle à Moscou (24), l'autre à Pékin. Leur surprenante alliance de 1973 n'a pas longtemps résisté à la conjuncture internationale. L'intervention cubaine en Angalo, exacerbant les tensions entre la Chine et La Havane, a détérioré les rapports au sein de l'UNO. A cette pomme de discorde s'en alortoient d'allement de des la contract d'allement de la contract de la con ajoutoient d'oilleurs deux autres : l'attitude vis-à-vis de la C.S.T.C. et du Chilt.

Le MOIR a profité des élections locales et réglonales de 1976 pour tenter de capitaliser ces divergences à son bénéfice. Il s'est séparé de YUNO (qui, malgré tout, a mointenu son pour-centage — faible — de voix), non sans avoir énergiquement incité les syndicats où il avait une influence à quitter la C.S.T.C. Il peut paraître étonnant que des mouvements révolutionnaires d'un pays d'Amérique latine affichent leur hosti-lité à Cuba et à l'Unité populaire chilienne. Si difficile à tenir que soit cette position, le MOIR, lié par la ligne de Pékin en politique extérieure, s'y occroche. Les deux « ponts » entre les frères ennemis sont l'ANAPO (ou ce gu'il en reste) et l'hebdomadaire Alternativa, créé por Gabriel Garcia Marquez. Le secrétaire général du P.C., M. Gilberto Vielra, avait proposé à l'auteur de Cent aos de solitade, qui jaoit d'une grande popularité, d'être le candidat unique de toute la gauche, mais l'écrivain a décliné la proposition.

«Primaires» en tévrier

A l'heure octuelle, trois condidats présidentiels de A l'heure actuelle, trois condidats présidentiels de gouche ont été investis. Le premier, M. Joime Pledrahita Cardona, désigne le 15 juillet dernier, est sénateur de l'ANAPO. Sous l'étiquette du FUP (Front pour l'unité du peuple), il est soutenu par le MOIR, une fraction de l'ANAPO et du MAC. Le second candidat, celui de l'UNO, M. Luis Coses Perules est se condidature par M. Julio Cesar Pernia, a vu sa candidature pro-clamée le 7 août dernier por le « Congrès national de l'opposition »; c'est également un membre de l'ANAPO, dont il préside le comité exécutif. Il est soutenu par le P.C., une froction de l'ANAPO et du MAC et por le minuscule parti socialiste. Le groupe trotskyste « Bloc socialiste » vient de se et de désigner Mme Socorro Romirez pour porter ses couleurs. Quant à la fraction anapiste de Maria Eugenia Rojas de Moreno Diaz, certains de ses dirigeants appellent à soutenir la candi-dature conservatrice de M. Belisaria Betancour, et d'autres celle d'un nouvel « homme pravidentiel », le genéral Valencia Tovar.

La séparation des élections locales et présidentielles va servir de « primaires » à la gauche aussi blen qu'aux tibéraux. Sur le popler, l'UNO, mieux implantée nationalement et liée intimement à la C.S.T.C., paroît assurée de devancer le FUP en février. Il sero dans ces conditions beaucoup plus difficile au condidat de ce dernier de se main-

Enfin, et c'est un facteur decisif en Calombie, les luttes contre le régime ne sont pas seulement électorales et sociales, elles se livrent les armes à la main et, là, le P.C. a l'Initiative. Il est tout à fait significatif que, la 7 août dernier, les mille cinq cents délégués de l'UNO aient réservé um accueil enthousioste au message, lu en séance, que leur adressait le chef guérillera Alberto Martinez, commondant du cinquième front des FARC (Fuerzas armadas revolucionarias de Colambia) et qui se terminait oinsi : « Noas réaffirmons cotre soufien militaire sons restriction aux luttes de la classe ouvrière et des autres secteurs populaires et nous condomnant l'anticommunisme en tent ga'arme à dauble tranchent maniée par



avont la défaite en trois colonnes mobiles allaient former en 1965 les FARC. Les guérillos coseules en Amerique pos cessé d'opèrer depuis une douzaine d'années, malgré les

Pendant les premières années, leurs actions se limitarent aux régions montagneuses des départements de Cauca, Talima at Huila. A partir de 1972, elles accroissent spectaculatrement leurs activités par la création d'un cinquième front dans la région d'Uraba et réactivent leur qua-trième frant, localisé dans le cours mayen du fleuve Magdalena. Les parte-parole militaires attribuent aux FARC

Vers l'unité des guérillas

antre trois cent cinquante et six cent guérilleras à plein temps et admettent que c'est por milliers que les paysans travaillent le jour aux champs pour devenir miliciens une fois la nuit tambée. Les FARC sont indiscutablement celui des mouvements guérilleros qui a aujaurd'hui le vent en poupe (ne seroit-ce qu'en raison des erreurs et des divisions des autres). Quant à leurs liens avec le P.C., ils ne font de doute pour personne.

Un des responsables du P.C. nous explique ce phénomène, à première vue paradoxal, de la iuxtoposition d'une activité palitique légale, porlementaire, et d'une participation directe à la guerillo : « Il existe deux traditions politiques en Colombie : d'une part, la tradition de lette ormée de la paysannerie, de l'autre, la tradition constitutionaelle et légaliste d'importantes couches de la population, très attachées aux droits de l'homma et aux libertés. Or, la bourgeoisie viale sa propre légalité et pratique en permanence le terrorisme. Naus devons répondre sur tous les

(20) Pour un bilan et une bibliographie des divers angles d'approche de la violence, on se reportera notamment à deux articles parus dans le n° 26 (1976) de Carapelle, revuo publiés par l'Institut C'ètudes hispaniques, hispano-américaines et hispano-bréstilences de l'université de Toulouse-Le Mirali « Quelques réflexions sur le phénomène de « la violence » dans les années 1945-1953 ». Ce Daniel Pécaut, et « La violence en Colombie, banditisme et guerre sociele », de Pierre Gilhodés. banditisme et guerre sociale », de Pierre Gilhodés.

(21) Toujours extrêmement important en Colombie et plus fort dans les régions urbaines que Cans les campagnes, du l'accadrement ces «caciques» locaux assure sinon un libre choix du moins une présence eux urnes Selon le type d'élections, la participotice électorale de 1938 à 1976 a varié de 38 à 71 % chez les hommes et Ce 23 à 48 % chez les temmes.

Source : Rodrigo Locada Lora : Las electiones de mitace en 1878 : participation electoral y perspectée historica, Fedesarrollo 1876.

(22) Il s créé un hebdomadaire politique d'excel-

(32) Il s créé un hebdomadaire politique d'excel-lente facture, Nueva Frontera, où il s'exprime très régulièrement sur tous les sujets d'actualité. (33) N° 118, 5-12 juin 1977.

(24) Il a récomment pris fait et cause pour les attaques de la publication soviétique Temps sou-pezur contre les thèses de M. Santiago Carrillo.

activité dénote une

Dans un document récent publié par Altersative (25), Jacobo Arenas, membre de l'état-majar des FARC et membre du comité central du P.C., précise que chaque unité de combat de dauze hommes est en même temps une cellule commu-niste; il ajoute que, si elle prend ses instructions générales de l'état-major des FARC et son ariengénerales de l'élat-major des l'Anc. et son anen-tation politique du programme et des résolutions des congrès du P.C., elle est réglée en tont qu'arganisation politique par les statuts du parti. On ne sourait être plus clair...

Un phénomène nouveau

SUR le terrain, les FARC ont ces derniers mais procédé à plusieurs occupations de villages au petites villes, à des attaques de patrouilles ou de postes de police, à des enlèvements de grands prapriètaires terriens, plus tard libérés contre rançon. Dans une lettre auverte, adressée en avril demier aux « propriétaires terriene, commerçants, industriels de la banane et des transports » d'Uraba, le commondant du cinquième front les engage « à enliphorer plus étroitement avec in poysaumerie de la région ». Leur rappelant les grands bénéfices qu'ile réalisent et « les bannes conditions de sécurité dant béaéficient leurs intérêts économiques dens la zone d'opérations du Frant », il leur fixe les conditions minimoles de travail et de rémunération de leurs solariés à compter du 1er mai, tout en leur remettant en mémoire l'ensemble de leurs obligations légales en matière de primes, heures supplémentaires, indemnités, etc. Le ton générol de so lettre est farme mois sans agressivité : les FARC se pré-sentent aux paysans et ouvners agricoles comme la seule garantie du respect de leurs droits légaux. se substituant ainsi à une administration et à un appareil de coercition totalement corrompus et à la solde des possédants. Bien qu'aucune menace explicite ne soit formulée, an peut penser que les destinataires de ce document ne le prennent pas à la lègère. Il semble que le P.C., souhaitant que son activité militante légale et la lutte armée progressent à un même rythme, ne pausse pas à un renforcement accélèré des FARC par un passage massif des militants à la clandestinité. Elles connaissent une croissance en quelque sarte naturelle, compte tenu de leur bonne implantation et de l'auto-recrutement que leur volent leurs succes. Elles viennent d'ailleurs d'auvrir un sixième frant dans les départements de Cauca et de Valle.

L'E.P.L. (Ejercita papalar de liberacion), guérilla maaiste (branche armée du P.C. [M.L.] qui apérait principalement dans le nord de la Calombie entre 1965 et 1973, semble actuellement avoir mis en veilleuse ses activités à la suite de scissions multiples. La mort de Pedro Leon Arboledo, tué par l'armée à Cali en septembre 1975, a contribuè à l'atomisation du mauvement. Il s'agissait en effet d'un dirigeant de première importance : Il avoit été l'un des fondateurs en 1964 du P.C. (M.L.) et son autorité aurait peut-être pu permettre de mointenir une unité entre des fractions en lutte les unes contre les autres. En 1976, trais tendances se définirent plus du mains clairement : la e ligne prolétarienne », la « tendance M.L. » et celle dite « du comité central », cette demière disparoissant peu à peu, C'est à ce moment que les deux autres décidèrent de transferer leurs operations de la compagne dux zones urbaines en formant le e compagne Pedro Leon Arboleda » du P.L.A.

Il s'agit d'un phénomène tout à foit nouveau en Calomble, la guerilla ayant taujaurs été limitée aux zones ruroles. Le commando P.L.A. s'at-tribud un rale de justicier, sa doctrine faisant une large port à la trahison de dirigeants pour expliquer les échecs des arganisations révolutionnaires. Des e condamnations à mart > furent prononcées contre M. Francisco Mosquera, secrétaire general du MOIR, et contre M. Gilberto Vieira, secrétaire géneral du P.C, Le bimensuel communiste Vox Proletaria mit en garde le P.L.A. en l'overtissant qu'à toute action contre l'un de ses dirigeants il seralt répondu « par les mêmes mayens et sar le même terrain ». Tout récemment, dans le numera de juillet 1977 de Resistencio, organe des FARC, Manuel Marulanda, dit e tirofijd » (celui qui « tire juste »), chef suprême de cette guèrilla, qualifie le P.L.A. de e graupe da muoistes sactaires et de provocateurs contre-révolutionnaires » et menace « d'amibiler la provocation enntre-revolutionnaire » en cos d'agression contre un militant du P.C. Le P.L.A. s'est manifesté par des attentats individuels contre des manifeste par des attentats inaviduels contre des policiers, des explosione de bombes, à Bogoto natamment, et une agression contre le défilé du 1° mai de la C.S.T.C. L'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche est apposé aux actions du P.L.A., coupées de tout contexte de luttes sociales et qui permettent au gouvernement et à la presse de faire l'extreme par la latte de la presse de faire l'extreme par la latte de la presse de faire l'extreme par la latte de la presse de faire l'extreme par la latte de la presse la faire l'extreme par la latte de la presse de faire l'extreme par la latte de la presse la faire l'extreme par la latte de la presse la faire l'extreme par la latte de la la presse de faire l'extreme par la latte de la la presse la faire l'extreme par la latte de la la presse la faire l'extreme par la latte de la latte la latte la latte la latte la la presse la faire l'extreme par la latte la de taire l'amaigame entre la lutte armée et le terrorisme irresponsable.

Un autre mauvement de guérilla urbains, le M. 19, est apparu en 1974. Il d'est signalé récemment par une action spectoculaire : l'enlè-vement d'un important Industriel, M. Hugo Ferreira Neira, qui fut relàché après que les travail-leurs de son entreprise, l'Indupolmo, ant vu leurs revendications satisfoites. Le M. 19 est le bras armé d'une fraction de l'ANAPO (26). L'assassinat le 19 avril 1976 du président de la C.T.C., José Raquel Mercado, par un de ses commandos fut toutefaie sévèrement condamné par la gauche.

par la gauche. Le demier des mauvements de guérillo est Le demier des mauvements de guernin cat l'EL.N. (Ejercite popular de liberacion). B'inspi-ration guévariste (27), il compto dans ses rangs Camila Tarres, tombé les armes à la main en 1966. L'EL.N. avait subi un très sérieux revers à l'automne 1973 avec l'apération « Angri ». Il s'agissait d'une action d'envergure, la plus impor-tante de l'histoire de l'ELN, mobilisont plus de deux cents combattants et visant à auvrir un second front dans la région d'Anon, au nord du département d'Antioquia. Informée, l'armée inves-tit la région avec dix mille soldats de régiments d'elite et anéantit la colonne de guérilleros. Deux des chefs de l'E.L.N., Manuel et Antonia Vosquez Castaña, trauvèrent la mort. Leur frère Fabla, chef et fondateur de l'ELN., quitta le pays en laissant les responsabilités à un certain commandant « Gabino ». La presse gauvernementale l'accuse — sans provoquer de démentis — de s'être enfui avec le trèsor de guerre de l'organisation, 35 millions de pesas (environ 5 millions de francs), et de vivre en Europe.

Le P.C. et l'unité

DEPUIS 1974, I'ELN. est en crise, même si elle a accompli ces derniers mois quelques actions d'éclat dont l'attaque d'une petite garnison à Caceres, dans le département d'Antiloquio. Il semble qu'un vif débat soit actuellement en cours au sein de l'arganisation, un groupe appasitionnel s'intitulont e Replanteamienta » (Redéfi-nition) critiquant « les méthodes coudillistes de direction, le manque d'assimilation du marxieme-lévinisme et les déviations militaristes et sectoires dans la ligne politique qui ont conduit l'arganisation à s'isoler du mouvement des musses et des autres groupes révalutionnaires ». Sur ce dernier point, décisif pour l'avenir de la lutte armée en Colombie, la direction a fait savoir qu'elle était prète à l'unité d'action avec les FARC, répondant ainsi à une invitation du chef de ces derniers, Monuel Marulanda, formulée dans une déclaration à l'Excelsion de Mexico. De son côté, le M. 19 s'est, lui dussi, déclaré favorable à

l'anité guérillera ». Pour le P.C., l'unité d'action des mouvements de quérilla constituerait un succès politique important et renforcerait de façon décisive son autorité face au MOIR, qui, lui, ne dispose pos octuellement d'un e bros armé ».

Cetta stratégie du P.C. ne risque-t-elle pas de pousser du coup d'État militaire? e Non, no contraire, naus indique un de ses dirigeants; la gnérilla est une gorantie coutre le coup d'État. Si un coup se produisalt, la lutte armée devien-droit le facteur fondamental. Les FARC ont montré qu'elles peuvent frapper n'importe où. Les militaires sevent qu'ils ne pourront pas faire comme ville, où nous uvens mis en place une outodéfense de masse : par exemple, dons un gaartier comme Policarpo, à Bogota, les outarités se peuvent pos mettre les pieds. Près de Bogota, il y a des régions communistes en armes comme Tequenduma. Quant ò aotre parti, il s'est organise de telle façon que,

si sa direction counse est arrêtée, ane autre, iacceauxe, est prête. Cela avait parfaitement fonctionné lars de l'incarcération de nos dirigeants afficiels ea 1967. »

En fait, les militaires ne fant pae de différence entre P.C. (au UNO) et FARC dans les zones de guérilla et assassinent systèmatiquement les codres syndicaux et les élus communistes. Ceci est surtout le cas des regions comme Yacopi, Cimatarra et Uraba, soumises aux exactions de toutes sortes (arrestations, tortures, vois, amendes arbitraires, confiscation de documents d'identité, expulsion des terres, etc.) des commandants d'unités, qui sont autant de potentats locaux.
Pour le P.C., comme l'écrit Nicolas Buenaventura, membre du comité central (28), « il n'y a
pas d'issue simplement électorale à la crise... per d'issue simplement section de l'unité populaire se consolide, l'ant les fronts de lutte de masse les plue différents en Colombie, y compris le front des luttes armées ».

Le complexe militaro-politique

T'ARMEE n'a occupé directement le pouvoir depuis le début du siècle que sous le gouvernement du général Rajae Pinilla, de 1953 à 1957. Cependant ses interventions dans la vie du pays sont permanentes et institutionnalisées par l'état de siège (ou l'état d'urgence) en vigueur pratiquament sons interruption depuis un quart de siècle. Cette situation d' « exception » donne aux militaires des prérogatives très étendues : les autorités locales sont « colffées » par l'autorité militaire, qui se substitue d'ailleurs purement et simplement à elles dans de nombreux cos. Les officiers peuvent occuper de très nombreux postes administratifs, qui sont autant de sources de revenus extra-légaux. L'armée s'est aussi « légale ment » attribue les pouvoirs de l'appareil judichaire, tout civil pouvont actuellement être traduit en conseil de guerre. Bien entendu, l'état de siège implique le droit de perquisition sons mondat l'interdiction des manifestations publiques equi autorisation préalable, la censure de presse, etc.

Les guérilles entement certes le prestige des forces armées mais, en même temps, elles légi-timent leur existence et leurs exigences taujours plus grandes en matière de mayens. L'état de siège entraîne de multiples avantages personnels : accélération des promotions, primes de danger et autres indemnités qui deviennent vitales en roison de la modicité des soldes. C'est toutefois le budget de la défense (29) qui constitue le plus gros e fromage ». Il est geré directement par le mi-nistre (taujours général) et l'état-mojar sons oucune ingérence civile, ce qui institutionnalise les malversations. Ainsi, en 1970, le général Curea Cubides, ministre de la défense, reconnut devant le Congrès que 2 millions de dallors avalent été détournés dans san ministère ; il fut néanmoins maintenu à son poste. Depuis lors, sons pour autont aboutir à des sonctions, de multiples scandales ont éclate, mettant en couse des afficiers supérieurs du généroux : importation illicite de véhicules automobiles, trafic d'armes, pots-de-vin de la Lockheed, trafic de drogue et d'émeraudes. Les fonctions de police dévolues à l'armée en matière de contrebande ont assurément de quai mettre à l'épreuve certaines consciences tant es sommes en jeu sont énarmes...

On voit mal par dilleurs comment ce corps sergit moins vulnérable à la corruption que le reste de l'appareil d'Etat, d'autant qu'il est assuré d'une parfaite impunité (30). Cette monsuétude systématique du pouvair civil à l'égard de mill-taires, dont les soldes médiocres sont autant d'encouragement à la recherche de « compléments > illicites, relève, semble-t-il, beaucoup moins de la faiblesse que du coicul. Dans une étude sur l'armée colombienne (31), Gérard Fenoy écrit : « Ce genre de tolérance envers l'escroquerie à l'armée ? Celle-ci est en effet discréditée nux yeux de l'opinies publique, en même temps qu'elle recoit corte blanche pour administrer sa part du butin. L'armée se trouve ainsi handicapée paut réclamer que participation directe oux destinées da pays; mais elle ne perd nea goont nu pouvoir réel qu'elle exerce dans l'ambre et dont la prin-cipale raison d'être semble bien l'eurichissement

iudividuel des afficiers de taut rong. » L'armée no constitue donc en aucune manière la « réserve morole » de la nation, ce qui explique en portie le « lovalisme » de ses chets Il lui mandue également un porte-parale prestigieux, l'actuel ministre de la défense, le général Varon Valencia, étant cansidère comme entauré d'une clique d'afficiers vénaux et, de ce fait, dépourvu de toute autorité « marale ».

Ce parte-parole, l'armée l'a eu jusqu'en mai 1975 en la personne du général Valencia Tovar, alars chef d'état-majar général et sèchement mie à la retraite par le président Lopez Michelsen pour s'être étanné du limpagage de deux afficiers à propos desquels avaient circulé des rumeure de coup d'Etat. Valencia Tavar, à la différence de la plupart de ses collègues, est un homme cultivé, moderniste, ayant su donner des gages de son anticommunisme à Washington (per se participation à la guerre de Corée, à la lutte contre la guérilla aù périt Comila Tarres, par une missian à l'O.E.A., etc.), sans tenir les discours autranciers d'un « gorille ». Considéré comme le meilleur idéalogue de l'armée larsqu'il était en activité, le général a veille à ne pas se faire aublier, grâce à ses chraniques du quotidien gouvernemental El Tiempo. Il est de ceux qui s'efforcent de comprendre » la jeunesse étudiante et même de la « rapprocher de la jeunesse militoire », le souhaitait dans un article récent consocré à l'université militaire (32). Par dilleurs, il a toujours préconisé l'abéissance totale au pouvoir civil et en a administré la preuve en acceptant sons murmures so mise à l'écart. Considérant que le pove « n'était pas dirigé », le général vient de constituer un mouvement de rénovation nationale » et de se mettre sur les rangs dans la course à la présidence. Beaucoup voient délà en lui un « recours » en cos de grippage des mécanismes du bipartisme.

Entièrement sous la coupe des Etats-Unis, l'armée colombienne ne sourait, sons l'aval de Washington, prendre des initiatives auvertement anticonstitutionnelles. La « diplomatie des draits de l'homme » du président Carter ne se prête guere à ce genre d'hypothèses, maie il reste aux militaires le rôle fondamental de « traisième composante » de l'équilibre institutionnel colombien, à côté des deux portis traditionnels. Du pocte d'alliance à moyen terme que, sous une forme ou une autre. les divers secteurs de la bourgeoisie vont demander à leurs mandatoires de reconduire par-delà les péripéties électorales, les forces armées vont être les garantes et les executantes. Le complexe militoro-politique qui, depuis les débuts du Front national, a assuré le développement du capitalisme colombien ne sourait se dissoudre sans risques. Civils et militoires y ant très largement trauvé leur compte.

(Copyright le Monde diplomatique et Bernard Cassen) (Dessins de Plantu.)

(25) N° 113, 8-15 mai 1977.

(25) C'est le 19 evril 1970 du'eureut lieu les élections, généralement jugées frauduleuses, dui permireut au candidet conservateur de Froot netionel, M. Missel Pastrane Bonfero, de l'emporter de deliques dizaines de milliers de voix aur le chef de l'ANAPO, le géocral Rojas Pinille.

(27) A l'Inverse des PARC qui pratiquent « l'eutodéfense des masses », l'EL.N. » opté pour une stratégie « foquisto».

(28) Estudios marxistas o° 12, Bogota, 1977.

129) Pendant les trois première mois de 1977, le montant du budget de fonctionement de la sécurité detionale du ministère de la défense et de le police oationale représentait 22 %, du total des dépenses de fonctionnement de l'Etat. Le budget de la santé ne s'élevait, lui, qu'à 6,5 %. Le callectit budgétaire de 83 millions de pesos pour 1971 est résorté pour 40 % eux dépenses de saccurité ».

(30) A une délégation de paysans de Yacopi, venus se plaindre des assassingts et exactions commis par l'armée, le procuréur général de la République répondait récement : « C'est une affaire de militaires, nous us pouvons rien faire. »

(31) Gérard Femoy, « L'armée en Colomble », Caravelle, op. cit.

(32) Il e'act de cours du soir desués dans les locaux de l'Ecole militaire de Bogote dans diffé-

(32) Il e'agtt de cours du soir deunés dans les locaux de l'Ecole militaire de Bogote dans différectes disciplines : économie, droit, technologie. Cette université, institutionnalisée en tent que telle en 1876, est cuverte aux officiers et sous-officiers et aux civils (actuellement au cembre de deux cent duarante sur six teots). Les cutortés universitaires ont éo général très mai accepté cette cocecurecce militaire.

Dans les revues... ___

El Oans lo Nouvelle Revue Des Deux Mondes, Suzanne Labin fait le procès de l'exhibition de la violecce par les mass media, ou plus enactement d'une exhibition complaisante, voire exaltantes. Elle pense que, contrairement à ce que certains prétendent, la violence-spectacle est beaucoup plus une ineltation qu'une « purgatinn ». Quel remède ? Toute censure autoritaire est hors de duexion, et on ce peut guère compter eor une euto-censure aliant comtre la c demands » et donc le profit. Suzanne Labin met son espoir dans la désaffection du public dont alle croit percevoir les symptômes. (Octobre, mensuel, 12 P - 15, rue de l'Université, Paris (7*)

E LE GAI SAVOIE analyse et de-

E LE GAI SAVOIR analyse et de-E LE GAI SAVOIR analyse at de-conce les a couveiles censures », dans les régimes occidentaux où il d'y a pas de censure d'Etat, maie où d'autres sévissent. La plus subille est probable-ment celle due J. Ellul met en évidaces, une forme de culture d'un bumour noir : la « culture de l'ombil ». (N° 3, bisannest, 12 F - 268, me de Belleville, Paris (2°).) la « culture de l'onbil ». (N° 3, masantue;
12 F - 268, rue de Belleville, Paris (2° 4)

13 Dans les ETUDES, Alain Rouquié
se livre à une analyse minutisus de
la eltuation politique en Argentine ;
son sons-titre est significatif ; « Anarchie militaire ou Etat terroriste ? »
Le point d'interrogation semble de purs
forme, puisqu'il résuite de cette étude
qu'un régime institué pour mettre fin
à « tous les terrorismes » a « institué
in torture comms moyen de gonvernement au service d'une idéologie ». Dans
ie même numéro, J. Limagne pose la
question de savoir si les Eglises chrètiennes, dont l'implantation et l'influence
sont très fortes en Afrique du Bud,
sauront se montrer véritablement chrètienne devant l'apartheid. L'auteur sichale que, dans ce sens, un grand pas
a été fait. (Octobre, mensuel, 13 F –
15, rue Monsieur, Paris (7°.)

2 Quand ESOFE parie du « onzième

15, rue Monsieur, Paris (7*.)

5 Quand ESOFE parie du « onzième confii: do parti communiste chindis », il ne éagit pas d'un lapeus no d'une coquille. Depuis la foodation du parti en 1921. L. Trivière relève actant de conflits que de congrès, saus d'ailleurs due les uns et les autres colneident. Voici done uos histoire ebréés de ces onze congrès es de ces onze conflits. — A noter encore, eutre autres, un dossier on ue peut plus actuel ; « Violence et démocratie en Allemagne » ifédérale). (N° 356, septembre-octobre, mensuel, 10 P - 12, rue du 4-Septembre, Paris (3*.)

5 OOCUMENTS. « Revue des ouss-

FARS (2.)
E OOCUMENTS, e Revue des ques-tiens allemandes », covre le dossier de

la santé publique et de son « système » en B.F.A. Ou : « Une société malade de sa santé ». Il est suggéré que cette malade de santé u'est pas serdement physiologique, mais paychique. Voire économique ? (N° 3/77, trimestriel, 18 F - 50, rue de Laborde, Paris (5°.)

St. rue de Laborde, Paris (3-1)

E HABITAT ET VUE SOCIALE conseure
tout un numéro à la « ville st l'enfent »;
c'est-à-dire, eurtout. à la ville coctre
l'enfant, qu'elle « brime » et étoufie
emcore pius que l'adulte. Le procès
s'étend blen-entendu aux urbanistes, aux
architectes. Cette critique trouve sa
contrepartie dans la description d'expériences et d'initiatives intéressantes où
l'enfant u'est « ni paris ni prince ».
(N° 13, bimestriet, 15 F - 14, rue SaintBenoft, Paris (6-)

E « Villes nouvelles, vieilles histoires » : LES CAHIERS DU FORUMHISTOIRE replacent dans une pempec-

res »: LES CAHIERS DU FORUM-HISTOIRE replacent dans une perspec-tive historique les résistances des cita-dins à la redistribution de l'espace urbain au profit du pouvoir. Mais en insistant surtout sur les luttes actuelles. (N° 7. sctobre, 12 F. - Maspèro, 1, placs Pani-Painievé, 75005 Paris.)

sctobre, 12 F. - Maspero, 1, place PaniPainleyé, 75005 Paris.)

Eles aspects sociologiques de la médecine et des politiques de santé font
l'objet du dernier numéro de la REVUE
INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES svec notamment une étude de
Manfred Pfianz et Heinrich Keupp qui
s'interrogeot sur le « concept de malaite » dans une perspective sociologique. (Vol. XXIX. o* 3, 1977, trinestriel,
16 F. - UNESCO, 7. place de Fontenoy,
75007 Paris.)

El A signaler dans le dernier numéro
de la revue CHANGE, consacré à « la
folle ennerciée », des entretiens e v ec
David Cooper et Victor Fainberg sur le
traitement psychiatrique de la dissidence et l'internement, particulièrement
eu UR.S.S. (N* 13-33, ectobre, trimestriel, ce guméro : 35 F. - Seghers-Laffont,
Paris.)

El Les trois derniers cuméros de

triel, ce duméro: 3 F. - Segners-Latione, Paris.)

El Les trois derniers cuméros de FEMMES ET MONDES sont très représentatifs des objectifs de cette revue: con pas le féminisme universel, mais l'étude de la prostitution et de toutes les marginalités même uon spécifiquement féminines. Le proxémétisme fait l'objet du premier de ces cablers. Le secono guméro traite des tunnigrés, de leur exploitation et de leur solitude; le dérnier, de la délinquance, et d'une agrire proposition d'abolition : celle des prisons. (N° 26, 37, 38, trimestriei, F - 7, rue de Landy, 22110 Cliety.)

E CHRONIQUE SOCIALE, après avoir pris toutes précautions à l'égard de la

notion d'ordre, ambigué et souvent sus-porte, fait réflexion aux ce dui apparaît tout de même comme un désordre éco-comique international. — fût-ce à travers un certain e ordre » qui cache les craintes et contrarie les espoirs d'un gouvel ordre. (N° spécial, septembre, mensuel, ce u°: 11 F - 7, rue do Plat, Lyun (1=.)

Lyon (1=)

Ele e sujet du mois » de la REVUE
FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES
AFRICAINES est le Cameronn. Situation politique eind ans après la e révonation pacifique » et la transformetion
d'une rédération en Etat unitaire;
planification économique; religions :
islam christianisme, enjusieme. (N° 160161, soût-septembra, mensuel, 30 F 32, rue de l'Echiquier, Paris (10°.)
El Pani Bernstei c'interrore, dans son

islam christianisme, enimisme. (Nº 146-181, sout-septembre, mensusi, 20 F-122, rue de l'Echiquier, Paris (10°.)

B) Pani Berastel c'interroge, dans sou ditionial du n° 3 de DEMAIN L'AFRIQUE, sur la portée et les limites de l'initiative du président Senghor qui, au Sanégal, a c entrouvert le porte de la démocratis ». La revus s'efforce, d'autre part, de cerner les activités des services de renseignement sud-africain en Europe (ECSS), sous la signature de Dominique Lagarda (N° 3, covembre, mensuel, 7 F. - 16, rus Guillaume-Tall, 75017 Paris.)

E NAGREER-MACHRESE publis la deuxième partie d'une étude consantée à la Jordanie. Louis-Jean Duclos y souisagn cette fois le problème de l'équilibre interne en fonction de l'environment arabe, en tenant compte bien entendu des implications du problème palestinien. Dans le même cuméro : un exposé de la politique agricole algèrienne, telle qu'elle s'insère dans les impératifs du développament industriel. (N° 77. juillet-soût-exptembre, trimestrial, 13:50 F. - La Documentation trançaise, 31, quai veitaire, 7:348 Paris Cedex 87.)

E FRANCE-PAYE ARABES marque la diriéme anniversaire de la « solidarité franco-arabe » : 1967-1977. Ce qui est, si l'on comprend bien, la date de le « guarre de six jours ». Nest-ce pas étroitement borner solidarité et amitiée, dans l'événement et dans le tempe ? Présentation et commentaire d'un « sondage erolusif » IFOP selon lequel 17 % des Prançais sont pour un Etat pales-tinle (on o'a pas précisé, toutefois, dans la question posée, la localisatie de est Etat). La revue publis dans ce même umméro un supplément eccarté : FRANCE-PALESTINE, où est constitué un « Dossèer Eurable» » consecré axilusivement ». Israël. (N° 17, septembre-ecobre, mensuel. Exclusivement par abonhement : 59 F par an - 12-16, rue Augereau, Paris (7°.)

E CULTURE FRANÇAISE public dans un cuméro spécial les actes de la Semaine de la francophonie, erganisée cu janvier dernier à Paris pur l'Association francophone d'accucil et de liaison. Principaux thèmes : information et francephouie; le français, langue acientifique; les regroupements internationaux à supports linguistiques; langue et théorie. (N° 2, vingt-einquêtme année, été 1977, 39 F. - 96, bonievard Raspail, 75272 Paris Cedex (S.)

75272 Paris Cedex 65.)

El Publiée par le Centre québécols de relatious internationales, le revue ETU-OES INTERNATIONALES consaire un duméro spécial eu problème québécols pour faire le point de la question après e la venue au pouvoir d'un gouvernement qui réclame le droit à l'eutodètemination pour le peuple québécols ». Numéro très riche, où les ensiyes sont articulées autour de trois granda thèmes : les dessions constitutionnelles; les forces politiques eu Québec : le « relations extérieures de la province. (Vel. VIII, d° 3, juin, trimestriel, é dellars. — Université Laval, Québec, Qué, Canada GIS 774.)

S FOREIGN POLICY reproduit dans

S FOREIGN POLICY reproduit dans S FOREIGN POLICY reproduit dans as dernière livraison qualques passages d'une interview de einq beures d'un Fidel Castro avait accordée l'en dernièr à la jeurnaliste américaine Barbara Waltars et dout l'essentiel fot présenté à in télévision américaine le 9 juin 1877, au cours c'une émission spéciale d'une beure sur la chaine ABC News. Dans FOREIGN POLICY, Fidel Castro purle actumment de l'Afrique, de Porto-Rico, de la Chine, et des relations de Cuba evec les Etats-Unia. (N° 28, eutomne 1977, trimestriel, 3 dellars, -115, Allen Oepartment, Parmingdale, N.Y. 11735.)

135. Allen Oepartment, Farmingdale, N.Y. 11735.)

B) On aotre révolutionnaire de tieremoude, vietnamieu celui-là, é'exprime dans le mensuel du P.C.F. LA NOU-VELLE CRITTQUE: Nguyen Khac Viendirecteur des Editions en laugues étrangères de Renol, qui accompagnait le président Phan Van Dong lors de sa visite an mai dernier à Paris. Nguyen Khac Vien évoque les problèmes de la reconstruction de sen pays et des différences entre le Nord et le Sud. (Nº 197, octobre, mensuel, 20 F. - Z, place de Colonel-Pablem, 75840 Paris Cedex 19.)

B) Dans LES TEMPS MODERNES: une E Dans LES TEMPS MODERNES: une analyse d'André Ounder Frank sur le situation intérieure en Inde où l'auteur s'efforce de démonârer que les problèmes économiques sont tels en ce pays que l'état d'urgence y est en queique sorte permanent. Ecrit eq février 1977, l'article o's rien perdu de son actualité oprès les changements intervenus à le tête du gouvernement. (N° 375, octobre 1977, mensuel, 15 F. - 26, rue de Condé. Paris (6°.)

1977, mensuet, 15 F. - 26, rue de Conde.
Paris (6.)

El Dans DEFENSE NATIONALE, Christian Sautter fait le point des reletions commerciales entre le Japon et l'Europe et des tensions actuelles, dées d'une concurrence exacerbée par la trise des économies occidentales. IOctobre 1977, mensuel, 12 F. - 1, piace Joffre, 2709 Paris). Da a a PRUBLEMES ECONOMIQUES, la Documentation trançaise revieut sur ce problème, en publiant un article du Financial Times du 26 juillet Gernier sous le signature de Charles Emith. (N° 1542, bebécamdaire, 3,56 F. - 31, deal Voitaire, 75340 Paris Ceder 67.)

El Actour d'une réunion tenus à Ma-

Ceder 67.)

E Actour d'une réunion tenue à Manille sur l'enfance ec Asie, LES CARNETS DE L'ENFANCE publient des études sur les problèmes de la protection de l'enfent et de la mère, tels qu'ils se présentent dans des nations ou régions asiatiques : Chine, linde, Vietnam, Philippines, Sumetra... (N° 38, joillet-septembre, trimestriel, 20 F - UNICEF, Palais Wilson, C.P. 11, 1211, Genève 14.)

CINÉMA

CINÉMA

Ble cinéma espagnol fait l'objet d'un important dossier (six réalisateurs s'exprimenti dans le dernière livraison de CINEMA 77 qui consacre par ailleurs une copieuse étude eu filim de Benois Jacquot : les Enfants du placard (N° 128, octobre, mensoel, 10 F. - 8, rue Ordener, 75018 Paris.)

B NOUVEAU CINEMA CANADIEN publie le fiche technique et le synopsis de tous les courts métrages produite ac Québec ec 1976-1977. Une mine de renseignements, en particulier pour les groupes de diffusion militants qui y trouverout ordonnée l'euvre du documentalists politique Daniel Bertolina, euteur cotre eutres de : la Gréce de colsneis, la Femme algérienne, l'Espagne demain, Pour le Paye basque, Feur le Mozambigoe. (N° 41, octobre, bimestréel, 0,50 dellar. - 350, McGill-Mootréal-Québec.)

ECRAN 77 termine la publication de l'important dossier consacré à Bertrano Tavernier et à son film : des Enfants gatts. On y lira, d'autre part, un bilan critique du cinéma politique ainsi que le manifeste a pour un cinéma uno seriste » éleboré durant les rencontres d'Utrecht eu soût dernier. (N° 52, octobre, menseu, 10 F. - 60, avenue Simog-Belivar, Paris (19°.)

DÉCENTRALISATION ET LUTTE ANTI-FÉODALE AUX COMORES

Une révolution essentiellement culturelle?

M. All Sollih, président des Comores, a été confirmé à son porte le 28 octobre dernier par 55 % de l'électorat de cet archipel de canal de Mozambique. Il obtient ainsi un nouveau délai pour achaver la refonte totale de l'administration locale. Ce scrutin très « balancé », inusité sous ces latitudes, et qui peut denner lieu à des interprétations très diverses, montre que la révolution comorieune, un peu clandestine jusqu'à présent, présente de nombrauses originalités par rapport à toutes les expériences de changement social tantées dans l'océan Indien.

E qui se passe ici est tout noupeau, je crois: nous avons
fait tomber le système féodal,
alors que bien des pays qui se prêtendent marxistes ou socialistes sont encore aux prise, dans les villages, avec le
tribalisme. Nous avons également provoqué la chute de la bureaucratie,
qui, alleurs, continue souvent de détenir l'essentiel du pouvoir, alors qu'elle
ne produit prutiquement rien. Et tout
cela, qui paraît énorme, qui s'est passé
si vite, qui a été pour nous une expérience d'une intensité incroyable, nous
l'avons réalisé sans grande tension
sociale, sans effusion de sang, en prenant soin chaque fois d'apprécier la
situation, de réunir les atouts, d'attendre que les contradictions soient mûres
et que les différentes couches de
notre population se sentent prêtes à
sauter le pas...»
Mohamed Bacar Dossar, actuelle-

Mohamed Bacar Dossar, actuellement coordinateur du Comité national populaire, est un lycéen de vingt et un ans à peine, originaire de l'île d'Anjouan. Il fait partie de la poignée de très jeunes intellectuels sur lesquels le président Ali Soilin, chef de l'Etat comorien, s'est principalement appuyé pour «retourner» la société comorienne. La première année d'exisappuyé pour « retourner » la société comorienne. La première année d'existence de l'Etat indépendant, après la déclaration unilatérale du président Abdallah, en 1975, et son renversement par All Soillih, n'avait pas transformé fondamentalement le paysage social comorien : face aux tentatives du « clan » de l'ancien président pour retrouver son siège ou préserver en tout cas son ancien fiel d'Anjouan, face au désir d'autonomie manifesté

Un «peuple à l'état de repos»?

L'épreuves. Sur le plan économique, c'est toujours l'asphyxie. Les cours mondiaux du girofie, de la vanille, du coprah et de certaines plantes à parfum ont baissé, entrainant une diminution des renirées de devises étrangères, alors que la France cessait parailleurs de combier le déficit du budget de l'Etat. Le rendement des impôts a suhi les contrecoups de la brouille intervenue entre la France et les Comores, puis du démantèlement de l'administration locale (2). Certaines dépenses, considérées comme

prioritaires, ont augmenté malgré le souci d'économie des dirigeants comoriens : consommation accrue de riz; entretien d'une force armée d'un millier d'hommes (qui ne pourra s'autofinancer avant clinq ans); achat de matériels pour la construction d'une cinquantaine de moudérias. Le rapatriement imprévu de dix-huit mille ressortissants comoriens de la côte ouest de Madagascar, en janvier et février 1977, aurait «gravement perturbé les investissements», selon le président Sollih, obligeant le gouvernement à précipiter l'épuration de

par la population de Mayotte, face enfin au retrait brusque de tous les fonctionnaires et techniciens français to a une diminution des trois quarts du budget de l'Etat en janvier 1976, il fallait eurtout faire front, conso-lider l'Etat et mattriser les services lider l'Etat et maitriser les sérvices publics essentiels (1). C'est donc le dos au mur que les Comores ont abordé la seconde phase de leur existence, dite de « démocratie populaire » (août 1976-juin 1977), qui a été marquée, elle, par des bouleversements importants de la société :

— Développement d'un mouvement qui s'est donné pour but de «libérer » d'une tutelle sociale étouffante les jeunes, les femmes et les paysans pauvres, de réduire les privilèges des notables et de les obliger à ahandonner les signes et coutumes a'y rattachant, de purifier une religion islamique asphyxiée par les conventions hiérarchiques et les pratiques superstitienses;

— Institutionnalisation progressive d'un pouvoir national et de pouvoirs locaux, régionaux, paralièles, consti-tués par des comités de « jeunes révo-lutionneires ».

- Démantèlement total de l'admi-nistration héritée de la colonisation, considérée commc « bureaucratique » et « alliée à la féodalité », avec renvoi dans les villages de la plus grande partie du personnel;

— Enfin, mise en place progressive d'une administration souple et décen-tralisée, à finalité autogestionnaire, au niveau des moudiries (à l'échelon au niveau des moudirins (à l'échelon de groupements de trois mille à six mille personnes), des bavois (au niveau d'une sous-préfecture), des villayas (îles), relayée dans la capitale par un noyau léger, construit sur un mode très « opérationnel » : un « comité central des affaires intérieures » (enseignement fondamental et secondaire sonté de base) un rieures » (enseignement fondamental et secondaire, sante de base), un « comité central des affaires exté-rieures » (diplomatie, coopération), et la présidence de la République (centre de planification finances - méthodes, défense nationale, comité national de gestion matériei).

responsable moderniste, devenu, au fil des ans, un théoricien de la contradictiou et des alliances de classe, dans le plus pur style maoiste, a cependant un sens du possible qui l'incline à ménager les phases et les transitions, à préparer les esprits et les infrastructures avant tout bond en avant, à distinguer le « bon capitaliste » du « mauvais » : « Il y u des importations que l'on ne pourra supprimer d'un trait de plume, dit-li; il ne sert à rien non plus de crier dans des haut-parieurs si le peuple n'est pas prèt à entendre : c'est lui qui doit urriver à maturation, et non le noyau que nous formons. » Et de conclure, en référence su procès public intenté à certains membres du comité régional populaire d'Anjouan, eu juin derrier : « On ne peut avoir raison contre

Le chef de l'Etat comorien, qui a toujours refusé de sacrifier à la coutume du « grand mariage », sur laquelle repose tout l'édifice social en Grande Comore, a eu maintes occa-sions, au cours de sa jeunesse et de sa carrière politique, de se heurter aux clans de notables qui dirigalent

r'er : « On ne peut avoir raison contre la majorité... »

Per PHILIPPE LEYMARIE

l'administration comorienne et à demander aux fonctionnaires des sacrifices exceptionnels (3). Sur le plan psychologique et poli-tique, la nécessité d'une « pause » s'est fait sentir. « Actuellement, notre

s'est fait sentir, « Actuellement, notre peuple est un peu à l'état de repos, uprès une phase de changement et de martelage intense », reconnaît le chef de l'Etat. Les bureaux locaux des « Jeunesses révolutionnaires » ont été fermés, afin de relâcher un peu la pression sur les notables et la fraction de la population restée soumise à leur attraction : privés d'emploi, obligés de travailler la terre, parfois isolés, les premiers ont besoin de « digérer » la période troublée qu'ils viennent de vivre, et dont ils sont les grandes victimes; pris de panique, accrochés aux symboles de la féodalité qui avaient constitué jusqu'ici le cadre unique de leur vie, les autres n'ont pas toujours compris ni

Les hommes et les sous-hommes

le pays jusqu'au départ des Français. Il s'agissait de quelques grandes familles aux noms illustres, qui prétendaient parfois avoir quelque lien généalogique avec le prophète, et savaient entremêler savamment leur position sociale, leur influence politique, leur place dans les cultes et les systèmes contumiers, confondant souvent les intérêts de leurs communantés ou de l'Etat avec les leurs. A la Grande Comore, une répartition s'opérait de fait entre ceux qui avaient fait le « grand marlage » et devenaient « handa » (les hommes, et ceux qui n'avaient pu y atteindre (les jeunes gens, en général les plus pauvres). Cette cérémonte, qui intervenait rarement avant la quarantaine — car elle nécessitait des aunées d'accumulation et supposait toutes sortes de démarches, — était l'occasion d'une débauche extraordinaire de dépares. L'aujourd'hui repose sur de u x idées-maîtresses du chef de l'Etat comorien: la féodalité est un frein au développement: la décentralisation en est le moteur. Agé maintenant de quarante ans, M. Ali Sollih a reçu à Tananarive, puis à Nogent (France), une formation d'agronome avant de diriger, de 1964 à 1968, la Société de développement économique des Comores, puis de devenir député et ministre dans le gouveruement du prince Sald Ibrahim. Ce responsable moderniste, devenu, au fil des ans, un théoricien de la contradiction et des alliances de classe,

sion d'une débauche extraordinaire de dépenses.
Un congrès, tenu au début du mois d'août 1976, dans l'île d'Anjouan, a décidé de la nature de cette grande toilette sociale : le « frère » Ali Sollin venait d'annoucer « un virage très rude et décisif » à la radio comprigueme et il avait explique les comorienne, et il avait expliqué lon-guement « aux pères et aux mères » qu'il fallait se libérer de toute crainte qu'il lanat se liberer de toute chainte liée à la tenue vestimentaire, accepter sans restriction la suppression du volle pour les femmes, mettre un terme définitif aux principales dépenses

accepté les initiatives débridées de la jeunesse, et le radicalisme de cer-

tains movens d'action, au point qu'il

tains moyens d'action, su point qu'il a paru nécessaire aux autorités comoriennes de favoriser une « réconciliation » dans les campagnes entre les jeunes révolutionnaires et les paysans modestes.

Et surtout, l'achèvement du programme de construction des moudities — retarde sur les prévisions — est considéré comme prioritaire par les dirigeants de la révolution comorienne, avant de lancer le pays dans ce qu'ils appellent la « phase économique » ou « socialiste » : réforme agratre (plan d'occupation des sols, redistribution des terres; développement des cultures vivrières — avec substitution progressive du riz par le mais, — de la pêche et du petit élevage, pour réduire la dépendance alimentaire) et réforme commerciale (création d'un secteur d'économie mixte nour réculer la la partie la mais par le mais par le réforme commerciale (création d'un secteur d'économie mixte nour réculer les la partie la mais par le mais par le réconomie d'un secteur d'économie mixte nour réculer les la partie la la partie le partie les dependance alimentaire par réculer les la partie le parti

dreation d'un secteur d'économie mixte pour régulariser les importa-tions et les exportations prioritaires, et envisager plus tard des activités industrielles).

ostentatoires, et comprendre qu'une codification de la coutume du grand mariage s'imposait, ne serait-ce qu'en référence an contexte économique difficile du moment. Entre les jeunes difficile dis moment. Entre les jeunes scolaires, les agents de la fonction publique et les adeptes du renouveau de la foi islamique, un débat assez vif s'est engagé. « Les fonctionnaires ne pouvoient pas comprendre, raconte un des dix-huit membres du comité national populaire : ils croyaient que le développement économique serait possible sans passer par le changement social. ». Et M. Mohamed Dossar, coordonnateur du comité national, souligne que les jeunes intellectuels — jusque la prisonniers des abstractions du mouvement lycéen — se sont vraiment sentis impliqués dans le mouvement révolutionnaire du jour où la question de la lutte anti-féodale a été évoquée, car elle les concernait de près : « Théologiens et fonctionnaires se servient contentés d'une réforme. Nous voulions la suppression de ces pratiques. Nous cons été au bord de la rupture. ».

Essaimant un peu partout, des comités d'une réforme. Nous voulions la suppression de ces pratiques. Nous cons été au bord de la rupture. ».

Essaimant un peu partout, des conités de jeunes révolutionnaires ont posé le problème dans les villages et les quartiers « Il y avait une certaine ungoisse dans le pays », recumait l'un de ses animateurs ; « mais, le plus souvent, nous avons récolté des fruits mûrs. » On a tout de même vu des notables enfermés dans les chernes, ou obligés de balayer la rue ; des stocks de victuailles mis en venta sans l'accord de leurs propriétaires, ou des sorciers appelés à dévoiler leurs « tours » devant témoins. Le procédé consiste à humilier publiquement les récalcitranis et à décompèxer leur entourage par des comportements allant résolument à l'encontre de l'ordre établi et de la tradition. Les volles des femmes sont tombés plus aisément que les turbans portés par les « handa ».

Il est difficile d'apprécier si ce mouvement, qui s'en est surtout pris scolaires, les agents de la fonction publique et les adeptes du renouveau

Il est difficile d'apprécier si ce mouvement, qui s'en est surtout pris aux signes extérieurs du pouvoir traditionnel, est irréversible. M. Ali Sollih, en tout cas, n'a pas du affronter une levée de houcliers comme son lointain prédécesseur; le président Mohamed Cheikh, obligé, en 1968, de reproétire d'urrance aux calendes avec-

Mohamed Cheikh, obligé, en 1968, de remeitre d'urgence aux calendes grecques un projet de suppression de certaines dépenses ostentatoires.

Mais suffit-il d'enlever au féodalisme ses oripeaux pour le priver de tout pouvoir? Peut-on espérer mettre définitivement en pièces, sans bagne ni effusion de sang, ce qui a mis des siècles à se construire? (4),

Un nettoyage par le vide

MAIS, pour les dirigeants como-riens, la réponse à ces questions est ailleurs : dans la décentralisation administrative, dans l'entrée des femmes et des jeunes dans le système de la production dans la réforme femmes et des jeunes dans le système de la production, dans la réforme agraire. « Toute libération définitive comporte un volet économique », affirme M. Ali Soilin. Cette nouvelle phase en est à ses débuts. Elle a été précédée, en avril 1977, par le démantèlement presque général de l'administration. Les « bureaucrates » étaient impopulaires ; trop bien payés, souvent arrogants, la plupart du temps inefficaces : « Parfois, on devait se déplacer de 50 kilomètres pour acheter le moindre timbre. Et, souvent, le responsable n'était pas à son bureau... » Le Conseil d'Etat, composé de quelques proches de M. Ali Soilih, et le comité national populaire ont donc résolu de « vider Moroni », un peu à la manière cambodgienne ; les deux tiers des fonctionnaires ont été renvoyés dans leurs villages d'origine, pour « donner l'exemple de la décentralisation » et les forcer à « se mettre à l'écoute du peuple »; après triage, les archives avaisants enté été prolières, nour peuple o ; après triage, les archives anciennes ont été brûlées, pour « faire de la place » et « marquer le « faire de la place » et « marquer le coup o. Ce nettoyage par le vide a permis à l'équipe dirigeante de repenser enfièrement l'organigramme de l'administration, et de ne recruter, parmi les anciens agents de la fonc-tion publique, qu'une minorité d' « édu-cateurs » (et non plus de « bureau-grates »).

cateurs » (et non plus de « ouresucrates »).

L'axe de la décantralisation est
constitué pour la cinquantaine de
moudirias actuellement en cours
d'achévement dans tout le pays :
il s'agit d'une infrastructure édifiée
en rase campagne, au centre de gravité géographique d'une zone regroupant une demi-douzaine de villages
(trois mille à aix mille personnes).
Le bâtiment principal comporte des
aménagements pour recevoir un
moudir (sorte de chef de canton,
nommé par le Conseil d'Etat dans un
premier temps, élu plus tard par la
population), ses adjoints spécialisés
télus par le comité populaire de la
Moudiria, composé des délégués des
comités de villages), et diverses installations techniques : un groupe électrogène, une chambre froide, un magasin de stockage, une « pharmacie
populaire », un « abattoir populaire »,
un atelier-garage. Parmi le personnel recruté sur place figure un
adjoint chargé de la production, qui
deviendra animateur d'une fermepilote d'une dizaine d'hectares destinée à tester les semences, à les multioller pour les paysans et à vulgariser crates »). née à tester les semences, à les multi-plier pour les paysans et à vulgariser les techniques nouvelles de culture

ou d'élevage.

La mise en œuvre de ces « pôles »
nouveaux; dont les emplacements ont
été solgneusement choisis, devrait
d. mer haissance à des bourgs
ruraux d'un style tout à fait nouveau aux Comores. « Enfin, notre paysan-nerie va sentir un changement dans son mode de subsistance; énfin, elle aura les moyens de se prendre en charge elle-même: cela vaut dien la

peine que la fonction publique crève de faim pendant quelques mois », assure le président comorien... La réalisation de tous ces projets est cependant entravée par une série de « calamités » locales qui sétie de « calamités » locales qui n'avaient pas été intégrées aux plans des révolutionnaires comoriens : — Les aléas climatiques (cyclones) et les colères du sous-sol : le volcan Karfhala, en Grande-Comore s'est de nouveau réveillé en avril dernier, détruisant un village et plusieurs centaines d'hectares de terres culti-vables:

détruisant un village et plusieurs centaines d'hectares de terres cultivables;

— Le rapatriement de dix-huit mille réfugiés de la côte ouest de Madagascar, après les massacres de décembre 1976 qui ont fait plusieurs centaines de morts à Majunga : c'est unc charge énorme pour l'Etat comorien, et aussi une blessure durable qui a envenimé les relations des deux k'ats pourtant destinés à s'entendre;

— Enfin, Mayotte, dont le « retour » au sein de l'ensemble comorien n'est toujours pas en vue : tout est suspendu à sa « libération »; la « normalisation » définitive des institutions, l'élection au suffrage universel des moudirs et du chef de l'Etat n'interviendront qu'une fois acquise cette réunification. En attendant, le climat du pays reste para-militaire. Et on stocke les matériaux destinés à la construction des six moudirias prévues dans l'île sœur : « Pour tout ce que nous faisons, précise un responsable avec nostalgie, nous prévoyons la part de Mayotte, que nous appelons, nous, Mahoré...»

(1) La France contribuait pour 8 milliards de france C.F.A. au budget comorien, 2 milliards provenant des ressources locales. Crédits et personnels ont été retirés en décembre 1975, à la suite d'une aggravation de la tension entre la France et sou ancienne colonie. Du jour au lendemain, les établissements d'enseignement secondaire et technique, une partie de l'administration, la totalité des services de métée, d'aviation civile ou de télécommunications ent cessé de fonctionner. L'Etat comorien se trouvait en faillite, dans l'impossibilité de réstribuer ses propries fonctionnaires.

(2) Un millier de ressortissants français ont quitté les Comores en 1975 et 1976. Trois mille cinq cents agents de la fonction publique comorienne ont été licencies en avril 1977 (sur un effectif total de cinq mille).

(3) Aucun cadre de la fonction publique n'est payé plus de 30 000 francs C.P.A. dépuis le mois de mai 1977. Aucun employé subalterne ne touche plus de 15 000 francs.

(4) Un fait, notamment, incite à la prudence : assasin de deux jeunes sens auxquels il voulait dérober des bijoux, mais aussi hypnotiseur et sorder à ses heures, Soule Boins a été « jugé » et exécuté sur la jetée du port de Moroni, en juin dermier. Les débats, présidés par M. All Soulh, étaient radiodifiusés. Boins a reconnu ses crimes, en a avoué d'autres, et a assuré qu'il pouvait changer du papier en billets de banque, vomir des raméaux d'arbustes, etc. Les témoignages se recoupent : la foule était borditée par ce parsonnage — à tout point de vue exceptionnel — qui a paru indifférent à se propre mort; elle n'auxsit pas tolèré une plus longue procédure...

 A l'occasion du vingt-huitième anniversaire de la fondatiou de la République populaire de Chine, M. Han Ke-hua, ambassadeur de la République populaire de Chine, a offert une réception le 30 septembre.

Calendrier des fêtes nationales

- 16-30 NOVEMBRE 19 MONACO
- Fête nationale Anniv. de l'indé-pendance 22 LIBAN 24 ZAIRE Fête nationale 28 LA BARBADE Fête nationale
- 28 MAURITANIE Fête nationale 23 ALBANTE Fête nationale 29 YOUGOSLAVIE Anniv. de la procl. de la Rép. socia-liste fédérative
- 1er-15 DECEMBRE 1er EEP. CENTRA- Pête de l'indépen-FRICAINE dance
- Fête nationale
- 2 EMIRATS ARABES UNIS 5 THAILANDE Anniversaire du rol
- 6 FINLANDE
- 11 HAUTE-VOLTA Fête nationale
- Fête de l'indépen-

- L'ambassadeur de la République de Corée et Mme Suk Heun Yan ont donné une réception le 3 octobre, à l'occasion de la fête nationale.
- A l'occasion de la visite à Paris de M. Bicak, président directeur géné-ral du quotidien Tercuman et de Mme Bicak, éditorialiste, l'ambassadeur de Turquie et Mme Orhan Eralp ont offert une réception le 6 octobre.
- Le contre-amiral Ali M. F. Gad. attaché militaire uaval et de l'air près de l'ambassade de la République arabe d'Egypte, a donné une réception le 6 octobre à l'occasion de la fête des forces armées égyptiennes.
- A l'occasion de la remise des insignes de grand officier de l'ordre de l'Honneur à M. Maurice Druon, de l'Académie française. l'ambassadeur de Grèce et Mme D. Papaïoannou ont offert une réception le 7 octobre.
- M. Stepan Tchervonenko, ambas-sadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Paris, a donné un cocktail le 7 octobre à l'oc-casion de la remise du prix interna-tional Lénine « Pour la consolidation de la paix entre les peuples » au général Pierre Pouyade.
- A l'occasion de la fête de l'armée polonaise, l'attaché militaire, naval et de l'air près l'ambassade de la Répu-

- blique populaire de Pologne et Mmo Kazimierz Szumilas ont offert une réception le 12 octobre.
- M. Vo Van Sung, ambassadeur de la République socialiste du Victnam, a donné un cocktail le 18 octobre.
 A l'occasion de la visite de M. Santiago Roel, ministre des affaires étrangères, l'ambassadeur du Mexique et Mine Flores de la Peña, ont offert une réception le 19 octobre.
- A l'occasion de la venue en France du Ballet national de Corée, M. Suiz Heun Yun, ambassadeur de la République de Corée, a offert une réception le 24 octobre.
- M. Alexandre Tchakovsky, rédacteur en chef du journal Litieratournaya Gazeta. a donné un cocktail le 25 octobre à l'occasion de l'arrivée en France de M. Lolly Zamoysky. correspondant permanent de ce journal.
- L'ambassadeur d'Iran et Mms Amir Chilaty ont donné une réception le 28 octobre à l'occasion de l'anniversaire du chah
- A l'occasion de la fête nationale,
 M. Otto Eiselsberg, ambassadeur d'Autriche, a offert une réception le 26 octobre.
- A l'occasion de la fête nationale,
 M. Orhan Eralp, ambassadeur de Turquie, a donné une réception le 28 octobre.



Mission première de Citroën: mettre à

votre disposition, à travers sa gamme 1977, allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptée à vos goûts.

La nouvelle LN 3 CV, comme l'éternelle 2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondent à un besoin précis de conduire.

Le département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars qu'il yous plairait d'obtenir.

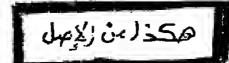
se tient prêt à vous fournir tout renseignement

FILIALE DE S.A.CITROEN

6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Telex:TT CTTRO 204.833 F, Tel.:557.55.62.+

CITROENAMETUTAL

CITROEN





San Salahame

- -

1969, 1969 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 1969, 196

,一叫。 \$15.9% 3 4 <u>5</u> 4

न् ने/ दे कांद्रकट की है

14" 15 to 1000 and the second 200 त्र विकास क्षेत्रकार क्षेत्रकार क्षेत्रकार क्षेत्रकार क्षेत्रकार क्षेत्रकार क्षेत्रकार क्षेत्रकार क्षेत्रकार क विकास क्षेत्रकार क्ष Topoda

10 mm

LaJORDAN fun des plus ancies passed monde

in the second contraction is

Comment of the second





JORDANIE: le redressement d'un royaume menacé

Depnis son accession au trône hachémite, il y a vingt-cinq ans, le 11 août 1952, le roi Hussein de Jordanie a fait face à de nombreux périls, redressant souvent des situations difficiles grâce à son courage personnel, à sa fameuse c baraka e et à la fidélité des bédouins de Transjordanie qui forment sa garde personnelle. Le souverain hachémite a survécu à trois guerres israèlo-arabes, à d'innombrables tentatives d'assassinat et à l'hostilité parfois genérale d'un monde arabe marque, jusqu'en 1967, par l'influence du nationalisme nassérien.

Aujourd'hui, près de dix ans après la guerre de six jours, qui a amputé la Jordanie de ses territoires les plus fertiles, et environ sept ans après les sanglants affrontements jordano-palestiniens de septembre 1970 qui mirent en péril l'existence mème de la monarchie, le royaume hachémite est redevenu une pièce maîtresse sur l'échiquier arabe et international.

Son économie, un moment chranlée par la perte des richesses agricoles et touristiques de la Cisjordanie, est plus prospère que jamais, et la paix civile règne entre les deux composantes — jordanienne et palestinienne — de la population. La Jordanie fait face cependant à de nouveaux périls à l'approche d'un éventuel règlement de la crise du Proche-Orient qui pourrait consacrer la perte définitive de la rive occidentale du Jourdain.

Dans l'attente d'un règlement du problème palestinien

- Par JEAN GUEYRAS

Source perdue a desprimentales et le rourante la sonnet la pression des pays arabes, le roi Hussein s'étatt plié à la résolution du a sommet » de Rabat d'octobre 1974 qui reconnaissait l'OLP. comme « le seul et légitime représentant du peuple palestinien » et lui conflait la mission « d'établir un Etat indépendant sur toute partie du territoire palestinien libéré ». Le souverain hachémite renonçait ainsi — symboliquement il est vrai — à la Cisjordanie. On laisse entendre dans son entourage qu'il reste sentimentalement attaché à cette « province perdue » de son royaume et que, le jour où il pourrait la récupèrer, d'une manière ou d'une autre, serait « le plus heureux de sa vie ». Le roi n'entend cependant pas brusquer les choses et tient compte de la volonté des principaux Etats arabes de la région qui s' sont récemment prononcés pour l'établissement de « liens institutionnels » entre la Jordanie et le futur Etat palestinien. Le souverain hachémite souhaiterait l'avènement d'une confédération palestino-jordanie confédération palestino-jordanie in statut de « province palestinienne » étroitement intégrée au royaume. Le roi estime

qu'après l'évacuation de la Cisjordanie un référendum organisé sous contrôle international ferait apparaître dans cette région une nouvelle direction palestinienne qui ne serait pas forcément celle de l'OLP, de M. Arafat, ainsi qu'une volonté populaire préférant à l'indépendance totale une formule d'association, fédérale ou confédérale, à la Jordanie.

La spectaculaire réconciliation du souverain hachémite et du chef de l'O.L.P. en mars 1977 est demeurée sans suite. Qui plus est, les relations entre la Jordanie et la centrale palestinienne semblent même s'être détériorées en raison de divergences sur la représentation de l'O.L.P. à Genève. La Jordanie est le seul pays arabe du « champ de bataille » qui ne se soit pas prononce clairement sur la nècessité de la présence d'une délègation de l'O.L.P. à la conférence de la paix. Cette note discordante semble même avoir suscité un certain refroidissement des relations entre Amman et Damas, qui avaient pris un bon cépart à la suite de la visite du président Assad, le 10 juin 1975, dans la capitale jordanienne. L'accord des deux pays a vait détendu une situation souvent difficile à leurs frontières et posé les jalons d'une coopération

économique bénéfique pour les deux parties. Toutefois, les mesures annoncées en vue d'une a intégration totale » dans les domaines militaire et politique sont restées pratiquement au point mort.

La nature de l'Etat qui sera éventuellement créé en Cisjordanie constitue pour le royaume hachémite un problème vital. L'unité de la Jordanie, pays essentiellement hi-national, saurat-elle résister à l'attraction que ne manquerait pas d'exercer le nouvel Etat sur les éléments palestiniens qui représentent plus de la moitié de la population du royaume hachémite ? Celui-ci peut-il se passer des Palestiniens, qui constituent la partie la plus active de sa population et lui fournissent la majorité de ses ouvriers spécialisés, de ses commerçants et de ses artisans, ainai que la plupart de ses instituteus et fonctionnaires ? C'est en partie grâce aux Palestiniens qu'Amman est devenue, de modeste bourgade il y a encore une vingtaine d'années, une capitale moderns et prospère de six cent mille habitants. Combien d'entre eux cholsiront-ils de s'installer dans le nouvel Etat cisjordanien ?

(Lire la suite page 25.)

QUELQUES CHIFFRES

SUPERFICTE: 88 000 kliomètres carrés (Transjordanie);

POPULATION: 2180 000 hab. (Transjordenie); 750 000 bab. (Clajerdanie).

VILLES PRINCIPALES: Amman: 646 570 hab. (estimation 1975) Zarka : 245 000 bab.

Irbid : 213 800 beb. Jerasb : 45 890 bab.

REVENU NATIONAL: P.N.B. 523,9 millions de dinars jordaniens (D.J.) (estimation 1976) P.N.B./hab.: 259 D.J.

and in Cisjordanie)

COMMERCE EXTERIEUR : Importations : 339,5 millions de D.J.
(estimation 1976) Exportations : 68,7 millions de D.J.
Réserves de change ao 30 juin 1977 :
243,9 millions de D.J.

UNITE MONETAIRE: I dinar jordanien = 15,35. fraces.

Lire pages 22 à 27

22-23. POLITIQUE INTERIEURE

 Les institutions consacrent la suprématie de la monarchie hachémite (Marc Yored).

24-25. ECONOMIE

Les moyens du développement.

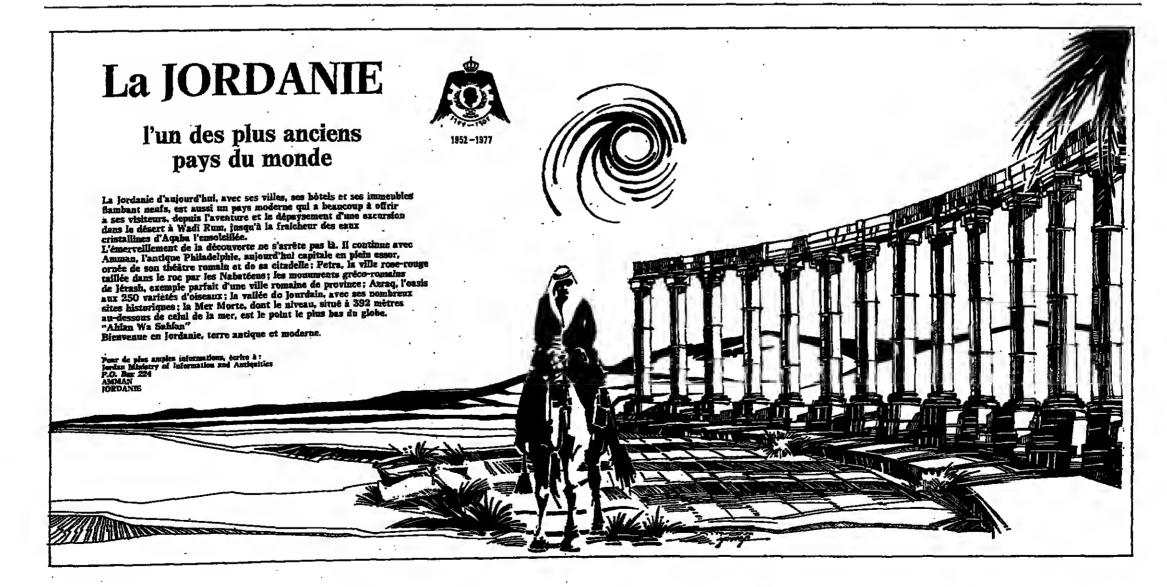
26. CULTURE

— ARCHEOLOGIE : un patri-

moine grandiose explore over ferveur (J. Starcky).

27. TOURISME

 ITINERAIRE: d'Akaba ou Jourdain (Jean-Pierre Peroncel-Hugoz),





POLITIQUE INTÉRIEURE

Les institutions consacrent la suprématie de la monarchie hachémite

Par MARC YARED

la suprematie du monarque hachémite. Mais, a lora que le pays paraissait s'orienter vera un régime de démocratie parlementaire limitée qui conférait au aouverain un rôle de régulateur du jen politique, l'absolutisme royal, instauré il y a un demi-siècle, a été récemment résabil.

Trois événements survenus à vingt-cinq ans d'intervalle mar-quent l'évolution en dents de sole des institutions jordaniennes : ● Le 16 avril 1928, l'émirat de Transjordanie, créé sept ans plus tôt par la Grande-Bretagne,

plus tôt par la Grande-Bretagne, se dote d'une « loi organique » qui prévoit l'électiou an suffrage indirect d'un conseil légis-latif. Etroitement encadré par les Britanniques, l'émir u'en conserve pas moins d'importantes prérogatives. Aucune loi ue peut être promulguée sans son consentement.

sentement.

• Le 1= janvier 1952, la Jordanie, devenue royaume indépendant eu 1946 et comprenant depuis 1949 les territoires palestiniens de Cisjordanie, adopte une Constitution instaurant une monarchie héréditaire. L'islam est proclamé religion d'Etat et l'arabe langue officielle. Le Sénat sera nommé par le souverain et la Chambre des députés élue au suffrage universel direct. La vie politique, à laquelle participent désormais les Palestiniens, beaucoup plus contestataires que aucoup plus contestataires que un compatriotes transjorda-

E système politique jorda- niens, devient particulièrement nien a toujours consacré agitée : dissolution de la Cham-la suprématie du monarque bre, « valse » des ministères, manifestations de rue, assassi-nats de responsables, émeutes populaires, tentatives de coups

d'Etat...

• Le 5 jévrier 1976, enfin, un amendement constitutionnel permet au roi d'ajourner sine die les élections parlementaires et de couvoquer à son gré la Chambre des députés, dissoute le 23 novembre 1974. L'autorité royale qui est sortle renforcée de l'épreuve de force avec les fedayin (septembre 1970 - juillet 1971) u'a plus de contrepolds.

C'est la fidélité à toute épreuve de la plupart des responsables C'est la fidélité à toute épreuve de la plupart des responsables politico-militaires qui a permis au rol Hussein d'exercer cans interruption depuis le début de son règne les prérogatives con-sidérables que lui reconnaît la Constitution de 1952, toujours en vigueur (1)

La classe dirigeante se compose de membres de l'aristocratie foncière et tribale, de représen-tants des grandes familles urbai-nes et de la bourgeolsie transjordanienne et palestinienne. Depuis 1962, le roi Hussein a manifeste 1962, le roi Hussein a manifesté le souci d'instaurer un « noupeau style de vie » (a neu vay
o/ li/e); il insiste sur les impératifs du développement socioéconomique et favorise la promotion de jeunes technocrates,
notamment au sein du gouvernement. Mals les effectifs de
l'élite politique demeurent très
limités, et son mode de reprolimités, et son mode de repro-

au sein de la Chambre des dépuau sein de la Chambre des dépu-tés. Alnsi deux cent trente per-sonnes seulement, représeutant cent quatre-vingt-trois « gran-des » familles, out occupe les quatre cent trente-sept sièges parlementaires disponibles de 1947 à 1967 (2). De plua, les organes du pouvoir constituent un véritable circuit fermé au sein duquel s'opèreut mutations et promotions du personnel politi-que dirigeant : la plupart des ruinistres sont d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration cu du cabinet royal, des dépu-tés, des sénateurs ou d'anciens officiers supérieurs de l'armée; de même, les cénateurs sont choi-

Des minorités privilégiées

L'ES ceut cinquante mille chré-tiens (4) comprenneut des Grecs orthodoxes, des Grecs ca-tholiques, des Latins, des pro-testants, ainsi que des Arméniens grégoriens et catholiques. Bl l'on excepte quelques familles noma-des, les chrétiens transjordaniens sont groupés dans les villes, et les villages des districts de Salt, Karak et Madaba. Les chrétiens palestiniens sont originaires de Bethléem et de Ramallah. Ils sont pour la piupart négociants, artisans, fonctionnaires on exer-cent des professions libérales. cent des professions libérales. Les actionnaires chrétiens sont majoritaires dans quatre des plus grandes banques jordaniennes. Bien que formant 6,5 % seule-

D'autre part, la loyauté inde-rectible des communautés mino-ritaires à l'égard du roi explique él s'explique par le stafait pri-vilégié qui leur est reconnu-L'article 14 garantit à toutes les confessions le libre exercice du culte. Le droit des communautés de fonder et de gérer des écoles culte. Le droit des communautés de fonder et de gérer des écoles est consacré par l'article 19. Les tribunaux religieux sout compétents en matière de statut personnel (mariage, divorce, successions...). L'article 5 de la Constitution stipule que « l'es Jordaniens sont égaux devant la loi quelles que soient leur roce, leur langue ou leur religion ». En fait, la représentation des chrétiens et des Tcherkesses au souvernement, au Sénat et au gouvernement, au Sénat et au Parlement excède leur impor-tance numérique (3).

ment de la population, les chrétiens disposent de 15 % des sièges (soit neuf sur soixante) à la Chambre des députés. De 1947 à 1965, trente-deux cabinets sur trente-trois comprenaient au moins deux ministres chrétiens. La faveur dont béuéficie la mino-rité chrétienne a notamment per-mis à la dynastie hachémite d'ac-croître son crédit auprès de ses puissants « protecteurs » coci-

Quoique musulmans, les Tcherresses sont un groupe ethnique très particularisé. Originaires du Caucase, ils ont été implantés par les autorités ottomanes vers la fin du XIX siècle pour « surveiller » les Druzes du Golan

sis parmi les chefs du gouvernement et les ministres anciens ou en exercice, les officiers retraités du grade de général, les ex-députés élus au moins deux fois, les anciens membres des cours d'appel et de cassation, etc. (article 64). Toutes les institutions comprenneut un nombre important de responsables ayant occupe des postes de confiance dans les services de renseignements généraux.

D'autre part, la loyauté inderectible des communautés minoritaires à l'égard du roi explique et s'axplique par le stafut privilégié qui leur est reconnu L'article 14 garantit à toutes les confessions le libre exercice du culte. Le droit des communautés

premier ministre et huit fois ministre de l'intérieur.

Enfin et surtout, contrairement Enfin et surtout, contrairement à leurs coreligionnaires palestiniens, qui constituent la comminauté la plus importante du
pays, les Arabes musulmans de
Transjordanie sont résolument
monarchistes. Les vingt grandes
confédérations tribales bédouires
sont très lavament représentées confédérations tribales bédountes sont très largement représentées au gouvernement, au Sénat, au Parlement, dans l'administration et dans l'armée. Les commandants en chef de l'armée, la majorité des présidents du Sénat, et de la Chambre des députés sont de s Transjordantens; souvent leus des grandes tribus.

Prérogatives royales

Prerogation

L'an sein de la classe politique
ue découls pas seulement du
consensis des élites, notamment
des leaders des minorités et des
chefs bedouins. Elle résulte des
chefs bedouins elle résulte des
chefs bedouins elle résulte des
chefs bedouins elle constitution
de 1952 : « Le roi est le chef
suprème de l'Etat. Il est inattaquable et irresponsable » (article 30). Il exerce conjointement
avec le Sénat et la Chambre
des députés le pouvoir législatif
l'article 25) : présentés par le
premier ministre, les projets da
loi doivent étre approuvés par
le roi, qui les promulguera le
cas échéant. En outre, le souverain détient le pouvoir exécutif (article 26) qu'il exerce par
décret, directement ou par l'intermédiaire de ses ministres. Il
nomme les fonctionnaires civils
et militaires, signe les traités,
proclame l'état de siège et déclare la guerre. Enfin, sur le plan
judiciaire, le mi a le droit de
remettre ou de commuer les
peines. La peine capitale ne devient exécutoire qu'après avoir
été sauctionnée par lui (articles 38 et 39!

èté sauctionnée par lui (arti-cles 88 et 39!. En outre, le monarque exerce souvent son influence par l'in-termédiaire du gouvernement et du Sénat, qui sont les instru-

ments de sa politique. C'est lui qui nomme et révoque le premier ministre et les ministres (article 35); avant d'entrer en fonctions, ceux-ci doivent prêter un serment de fidélité au roi (article 43) et leurs fonctions sont déterminées par des règlements sanctionnés par le souverain. De même, il désigners tous les

et du Moyen-Orient, 1957. pages 263

287.

287. Kamel E. Abu Jadr. « The
Jordanian Parliament », in Man,
State and Society in the contemporary Middle East, 1972, page 97.

(3) Nasser H. Aruri, Jordan : a
Study in Political Development
(1921-1965), 1972, pages 39 å 45.

14) Il y aurait quatre-vingt mille
Grecs orthodozes, trente mille Grecs
catholiques, trente mille Latins et
qualques milliers de protestants et
d'Arménians. Les Grecs catholiques
ou melkites oot rejeté, so dix-huitième stècle. l'autorité des patriarches grecs orthodozes et ont rallié
Rome, Les Arménians grègoriens sont
monophysités.

1.12



LA BANQUE CENTRALE DU ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE

Principale institution jordanienne dans le domaine monétaire et bancaire

A Banque centrale de Jordanie a pris la succession du Jordan Currency Board le 1er octobre 1984. Il a été, aussitôt, mis fin à l'application de la loi jordanienne sur la monnaie (loi de 1959, n° 351 pour lui permettre de s'acquitter de la responsabilité de l'émission, du contrôle et de la réglementation de la monnaie ntation de la monnaie

Depuis cette date, trois lois-cadres, monétaires et bancaires. Depuis cette date, trois lois-cadres, monetaires et bancaires, visant à réglementer les fonctions et les opérations de la Banque centrale ont été promulguées, en 1959, 1966 et 1971. Elles avaient pour objectif d'introduire plus de souplesse dans l'application de ces lois et donc de préparer et de faciliter les changements rapides et spectaculaires de l'économia jordanienne

Les objectifs de la Banque centrale (loi n° 23 de 1971, art. 4) sont de maintenir la stabilité monétaire du royaume, d'assurer la convertibilité du dinar jordanien en accord avec la colitique decreatique de la convertibilité du dinar jordanien en accord avec la politique économique des pouvoirs poblics.

Pour atteindre ces buts, les moyens suivants ont été mis - Emission et réglementation de la monnaie et des pièces d'or

La Banqua centrale est la seule institution chargée de l'émission des billets et des pièces.

A la fin de 1964, la monnaie émise s'élevait à 34.39 millions de dinars jordaniens; elle était de 164.93 millions de dinars jordaniens en 1976 et 173.90 millions de dinars jordaniens à la fin avril 1977, soit une augmentation d'environ 576 % entre

En raison de l'augmentation des activités économiques, tant dans la secteur public que privé, la masse monétaire (dépôts à vue, plus monnale en circulation) est passée de 39,76 millions de dinars jordaniens en 1964 à 263,59 millions de dinars jordaniens en 1976 et à 277,19 millions de dinars jordaniens à la fin d'avril 1977.

D'autre part, pour célébrer certains événements, des séries D'autre part, pour célébrer certains évéuements, des séries de pièces d'or, d'argent et de bronze ont été émises Alusi, eu 1968, pour marquer la visite de Sa Saintetè le pape Paul VI, des pièces d'or et d'argent décorées d'images des ll'ux historiques et sites touristiques du pays out été frappées. Des initiatives identiques ont été prises pour participer à la campagne de la FA.O. contre la misère et la faim; pour célèbrer le dixième anniversaire de la Banque centrale; à l'occasion du lancement du plan quinquennal de développement (1976-1980); pour marquer le programme de protection de la faune naturelle eu Jordanie.

Cette année enfin, en raison du jubile d'argent de Sa Majesté le Roi (1952-1977), la Banque centrale émettra des plèces ordinaires ainsi que des pièces d'or et d'argent

II - Gestion des réserves et contrôle des changes

La politique monétaire est basée sur le maintieu en perma-nence des réserves en or et en devises étrangères à un niveau qui ne soit pas inférieur au volume de la monnale en circula-tion. Ce rapport a créé la confiance dans la monnale, tant sur le plan interne qu'à l'étranger. Cette politique a conduit à une plus grande stabilité de la monnale dans un monde où le Système monétaire international se dégrade et elle a assuré

e maintien de la convertibilité du dinar jordanien

A la fin de 1975, les réserves en devises de la Banque
centrale s'élevalent à 193,57 millions de dinars jordaniens
contre 27,32 millions en 1964. Parallèlement, la monnaie en
circulation s'élevait à 161,49 millions de dinars jordaniens à la fin de 1976, contre 23,02 millions de dinars jordaniens en 1964. Le ratio entre les réserves en devises et la monnaie en circulation était de 119,2 % en 1964 et de 118,7 % en 1976.

Pour assurer une meilleure rentabilité et plus de sécurité pour ces réserves, la Banque centrale a dû prendre des mesures descrités pour ces réserves, la Banque centrale a dû prendre des mesures

tergiques.
En 1965, la Banque centrale a inclus dans ses reserves, aux côtés de la livre sterling, le dollar américain, les lingots d'or : deux ans plus tard, c'était au tour du deutschemark, du franc suisse, du franc français et de la tranche or du quota jorda-nien au FM.I. Les D.T.S. ont été inclus en 1971. D'autre part, pour éviter les risques et garantir une poli-tique saine d'investissement des réserves, la Banque centrale

ferts entre la Jordanie et les pays étrangers et contrôler les revenus en devises étrangères du royaume. La gestion des réserves a permis une augmentation des bénéfices de la Banque ceutrale, qui sont passés de 1.16 million de dinars jordaniens pour l'exercice financier 1964-1965 à 10.29 millions de dinars

iordaniens en 1976 En ce qui concerns le contrôle des changes, la Banque centrale a assoupli les formalités sur les transferts vers l'exté-rieur et les changes de monnaie. Le but est de doter le pays d'une politique monétaire libérale.

La Banque centrale fournit aux banques agréées les devises étrangères nécessaires au financement de leurs obliga-tions envers l'étranger. Elle les a également autorisées à émettre en son nom des permis de sortie de devises. En mars 1973, la Banque centrale a donné pour instructions aux banques agrées d'ouvrir aux non-résidents des comptes en monnales étrangères En outre, elle a contincé à augmenter les allocations nécessaires pour couvrir les autorisations de palement en devises étrangères émises pour les transactions invisibles

III. — Régulation de la quantité, de la qualité et do coôt do crédit

Cette fonction de la Banque centrale s'est développée en raison de la stabilité économique et mocétaire qui out caractèrisé les premières années de sa fondation : augmentation modérée des prix et excédents de la balance des palements. A la suite de la guerre de Six Jours de 1967 et de ses prolongements (occupation de la rive occidentale du Jourdain et fermeture des agences de ce secteur) ainsi que des pertes dues à la dévaluation de la livre sterling, la Banque centrale a été contrainte de modifier sa politique de crédit, pour fournir des isquidités aux banques agréées et pour régetiver l'économie

a ete contrainte de modifier sa politique de crédit, pour fournir des liquidités aux banques agréées et pour réactiver l'économie Afin de contenir. à partir de 1972 les pressions inflationnistes mondiales, la Banque centrale a mis en viguenr une politique restrictive du crédit comportant ces mesures.

1. Introduction, dès 1974, des « plafonds » de crédit. La dernière réglementation des plafonds de crédit, publiée le 28 juin 1976, prescrivait que les facilités de crédit directes ne devalent pas dépasser 10 % des crédits en cours d'one banque agréée, à la date du 31 mai 1978.

2. Pendant le premier semestre 1977, la Banque centrale

agrète, à la date du 31 mai 1978.

2 Pendant le premier semestre 1977, la Banque centrale a cessé d'appliquer la politique des plafonds et l'a remplacée par l'utilisation de ratios entre les crédits et les dépôts Pour la première fois la Banque centrale a adopté une politique « préférentielle » envers les banques agréées maintenant un ratio de liquidités dépassant 55 % au 31 mai 1978. Cette politique a permis à ces banques d'accorder des crédits supplèmentaires ne dépassant pas 12 % do total des crédits en cours au 31 mai 1978.

3. La Banque centrale a poursulvi sa politique consistant à intervenir sur la liquidité des banques agréées 2u moyen du coefficient de réserves obligatoires et du coefficient de liquidités. La dernière décision fixant le coefficient de liquidité à 30 % a été publiée le 1" janvier 1975. Le coefficient de réserves obligatoires a été fixé le 1" novembre 1975 au nivean de 12 % des dépôts d'épargne et à terme, et au niveau de 15 % des

dépôts à vue.

4. Pour éviter que le crédit ne se dirige de préférence vers le secteur commercial et pour instituer une répartition équi-table du crédit entre les divers secteurs de l'économie, la Banque centrale a prescrit que le taux minimal d'intérêt perçu sur les crédits accordés au secteur commercial ne soit pas inférieur à 7.5 % pour les meilleurs clients

Il a été également demandé sux banques agreées de déposer a la Banque centrale, sur un compte spécial, une part de 3 % des découverts en cours utilisés par leurs clients.

5. Pour la première lois, la Banque centrale est intervenue en 1976 pour modifier la structure des taux d'intèrêt. Elle visait à encourager l'épargne et à réduire la consommation. dans le but de diminuer l'augmentation de la masse monétaire et ses conséquences inflationnistes. Les taux minimaux prescrita par la Banque centrale étaient de 5 % sur les dépôts d'épargne et sur les dépôts sujets a un préavis d'une semaine, 5,25 % sur les dépôts sujets à un préavis d'un mois et plus et 5,50 % sur les dépôts à terme (six mois et plus):

IV. — Rapports entre la Banque centrale, d'une part. les banques agréées et institutions de crédit spécialisées, d'autre part

En tant que banque des banques, la Banque centrale est chargée d'accorder aux banques commerciales et institutions de crédit spécialisées toutes facilités et tous services bancaires. Elle fournit aussi des compensations entre banques et assure l'échange d'informations de crédit concernant les clients des banques commerciales. L'escompte et le réescompte figurent parmi les facilités fournies par la Banque centrale aux banques commerciales. Elle peut accorder des avances pour des périodes fixes u'excédant pas neuf mois aux banques agréces, contre la fourniture de garanties accessoires. De même, la Banque centrale peut accorder des avances pour des périodes fixes n'excédant pas cinq ans aux institutions de crédit spécialixes n'excédant pas cinq ans aux institutions de crédit spécia-lisées, avances garanties par des instruments de crédit précis De ce point de vua, les encours de crédit accordes, aux institutions de crédit spécialisées sont passés de 4,29 millions de dinars jordamens en 1975 à 9,15 millions de dinars jorda-niens en 1976 La plupart de cès crédits sont allès à la Banque de développement industriel, à la Banque du logement et à l'Organisation coopérative jordanienne. La Banque centrale mettant davantage d'argent à la disposition de ces institutions en vue de les aigust à geografet plus de matte aux clients des vue de les aider à accorder plus de prêts aux clients des

en vie de les autres à accorner plus de preis aux chents des secteurs productifs.

Afin de renforcer la situation financière des organismes de crédit spécialisés, la Banque Centrale a participé an capital de certains d'entre eux comme la Banque pour le logement et

V - Relations avec les pouvoirs poblics La Banque centrale est le banquier et l'agent fiscal des

ponvoirs publics. Etat et collectivités locales. Elle leur fournit tous les services bancaires. Elle se charge du placement et de la gestion des emprunts émis par l'Etat La Banque centrale effectus pour le compte de l'Etat l'emission et la gestion de la Dette publique (emprunts) offerte à la souscription du public. Cette opération est règie par la loi n° I sur la Dette publique de 1971 et ses amendements. Jusqu'ici, la Banque centrale a émis les formes sulvantes de a: Bons du Treso: pour une valeur nominale de 12 million

a: Bons du Tresoi pour une valeur nominaie de 1,2 million de dinars iordaniens ils ont été émis pour la première fois le 21 janvier 1969 Le moutant des bons du Trésor en circulation atteignait, en 1976. 35 millions de dinars jordaniens;
bi Obligations de la Dette publique. Les obligations au porteur out été émises pour la première fois le 15 juin 1971. Les obligations nominatives (obligations de développement) ont été émises la 35 août 1973. Le tablean cl-dessous donne l'état des diverses émissions d'obligations à la fin de 1975 et de 1976;

Année de remboursement ou d'échéance (émissions)	1975	1976	Type d'obligations
1977 1978 1979 1980 1982 1983 1983 1984	324538 23	324530632	au porteur au porteor développement développement développement développement développement développement développement deux types

ci Les obligations nominatives pour la construction émises en 1976 pour le compte de la Société de radio et de télécommu-nications, d'une valeur nominale totale de 2 millions de dinars jordaniens, rapportant un intérêt de 6.5 % l'an Ces obligations

jordanlens, rapportant un intérêt de 6.5 % l'an Ces obligations viennent à échéance su 15 avril 1982.

En sa qualité de banque de l'Etat, la Banque centrale accorde des avauces au Trésor. La première avance au Trésor d'un montant de 2 millions de dinars jordaniens a été éélivrée au début de 1988. D'autres ont suivi. Le montant cumulé de ces avances au Trésor s'élevait, à la fin de 1976, à 130,8 millions de dinars jordaniens et la dette en cours représentée par ces avances etait de 20,3 millions de dinars jordaniens.

Pour emeliorer le niveau des services bancaires des apences

ces avances etait de 20,3 millions de dinars jordaniens Pour eméliorer le niveau des services bancaires des agences des banques agréées du royaume. la Banque centrale a décidé, a la fin de 1973. d'ouvrir des agences à Akaba et à Irbid. L'agence d'Akaba a commencé à fonctionner le 1° septembre 1974, celle d'Irbid ouvrira an cours du second semestre de 1977.



POLITIQUE INTÉRIEURE

quatre ans les sénateurs et tous les deux ans leur président (article 36). Comme le remarque un spécialiste, « l'attribution des jonteuils sénatoriaux et des portéguilles ministériels fournit au roi l'occasion de récompenser les services rendus à la couronne ou de neutraliser un opposant potentiel, à moins qu'il ne s'agisse dans ce dernier cas de sceller la conversion d'un jacticux repenti » (5). C'est ainsi que le général Ai Abou Nawar, auteur du coup d'Etat manqué de 1957, est devenu représentant personnel de Sa Majesté.

l'égide de trois premiers minis-

Quant aux sénateurs, deux fois moins nombreux que les députés, leur rôle consiste à équilibrer et, si possible, à neutraliser les deputés contestataires dans le cadre des réunions de l'Assem-blée nationale.

cou de neutraliser un opposant potentiel, à moins qu'il ne s'agisse dans ce dernier cas de soeller la conversion d'un factieux repenti » (5). C'est ainsi que la genéral All Abou Nawar, anteur du coup d'Etat manqué de 1937, est devenu représentant personnel de Sa Majesté.

Le gouvernement remplit trois fonctions spécifiques au profit du roi, il l'assiste dans l'exercice de ses fonctions, il cert le cas échéant de « bouc émissaire » à l'opposition pariementaire (l'article 49 stirpule qu'e « les ordres écrits ou oraux du roi ne dégagent pas les ministres de leur responsabilité »); enfin et surtout, il assume la tache d'orienter la politique intérieure et étrangère du pays en fonction des impératifs de la conjoncture. Pour peu que celle-ci évolue, le souveran, auquel revient le monopole de la stratégie à long terme, changera d'équipe. Cette technique de gouvernement, que le Palais maîtrise hien et qui lui permet en outre d'associer à tour de rôle les différents groupes de pression de la classe dirigeante à l'exercice du pouvoir, explique la rotation accélérée des ministères : d'octobre 1957 à avril 1957, il y a cu dir, cabinets et sept premiers ministres. De 1967 à 1970, rares sont les couvernements qui ont dure plus de trois mois. D'octobre 1970 à novembre 1974, neuf ministères se sont succédé e o ns

Le Parlement et les partis réduits de l'opposition

La Constitution (articles 34, 78, 30 et 81) reconnaît au roi de nombreux moyens de pression sur les députés; tous les élus doivent lui prêter un serment de fidélité. Les parlementaires qui devienment ministres doivent se piler aux volontés du souverain. Non seulement ils jouissent du droit de vote, mais, en outre, ils ont priorité de parole dans les deux chambres. C'est le roi qui convoque l'Assemblée nationale en session ordinaire et extraordinaire, laquelle est dirigée par le président du Sénat, nommé par le roi. Chacune des deux Chambres soumet au monarque son règlement au monarque son règlement intérieur. Enfin le souverain peut dissoudre la Chambre des députes ou même proroger son man-

Malgré tout, ainé des Parle-ments arabes, le Parlement jor-

U.B.A.F. TOKYO BRANCH

T A Chambre des députés confère à l'autorité monarchique
sa légitimité et lui fournit une
caution populaire. Parlement et
partis sont aussi des « soupapes
de sûreté » qui permettent à
l'opposition de s'exprimer dans
le cadre du système.

La Constitution (articles 34,
78, 30 et 31) reconnaît au roi
de nombreur mouvant de presentationale. Le conseil des
ministres et chacun des minis-

doveni etre rainies par l'Assemblée nationale. Le conseil des
ministres et chacun des ministres sont responsables devant le
Farlement, qui peut les renverser
par un vote de défiance des deux
tiers des députés (article 51).
En fait, seul le cahinet de Samir
Rifal fut victime, en ayril 1963,
d'une Chambre nationaliste:

De leur côté, les partis ont
longtemps bénéficié d'un régime
de faveur. Les articles 15 et 16
de la Constitution garantissent
les libertés d'opinion, de presse,
de réunion, de regroupement
dans des associations et partis,
etc. Organisations contestataires,
le Front national et le Baas ont
été reconnus en juillet-août 1955.
Mais, deux ans plus tôt, le parti
communiste avait été déclaré
illégal. Et le roi n'a pas héaité
à interdire à plusieurs reprises
tous les partis accusés de trou-

bler l'ordre, avant d'instituer acus son égide en avril 1965 un « Front national » regroupant toutes les forces politiques, y compris les communistes, les bassistes, et les nassériens.

compris les communistes, les bassistes, et les nassériens.

Les Palestiniens, pour la plupart urbanisés, qui constituent 56 % de la population jordanienne, animent les principaux foyers de l'opposition partisane ou parlementaire. Quoique bénéficiant d'une citoyenneté à part entière, et bien qu'intégrés sur les plans économique et culturel, ils s'opposent à la mainmise du rol, de ses partisans transjordaniens et des minoritaires sur les principaux centres de décision politique. Les revendications de l'opposition se sont longtemps résumées en deux mots d'ordre : unité arabe et liberté. Reprochant au monarque son orientation pro-occidentale (traité jordano-britannique, projet de pacte de Bagdad, adhésion à la doctrine Eisenhower, Union hachémique irako-jordanienne...), le Bass, le mouvement nationaliste arabe et les nassériens ont réclamé l'adhésion d'Amman au pacte militaire syro-égyptien conclu après la guerre de Suez, pris à la République arabe unie (1958-1961) et à l'unité tripartite syro-égyptienne (avril 1963). L'opposition a aussi lutté pour une extension des libertés politiques et dénoncé les pressions illégales exarcées par les autorités : truquage du scrutin de 1954, expulsion de députés nationalistes en 1957, exclusion des candidats de l'opposition en 1961, etc.

Dans les années 50 et 60, la vie politique a été marquée par des

position en 1961, etc.

Dans les années 50 et 60, la vie politique a été marquée par des affrontements périodiques qui ont mis en cause tous les acteurs politiques : le roi, le Parlement, le gonvernement, les partis, sans onblier l'armée. La plupart de ces crises se sont déroulées en quatre phases distinctes (6) :

Les députés contestataires (nationalistes sociaux, hassistes, communistes, frères musulmans) critiquent violemment ou censurent la politique du gouverne-

— A la demande du conseil des ministres, le roi dissout le Parlement. Ainsi, de 1947 à 1987, la Chambre des députés a été renouvelée neuf fois. Huit de ces assemblées ont été dissoutes avant le terme de la législature.

 Les partis d'opposition répliquent en organisant de violentes manifestations. - Le roi désigne un antre

- Le roi désigne un antre premier ministre. Ainsi, en décembre 1955, lors des troubles causés par le projet d'adhésion de la Jordanie au pacte de Bagdad, quatre gouvernements se succèdent en moins d'un mois. L'attitude du monarque pendant la phase finale du conflit varie en fonction de la conjoncture. Tantôt soucieux de ne pas exacerber l'opposition, il cède à ses revendications (1956, novembre 1958, février et juin 1970), tantôt il opte pour la manière forte, dissout les partis (janvier 1954, avrii 1957, 1963), proclame la loi martiale et fait donner l'armée. Longtemps cette alternance a témoigne d'un souci de

maintenir un équilibre entre contrainte et consensus populaire. Mais, depuis 1970, l'équilibre a été rompu sous la pression de graves événements et le roi rè-gne sans partage.

graves evenements et le roi regne sans partage.

Le septième « sommet » arabe
de Rabat, qui s'est tenu du
28 au 29 octobre 1974, a adopté
une resolution stipulant que
« l'O.L.P., seul représentant legitme du peuple palestinien, a
mission de fonder un pouvoir
indépendant sur toute partie du
territoire palestinien, libérée ».
Le roi Hussein a reconnu cette
décision en l'assortissant de plusieurs réserves :
— La juridiction d'Amman
reste applicable en Cisjordanie
gusqu'à la libération de ce territoire.
— Si les Etais arabes décidalent d'annuler les résolutions
du « sommet » de Rabat, la
Jordanie s'y rallierait.
— A l'issue de la libération des
territoires occupés, les populations cisjordanienne et transjordanienne devront être consultées et déterminer librement

tions cisjordanienne et transjordanienne devront être consultées et déterminer librement
leurs liens mutuels (ou l'absence
de liens mutuels).

Espérant que ses pairs arabes
et les Palestiniens de Cisjordanie finiront par opter pour
l'établissement de liens institutionnels entre les deux rives du
Jourdain, le rol Hussain semble
évoquer à nouveau le projet de
a Royaume arabe uni » formulé
en mars 1972, qui reconnaît une
certaine autonomie à la « province palestinienne ».

La position ambigué des autorités hachémites sur la question cisjordanienne s'est reflétée
sur le plan institutionnel. Les
deux Chambres, dont la mothié
des effectifs étalent composés
de Cisjordaniens, ont été dissontes après le « sommet » de
Rabat (23 novembre 1974), le
uouveau Sénat, nommé par le
roi (le 30 novembre 1974), ne
comprend que sept Cisjordaniens.
Le gouvernement, qui comptait
jusqu'au 30 novembre dix Palestiniens sur vingt ministres, n'en
compte plus que quatre depuis
cette date. Le portefeuille des
affaires des territoires occupés ».

En attendant la solution de
la question cisjordanienne q n i

En attendant la solution de la question disjordanienne qui permettra de determiner la compermettra de déterminer la com-position de l'électorat et de la Chambre des députés (3), aucun nouveau Parlement u'a été élu Déjà en 1971, les élections avaient été reportées « parce que les Cisjonianiens ne peuvent pas voter ». Le 9 novembre 1974,

l'amendement de l'article 73 de la Constitution a autorisé le souverain à ajourner les élections législatives pour une période ne dépassant pas un an. Le 5 février 1976, la Chambre — pourtant dissoute en uovembre 1974 — a été convoquée pour voter un nouvel amendement à l'article 73 permettant au roi d'ajourner sine die de nouvelles élections et de convoquer la Chambre dissoute pour adopter des amendements constitutionnels. Désormais, tout en bénéficiant de savantages de « l'instrument » législatif, le souverain est débarrasse de tout contrôle parlementaire.

Parallèlement, la Chambre haute et le gouvernement, pourtant bien dociles, ont été mis

Un vide institutionnel

Le volution du rapport des forces au Proche-Orient et en Jordanie a favorisé la liquidation des foyers de contestation traditionnels : les affrontements de septembre 1970 et de juillet 1971 ont provoqué l'exode des fedayin. Desormais, la résistance palestinienne semble plus préccupée par son statut au Liban ou par l'avenir de la Cisjordanie que par le renversement du régime hachémite. La mort de Nasser en 1970 a laissé ses partisans désemparés. La guerre d'octobre 1873 a renforcé le camp rabe modèré. Enfin les comflits frairicides entre Damas et Bagdad, ainsi que les intitatives de l'armée syrienne au Liban, ont rétuit l'impact du Rasa.

Le 7 septembre 1971, l'Union nationale jordanienne (qui de viendra l'Union nationale jordanienne (qui de viendra l'Union nationale jordanienne (qui de viendra l'Union nationale parti unique, présidée par le rol et le prince béritier Hassan, qui dirigent un comité exécutif suprême de trente-air membres. l'UNA rassemble cent mille membres Mais en avril 1974, le comité exécutif suprême est dissous et le sorré-taire général est invité à démissionner. En février 1976, l'UNA est supprimée. Depuis cette date, foute activité politique organisée non gouvernementale est interdite. Quelques courants politiques « invertébries », sanimés le plus souvent par des viendra de la foute organisée non gouvernementale est discons et le sorré-taire général est invité à démissionner. En février 1976, l'UNA est supprimée Depuis cette date, foute activité politique organisée non gouvernementale est interdite. Quelques courants politiques « invertébries », sanimés le plus souvent par des soucasts (Mª Dai Fallah Mahmoud, Irahlm Habr et Abdallah Barihadi, ont lancé un de la cisjordanie et l'avenir des de

(Lhambte Commetee Franco Atabe

Créée en 1970 à l'initiative des ambassadeurs arabes accrédités à Paris, et avec l'accord du gouvernement français, la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE est une association régic par la loi du 1º juillet 1901.

Ella a pour vocation de favoriser et de développer les relations commerciales, industrielles et financières entre la France et l'ensemble des pays arabes. A cette fin, la Confédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture arabes a décidé, lnrs de son congrès à Bagdad en 1972, que la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE aurait pour correspondants nfficiels toutes les chambres de commerce arabes, dans leur pays respectif, et qu'elle serait leur interlocuteur en France.

Depuis l'année dernière, la Chambre s'est dotée de nouvelles structures pour mieux répondre aux besoins de ses adhérents français et arabes : sections bilatérales, comités nationaux (en pays arabe), comités régionaux (en France), comités techniques (transports, textiles, etc.).

Elle a édité un règlement de conciliation et d'arbitrage applicable entre les pays arabes et les pays necidentaux.

Elle nrganise pour chaque pays intéressé des journées d'études à Paris et des missions qui permettent l'échange d'informations et la prise de contacts très fructueux.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

138, boulevord Houssmann **75008 PARIS** Téléphone: 924-99-85.

UNIONE DI BANCHE ARABE ED EUROPEE - U.B.A.E. (Italia) S.p.A. JEAF BANK LIMITED Rome i 11 Plazza Venezia Milan i 7, Plazza Olaz UBAN - ARAB JAPANESE FINANCE LIMITED Alexandra House - Room 2204-2209 16-20, Chatar Road, Cantral Hong Kong UNION DE BANQUES ARABES ET EUROPEENNES SA. - U.B.A.E. Luxembourg - 22. Soulevant Royal Franklart Grosse Gallusstrasse, 15 UBAF FINANCIAL SERVICES LIMITED Palmersson House 51 Bishopsgate UBAF ARAB AMERICAN BANK 845 Park Avenue New York N.Y. 10022

U.B.A.F. BAHRAIN BRANCH

Representation de l'U.B.A.F. eu Moyen-Orient Cantre Gefinor P.C. Box 9092 - Beyrouth (Liban)

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.

Le France" 4, rue Ancelle 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex TEL. 747.7242 · CABLE : UBAFRA · TELEX : 610334 & 610640

agences: .

banques affiliées



ÉCONOMIE

Les moyens du développement

Ly a vingt-cinq ans, face aux immenses problèmes que possit au pays l'afflux de réfugiés palestiniens, nul ne croyait que le royaume hachémite de Jordanie fût en mesure d'assurer sa survie économique. Pourtant, le défi a été relevé, et les progrès accomplis ont prouvé la détermination des Jordaniens. Le chiffre le plus éloquent à cet égard est sans doute le bond du revenu par tête, passé de 40 dinais jordaniens (D.J.) en 1952 à 250 en 1976 en dépit d'une importante croissance démographique (3,1 % par an) et des épreuves d'origine externe ou intérieure infligées à l'économie.

L'industrie, plus que modeste en 1952, entrait en 1966 dans le produit national brut pour 13 % et atteignait 19 % en 1976 On y et atteignait 19 % en 1976 On y recense aujourd'hui des cimente-ries, un secteur pétrolier, des tanneries, des aciéries, des fa-briques de détergents, de paplers, de textiles et de produits phar-maceutiques ainsi qu'une métal-jurgie. Alors une naguère les inrgie Akors que, naguère, les emprunts ne trouvaient pas preneur, les nouveaux projets in-dustriels ont donné lieu à des souscriptions massives, et les fir-

dollars. Ainsi, la Jordan Petroleum Refinery y a trouvé, pour un plan d'expansion ambitieux mais indisd'expansion ambitieux mais indis-pensable, un financement de 100 millions de dollars. Dans les premières années de cette décen-nie, le Parlement a adopté des dispositions qui encouragent l'in-vestissement étranger.

En 1954, l'agriculture assurait la subsistance de 75 % de la population. Sa part dans le pro-duit national a décliné depuis lors régulièrement, passant de 30 % à l'époque à 8 % en 1976,

date à laquelle cette activité n'occupait plus que le quart des Jordantens. La modernisation et l'extension des terres cultivées a'accompagnent de la mise en œuvre de tracteurs et de molasonneuses-batteuses, tandis que dans la vallée du Jourdain la construction du canai du Ghor criental, entre autres ouvrages, a permis d'éternante le secteur irrigué. Des terres nouvelles ont été mises en culture dans le Sud et dans le désert oriental près d'Azrak.

Un système bancaire moderne

S UR le plan monétaire, le Jor-dan Currency Board émettait, avant 1964, des dinars jordaniens. Installé à Londres, l'institut fonctionnait contre règlement préalable d'un montant rigoureusement identique en sterling. A la fin de cette même année, ses avoirs n'excédaient pas 26 mil-lions de D.J. Or ils devaient atteindre en 1970 106,9 millions et 292,1 millions en juin dernier.

vingt-cinq ans, dispose aujour-d'bui de quatorze banques d'affaires dont neuf sont jorda-niennes ou arabes. Les dépôts atteignent 250 millions de D.J. et le montant des prêts consentis 200 millions. Une bourse des valeurs, créée au débnt de l'année, va commencer à fonctionner. Six instituts de crédit, dont les principaux sont le Housing Bank et l'Industrial Development Bank, Le système bancaire, qui comp-tait seulement cinq établissements mars dernier pour 60 millions de dont deux britanniques il y a prêts. C'est dire que la collecte

de l'épargne est bien assurée et succès remportés à l'exportation que le secteur financier est en constant perfectionnement.

L'accèlération de l'épargne est bien assurée et succès remportés à l'exportation ne sont pas négligeables : pour ne citer qu'un chiffre, la vente de phosphates à l'étranger est

L'accelération de rythme du développement a suscité un be-soin toujours croissant de produits importés En 1952, il s'agissait surtout de denrées de première nécessité, et pour 60 % des 15,9 millions de D.J. en cause, de productions agricoles. Les expor-tations étalent alors très faibles (3 millions de D.J.). Le définit commercial s'est creusé, passant commercial s'est creusé, passant de 57 millions de D.J. en 1966 à 270 millions en 1976. Pourtant, les

De lourdes dépenses publiques

D'ANS le domaine de l'emploi, la population active constime depuis 1952 — le chiffre n'a
pas sensiblement changé — 30 %
environ de la population totale.
Mais le chômage, qui affectait
naguère le quart des actifs, était
tombé en 1975 à 1,6 % senlement.
La faible proportion des actifs
tient à l'absence presque totale
de travail féminin, an fait qu'un
Jordanien sur deux a moine de
seize ans et aux départs massifs
de travailleurs. Ce dernier point
suscite des appréhensions, car
cent cinquante mille de ceux-ei,
soit 37 % des actifs, sont employès hors du royaume. Les
envois de devises de ces émigrés
ne compensent pas la perte infline compensent pas la perte infli-gée à l'économie par leur absence, d'autant que ces défections ont provoqué une hausse importante des salaires, cause directe d'inflation. Pour enrayer le mai, un vaste système de sécurité sociale financé sur fonds publics et qui

garantira notamment une retraite aux travailleurs âgéa.

voqué par les envois d'émigrés, les prêts de pays arabes et l'arrivée de pétrodollars flottants,

passée de 24 941 tonnes en 1952 à 1 700 000 tonnes l'an dernier.

Très faibles à l'origine de la période étudiée (13.4 millions de D.J.), les dépenses publiques ont atteint l'an dernier 222 millions, ce qui a entrainé un déficit hudgétaire lèger mals en angmentation régulière ainsi qu'un gonfiement de la dette publique (35,9 millions de D.J. en 1973 et 90 en 1976). A cette dernière date, la dette extérieure atteignait 126,9 millions de D.J. Il n'y a pas lieu de s'en inquiéter outre mesure, dès lors que le développement marche d'un même pas et permet les remboursements. L'augmentation des dépenses publiques était rendue inévitable par le soutien de l'économie de la Cisjordante.

Le plan triennal 1973-1975 se proposait, sous la direction du prince béritier Hassan, de créer soixante-dix mille nouveaux em-plois et d'investir une somme globale de 179 millions de D.J.

dont 79 millions provenant du secteur privé. Le pian quinquennal qui lui a succède (1976-1980) vise un investissement global de 765 millions, un taux de croissance de 21 % du secteur de production et de 11,5 % du P.N.B. aux prix du marché. On attend du secteur privé la moitié des investissements envisagés. Pour rempiir ce programme ambitieux, le gouvernement mise sur la coopération interarabe et internationale ainsi que sur la stabilité de la région. dont 79 millions provenant du à 1 700 600 tonnes l'an dernier.
Le poste des revenus invisibles s'est nettement accru, provoquant même un léger excédent de la balance des paiements que met en évidence l'accroissement des réserves de change (de 36 millions de D.J. en 1956 à 69.8 en 1966 et 243.9 à fin juin 1977) provoque par les envois d'émigrés, les

Dans tout le pays, l'Intense activité du secteur de la construction porte témoignage des progrès accomplis au cours des vingt dernières années. La population d'Amman est passée de deux cent mille âmes en 1952 à sept cent mille en 1977 et il est difficile d'y trouver un appartement. La Housing Corporation et la Housing Bank sont spécialisées dans les prêts immobiliers et le logement social.

Le pays est doté de bons services de santé, si l'on se réfère à d'autres nations en voie de développement, et les médecins, qui n'étaient que cent quatrevingt-quatorse dans le royaume (dont la Cisjordanié) en 1952, sont au nombre de huit cent quarante-cinq dans ses limites actuelles. Plus généralement, l'infrastructure du développement aété sensiblement améliorée, notamment dans le domaine des transports où le réseau routier de 4 000 kilomètres de routes asphaltées est utilisé par plus de trente-huit mille voltures. La compagnie d'aviation nationale Alia dispose d'une flotte d'apparells à réacd'une flotte d'apparells à réac-tion et de deux Boeing 747. Ses lignes desservent anes l bien Bangkok que New-York. Akaba, bourgade côtière en 1953, est un

THE ARAB POTASH COMPANY Ltd

(Compagnie Arabe des Potasses) B.P 1470 Amman JORDANIE Télex: 1683 Adresse télégraph. : Patash, Ammon, Jordanie. Téléphone : 66165

Le copitol de lo compagnie est octuellement de 40 millions de dinors jordoniens. Son principal objectif est l'exploitation des produits chimiques existant potentiellement dons les soumures de la mer Morte, qui contiennent plus de 40 milliords de tonnes métriques de réserves minérales en solution concentrée.

La potosse de qualité engrais (KC 1) sera le produit primoire : elle sera extraîte au rythme de 1 million de tonnes par on en 1981. Pormi les autres produits chimiques sasceptibles d'être exploités figurent le bromure, le mognésiam, le chlorure de sodium, le chlore, lo soude coostique et d'outres composés

D'outres engrais à base de potasse (principalement sulfates, nitrates et phosphates) seront égolement produits.

Pour tous renseignements complémentaires, s'odresser ou siège sociol de l'Arab Potash Company. ò l'odresse ci-dessus.

بنك فسلاب الدولي

FRAB-BANK INTERNATIONAL

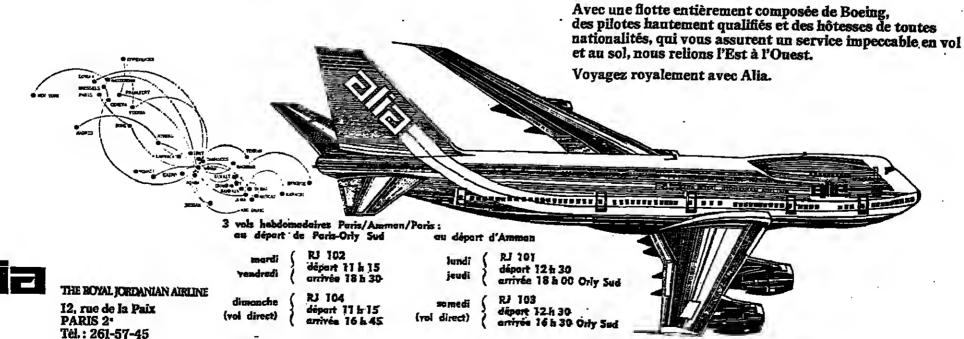
BANQUE FRANCO-ARABE D'INVESTISSÉMENTS INTERNATIONAUX

COMPARAISON DES BILANS au 30/6/1976 et 30/6/1977

ACTE	30 juin 1976	38 Jato 1977	PARSIP	30 Juin 1976.	30 Juin 1977
Banques Clients Divers Titres Immobilisations	1 184 274 796 993 109 358 4 068 2 331	1 674 195 1 060 624 118 242 7 766 2 057	Bangoes Chients Divers Réserves Capital Résultat provisoire.	224 626	2 482 990 167 840 127 012 1 491 70 000 13 551
Total	2 097 024	2 862 884	Total	2 097 024	2 862 884



Voyagez à bord de notre "Jet" Royal et profitez royalement de votre voyage



REALISATION DEMSEMBLE



port moderne où ont transité en 1976 plus de trois millions de tonnes de marchandises II est rellé à Amman par voie ferrée et reçoit ainsi les chargements de phosphates en provenance des mines du Nord. La puissance électrique installée de 130 mégawatts doit atteindre 350 mégawatts doit atteindre 350 mégawatts en 1981 et l'électrification de nombreux villages est en cours. Enfin le système de télécommunications s'étend rapidement et les liaisons téléphoniques et télex — facilitées par un premier et bientôt par un second satellite — sont satisfaisantes.

Dotée d'un patrimoine archéologique et de lieux saints, la
Jordanie s'applique à protéger
ces trésors uniques au monde. Le
secteur touristique a connu une
croissance rapide, et les visiteurs,
au nombre de soixante-quatorze
mille en 1954, étalent plus de six
cent seize mille en 1968. L'amée
suivante, l'occupation de la Cisjordanie portait un conp sévère
à une activité qui reprend néanmoins son essor : de sept cent
sept mille en 1975, le nombre des
touristes a atteint un million
soixante-trois mille l'an dernier.
Les revenus de ce secteur se sont Les revenus de ce secteur se sont alors élevés à 63 millions de D.J.

conscient des besoins spécifiques du pays en matière de technologie et de recherche, le gouvernement a tenté de les satisfaire, et une charte royale a créé en 1970 la Royal Scientific Society, fondation sans but lucratif dont le bureau est présidé par le prince héritier. La R.S.S. entretient actuellement dans divers domaines sept départements de recherche dont les travaux portent aussi hien sur la construction normalisée à bas prix que sur la désalinisation de l'eau de mer ou l'énergie solaire. Elle emploie quatre-vingts savants ou ingénieurs de hant niveau et dispose d'environ 1,5 million de D.J. L'université de Jordanie et l'université de Yarmouk, ainsi que le ministère de l'agriculture, mênent également des travaux de recherches; ce secteur représente 0,5 % du produit national brut. Un séminaire placé sous le haut patronage du prince Hassan a préparé, en mai 1977, une conférence internationale sur ce thème, qui se réunira dans les premiers mois internationale sur ce thème, qui se réunira dans les premiers mois de l'année prochaine,

Dans l'attente d'un règlement du problème palestinien

(Suite de la page 21.)

La réponse à ces questions reste évidemment aléatoire mais on estime généralement les éven-tuels candidats au départ à environ 20 % de la population palestinienne, représentant sur-tout les plus déshérités qui vi-vent encore dans les camps de réfugiés et ceux qui ont des parents en Cisjordanie suscepti-bles de les loger convenablement. La masse des réfugiés, même ceux qui ont été chassés par la guerre de 1967 de la rive occidentale du Jourdain après avoir été déplacés une première fois en 1948, sont en fait originaires, pour la plupart, des terri-toires palestiniens qui forment aujourd'hui l'Etat hébreu. Ils n'ont donc, de toute évidence, aucune raison impérative de regagner un Elat palestinien réduit à la seule Cisjordanie, et où les conditions d'existence seront, surtout au cours des premières années, particulièrement difficiles. D'autant plus qu'ils jouissent de la citoyenneté jordanienne et bénéficient de l'essor économique du royaume hachémite.

En revanche, on peut estimer raisonnablement que la propor-tion des Palestiniens qui opte-ront pour la citoyennete du nouvel Etat et obtiendront ainsi un passeport palestinien sera duite à la seule rive orientale. élevée. Si, aujourd'hui en Jor- Ces derniers estiment que les danie, les traces de la guerre palestiniens sont à l'origine de civile de 1970 ont artifarment civile de 1970 ont entièrement tous les malheurs du royaume et disparu, les blessures profondes laissées dans les cœurs et les se renforcer en assurant son esprits demeurent. Le sentiment homogénéité nationale. Cette esprits demeurent. Le sentiment nationaliste palestinien est vi-

vace, même auprès des représen-tants de la riche bourgeoisie d'Amman et d'Irbid, bien que ces derniers prétèrent rester à l'est du Jourdain et n'apprécient guère les principes révolution-naires dont se réclament les différents mouvements de résis-tance qui constituent l'OLP.

Celle-ci représente néanmoins à leurs yeux le symbole de cet Etat indépendant qui satisferait une vieille et tenace aspiration, affirmerait une spécificité pro-fonde, et ne peut done laisser mdifférent aucun Palestinien, fût-il étroitement intégré dans le régime jordanien.

Les partisans d'un «repli transjordanien»

E N 1974, lorsque le roi Hussion d'un Etat palestnien pourrait den consolider le camp des partisants la représentation purrait den consolider le camp des partisaienne au sein du gouvernement, de la haute administration et des assemblées élues. Ces mesures avaient à l'époque suscité une certaine inquiétude parmi les Palestniens, qui craignaient d'être amenés à choisir entre le futur Etat indépendant et la Jordanie. Le souverain hachémite sut a lors calmer les appréhensions de ses sujets originaires de la rive occidentale ginaires de la rive occidentale du Jourdain en leur prodiguant des assurances et en découra-geant toutes les manifestations de nationalisme jordanien qui ent pu les heurter.

Il existe toutefols, dans les milieux gouvernementaux et dans l'entourage même du roi, des partisans d'une Jordanie réque la Jordanie ne pourrait que tendance demeure cependant mi-

provenant en grande partie des Etats-Unis et des pays du Golfe. A cet effet, le nouveau plan prevoit une récrientation de l'économie vers les secteurs productifs (industrie, exploitation du sous-sol et agriculture), avec un effort special pour favoriser l'exportation vers les marchés régionaux. Le nouvel Etat pales-tinien, si jamais il est créé, serait un partenaire naturel pour le royaume hachémite. Trop de liens unissent les deux rives du Jourdain pour que, tôt ou tard, ne scient instituées entre elles des relations privilégiées.

JEAN GUEYRAS.





POUR LA FÊTE DU 25° ANNIVERSAIRE

La Jordanie hospitalière vous souhaite la bienvenue

VISITE D'AFFAIRES OU DE PLAISIR

SÉJOURNEZ A L'HOLIDAY INN « Partout chez nous vous êtes chez vous »

HOLIDAY INN D'AMMAN

220 chambres et suites air climetisé. Altue dans le centre près des quartiers d'affaires et des ambasades - TV et mini-bar dans chaque chambre - Plusieurs restaurants : français, nriental, eteak-bouse, coffee-shnp, pub angiais et night-club sur la tarrasse - salle de conférence et de banquet pour 600 personnes - Piscine.

Ouverture en novembre 1977
Adresse : P.O. Box 6399 - Télex : 1553 NAZZAL JO

HOLIDAY INN D'AQABA

110 chambres et suites air climatisë. Au bord de la mer Rouge - TV et mini-bars - coffee-shop et restaurant français - sulles de conférence et de banquet pour 125 personnes - Plage privée · Piscine - aki nautique - Pinngée sous-marine - Pêche. Adresse : PO Box 215 · Télex 0263 HOLOIN JO

RÉSERVATIONS INTERNATIONALÉS HOLIDAY INN: PARIS TELEPHONE: 686-50-87 — TELEX: 204696

TOUR ANJOU - 33, QUAI NATIONAL, 92806 PUTEAUX TELEPHONE: 776-43-64 - TELEX: PAREL 620834

RÉALISATION D'ENSEMBLES "CLÉS EN MAINS"

QUELQUES RÉFÉRENCES:

- En Indonésie, usine d'engrais,
- Au Moroc, diverses unités d'engrais, Safi; Au Sénégal, usine d'engrais,
- Daker; - En Tanzania, usine d'engrais,
- Tanga ; En Tunisia, usine d'acide phosphorique, Gabès 1, et unité d'acide sulfurique,
- En Zambie, extension du complexe d'engrals, Kafue:

Complexe d'engrais de SAFI (Maroc). — Vue d'ensemble.

- En Jordanie, pour la Jordan Fertilizer Industry, important complexe d'engrais phosphatés, en cours de construction à Aqaba : 2 unités d'acide sulfurique, 1 unité d'acide phosphorique, 2 unités de granulation en DAP, ensemble des affsites et utilités.



BANK OF JORDAN LTD

SIÈGE SOCIAL : AMMAN

P.O. Box 2140 Téléphone: 44327/8-44845 Capital: JD. 750,000 Réserves: JD. 1,085,331 Dépôts: JD. 21,341,041 President : Husni Sido Al Kurdi Directeur génér. : Zuhair Darwaza Télex : Bankjor Ja 1272 Adresse télégraph. : Bankjardan Avair réalisable : JD. 9,334,668 Tatal de l'avoir : JD. 33,572,46B

La BANK OF JORDAN LTD effectue toutes opérations bancaires commerciales et n des correspondants dans le monde entier.

Succursales en Jardanie : Amman (6 succursales), Kerak, Irbid, Maan, Ramtha, Madaba, Jerash, Aqaba, Ajilloun, Wadi Seer, Salt et Swelleh.

Filiale : Union de Banques Arabes et Françaises, Parls TABLEAU COMPARATIF POUR LES SIX DERNIÈRES ANNÉES (1971-1976)

31-12-71 31-12-72 31-12-73 \$33,360 \$21,266 9,726,981 6,076,949 2,544,897 13,767,146 633,360 224,835 5,296,228 4,334,384 1,682,947 7,639,060 532,350 201,418 6,081,865 2,557,869 1,831,051 9,124,249 533,360 255,828 7,603,336 4,697,797 2,409,451 12,126,790 15,478

ARAB BANK LIMITED

La plus ancienne banque du Proche-Orient



Fondée en 1930

A JÉRUSALEM

DIRECTION GÉNÉRALE : AMMAN, JORDANIE

	En millions de dinars jurdaniens				
	1973	1974	1975	1976	
CAPITAL ET RESERVES	16,1	17,1	20	30	
DEPOTS	200,6	276,1	472	682	
TOTAL DE L'AVOIR	310,1	452,2	853,5	1371	

L'ARAB BANK n des succursales dans les pays suivants :

ABU DHABI, AJMAN, BAHRAIN DUBAI, EGYPTE, GAZA, JORDANIE, LIBAN, OMAN, QATAR, RAS ALKHAIMAH, ARABIE SAOUDITE, SHARJAH, UMM ALQAIWAIN, FUJAIRAH, TUNISIE, REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN, GRANDE-BRETAGNE.

FILIALES :

ARAB BANK (OVERSEAS) LIMITED ZURICH, GENÈVE.

ARAB BANK MAROC CASABLANCA, RABAT UNION DE BANQUES ARABES ET EUROPÉENNES (U.B.A.E.), LUXEMBOURG, FRANCFORT.

ARAB BANK (NIGÉRIA) LIMITED LAGOS, KANO, APAPA, ISOLO.



CULTURE

· Archéologie -

Un patrimoine grandiose exploré avec ferveur

· Par J. STARCKY * -

EPUIS quelques années, les pays arabes consacrent une part appréciable de leur budget à mettre en valeur leurs richesses archéologiques. En Jordanie, l'intérêt pour les fouilles ne date pas d'aujourd'hui: des sites comme Jerash, l'antique Gerasa, ont été dégagés des 1928 (par l'université de Yale). Par l'ampleur et la beauté de ses ruines romaines, cette cité attire autant de touristes que Palmyre. Il est vrai que la Jordanie a bénéficié à cet égard de l'extraordinaire intérêt qu'a toujours suscité dans le monde occidental tout ce qui touchait de près ou de loin à la Terre Sainte. Des institutions comme la Custodie de Terre Sainte, l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem, la British School of Archaeology et les American Schools of Oriental Research, pour ne citer que les principales, poursulvent depuis près d'un siècle un travail de prospection et de fouilles dans le pays de Rabbat-Ammon (l'actuelle Amman), où David envoya se faire tuer Urie, l'époux de Bethsabée, dans les plaines de Ruth la Moabite, au

pays d'Edom, peoplé par Esaü, le frère de Jacob. Et n'est-ce pas en Galaad, à Penouel, sur la rive du Yabboq (l'actuel wadi Zarka), que ce patriarche lutta contre l'Ange, thème cher aux mystiques et aux artistes? Le département des Antiquités de Jordanle, qui travaille sur ces sites, accorde son soutien en hommes et en matériel aux expéditions étrangères, l'armée fournissant souvent un appui logistique apprécié. Le roi et son frère, le prince héritier Hassan, manifestent un vif intérêt aux fouilles et aux restaurations. Celles-cl resteot discrètes, à l'encontre de ce qui se fait dans d'nutres pays et permettent cependant au touriste de reconstituer plus facilement ce que furent ces cités d'antan, souvent réduites à un tell (mot arabe signifiant colline, mais utilisé par les archéologues pour un monticule artificiel de ruines). Le tourisme étant une source importante de devises pour un pays qui n'a pas de pètrole, un même ministère, confié à M. Barakat, rassemble tourisme et antiquités, M. A. Hadidi dirigeant ce dernier département.

Le site antique d'Amman

A Amman mème, M. Hadidi a fait dégager le Forum au nord. Elle portait, à l'époque romaine, le temple d'Hercule, dont le culte a succédé a celui de Milkom, le dieu des l'Odéon qui le limite à l'est. Il a fait rehausser la colonnade qui le clôturait sur trois côtés. Un musée folklorique a été installé dans le théâtre. Une salle y expose une belle série de mosaïques. Dans le même vallon se dressent les ruines imposantes d'un oymphée. La ville s'appelait alors Philadelphie, du nom de Ptolèmée-Philadelphie, l'Egypte gouvernant au troisième siècle avant Jèsus-Christ la Palestine et la Transjordanie. La vielle ville, aujourd'hui la colline de la Citadelle (al-Qala'a), surplombe

le Forum au nord. Eile portait, à l'époque romaine, le temple d'Hercule, dont le culte a succédé à celui de Milkom, le dieu des Ammonites. On a atteint, dans un sondage derrière le rempart sud de cette acropole, les couches de l'époque ammonite, et on a exhumé de curieuses têtes féminines à double face, graodeur nature, qui oot dû faire partie de meneaux de fenètre. Les lettres araméennes gravées derrière les yeux incrustés ont permis de dater du septiéme siècle ces sculptures uniques, actuellement au musée de la Citadelle.

Ce bătiment, qui se dresse pres du temple d'Hercule, regorge d'antiquités. Mme C.-M. Bennett, l'infatigable directrice de la British School of Archaeology, a mis au jour, plus au nord, une large rue et des habitations arabes et byzantines, des restes d'une forteresse des douzième-treizième siècles, atnsi qu'une tombe de l'époque ammonite. Dans le secteur voisin, M. F. Zayadine, du département jordanien des Antiquités, est descendu jusqu'aux couches heilenistiques et a découvert un réservoir d'eau du troissième millénaire.

A vingt-cinq kilomètres à l'ouest

A vingt-cinq kilomètres à l'ouest d'Amman, non loin de la ronte qui mêne à la mer Morte, s'ouvre le cirque d'Arak-el-Amir, creusé de galeries artificlelles, où on lit

Le décor de l'Evangile

le nom de a Tôbiah », en lettres araméennes du quatrième siècle avant Jésus-Christ. C'est le nom d'une famille mi-ammonite mijuive, souvent cité dans la Bible, dans divers papyrl et par l'historlen Josèphe. Celui-ci nous apprend qu'un certain Hyrcan, fils de Toble, y construisit une forteresse et se suicida à l'avenement d'Antiochus IV (175 avant Jesus-Christ). Les premières fouilles furent faltes en 1962 par le regretté Paul Lapp. Le monument, célèbre par sa frise de lions, ressemblait à un temple, mais les dégagements systématiques auxqu el s procèdent actuellement M. Ernest Will, directeur de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth (institut qui a désormals une antenne à Amman), et le département jordanien des Antiquitès montrent qu'il faut en revenir aux indications de Josèphe. Il s'agit d'une vaste installation, mi-ferme, mi-résidence, dont le bâtiment principal est une sorte de château, remarquable par son rez-de-chaussée et son étage à fenètres et par son décor heliènistique. Les bâtiments de cette époque sont très rares au Proche-Orient, car presque partout ils ont été remplacès à l'époque romaine par des constructions plus ambitieuses, mais souvent peu originales. le nom de « Tôbiah », en lettres

constructions plus ambitieuses, mais souvent peu originales.

Le décor de l'Evangile

D'LUS au nord l'université jordanienne poursuit les fouilles de Jerash, où apparaît un nouveau quartier byzantin et ommeyade. Ces deux civilisations se succèdent souvent de façon presque insensible. Très prometteuses sont également les fouilles entreprises à Umm-Qeis, l'antique Gadara, par l'archéologue allemande Ute Lux. Cet imposant champ de ruines romaines et byzantines est juchè sur un promontoire qui domine au sud-est le lac de Tibérisde. C'est sans doute le site du cèlèbre épisode évangèlique des porcs possédes par des démons et précipités dans le lac (Matthieu, 3, 23-34).

Signalons plus à l'est, près de la frontière syrienne, la ville nabatéenne, romaine et byzantine d'Umm-el-Jimal, étonnamment conservée, et qui est réétudée conseivée, et qui est réétudée conseive décle, donc presque aux temps de l'Exode. Au sud du pays se dresse la ville forte de Karak, et atteint la presqu'ile désolée de la Lisan (la Langue) à l'entrée

de laquelle s'allongent les restes d'une ville du troisième miliénaire et d'un immense cimetière, qui a fourni une poterie très variée et très abondante. Une nouvelle prospection est en cours.

Au nord de la mer Morte, B. Hennessy vient de reprendre les fouilles de l'Institut biblique de Rome aux Tleilat el Ghassoul, dont les restes nous font rejoindre les quatrième et cinquième millé-naires.

naires.

Le climat de ce fossé géologique (— 400 mètres) explique cette urbanisation précoce, mais sur les plateaux on a également découvert des installations de cette haute époque, notamment à Sahab près d'Amman (fouilles de Moawiyah M. Thrahim) et à Jawa, sur le rebord des nappes basaltiques aux confins jordanosyriens, où S.W. Helms (British School et Jordanie) a dégagé un système hydraulique très évolué, remontant à l'époque chalcolithique (quatrième millénaire).

Au sud de ce site s'ouvre la

thique (quatrième millénaire).

Au sud de ce site s'ouvre la vaste dépression d'Azrak, où des lacs temporaires marquent de grandes taches bleues, actuellement un parc national. Les sites préhistoriques y abondent. Cette région où le désert fleurit avait attiré les princes omeyyades, qui y édifièrent de rlantes demeures dont l'architecture et les fresques sont admirées par les touristes. Le département des Antiquités veille à leur conservation et restauration.

Aux prèhistoriens e'ouvre un champ très varié à travers touta la Jordanie. Rappelons seulement le village neolithique dégagé par Mme Haelbek, à Beida près de Pètra, un des mieux conservés du

petra.

Pétra est surtout fameuse en tant que capitale du royaume foodé à l'époque hellénistique par la trihu arabe des Nahatéens et annexé par Rome en 106 après Jésus-Christ. La British School et le département des Antiquités ont déjà dégagé nombre de bâtiments et l'étude des étonnantes tombes rupestres, au décor mioriental mi hellénistique, se poursuit sans interruption. Signalons, parmi les travaux récents, le dégagement par F. Zayadine, du tombean d'Oneishô, le ministre de la reine-régente Shaqilat II (vers 70 après Jésus-Christ) et des importantes substructures du grand tombeau dit « dorique », qui servit de cathédrale aux évêques de Pêtra à l'époque by-zantine.

On a également entrepris la

On a également entrepris la



LES RUINES DE PETRA

photogrammétrie des principaux monuments, en particulier des façades funeraires, à l'Institut d'archéologie de l'université de Londres en 1968, avec P. Parr et K.B. Aktinson, et à l'Institut géographique national (I.G.N.) en 1969 (grâce aux subventions de l'UNESCO). Le ministère français des affaires étrangères et le gouvernement jordanien ont financé le survol de la région de Pétra, l'envoi d'une mission géodésique et l'établissement d'un photopian, le tout exécuté par l'I.G.N. Il facilitera grandement le travail des futurs archéologues et l'aménagement touristique de ce site merveilleux. Nous-mêmes avons participé avec J.T. Milit, maître de recherche au C.N.R.S. et F. Zayadine à ces travaux, en particulier pour la localisation des tombes et des nombreux nids d'inscriptions, dont beaucoup ont pu être déchiffrées à cette occasion.

Il faudrait enfin citer nombre de découvertes et entreprises faites par les archéologues, en particulier par les équipes du département des Antiquites, On se bornera pour terminer à soullgner la collaboration exemplaire entre ces équipes et les archéologues étrangers.

25.5







JORDAN TELEVISION CORPORATION

La télévision jordanienne est reçue dans plus de 1.000.000 de foyers.

Véhiculé par l'un des meilleurs médias dn Proche-Orient, votre message publicitaire bénéficiera ainsi d'une grande diffusion et obtiendra de meilleurs résultats.

HASHEMITE BROADCASTING SERVICE

H.B.S. offre la meilleure converture radio pour tout le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Votre message publicitaire sur H.B.S. vous onvre tontes grandes les portes du marché arabe et vous fera veudre mieux et plus.

COMMERCIAL DEPARTMENT

Télèphone: 42211-42212, P.O. Box 2398 Côbles: Commercial-Amman Télex 1244 Amman - Jordan

Itinéraire

D'Akaba au Jourdain

Par JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

PARTI de Sues, le bateau longe la côte occidentale du Sinal avant de virer à gauche à hauteur du cap Mohamed. Alors se profilent les constructions neuves implantées par les occupants israéliens au fond d'une petite bate sans grace rendue célèbre par les conflits israélo-arabes. C'est Charm-el-Chefkh, rebaptisée de son nom biblique d'Ofira par Israél. Un peu à l'est, de grandes îles noires et vides harrent l'entrée du détroit de Tiran. En les désignant, un marin lance laconiquement : « Toute estte rocatile, c'est à l'Arabie Saoudité ! »

Les eaux hyalines et tièdes du golfe d'Akaba s'étirent entre de hautes montagnes mauves, le Sinal d'un côté. l'Arabie de l'antre. Seule sur la rive sinalique, Sinai d'un côté, l'Arabie de l'au-tre. Seule sur la rive sinaitique, l'ossis maritime de Deheb ra-fraichit la vue du navigateur en agitant à son passage le piumet vert de ses palmiers. Puis les parois rocheuses se rapprochent. Akaba la jordanienne et Eilat l'israéllenne semblent, du large, ne former qu'une seule ville. Des deux côtés se pressent granda deux côtés es pressent grands hôtels blancs et villas claires. La plage est bondée, même aux abords de la frontière. Il faut bien prendre garde en accostant de ne pas se tromper de port... Igne us israèllens peuvent aper-Le djebel rose et cendre qui surplombe Akaba peut toutefois servir de point de repère. Ità, jusqu'à la guerre de six égara sur le rivage jordanien.

jours en 1967, quatre Etats se regardaient en chiens de faience sur un arc de sable d'une dizaine de kilomètres : l'Egypte, Israël, la Jordanie et l'Arable Saoudite. Israël s'étant provisoirement dilaté au détriment de l'Egypte, seul le royaume hachémite est actuellement réduit à une « Incarne » sur la mer Rouge. Encore faut-il rappeler que celle-ci n'avait que 6 kilomètres de large jusqu'en 1965, date à laquelle Ryad, saisi par la générosité, consentit à cèder 19 kilomètres de côte supplémentaires à Auman. Mince compensation pour les Hachémites qui ne peuvent oublier qu'à la fin de la première guerre mondiale ils ont été évincès d'Arabie par les Saoudo-Wahabites...

Mais Akaba, fondée par Salumon comme port de guerre sous le nom d'Exion Geber, appelée Alla sous les cruisés, prise par Lawrence d'Arabie, éternel enjeu des rivalités régionales s'est grimée aujourd'hui en station balnéaire à la mode. Les chameaux s'abaissent à prendre en charge les touristes américains du troisième âge aux chevelures bleues ou roses. Le soleil endort les soldats sur la ligne de démarcation. Les baires israéliens peuvent spercevoir le roi Hussein faire du

Un antique pôle d'abondance

G AGNONS le Ouadi Moussa par la route d'Amman. Derrière ce nom qui signifie « le Val de Moise » — le législateur des Hébreux y fit jailir une source — se cache Pêtra la che per Salomon au peuple ville troglodyte fantôme, oubliée par Salomon au peuple d'Edom. Du haut du domjon nature qu'ils s'étaient laissé raprise et au hout de ser la complex d'Edom. Du haut du domjon nature qu'ils s'étaient laissé raprise et au hout de ser laissé raprise d'Edom.

Val de Moise » — le législateur de, Sèla, évoque aussi le caractère pierreux du site, fut arracource — se cache Pêtra la chée par Salomon au peuple ville troglodyte fantôme, oubliée rendant un millénaire au fond d'Edom. Du haut du donjon nacces ravins et au bout de ses labyrinthes, rendue au monde en

du fils de David. Vinrent plus tard s'installer là les Naba-téens, tribu arabe se rattachant à Nabayot, fils de l'Ismaël de la Bible. Diodore de Siella écrit à Nabayot, fils de l'Ismaël de la Bible. Diodore de Siells écrit à leur sujet : « Ce sont des maschands, mais nul ne parvient jamais à les soumettre. » Ils développèrent leurs affaires et leur civilisation à l'abri de gorges et de défilés qui constituent l'ensemble défensif naturel le plus vaste de la terre. Antigone, général d'Alexandre, sacrifia en vain quaire mille hommes pour s'emparer de la principanté nabatéenne. Fort de ce succès les négociants de Pétra se hasardèrent jusqu'aux Indea, faisant un temps de leur ville le centre d'échanges le plus important de l'aire arabe. Golconde et les rois mages se rencontrèrent dans un cirque rose, pôle d'abondance au milieu d'un plateau à l'ardité sans espoir. L'empire nabatéen s'étendit de Damas aux portes de l'Egypta des derniers pharaoms, avant d'être ravalé par Trajan au rang de province romaine, en l'au 106. de province romaine, en l'au

Ces siècles de puissance ont laissé d'innombrables traces à Pètra. Le château de Pharaon Pétra. Le château de Pharaon — en fait un temple du premier siècle où se célébrait les mystérieux cultes nabatéens — est l'édifice le misux conservé, avec son porche monumental, sa façade parcourue de pilastres et ses corniches à rosaces. Pu is viennent les vestiges de thermes, un atrium aux colonnes abattues, le théâtre creusé dans le grès d'une falaise irisée.

Plus loin se rencontrent deux obélisques rougeâtres, l'autel sa-cré où les prêtres nabatéens procédalent sur sacrifices d'animaux, une citerne, des mansolées, des lions et des athlètes alignés sur les parois des rochers, des cha-pelles rupestres. Le roc d'El-Habis, percè de loges encore uti-

lisées par les bédouins l'aujourd'hui, est d'accès abrupt, mais il vaut un effort car son sommet, occupé par des sanctuaires et des fortifications, était sons doute utilisé comme refuge par les partitions pour les femmes les garantitions des garantities de les garantities de les garantities des garantities de les gar

Amman bien calée sur ses col

Amman bien calée sur ses colines, dégringolant de ravines
en lits d'oueds, toute bruissante
d'affaires et d'échanges internationaux, pleine de changeurs et
de courtiers, est une moderne
Pétra. Le contexte régional — un
Liban meurtri et incertain, une
Syrie toujours dirigiste, une Arable corsetée de religion, une
Egypte prisonnière de sa propre
bureaucratie — favorise l'essor
de la capitale hachémita. Si les
Nabatéens revenaient, ils ne se
sentiralent pas trop dépaysés
an milieu des négociants et des
banquiers d'Amman. banquiers d'Amman.

A 30 kilomètres au nord-ouest de la capitale. Salt est une petitie sous-préfecture à la population mi-chrétienne, mi-musulmane. Ses maisons aux toits en terrasse s'étagent à flanc de coteau parmi les vignes et les grenadiers. Dominant le tout et frangeant le ciel, une vieille forteresse qui vit passer, avec leurs cortèges de massacres et de destructions, conquérants et envalusseurs, Mongols d'Aste centrale et mamelouks d'Egypte. En escaladant le mont Ocha voisin on accède au tombeau du pro-A 30 kilomètres au nord-ouest

La ville aux quinze églises

Encore une frontière, celle avec la Syrie. Ici le clinat est moins chargé d'interrogations qu'à Akaba ou dans le Ghor. Depuis que l'armée syrienne pénétra en Jordanie en 1970, faisant mine de venir jusqu'à Amman, pour départager » l'armée jordanieme et les fedayin palestiniens, la zone de Mafraq a connu la tranquillité. Le calme des ruines antiques de Umm-el-Jimâl u'a pas été troublé, lui, depuis des siècles, depuis que ses habitants, des chrétiens romanisés, l'abandonnèrent sans même nous laisser avec certitude le nom de leur cité. En revanche, ils ont L E Jourdain se contorsionne sur plus de 300 kilomètres entre le lac de Tibériade et la entre le lac de Tibériade et la mer Morte, alors que ces deux grandes poches d'eau ne sont distantes à vol d'oiseau que d'une centaine de kilomètres. Indifférents aux incessantes patrouilles militaires jordaniennes ou israéliemes, les paysans arabes des deux côtés du cours d'eau travaillent dans leurs champs, de l'aurore au crépuscrile. On voit de loin la tache blanche de leurs kaffiehs (1) tranchant sur la terre brune. Il y a aussi une foule de fellahs au pont Allenby, attendant des visiteurs venus de la Cisjordanie occupée. Des avions de chasse passent et repassent très haut, puis aesez bas dans le ciel sans nuages. Nui ne lève la tête vers eux. Il n'y a pas de cicatrices au firmament. laisser avec certifuide le nom de leur cité. En revanche, ils ont laissé maints témoignages de leur piété et de leur richesse. La petite cité comptait une quin-zaine d'églises, certaines d'entre elles flanquées d'un couvent, toutes pourvues de portes monu-

phète de ce nom. De là, on voit les nelges de l'Hermon, aux confins libano-syro-israélien, la vallée du Jourdain et la Pales-tine. Il faut alors descendre vers la dépression fertile du Ghor, abreuvée aux eaux du fleuve bi-bilque. C'est le Vaucluse en Orient. mentales, de galeries ajourées, de hants clochers. L'église de Julianus passe pour le plus vieux sanctuaire chrétien daté (345) du monde.

sanctuaire chrétien daté (345) du monde.

Umm-el-Jimâl nous a conservé aussi des habitations de la même période, avec leurs facçades percées de petites fenètres, leurs cours intérieures, leurs passages voûtés, leurs escaliers. On a pu déterminer que certaines demeures avaient jusqu'à quatre ou cinq étages, de vastes bains, plusieurs fours et magasins à vivres. La même munificence se retrouve dans les tombes de s habitants évanouis de la ville sans nom : chapelles compartimentées, coupées de cours et entourées de jardins.

La muit tombe, bleulssant déjà les vieilles pierres et les champs alentour. Sur la route goudronnée toute neuve, des voitures flambant neuves aussi se hâtent vers Amman ou Damas. Des chantiers, au loin, résistent encore à l'obscurité tombante avec leurs lumières et leurs murs hiancs. Puis tout se fond, chapiteaux millénaires et coffrages de bétme encore frais, dans le bleu

teaux millénaires et coffrages de béton encore frais, dans le bleu marine profond poudré d'étoiles de la nuit d'Orient.

(1) Voile de tête retenu par une cordelette.



Nulle part dans le monde il n'est plus impor- pour vous faciliter les formalités de passeports tant de mener les pourparlers d'affaires face à face qu'au Proche-Orient. Le confact personnel

peut y sceller un contrat. C'est pourquoi nous avons créé Arab Wings (Ailes Arabes), le premier service charter d'avions d'affaires à réaction au Proche-Orient. Seul un tapis volant vous permettrait de parcourir plus vite le monde arabe. Nos appareils Learjet 35/36, d'une capacité de cinq à huit passagers sont stratégiquement basés dans tout le Proche-Orient. Volant depuis Amman (Jordanie), Beyrouth (Liban), Dhahran (Arabie Saoudite) et depuis des capitales de plusieurs Etats du Golfe, dont Oman, Koweit, Bahrain, Dubai, Abu Dhabi et Qatar, nos appareils vous permettent de n'être jamais à plus de trois

heures de n'importe quel point du monde arabe.
Sur Arab Wings, vous ne payez que les
kilomètres parcourus à des taux comparables à ceux d'Europe. Nos vols sont confidentiels et totalement assurés.

Nos équipages sont spécialement formés

et de douane.

Vous pouvez donc compter sur Arab Wings pour yous transporter n'importe où dans le monde arabe, à tout moment, 24 heures par jour, 365 jours par an.

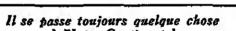
Notre service bénéficie de l'appui de toutes les ressources d'ALIA, la Compagnie Aérienne Royale Jordanienne. Nos appareils sont pilotés, entretenus et répartis sous la direction de véritables professionnels qui doivent répondre aux normes de performances élevées fixées pour le personnel d'Alia.

C'est pourquoi nous vous disons : Seul un tapis volant peut yous faire parcourir plus vite le Proche-Orient.

Si vous souhāitez réserver un appareil Arab Wings, il vous suffit de télexer à 1608 ALIA JO ou de téléphoner ou écrire à :

Gabriel Mousa ALIA, the Royal Jordanian Airline 12, Rue de la Paix 75002 Paris Téléphone : 261.57:45





LE FORT D'AKABA.



HUILL

Jabal Amman - P.O. Box 35014 - 35015 Amman - télex : AMN 1207 - 1267 Adresse télégrophique : INHOTELCOR Ammon Téléphone : 41361



Le Jordan Inter-Continental est plus qu'un hôtel. C'est une casis antonome à air climatisé où vous vous sentez à l'aise et décontracté. Restaurant gastronomique, cafeceria ouverte 24 heures sur 24, boutiques, tous services pour hommes d'affaires et beaucoup d'autres facilités sportives et récrée tives, qui transforment votre travail en plaisir. Détendez-vous avec classe à l'Inter-Continental.

JORDAN PHOSPHATE MINES Ltd

(Mines jordaniennes de Phosphates)

B. P. 30 Amman JORDANIE Télex: 1223

Capital de 10 millions de dinars jordaniens, entièrement versé.

Nous exportons du minerai de phosphate dans vingt-trois pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique Nos produits comprennent:

Minerai T.C.P. 66/68 %; Minerai T.C.P. 70/72 %;

Minerai T.C.P. 73/75 %; Roche de phosphate broyée (en sacs).

Nous maintenans en activité trais usines de concentration et quatre séchoirs et nous installons actuellement deux usines supplé-mentaires de concentration et trois nouveaux séchoirs à la mine méridianale d'El-Hassa. Notre port d'Akaba possède deux quais spéciaux pour les phosphates, dont l'un peut accueillir des navires jusqu'à 50 000 tonnes et des installations de stockage pour 180 000 tonnes, des entrepôts supplémentaires étant en construction.

Nous avons entrepris un programme d'expansion qui nous permettra de produire 6 millions de tonnes à partir des installations minières existantes et de créer un nouvel emplacement de mine qui produiro 3 millions de tonnes supplémentaires en 1980. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez nous écrire à l'adresse cl-dessus.

«L'AVENIR EST NOTRE AFFAIRE», de Denis de Rougemont

Par YVES FLORENNE

LA vision très noire du prophète de la faim et de la fim du moudo, l'autorité optimiste et compétente répond, avec un humour do même couleur, qu'on pourra parfaitement nourrir tout ce mondo-là, mais qu'il faudra manger debout. C'est qu'on sera de plus en plus pressé : vers l'an 2500, les hommes seront, sur l'étendue de la planète, comme ils sont aujourd'hui dans le mêtro à six heures du soir. Et pas plus de quatre cents ans après, la densité sera de deux mille habitants un mêtre carré. On a même pu calculer qu'à la cadence actuelle, quand la Terre aura doublé son âge, elle ne sera plus que l'infime noyan d'unn sphère humaine qui e mplira l'espace visible et eroltra à la vitesse de la immière. Pour de la croissance, en voilà.

Si Denis de Rougemont jette tout de suite à la

Pour de la croissance, en voilà.

Si Denis de Rougemont jette tout de suite à la tête de son lecteur ces histoires de finus, c'est d'abord pour rappeler la notion de limite qui semble s'être enrieusement dissoute nn moment même nn tout rétrécissait; où Valéry annonçait que « le temps dn monde fini commence ». Mais c'est surtout pour mettre en évidence l'attitude présente de l'humanité: puisque cet absurde est impossible, ça u'arrivera pas. En attendant, on ne fait rien pour quo ça n'arrivo pas. C'est-à-dire pour ne pas atteindre une limite, n la fois possible, elle, et mortelle. Alors, le philosophe peut se demander si les vrais désirs des hommes (il faudrait sans doute les distinguer des femmes, mais que peuvent-elles ?) sont blen ceux qu'ils croient uvoir et qu'ils proclament : la vie, la paix, la santé, la sécurité, le bien-être (déjà on u'ose plus aller jusqu'au honheur); ou s'ils ne sout pas en réalité ce que révèlo ce vertige accélèré où la « croissance » a pour complice la violence; s'il u'y u pas conflit entre l'instinct do vie et l'instinct de mort, très inégalement servis par la technologie.

DENIS DE ROUGEMONT fait bien davantage que reprendre avec une vigueur particulière, une pugnacité impressionnaute, le réquisitoire écologique—destruction et pollution, piliage, gaspiliage et épnissement des ressources, compris l'ean et l'air — en choisissant des points d'impact particulièrement sensibles, telle l'énergie nucléaire, qu'il déunne moins d'allieurs que les « douze mensouges » auxquels elle donne lieu. Et qui ne sout que des éléments, entre mille nutres, du « mensonge universel, automatique, systématique » Mensonge d'abord sur la nature même de ce qu'on appelle « la crise »; sur des objectifs qui passent toujours sons silence les motifs et lés fins de l'homme; sur de prétendues uécessités, de fuux impératifs, couronnés par l'argument : « Nous n'avons pas le choix ». Les techniciens, technocrates, producteurs et nutres promoteurs prennent, en nous font prendre « leurs désirs pour des fatalités », leur profit pour nos besoins. « Ceux qui veulent (pouvoirs politiques et économiques) ne savent pas; ceux qui savent (hommes de science et de technique) font ce qu'on veut ».

Et, d'ailleurs, que savent-ils ? Tonte question posée

Et, d'ailleurs, que savent-ils ? Tonte question posée — celle du nucléaire en particulier — produit des réponses opposées. Mais on n'éconte que les experts qui sont pour, jamais ceux qui sont contre. Et Denis de Rougemont, selon qui les seconds sout toujours en plus grand nombre, croit s'aviser que les premiers sout liés et intéressés au système sur lequel ils sont appelés à se prononcer, an nom d'une science aussi

péremploire qu'incertaine, surtout quand elle prétend être prévision. La prévision fait Pubjet de toute mo partie, où il est principalement montré qu'elle prévoit ce qui n'arrive pas et ne prévoit pas ce qui arrive. Par exemple, deux autres « histoires do fous », que, par une vue originale, Denis de Rougemont est le premier à lier : l'automobile et Hitler.

Nuns ne prétendons pas, nous, à autre chose que placer queiques repères sur l'itinéraire d'un livre qui, dans son foisonnement, ses reconpements, ses méandres, à travers la critique radicale d'une civilisation « dé-civilisée » comme ses villes, tend vers un projet politique nu sens le plus élevé, le plus propre, du mot : l'édification de la Cité humaine, au prix d'une révolution véritable. Alors que fontes les autres ne changent fondamentalement riem. Car la cler de ce système désastreux, implacablement démonté, qu'il soit capitaliste ou « socialiste », Denis de Rougemont la voit dans l'État-nation; dans sa volonté do puissance qui s'oppose à la volouté de liberté de la personne et les déruit emsemble.

Ou connaît trop bien la grande idée de l'auteur pour ne pas voir d'avance sur quoi va déhoucher le procès : sur les régions. Ces c grappes » de communes, senles communantés c à l'échells de l'homme », où cette liberté puisse s'épanouir; où la démocratie s'exerce sans imposture; où l'aunce, pour commencer.

Si ardente est la conviction de Denis de Rougemont qu'il pense convertir ceux qu'il tiennent de tontes leurs fibres à cet Etat-nation qu'ils préferent uppeler « patrie ». Il leur « montre » qu'ils garderont tout ce qu'ils avaient, et le reste leur sers donné par surroit. Une seale chose « en moins » : la guerre. Malteurensement, ce « moins » paraîtra blen optimiste, sinnu téméraire. Hier, peut-être. Aujourd'hui, personne u'imagine plus que la guerre puisse venir des Etats-nations de l'Europe occidentale. Et si elle venait du dehors, les régions four peut-être la solution, mais comme d'autres solutions, comme lo désarmement : à la condition à opposer au mons

OUOI qu'il en soit, qui ne partagerait, sur un point capital, la conviction de Denis de Rougemont : c'est tout do ouite que les hommes doivent prendre en main l'avenir. Mais d'où vient qu'il faut les y exhorter ? que le salut, ils semblent l'attendre passivement d'on ne sait qui ou quoi ? Implicitement, le livre est aussi un appel contre l'incapacité générale de faire autre chose qu'aménager, gener le présent. Depuis que les hommes n'ont plus d'espérance éternelle, auraient-ils cessé de voir, dans l'avenir, e leur affaire » ? Sans le savoir clairement, en tout cas sans le dire, tout le monde ou presque, monarques en tête, se ferait-il une vie et une politique d'aprèsnous-le-déluge ? Sans trop vouloir penser que le déluge ne serait pas uno simple métaphore; et que celui-là ne laisserait derrière ini ni arche, ni colombe, ni enfants.

LES SOCIALISTES. - Thierry Pfister.

* Albin Michel, Paris, 1977, 213 pages,

- ces portraits composent un susemble disparate. Seule la «présence» d'un homme semble lui conférer une certains unité : qu'il s'agisse des réunions du semétariat national, du burean exécutif

secrétariat national, du bureau exécutir on du comité directeur, « des qu'il a puril, les jeur sont juits ». Choissant ses collaborateurs pour leur incooditionnalité, distribuant générousement des titres, puisqu'ils «plaisent», confiant la même dossier à deux on trois collaborateurs pour garder les mains flures, F. Mitterrand apparaît comme le grand rassembleur d'un parti dont, à lire l'ouvrage vivant et bien fait de Th. Pfister, on se demande — ai hétérogéoes soot les courants qui l'animent — à qecis lendemains il est promis.

M.T.M.

* Stock, Paris, 1977, 376 pages, 45 P.

ÉCONOMIE

SURPRODUIT ET REPRODUCTION, LA FORMA-TION OF L'ECONOMIE POLITIQUE CLAS-SIQUE - Jean Cartelier.

* Presses universitaires de Grenoble -F. Marpero, Grenoble-Paris, 1976, 263 pa-ges, 55 F.

Ost ouvrage est le cinquième titre de la collection « Intervention en économie politique » dirigée par un groupe d'uni-ventiaires et qui a pour ambition de « proposer des éléments de réflexion et de discussion permettant, our étudiants notamment, de réagir au savoir qui leur est transmis ».

transmis s.

Il est le réquiet d'un enseignement d'histoire de la pensée éconumique, dooné par l'auteur aux facultés d'Amieue et de Rice, caseignement qui e'est en fait concentré aux l'étude de la structure logique de l'économie politique classique. On passe dès lors en revue Boisguibert (rers l'économie politique comme système), Chemay et l'économie politique des physiocrates, l'économie politique classique en Angleterre avant Adam Smith, puis son tournant avec ce dernier auteur et son cachévements avec Ricardo.

Les instilications présentées en avant-

Ricardo.

Les justifications présentées en avantpropos par l'auteur pour établir l'importance de son sujet, et ou on reconnaît
l'influance de l'enseignement de C. Benettil, pourront paraître pen convaincantes, au regard même de l'ubjet de
la collectiou. Car si l'auteur rassure sur
son sonci de lier structure logique et
conditions historiques, encore omet-il de
présenter ce qu'il entend par « s'ructure logique » de la pensée de tel ou tel
auteur, et jusqu'à qual point l'existence
de cette structure dépend de la possibilité
de mettre en équation un discours d'économis politique,

F. L.

DIEGALITE DES REVENUS ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE -- Jean Lecaillon, - Dimitri

* P.U.F., Paris, 1977, 236 pages, 49 F. ** P.U.F., Paris, 1977, 236 pages, 49 P.

Béalisée pour la Programme mondial
de l'amploi du Burean international du
travail, cette étude examine le cas de
quatre pays ; Cameroum, Côte-d'Ivoire,
Madagaacar et Sénagal. La corrélation
opérée entre F.I.B. par tête et diverses
mesures statistiques de la dispersion des
revenus montre que c'est dans la période
dite de désoliage économique que l'inégalité est la plue forte, Une étude de cas,
blen documentée, mais reposant tout
entière sur des etatistiques dont ni la
fiabilité ni la signification ne font
l'objet d'une réflexion sufficante.

EUROPE

L. Sciascia.

* Denoël, Paris, 1977, 168 pages, 168 F.

(1) Voir ses articles dans le Monde diplomatique de janvier 1977 et août 1977.

LES SICILIENS. — F. Scianna, D. Fernandez,

* Denoči, Paris, 1977, 168 pages, 168 F.

Pour présenter una Sielle qui n'est certea pas celle des toutistes, et pas davantage celle des toutistes, et pas soulement un analyste perspiesce (1), mais aussi, et peut-être avant tout, un photographe est pour les Sielles « comme elle est pour les Siellens » : un payage, un visage, une attitude, une ombre, le fer forgé d'un balcon font vivre un peuple dont un antre Siellen. Leonardo Sclascia, démonte qualques mécanismes secrets dans une sorte de glossaire patiemment élaboré à partir de quelques formules ampruntées an vocabulaire des payasans de son village natal. Ces couris paragraphes le précendent à aucune synthèse : ils constituent antant de photographies pariées, d' « instantanés » écris, révélant les racines de viailles craintes, d'anciennes méllances, de sarcasmes séculaires, qui marquent toujours, selon la formule de Dominique Fernandes, e les troits du caractère sicules qui me touchent le pius : le courage et l'éronte ».

Les très belles photos de Fardinando

touchent le plus : le courage et l'ironte ».

Les très belles photos de Fordinando Scianna n'svaient, comme le relève son compatriole, besoin d'ancum commentaire : il ett été sacrilège de prétendre interpréter le mysière de ces pierres si da ces expressions humaines captées par le regard de Scianna. Aussi bien Leonardo Sciascia et Daminique Fernandez unt-lis eu la subtile discrition de tenter quelque chose de héaucoup pius ambitisur : modestement, ces images, lis les ont accompagnées de textes qui, sux aussi, doivent être regardés plus que disséqués, comme il en va toujours lorsque la talent de l'artiste colle le rêve an réel.

C. J.

POLITIQUE

NOTRE GENERATION COMMUNISTE, 1953-1968. — Philippe Robrieux.

* Editions R. Laffent, Paris, 1977, 350 pages, 29 F. Est-cs une ruse de l'histoire — nue de plus — el les bommes les plus généreux de notre temps sont devenus, à un moment ou à un autre, des fanatiques et des dévôts? Si, croyant donner le meilleur d'eux-mémes, ils ont sombré. comme dit P. Dalx, dans «le long sommeil de la pensée »? Après tent d'autres — mais avec beaucoup plus de talent men de la penses » / Apres tent d'autres
— mais avec beaucoup plus de talent
et de sensibilité — Ph. Robrieux retrace
l'Itinéraire qui a fait d'un jeune bourgeois intelligent un militant aveugle.
Témoignage exemplaire — puisque Ph.

Particulier à particulier vend très bel appartement 70 m² se, calme, sur jardin. Etat neuf.

Notre-Dame-des-Champs, PARIS.

Tél. matin : 551-81-29.

issel marine

9 bis rue Saint-Amend 75015 PARIS · Tél 842.43.59 TRADUCTIONS DE SPECIFICATIONS NAVALES ET MARITIMES anglais, espagnol. [aponais, russe, allemand, hellandais... (→←)

Robrieux n'adhère pas au parti commu-niste dans une période particulièrement agitée — et qui met à nu les mécanismes psychologiques de l'engagement absoln : insatisfaction existentielle, disponibilité d'un jeune à qui le système, en guise d'idéal, offre trop de scandales financiers nu politiones. Un parti, un homme? C'est l'impression que donne cet covrage. Et de Iscon paradoxale : ne met-il pas en scène, pour moltié, tous ceux (ânarques, agrégés, avocats, présidents d'université) qui composent l'appareil du F.S.? Mais justement : très réussis — lis esinissent, chaque fois, la singularité du personnage, — ces portraits composent un assemble

nu politiques.

Mais, surtout, ce témoignage est intéressant par la lumière qu'il projette sur la vie interne du parti, la pretique quotidienne de ses membres, les mille et une façons de les mettre en condition. Surcharge d'activités (collage d'affiches, réunions, préparation de congrés, manifestatione), le nouvean militant n's bientôt plus le temps de penser — ni même la possibilité : son champ théorique est un champ théologique, avec ses axes indiscutables (ice « dogmes » de Marx et de Lénine), ses « eoneepis-massues » (la bourgeoisle le grand capital), ses « formules magiques » (le parti de la classe ouvrière), ses mots de passe (objectivemeni).

Sans parier de la non-information oo de l'information tronquée, et d'une culpabilisation permanente: s'il dunte, s'il émet uns critique, n'est-ce pas la preuve que le vicil homme n'est pas mort, n'est-ce pas l'ennemi de classs — le diable — qui lui susurre cette nbjection?

Tôt nu tard, les melleurs — les plus Incides — parviennent à se déprendre de ce cauchemar. Et à retrouver les réves — ou les exigences — de leurs vingt ans : comme ses ainés (P. Daix, Ph. Noiroit, Ph. Robricux reste fidéle à l'engagement de sa jeunesse. Et ce n'est pas le moindre mérite de son livre que d'apporter — à la diffèrence de ces pleuresses qu'on dit philosophes — un beau message d'optimisme.

FRATERNITE EURAFRICAINE DE STATE THINKS

mains il est promis.

LE SUPER-ÉTAT DE DEMAIN: LA FÉDÉRATION EURAFRICAINE

NOTRE CIVILISATION DE L'AVOIR EST A L'AGONIE, QUE SERA CELLE DE DEMAIN? DE QUELLE CONCEPTION DU MONDE SERA-T-ELLE LE REFLET ? OU NAITRA-T-ELLE ? POURRA-T-ELLE S'INSTAURER PACIFIQUEMENT ?

Telles sont les questions auxquelles F.E.A., GROUPE D'ETUDES ET DE RECHERCHES, tente de répondre dans le premier numéro des « CAHIERS DE L'EURAFRIQUE ».

Pour recevoir cet ouvrage, qui constitue le manifeste de FRATERNITE EURAFRI-CAINE, il vous suffit de retourner le bon

BON DE COMMANDE à retourner à: FRATERNITE EURAFRICAINE, B.P. 316, 75025 PARIS CEDEX 01

Veniller m'adresser franco de port exemplaires du premier numéro des «CAHIERS DE L'EURAPRIQUE» au prix unitaire de 38 F.

DINCHIA CULTIQUE

فيحر المناه

To a second

100

Comments of the Comments of th

-

and the second

---10 T 10 19

A STATE OF THE PARTY.

وجهاراته أواط

areas and in 1.00

تعليم الهمار يودون

The Same Same Sales

e configur

mark party

Action to the second

★ Transnational Institute, Washington, 1977, 60 pages, 3 dollars. Penams, les Bahamas, les lles Calman, et Singapour : quel point commun entre ces différents lleux? Selon H. Wachtel, chercheur à l'Institut trausmational de Washington, ce sont les bases des grandes banques commerciales, pour la plupart américaines, qui y opérant à l'abri des règisments. Ces banques, ou, comme l'auteur les appelle, ces « nouveaux gnomes » (d'après le nom donné par les cabalistes aux potits génies déformés qui gardent les trésons de la terre), jouent un rôle central dans le recyclage des pétrodollars. Faisant le point sur leur expansion, cette monographis analyse aussi les conséquences de l'endettement consesent pour les pays du tlers-monde. ge television

L'augmentation du prix du pétrole, la détérioration continue des termes de l'échange et la crise économique out contribué-à placer les pays sous-développés non-producteurs de pétrole dans une situation de plus en plus précaire. En cifet, face à la crise des surfiquidités, les banques commerciales out fortèment augmenté leurs prêts au tieux-monde : le cercle vicieux des déficits et des prêts a conduit ces pays dans l'impasse. Souvent, la FAKI, a tiré les marrons du fau pour le compte des banques an imposant des plans d'austèrité destinés à cassainir a des économies en difficulté. Dans la bonne logique capitaliste chère à un économiste comme Milton Friedman, ces plans visent à roisenter la production vers l'exportation tout en faisant payer la crise à la masse de la population. L'auteur rappelle ainsi que les émeutes populaires au Péron en 1976 et en Egypte en 1977 se sont déchenchées après la mise en train des plans d'austèrité imponés par le Ponde monétaire international (1).

THE NEW GROWES : MULTINATIONAL BARKS

* Transnational Institute, Washington, 1977. 60 pages, 3 dellars.

THE INTERNATIONAL ECONOMIC ORDER. -

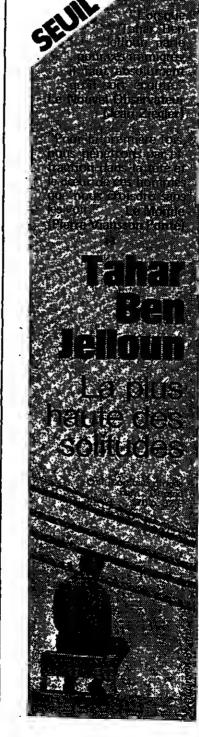
Orlando Letelier et Michael Moffit.

IN THE THIRB WORLD. — Howard Wachtel.

.Uns antre monographie consacrée à l'ordre économique international est la fruit d'une collaboration entre M. Motifit et Orlando Leteller. Ce dernier, ancien ministre d'Allanda, fut assassiné alors qu'il y travaillait encore. Les euteurs s'attachemt à mettre en lumière les grandes lignes du conflit entre les pays capitalistes et ceux du tierz-monde. Ils prennent en considération, entre autres, le rôle du mouvement des non-alignés, l'évolution, du débat économique aux conférences de la CNUCED et les activités de l'ONU.

Si ces deux opuscules u'apportent pas de nouveaux éléments de réflexion, ils demeurent de bouncs introductions au problème des relations entre le Nord et le Sud. H. S.

(1) Voir à ce sujet l'article de Julie Jurana : Le « gendarme » du grand capi-tal dans le Monde diplomatique d'oc-tobre 1977.



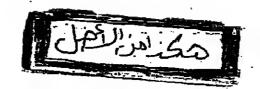
S.O.S CULTURE! livres et disques français

RESIDENTS A L'ETRANGER nuvrez un compte par une provision de 159F minimum ou l'équivalent en devises
Vous commanderez litres et disques disponibles.
Its rous parriendront dans les meilleurs délais,
au moindre coût (délaie de 6,5% sur les livres remise de 10% sur les disques et enssettes) Envois en recommande. Pas de frats de dossier pour loule commande supérieure à 100F (staom 4,50F)

Frais reels de port (arion ou surface à votre chuir).

inter-livres

38, 40 avenue des gobelins . paris x111 . tél. 535.08-46





Contre les cultures impériales

politique et économie, a dêjû êtê asşez ficemeat cirve pas de même

C'est pour tenter d'en définir les contours et proposer des systèmes de défense que la première conférence contre l'impérialisme culturel s'est tenue à Alger du II ou IS octobre demier. sion : Impérialisme culturel. de morate de la composition de la conteniación idéologique et des procédés d'expansion por lo culture e été dressé, surtoet peur dénoncer la diffusion massive des modèles culturels américains.

Des repporteurs de tous les continents dirent comment l'idéologique de la contenis dirent comment l'idéologique de la continent de la continen

gic impériale se répand au moyor de vecteurs culturels extrêmement variés, et souvant d'allure fort innocente. Dominique Perrot (Suisse) et Bichara Khoder (Palestinien) démontrarent par exemple comment

aa objet oussi bénia que la blberoa imposo dans la ticre-maade des pratiques acculturantes qui servent les intérêts économiques des firmes multinationales; José Videl-Beneyto (Espagno) expliqua que même l'enseignement des sciences socioles et écocomiques en Pologne ou en Union soviétique était calqué sur des patrons podagogiques (donc idéologiques) éloborés à l'aciversité de Michigan (Etats-Unis); Bernard Cassen (France) rappela que la diffusion de la longue anglo-américaine fournissait au monde un espérante de fait et reconduisait, inoocemment comouflées, les valours culturelles

Parce qu'ils sont les instruments par excellence de lo diffusion des modèles idéologiques, les moyens de commonication de mosses ont fuit l'objet d'ane attention particulière. On se pencha longuement sur les messages diffusés na moyen d'images-soes (cinéma et télévision) en considérant, d'une part, le contenu idéologique des fistients de la legre de le le contenu de la fistient de la legre de le contenu d television/ en considerant, d'anse part, le costenu ideologique des fictions hollywoodicnnes (avec, eatre autres, ace analyse des a films-catastrophes » américains comme adjuvants de crise) et. d'autre part, le constitution de réseaux alternatifs de diffusion de films coatre-impérialistes (selon le cinéaste uruguayen Walter Achagar, à l'latérieur même des Etats-Unis des centaines de projections militantes ont lieu chaque jour grâce à ces réseaux).

Parmi les Interventions concernant le cinéma au la télévision, aous ovons réteau les enalyses coaplées des cas des Philippines et aous ovens reteau les enalyses cooplees des cas des Philippines et de Porto-Rico, deux pays qui ant cu à subir en 1898, au moment où lears peuples se libéraient du colaciolisme espagnol, l'agression et l'occupation militaire des Etats-Unis, devenas un protecteor encombrant pour les Philippines (depuis la fin de la seconde guerre moodiala) et, pour Porto-Rico, une métropole coloniale qui eavisage aujourd'hai l'annexion pure et simple de l'île.

Armond Mattelort, oa des organisateurs de la conférence, décrit par ailleurs les eauvoaux procédés d'élaboration des narrations filmées hollywoodienaes et rappella que les films produits par d'autres pâles colturels ne sont pas tenjours înnocents. Rappel salutaire, cor la dameine de l'idéologique est bien plus flou qu'on na craît généralement. Des cultures dominées qui crient à l'agressico impérioliste omettent bien souvent de faire leur propre outocritique; si elles y consentuient, an constaterait alors qu'elles-mêmes ac sont pas exemptes de tentations (on de pratiques) da damination à l'égard d'autres coltures plus fragiles.

IGNACIO RAMONET.

Porto-Rico: une télévision de choc

A télévision représente, à Porto-Rico, le canal de prédilection de la pénétration idéologique des États-Unis. La plupart des sta-tions émettrices appartiennent à des entreprises étrangères d'origine nord-américaine, ou sont contrôlées par elles. A 62 %, la programmation des trois chaînes commerciales est éla-borée à l'extérieur de l'ile selon les critères nord-américains du divertis-sement de masses.

Les programmes dits d' « intérêt public » ne dépassent guère 3 % de l'ensemble et sont surtout utilisés pour combler les temps « morts », c'est-à-dire les moments de très faible audience, dépourvus d'intérêt commercial. Ces rares émissions sont, en fait, sèlectionnées en fonction de leur durés putêt que de leur conen fait, sèlectionnées en fonction de leur durée plutôt que de leur con-tenn, ce qui leur retire beaucoup de leur « intérêt » : on diffuse, par exemple, à l'intention des agricul-teurs on des pêcheurs des documen-taires sur le traitement des pommiers ou sur la pêche au saumon, activités totalement inexistantes à Porto-Rico.

Avec les « spots » publicitaires, la propagande commerciale contribue largement à la dégradation de la culture nationale. Le Porto-Riso des longs intermèdes commerciaux apparaît ainsi peuplé par des hommes de race blanche où domine le type méditerranéen, suivi de près par le type nordique aux cheveux blonds et aux yeux bleus. Point de Noirs ou de mètis. Ces Blancs sont dans l'ensemble de jeunes adultes de vingt à quarante ans ; ils vivent entourés d'enfants insouciants qui insistent pour dévorer de grandes quantités de céréales et s'amusent avec des jouets compliqués. La vieillesse a disparu de ce monde idéal où les jeunes adultes, délivrés de ce souci, consacrent le meilleur de leur temps à se brosser les dents ou à se baigner avec des savonnettes multicolores aux parfums les plus divers. La femme est le centre de cet univers ; elle ne vit que pour proclamer les vertus des lessues des parfums univers; elle ne vit que pour procla-mer les vertus des lessives, des parfums des shampooings, des boites de conserve, etc. dans l'espoir d'attirer l'homme (blanc) de ses rêves dans le lit de son foyer. Dans ce Porto-Rico bienheureux, la pauvreté a été éliminée ; dane

leur immense majorité, les habitants

appartiennent à la classe moyenne et partagent leur bien-être avec une poignée d'hommes très fortunés qui ne dérangent pas ce paradis de la mésocratie.

Tout le moude est employé dans des homesure socrétariets ou minte-

Tout le monde est employé dans des bureaux, secrétarists ou ministères; on est vendeur, technicien ou membre de quelque profession l'hérale. La terre n'est pas travaillée, donc pas d'ouvriers agricoles. Le souvriers sant sur le point de disparaître en tant qu'espèce. La population habite en zone urhaine, principalement au centre de la ville, dans les quartiers élégants. La campagne est un immense parc que le citadin utilise pour son plaisir et pour se détendre les jours de congé. La famille passe presque tout son temps dans le eslon, la salle à manger ou la salle de bains de la maison.

CETTE télévision de choc nous propose, comme archétype de l'être humain, un homme renfermé sur lui-même dont la plus grande ambition est de posséder des cen-taines d'objets auxquels il attribue des vertus presque sumaturelles, et à travers lesquels îl recherche le pouvoir et le statut social. La vol-ture dernier modèle et la pâte dentifrice la plus protectrice sont ses fétiches favoris.

l'étiches favoris.

La vocation idéologique d'une telle mise en condition paraît être de couper Porto-Rico de l'Amérique latine et de susciter des attitudes négatives à l'égard du projet d'indépendance nationale. La télévision à Porto-Rico reproduit interminablement le point de vue nord-américain sur tous les aspects de la vie sociale ou politique. Quelques programmes se proposent, certes, de valoriser timidement la culture portoricaine; mais ils sont si peu nombreux qu'il est difficile de les considérer autrement que comme de simples allibis. fétiches favoris. ment que comme de simples allbis.

Comme par un choix délibéré, la télévision agit sur la société portoricaine de manière à effacer les éléments de culture nationale au profit de styles de comportement et de pensée qui conduisent à la disloca-tion d'un peuple à l'intérieur de son propre territoire.

LUIS NIEVES-FALCON, professeur à l'Institut de recherches en sciences sociales et économiques de Hato-Rey (Porto-Rico)

Philippines: mimétismes et résistances

DOUR les masses panvres des zones urbaines du tiers-monde, le fréquentation du cinéma est une sorte de théraple (une cure par le rêve) qui leur permet de fuir, un moment, le difficile réalité de leur misère. Cette « drogue collective » e permis de bâtir, dans plusieurs pays estatiques, une industrie fiorissante du film.

L'inde, par exemple, est aujourd'hul, en termes de volume, le premier producteur de films du monde ; les Philip-pines, on l'ignore souvent, en est le cinquiéme evec une production ennuelle de près de cinq cents films (davantage que les Etats-Unis, l'Italie ou la Franca). Cependant l'industrie cinématographique philippine est un produit typique de la colonisation el de le dépendance é l'égard de l'idéologie nord-américaine, comme l'ensemble de l'économie de ce pays.

Les films philippins doivent, sur le marché local, affronter le concurrence des films américains, qui imposent leurs critères fictionnels, leurs normes narratives et leurs thèmes dominants. Le sexe et le violence, éléments permanents des productions américaines, servent donc de noyaux obligés à des fictions locales hatives qui rapportent beaucoup d'ergent, Seule différence avec les produits standerdisés d'Hollywood, les filme philippins sont interprétés par des vedettes popu-taires locales et parlées en langue nationale, le tagalo. Leur volonié d'imitation est affichée dès le titre; ainsi Agent secret (1972), qui fut le plus populaire Imitation philippine du personnege de Jemes Bond; Annabella (1975), qui voulut être une réponse eu succès du film français Emmanuelle; et, surtout, Carnep (1975), qui rencontra un extraordinaire euccès en exploitant la vogue du film policier américain sur le thème de la prise d'otages comme the Sugarland

Dans ces produits d'imitation, le mode de vie américain est donné comme neturel: tout semble luxuriant et fastueux; une subtile insistance sur le bonheur de le surconsommation fournit de plus une publicité gratuite aux marchandises nordeméricaines qui inondent le marché local. Male cette eurenchère idéologique n'exclut point une très rude rivalité commerciale; et dans cette lutte que se livrent, en

et les films américeins, la production locale a lailli, un tempe, l'emporter.

CE fut lorsque les producteurs philip-plns lancèrent sur les écrans une lmitation très spécifique, très audacleuse, des films pornographiques américains connue acua la nom générique de cinéma » bomba ». Ces films « bomba » oblinreni très rapidament une large eudience, discréditant le mythe de la suprématie emaricalme et créant une éphámère supho-rie nationaliste dans la domaine de l'industrie cinématographique. Des pressions politiques el commercieles de la part du « pool » des distributeurs américeins e'exercèrent alore; certains filme furent interdita et leura producteurs poureuivie en justice; la censure, enfin, Imposa un elignement moral sur les pomographiques américaines, replaçant de la sorte la concurrence dans le cadre plégé des règles hollywoodiennes. Car, le aussi, le ilbre entreprise conneît des limites quant elle risque de porter tort eux intérêts économiques américains. De leunes metteurs en scéne, sur le lerrain de la réflexion sociale cette foie, oni proposé ces dernières ennées des

films dénonçant le dépendance idéolo-gique des. Ehilippines par rapport aux Etats-Unis, La réalisetrice Lupits Conclo e ti) Un choc similaire est produit lora des fréquents tournages, en extérieurs philippins, de superproductions américaines qui viennent profiter du faible coût de la figuration, de la haute qualification des techniciens locaux et de leur connaissance de l'anglais. Le dernier exemple en fut fourni par la réalisation du film monstre de Francis Ford Coppola, Apocaignse Now, qui a reproduit dans la tampagne philippins les conditions traumatisantes de la guerre du Victnam. Conscient de la perturbation culturelle causée pur sa machine ilmique, Coppola a offert, en dédommagement. I million de dollars à l'industris philippine du film, Dollars contre acculturation, les libéraux américains possèdent

ement.
(2) On a pu voir en mat dernier su Festival de Cannes le film de Kidlat Tahimik Cauchemars Parjumes (1977), qui criti-quait les effeis acculturants et alienants des émissions de la « Voir de l'Amérique ».

• LA SITUATION DES ETRAN-◆ LA SITUATION DES ETRAN-GERS EN FRANCE. — Les menaces qui pèsent sur la sécurité des étran-gers en France, réfugiés politiques ou travailleurs immigrés, font l'ob-jet d'un dossier en de ux cahiers publié par la CIMADE (176, rue de Grenelle, 75007 Paris). De son côté, la Commission de sauvegarde du droit d'astle publie un opuscula déuonçant les dangers de la nouvelle conven-tion européenne sur la répression do terrorisme, signée le 27 janvier derterrorisme, signée le 27 janvier dernier par dix-sept paye membres du Conseil de l'Europe et qui étend les possibilités d'extradition au nom de la lutte contre le terrorisme inter-national (29, rue Saint-Amand, 75015

ainsi anelysé dene Minsa'y Isang Gamu-Gamo (1976), le choc culturel provoquà par le présence des bases militaires amàricalnes sur les populations environnantes (1); Ben Cervanies, dens Sakade (1976), e traité le problème de l'exploitation des trevailleurs dans les plentations de canne à sucre eppertenant à des firmes multinetioneles; Eddie Romero, dans Jonito Komi Noon, Paono Keyo Ngayon (» Nous élions einsi jedie, que serone-nous meimenent -, 1976) le colonielisme espegnot aux Philippines el le prise du pouvoir par les Américains. Ces films d'alerte, qui témoignent d'un renouveeu certain du cinéme philippin (2). sont encore peu nombreux el demeurent des exceptions, dues à des initiatives personnelles, dene la masse des eutres productions qui constituent eutani de copies mercenaires de la via quolidienne eméricaine destinées à persueder le public que tout ve pour le mieux dens le mailleur

> PETER LIMQUECO, chercheur philippin à l'Institut d'histoire économique d'Uppsala (Suède).

• MANIFESTATIONS CINEMATOGRAPHIQUES. — La Maison de la culture
de Grenoble organise durant tout ce
trimestre une réflexion aux le cinéma
français qui comprend plusicurs voteis ;
rétrospective de films progressistes de la
fin des anoées 20 aux Etaus généraux de
mai 68; sélection de « mai vus » de 1968
à nos jours; série de tables roodes sur ;
lea « amis de Spartacus ». le groupe
Octobre et Ciné Liberté, sur les oouvelles
organisations du cioéma militant, sur la
conservation des films et la difusion
non commerciale...

En parallele, l'Atelier Cinéma du Dauphioé organisers au début de détembre
une Rencontre sur la décentralisation
chématographique en présectant des
films de cinéastes installès eo province ;
Allio, Vautier, Victor, Gatti... ainsi que
des films produits dans des équipements
culturels régionaux comme coux du
Havre, Annecy, Boblemy, Grenoble, (Renscignements : Maison de la culture de
Grenoble, 4, rue Paul-Claudel - 35100 Grenoble, 161. ; 25-05-45.)

SIERN · GRAVEVR · depuis 1840 cartes de visite, invitations La distinction

d'une graoure traditionnelle nouveau département "Sociétés" pour cartes et paoiers à lettres de belle qualité

Atelier: 47 Passage des Panoran PARIS 20 - Tel. 236.94.48 - 508.86.45

Vers un réalisme capitaliste?-

E que l'on appelle l'impérialisme culturel e pour voca-tion de torger partout un citoyen conforma à ce qu'attend le capitalisme da cette fin da siècle. Il faut cependant se garder de fortifier, en voulant le dénoncer, le mythe de son omnipuissance et de son omniscience. L'impérialismo culturel n'est pas aussi compact que l'on pourrait croire; et les Etats-Unis, qui élaborant les matrices,

n'en ont pes l'exclusivité. Ainsi des puys comme le Mexique, l'Egypte ou l'inde sont taus, à des titres divers, des centres de production de modèles de mélodrames dits populaires. A force de réagir comme si l'impérialisme américain evait prie toutes les intflatives et élaborà toutes les créations, dene tous les domaines, on oublie que pour des continents entiers, les productions locales participent grandement au phénomène de l'acculturation (voir ci-dessus l'article de Peter Limqueco). Il taudra un jour se pencher sur l'itinéraire des productions mexicaines qui, avec l'aide de Hollywood, commencerent, dès les années 40, à evoir une diffusion massive à travers tout le continent latino-américain, balayant les expressions cinématographiques nationales. Le cinéma argentin, par exemple, a dû subit en même temps les assauts du « star system » hollywoodlen et caux de sa version mexiculne. SI, aujourd'hul, les telenoveles (1) produites par de nombreux pays latino-américains sont tout à fait concurrentielles sur le petit écran, il ne taut y voir que la preuve de l'existence et de l'importance des colo-nialismes internes.

AlS pour ces relaie de l'Empire, el pour les hommes d'affaires qui les gèrent, l'inspiration commerciale, le promotion des produits cutturels et leur mise à jour idéologique ont toujours leur source aux Etats-Unie, lleu central de le réflexion capitaliste. La recherche d'un profit rapide y talt naître, en effet, des tormules nouvelles qui sont le truit des alliances naturelles, au sein d'un même conglomérat, de la télévision, du cinéme et du livre. On intensitie la production de livres à pariir des illms et des Intensitie la production de luves a partir des limis et des saites et, plus important encore, les normes de sélection qui régissent les médias audio-visuels installent leur hégé-monie dans l'édition. Un exemple en est donné avec le développement de ce que les éditeurs américains appellant déjà les » phony books ». A côté de ces nouvelles productions, les best-sellers des demières ennées, qui dépassem souvent le million d'exemplaires, sont tous rattechés à

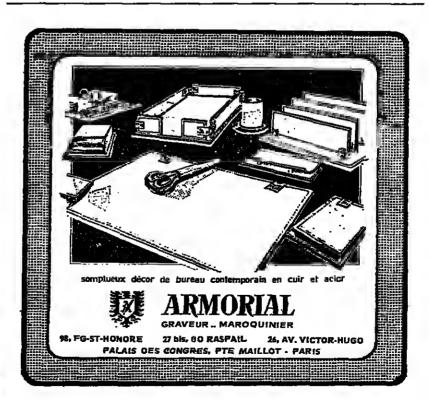
l'industrie du cinéma, comme c'àtait déjé le règle aupara-vant ; mals, cette fois, le processus est inversé el c'est le séris de télévision ou le film à succès qui donne matière au Evre.

par des modèles de marketing qui exercent leur tyrannie aussi bien sur le détermination des thèmes que sur les canaux de distribution. Ainsi, en janvier 1977, le tirme Columbie annonçait son intention de « maximiser ees efforts mondiaux de production ». Résultat : le premier illim qui bénéficia de cette décision fut The Deep (« les Grands Fonds »). un rejeton de Jawa (« les Dents de la mer »). Le recette de la maximalisation consistait à rechercher » des reletions plus tonctionnelles entre le thème du film et les aupports de le publichté ». Au lieu de es contenter exclusivement de Tes-shirts ou autres formules de lancement habituelles, il s'agissalt d'établir une ligne de continuité entre le thème du film et les produits qui lui teralent de la publicité : piscines, montres étagches, caméras sous-marines, équipes de pêche... Le maigre territoire qui séparait le tiction de le dité tendait ainsi à disparaître.

M ARX doit se retourner dans se tombe, lui qui, vere 1850, écrivait que les pensées régnenles deviendraient de plus en plus abstraites et que cetta abstraction était une condition sine que non pour que le bourgeolaie puisse faire accepter ses idées particulières comme universelles par l'ensemble des eutres classes. Si l'on s'en tient à une observation littéraire, prenant le contre-pied de sa remarque, on pourrait dire que l'idéoingle dominante est appelée à devenir de plus en plue concrète. Entrerions-nous dens la phase réalisme capitaliste? Les personneges de la fiction sortent du cadre des écrans pour davenir les composants matériels du monde. Meis le mystification que signalait Marx continue à être totale. Car ce n'est pas parce qu'ile se mettent à marcher dans le rue avec nous qu'ils

déclinent l'identité de leur producteur. Le projet culturel de l'Impérialisme appareît alors comme une entreprise de saturation, les médias réinjectant des médias, ou plutôt les médias se réinjectant mutuellement (au centre de l'empire et à sa périphérie) de leçon à répéter inliniment le cercle de leur répétition.
ARMAND MATTELART.

(1) Fersustons télévisés interminables; au Venezuela, artaines séries comprennent jusqu'à trois cents épisodes.



1 - 40 - 40

.

Section 1.



Arts et traditions de la Corée

A Corée a su préserver aa langue, aes traditions et son identità culturelle tout au long de son histoire d'anviron cinq milla ans. Cartes, la proximité de la Chine et du Japon ont influencà son art, d'autant qua la peupla coréen a servi, jusqu'au nauvième siàcla an reison notammant de l'absanca de rapports directs entre la Chine et la Japon, da trait d'union entre les daux clutures.

Les trois royaumes

U pramiar au septiéma slâcle, la Coréa àlait diviséa en trois royaumes ayant chacun sa propre conception da l'art. La royaume de Koguryo, dans le nord da la péninsule, est le premier à s'imposar dans ce domaine. La Chine joue un très grand rôla dans son évolution. Dès 373, la Koguryo se convertit au bouddhisme at subit ainsi l'iniliuence des grandas fondations pleusas des Wei. Ca royaume ast ranommé pour la beauté da ses grandas tombes en dalles de pierre, surmontées de plalorads en lanterne et ornées da décors peints. Les fresques des tombes dácouvertes dans la région de Pyonyang ont una expression àtonnante, à la fois da force et da grendeur. Des fouilles récentes ont permis da découvrir de splendides bijoux, notamment das bouclas d'or en filigrana, qu'on peut voir au Musée national de Séoul.

Le deuxièma royaume, celui da Paekche, dans la sud-ouest de la péninsule, joulssant d'un climat plus tempáré, a produit des œuvres d'un caractère plus raffiné et plus subtil. Malheurausemant trop souvent victime d'invasions, très peu de vestiges peuvant témolgnar da son passé. Toutefois, le tourista, en visitant la Musée national, pourra admirer das tuiles da cette époque décorées de paysages de montagnes, tantôt couronnées de pins, tantôt de fieurs stylisées, ou ancore da dragons. Il pourra voir aussi des bijoux de jada en forma de virgule, créés environ sept cants ans à huit cents ens avant Jésus-Christ, at découverts dens des tombes da la région da Puyo, encienne capitale da Peekcha. Ce sont das artistes et des artisans da ce royeume qui epportérent au Japon cette tradition.

La trolsièma royaume, anfin, calui de Silla, situé au sud-est, a connu un dévaloppemant moins rapide que las deux autres. A l'écart da l'influance chinoise, sa création artistique fait preuva de besucoup d'originalità. Durent des siécles, les tombeaux royaux sont restés cachés au milieu des collines couvertes da pins de la villa de Kyong-ju, is capitala du royaume, qui a été rebâtie sous l'égida des Tang sur la plan en damier da Chang'an. Dans les chambrettes en bols da ces tumulus, on a mis au jour des trésors de touta beautà, parmi lesquals une couronna royala laite de feuilles d'or, découpées en forma d'arbres, auxquelles pendant des joyaux da jade blau et des paillettes d'or ; ceux-cl sont attachés aux brenchas principales par des fils d'or et pauvent sa balancar libremant.

Le Silla ee convartit au bouddhisme vars le sixiéma siàcla. Les artistes créérant des effigies de bronze da Mirok (Maitreya, le bouddha da l'avenir) assis dans le perc de la méditation sur un trône recouvert da draparies.

Au septième aiècle, le royauma de Silla ràalisa l'unification de touts la péninsula. Cet événament marqua le dàbut d'una granda périoda pour la culture et lea arts. Les atatues da bronze dorà de cette époque, qui ont été retrouvées, prouvent à tous les amataurs combian les Coréens sont das maîtres dans le domeine das formes et das lignes.

Blen sûr, l'art coréan est trop richa pour être raconté an peu de lignae. Pour les amataurs de l'art oriantal — de l'art tout court — voici quelques éléments sur la painture, la sculptura et la céramique.

La peinture

'EST sous la dynastie des YI (1392-1910) que le painture atteint ea plénituda. Dans l'ensamble, las peintures sont presqua monochromes, trevaillées dans la forme, mais avec seulement quelques touches de couleur. Il s'en dégage une impression de savairité, da réflaxion at d'identità entre l'homme at la neture. Il est rare de trouver dans un tableau da catte période un signa de violence ou contraire à l'expression du calme et de le tranquillité. Cette dignité paieible — una das caractàristiquas de l'art coréan — pareit reflèter la complicité de l'artiste avac la nature. Le paysage, evec ses montagnes couvertes de loréts da pins, avec see vertes vallées et see rivléres, a toujours inspiré l'épanouissement du peintre. Aujourd'hui, l'art abstrait puise eon idantité dans le nature, sa différenciant einsi de calul pratiqué en Occident.

La sculpture

L ne semble pas qua les Coréens alent fait de la eculpture avant l'introduction du bouddhieme dans le royaume de Koguryo, en 372 de notra ère. Les plus anciennaa Images bouddhiques sculptées datent de la première moltié du sixièma siècle : ca sont des statuettes d'autel exécutées en bronze, en argile ou en pierre.

En contact avec les artistes chinoie, les Coréene parviennent rapidamant à maîtriser l'art da la sculpture religiause. La coréannisation des visages da Bouddha apparaît vers le milieu

du sixiéma siècla. Les Bodhisattva da cette époque (modàles en terre culte ou en bronze doré) portant la doubla écharpe aux plis parallèles croisés à la hauteur des genoux et retombant en allarons. Les Coréena, qui n'ont jamais creusé de véritables grottes, ont eu l'idée da tailler les rochars. Les images bouddiquas sculptées an bas-rellef ou an ronda bosse eont nombreuses dans la région da Kyong-ju.

L'époqua du Silla est considéréa comme l'âga d'or da la sculpture coréanne. De grands monastàres sont fondés, des pagodas et des stoupas érigàs un peu partout, des vallées sont transformées en sanctuaires par l'édification de statues at la taille d'affigles à mâme le rocher. Les artistes du silla ne travalllaiant pas seulement la pierre, comma en témolgnent les deux belles figurines en alliaga d'or, retrouvées dana une pagode de la province de Kyong-ju. Les sculptaurs du Koryo marquent una préférenca pour les bouddhas assis.

L'invasion mongole voit l'incorporation dans les dessins d'élémants d'origina tibétaine; les pétales da lotus des trônes se recourbent, les yaux deviannent détendus et obliques, la joallieria a'intègre au bronza. C'est da l'avenement da la dynasbe yi en 1392 que date la fin de l'art bouddhiqua an Coréa.

La céramique

A spontanéité est da règla chez les potiars coréens. Cette qualità a fait dira à maints spécialistes que cartaines œuvres attaignent une perfection raremant dàpassée même chaz les Chinols.

La beauté das céladons — ces porcelaines d'un certain vert — est légandaire. Les Chinois faiselant l'éloge de leur



torme harmonieusa et de leur couleur. Une teinte bleu-vert raffinée sert ordinairement de fond pour des motifs blancs ou noirs réalisés par inciaion. Les sujets les plus fréquents sont des branchages, des chrysanthèmes, des hérons et des nuages. L'influenca de l'orfèvrerle, de l'ébénisterle et des étoffes s'exerce tour è tour dans la production des céladons. La céramique coréenne ne se limite pas aux céladone; on trouve des brûle-encens, des coffrets à cosmétiques, des bols à anse, des pots, des réciplants en forme de corne, da charlot, de barque, de maison ou de cavaliar. Peu de dàcors sur ces piéces, à l'exception da motifs géométriques, da rosettes ou de feuilles suspendues à des anneaux.

Au treizième siècle, sous l'occupation mongole, on note l'apparition d'un décor peint en brun de fer sous des couvertes variant du gin au vert olive. On assista aussi à une simplification des motifs floraux et à un alourdissement des formes. Sous l'époque YI, l'influence chinoise des Ming devient prépondérante. Une céramique populaire s'est développée parallèlement dans le pays.

La religion

E respect pour toute véritable religion est un des traits du caractère traditionnal du pauple coréen. C'est ainsi l'on peut dira qua la pays est una terre d'accueil pour les différents croyances. Il y e tendanca encore chez beaucoup da Coréens à les pratiquar toutes et à penser que toutes ces croyances na s'excluant pas les unes les autres.

L'animisma, qui était particullérement ancré en Coréa, n'a pas aujourd'hui complétamant disparu. Le Chaman, désigna sous la nom de Mudang, exécute des rites en invoquant les esprits protecteurs ou cartains objets sacrés; par sa pnère, il damanda la bonheur ou la protection contre la maladia ou les calamités, Le bouddhisme a été introduit aux anvirons da 372 après J.-C.; la royauma da Silla en a fait una religion d'Etat.

C'est à partir da l'avenement de la dynastie Yi que le bouddhisma perd sa placa de religion d'Etat. La Natività da Bouddha, déclarée fête nationale an 1976, est célàbrée le huitièma jour du quatriéma mois lunaire.

Le confucianisma a fait son apparition à la même époque que la bouddhisma. Il s'est dévaloppé sous une forme si stricte que les Chinois considéralant les Coréens comma plus vertuaux qu'eux-mêmes.

Chaqua année, una granda cerémonia a liau eu templa da Taesongion, dans le perc da l'université de Songkyunkwan, à Séoùl, pour célébrer l'anniversaire de la naissance da Confucius. Cette università, construite sous la dynastia YI, est le premiar centre national de formation confucéenne.

Enfin, c'est au cours da la seconda moitié du dix-neuvièma siècle que les religions chrétiennes ont pénétré en Corée; alles y ont joué, notammant, un rôle important dans le transformation du systèma scolaire du pays.

L'éducation

ES màthodes d'éducation moderne ont été introduites par les missionneires chrétians dans les années 1880. Un système, basé sur le principa da l'égalité da tous les citoyens, est décidà à la fin de la seconde guerre mondiala. Le régima scolaire national comprend six ans d'études primaires, trols ans pour chacun des daux cycles secondaires du lycéa et quatre ans pour las études universiteires. En 1948, chaqua province est dotée d'un organisma chargà de l'inspection de l'anseignament.

La charte nationale de l'éducation vise à éveiller dans la peupla la sens de ses responsabilités moreles et à lui inspirer la sens da la mission historiqua qui lui incomba, cella da renouar la nation.

Actuellament, seul l'anseignement primeire est obligatoire, mais on projette, à partir de 1981, une extension jusqu'au pre-miar cycla du secondaire. En décembre 1976, la nombre des élèves da l'enseignament primaire était de 5 503 737 enfants répartis dans 6 405 àcoles. Le corps enseignant compteit 109 530 personnes. Dans le premiar cycle, on danombreit, dans les 1977 écoles, 2 116 635 élèves. Le escond cycla prépare, comme partout ailleurs, una fillère classiqua at technique. En 1976, 1 198 écoles secondaires du dauxlèma cycla accueillaient 1 253 676 àlèves. Le rôle défini à l'enseignement supàrieur vise à donner aux àtudiants una meilleure compréhenalon de l'homme at de son anvironnement, le désir de contribuer eu progrès de la société et la volonté de travailler à l'amélloration des conditions de vie. Depuis 1968, le ministère de l'Education nationale a àtabil un systèma d'examen préliminaire pour l'admission aux univarsités et facultés et détermine le nombre des étudiants pouvant y être admis chaque annàe.

Les deux tiers des instituts diepensant cet enseignement sont privés. Le gouvernement accorde aux étudiants étrangers des bourses d'études pour leurs recharches en Corée. À la fin de l'année 1976, 487 étudiants étrangers étudialent l'économie, la langue et l'histoire. la zoologie et la géographie.

La langue

Les Coréens, bien que descendants de plusieurs tribus mongoles qui ont émigré de Mandchourle à l'époque préhit-torique, ont jusionné très tôt pour jormer une race distincie nettement des Chinois et des Japonais, et cependant homogène. Le peuple coréen parle, depuis des siècles, une langue ouraio-altaique, qui est totalement différente des autres langues orientales. Elle se rapproche davantage du turc, du finnois ou du hongrois, Très éloignée des langues européennes et ayant des sons propres, elle est difficile à apprendre pour les étrangers. Des consonnes jortement accentuées et des sons gutturaux la rendent très proche de l'allemand.

Jusqu'au quinzième siècle, les caractères chinois étaient employés dans la langue écrite et prononcés à la façon coreenne. Le roi Sejong le Grand (1397-1450) prit l'initiative de charger une commission d'inoenter un alphabet phonétique de vingt-quatre lettres, le Han-Gul. Sa simplicité et son caractère pratique ont permis d'atteindre le taux élevé de 90 % d'alphabétisation.

Un touris

111 12701120,68

A Committee of the

1 1177 SUPPLY

The state of the s

33.154

nationa

مكذابن زلامل

(Publicité)

Un tourisme de charme au pays du Matin calme

A péninsule coréenne, à l'extrémité nord-est du continent asiatique, semble un doigt pointé vers is sud. Limitée eu nord per l'U.R.S.S. et le Chine, elle est bordée à l'ouest par le mer Jaune et à l'est par celle du Japon. Le sud de le Corée n'est séparé de l'erchipel japonaie que par le détroit de Corée. Longue d'environ 1 000 kilomètres, le péninsule ne mesure guère plus de 480 kilomètres dans sa plus grande largeur. Sans que l'on pulsse perier d'archipel, elle possède de nombreuses îles, qui jelonnent ses côtes souvent fort découpées.

La Corée offre pour le tourieme de multiples sources de dépaysement avec ese paysages, ses îles et ses cités anciennes.

La Corée offre pour le tourieme de multiples sources de dépaysement avec ese paysages, ses îles et ses cités anciennes. La visite des monuments, symbole de le vitalité ancestrale d'un pays, et des musées, devanture des richesses humaines, ne suffit pas pour pénétrer en peu de temps dans le civilisetion d'une netion. Comme beaucoup de peys, le Corée e su faire revivre un village avec ses us, ees coutumes el ses activités productives. A moins d'une heure de Séoul, on peut visiter un village qui est une vrale communauté de fermee et d'ateliers, comme autrefois. Les malsons avec leurs meubles, les costumes, les instruments, les ustensiles, sont authentiques, du tour du potier eux soufflets du forgeron et à l'elmerach du diseur de bonne aventure. Des chents, des danses, des comédies et des numéros d'acrobatie reppelant les divertissements d'antan sont présentés aux visiteure dans un emphithéâtre de plein air.

Le pays du Matin calme renferme de telles merveilles que

Le pays du Matin calme renferme de telles merveilles que le touriste venent pour le première fois à sa découverte doit faire face à un douloureux choix.

Séoul

APITALE de la Corée un elècie avant la découverte de l'Amérique par Christopha Colomb, Séoul est aujour-d'hui, avec ses sept millions d'habitants, le hultième ville du monde. Pour devenir une grande métropole moderne, un choix e dû être fait au niveau de l'urbanisme. Dans le centre, de vieux bâtiments ont dû leisser le place à de hauts immeubles de verre et de béton, et des routes surélevées mêlent leur réseau à celui des ruelles. C'est ainsi que les huit portes monumentales qui, autrefois, protégeaient le ville de toute incursion étrangère, sont eujourd'hui à l'intérieur de le cité, prisonnières de ce qu'elles défendaient. Heureusement, hier n'e pas entièrement été sacrifié à aujourd'hui. Des témoignages du passé ont eu être préservés, restaurés et apportent une note de charme. Ce contraste est d'eutant plus freppant qu'aux elentoure de la ceptale, sur des kilométres carrès, e'étendent des maisonnettes blanches, qui rappellant un pau les maisons jeponaises — portes coulissantes, toits de tuiles arrondles, à angles relevés.

Séoul est le centre ertistique at culturel du pays. Au cœur de le ville, on trouve trois ensembles de palais royaux comportant des parcs publics et des musées. Le palais Tosku abrite le Musée d'art moderne qui organise une exposition permanente d'œuvres récentes d'artistes du monda entier. Le palais Kyongbok, résidence royale, reconstruit au dix-septième siècle, préente, en dehors de le salle du trône et d'una collection de pavillons et de pagodes, le nouveeu Musée netional qui felt découvrir deux mille ans d'histoire.

Le peleis Changdok, dernière résidence royale, possède un « jerdin secret », labyrintha de bassins, de pavillons et d'ellées pour la promanede.

Puyo et Kyongju

1885 B. C. W.

UYO est une ville situéa à mi-chemin entre Séoul et Pusen. Son musée renferme des reliques trouvées dans des tombes royales du royaume de Paekje. Puyo était le capitale du royeume jusqu'à son annexion par Silla, en 660 après J.-C. Dens la région, on trouve nombre de sanctuaires et de tombes ; l'une des curlosités est le monument du rocher des Fleurs-Tombées, d'où, d'eprès la légende, trois mille dames de la cour se suicidèrent en se jetant dans la rivière plutôt que d'eccepter le dominetion du royaume da Silla.

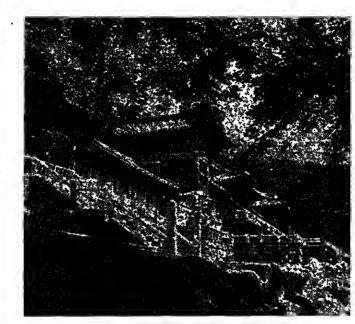
Ballet

de

Corée

national

Kyongju, à elle seule, mérite la venue du touriste. Capitale de le dynastie Silla et de le péninsule, Kyongju e été autrefois une des villes les plue importantes d'Asle ; on avance le chiffre d'un million d'habitants. L'adoption du bouddhisme comme reli-



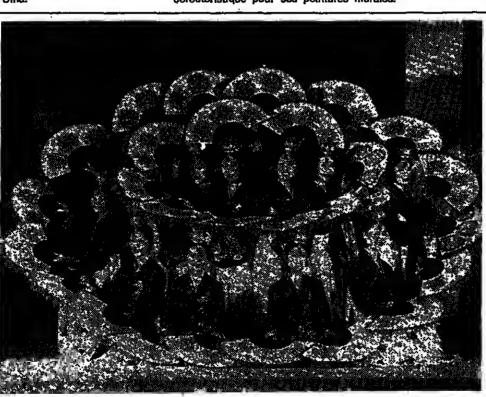
Temple Pulguk-ta à Kyongju

L'Office national da tourisme coréen (Korea National tourism Corporation) est à votre disposition pour de plus amples informations : tour Maine-Montparnasse, 4° étage, 33, avenue da Maine, 75755 Paris cadex 15. Tél. : 538-71-23. Télex : Kotour 260 825 F

glon d'Etat entraîna le construction de temples, de tombes et de toutes sortes d'édifices religieux. Il y e plus de deux cents tombes dans le ville, Au musée, on peul edmirer de magnifiques trésors — couronnes, casques en or, bijoux et céramiques — découverts par les archéologues lors des foullles de lombes de rois et de reines de Silla. Un observatoire en pierre, fait de blocs sculptés, démontre l'habileté des savants de cette époque. Ceux-cl l'aveient utilisé pour établir une carte du firmement et pour préparer un almanach des saisons. La pagode de Punhwang, -sa en blocs de pierre sculptés, de la tailla et de le forma exacte des briques, mérite un long arrêt ; de même, le touriste a-t-il intérêt à se rendre au temple Pulguk-sa, ettué eu pied du mont Toham, un des meilleurs exemples d'architecture bouddhique ancore existant. L'entréa du temple en granit formée de ponts, d'escaliarre et de paliars est impressionnante. Dans le cours s'élèvent deux antiques pagodes da pierre opposées l'une à l'autre ; Sokkatsp représente le pureté et la simplicité de le vérité divine et Tabo-tap symbolise le chemin difficile de l'asceneion da l'homma vers la perfection.

Pusan

USAN est le deuxième ville de Corée el la principal port du pays ; elle est una fenêtre ouverte vers le Jepon. Le temple Pomo-sa, eitué dans una forêt de pins, eat très cerectéristique pour ses peintures murales.



A musique et la danse ont toujours jait partie intégrants de la vie coréenne et le programme présenté par le Ballet national de Corée a une tradition d'au moins deux mille ans. La danse et la musique populaires coréennes se sont développées à partir des cérémonies religieuses des shamans ou des sorciers guérisseurs des temps anciens, particulièrement le mudang (jemme shaman), qut était à la jois une prophètesse et une médiatrice entre les dieux et les hommes. L'influence de la Chine s'est jait sentir très fortement à une époque. Le bouddhisme, qui était la religion nationale pendant le règne de la dynastie Koryo (536-1392 avant Jésus-Christ), a introduit des danses masquées venant de l'Asie centrale dans ses cérémonies.

ceremonies.

Le caractère formel de la doctrine confucianiste se reflète dans la noblesse et l'étégance des danses de cour, réalisées le plus souvent au cours des banquets royaux.

Plus de quinze variantes autour de ces trois formes de

danse — danse folklorique, danse rituelle et danse de la cour — sont au programme habituel du ballet.

cour — sont au programme habituel du battet.
Dix musiciens parmi les plus éminents interprètes de musique classique en Corée ont, en plus de l'accompagnement musical des danses, une place propre dans le programme. Leur réperioire comprend « la musique de banquet de la cour royale », composés il y a quelque treize cents ans et réputée pour être la plus ancienne musique de cour coréenne.

Le Ballet national se produira à Paris : le 28 octobre à 20 heures, Théâtre des Champs-Elysées : An Vésinet : le 25 octobre, Centre des arts at loisirs, 59, boulevard Carnot :

A Nevers : le 27 octobre. Maison de la culture, boulevard Pierre-de-Coubertin : A Amiens : le 30 octobre, Maison de la culture, 2, place Léon-Gontier.



Chungmu

N quittant Pusan en hydroglisseur, on treverse une sorte de mer intérieure, cemée d'îles et de presqu'îles, que les Coréens appellent leur parc netional meritime — pour arriver à Chungmu, petite locelité liée à l'histoire d'un des plus grands héros militaires de le Corée, l'amiral Yi Sun Sin. Cet homme, avec une flotte restreinle, repousse plusieurs fois les asseuts de l'ermade jeponaise du général Hideyashi.

les asseuts de l'ermade [eponaise du général Hideyashi.

Ses victoires répétées s'expliquent particulièrement par daux initiatives de Yi Sun Sin : le construction de beteeux-tortues, sortes de cuirassés avant le temps et la dieposition de sa flotte dans une formation qui rappelle celle des grues en voi lors de leurs grandes migrations — le grue est l'oiseau national. Pour marquer la reconneissance du pays, un immanse bronze de l'oiseau domine l'ilot de Miruk. Chungmu est surtout synonyme de flanerie pour le touriste, qui pourra admirer le dextérité evec laquelle les femmes ouvrent les coquilleges et découpent le poisson.

Le mont Songni

E paro netional du mont Songni, situé à trois heures de route de Séoul, abrite l'important temple Poplu. Dès son entrée dans le perc, le visiteur eparçoit au-dessus des arbres le tête d'une immense statue de Bouddha; son regerd découvre ensuite des pagodes, des lantemes de piarre et le gigantesque cheudron en pierra dens lequel on felsait culre la riz pour les milliers da moines, au temps de la spiendeur des temples. Le site est merveilleux pour le promenade evec ses rivières, ses cascedes.

L'île de Cheju

ettre île volcanique est située à queique 250 kilomètres eu large de la pointe de le Corée. Elle offre eux tourietes des beautés neturelles comme ses orangeries, ses cascades, ses longues pleges, ses pleieux et des grottes étranges en leve, dont une d'une longueur de 6,8 kilomètres. La population vit dens sa presque totalité (400 000 habitants) le long des côtes; le centre est feit d'un massit montagneux de trois cent soixante sommets dominés par le volcan du mont Helle (1950 métres). Cheju e souvent été comperé à l'île d'Hawaï en reison de eon climet et de le verlété de sa flore. On y e dénombré près de mille sept cents plentes différentes dont plusieurs sont d'origine subtropicele.

dont plusieurs sont d'origine subtropicele.

La particulerité de Cheju est d'accorder à se population féminine uns situation indépendante el méme dominente dens l'ordre social. Il est surprenant que, dans une partie du monde où les hommes ont tous les droits, une société metriarcele elt pu prendre racine. En effet, depuis les temps les plus reculés, les femmes ont dominé le société de Cheju-do. Elles dirigent le commerce, treveillent dans les pêcheries et les fermes où le pouvoir e et transmet de mère en fille. Beaucoup d'entre elles exercent le pénible métler de plongeuses dans les fonds marins. Elles passent des heures dens les cirques, plongeant sans l'elde d'aucun eppareil pour rapporter des coquilitages et des aigues comestibles. Elles ont parfois le chence de récupèrer des abelondes. C'ext alors un spectecle fescinant pour le louriste.

L'art culinaire

E mélenge d'épices et de douceur caractérise l'ert culinaire coréen. La cuieine est spécielement remarquée pour
ses soupes poivrées ou douces et réalisées avec du bœuf
et du poisson. L'élément de base de chaque repas est un boi
de riz blanc, mengé avec des beguettes, comme les eutres mets,
l'autre plat indispenseble est du chou mariné et fermenté appelé
kimchi. Celui-ci est conservé en hiver evec du plment et il
est parfumé avec le l'eil et d'autres épices; celui préparé en
été est un mélange doux de navets en tranches et d'oignons
dans une saumure. Les mets le plus souvent offerts aux touriste sont le « bulgogi », fines tranches de bœuf merinées dans
une seuce de soje et d'hulle de sésame et grillées eur du
charbon de bois; le kelbi, petites côtes de bœuf marinées et
grillées et le chepchee, mélenge de viandes, légumes et pâtes.

ANS cette - lointaine Asie - — pour reprendre un mot de Paul Cleudel — qui s'ouvre lentement eux emateurs d'art ou d'ertisanet, aux touristes aussi, le Corée propose à son tour, à ces derniers, des voles nouvelles, à condition qu'amateurs et touristes acceptant de se rendre complices du pays du Matin calme.

Cette double page a été établie à partir de documents fournis par l'ambassade de Corée en France.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

L'Assemblée générale condamne les implantations israeliennes dans les territoires arabes occupés

les territoires arabes occupés

La trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui siège à New-York depuis le 20 septembre, a termine son débat général le 13 octobre. Le 24, elle a désigné les membres non permanents du Conseil de sécurité qui remplaceront à partir du 1st janvier prochaîn Panama, la Libye, le Pakistan, le Bénin et la Roumanie. Ont été élus, respectivement : la Bolive, le Gabon, le Kowelt, le Nigéria et la Tchécoslovaquie. Quarante-deux pays — en majorité occidentaux — ayant invité l'Assemblée générale à débattre de la piraterie aérienne (à la suite du récent détournement de l'avion de la Lufthansa), les travaux se sont engagés sur ce problème dès le 25 octobre. L'affaire a été inscrite à l'ordre du jour sans débat, et confiée à l'examen, en priorité, de la commission politique spéciale de l'Assemblée générale a condamné à une large majorité l'établéssement de colonies juives dans les territoires occupés par Israël. Un projet de résolution en ce sens a en effet été a do pt é par 131 voix contre 1 (Israël) et avec 7 abstentions (Etats-Unis, Costa-Rica, Fidji, Guatemala, Majawi, Nicaragua et Papouasie-Nouvelle Guinée).

Le texte avait été déposé devant l'Assemblée par l'Egypte et soixante-deux autres pays. Il affirme que les implantations israéllennes n'ont « pas de validité juridique » et constitent une « grave obstruction aux efforts visant à instaurer une paix juste et durable au Proche-Orient ». Il recommande une fois de plus à Israèl de s'abstenir de prendre de nouvelles mesures de nature à modifier « le statut juridique, le caractère géographique on la composition démographique des territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusa-lem ». Le secrétaire général de l'ONU est invité à assurer la mise en œuvre de ces recommandations et à faire rapport à ce sujet pour le 31 décembre.

Au Conseil de sécurité : la question de l'Afrique du Sud et le problème palestinien

Invité le 20 octobre par ses membres africains à se récuir d'urgence pour examiner
la situation en Afrique du Sud à la suite des
nouvelles mesures de répression prises par le
gouvernement Vorster à l'égard des organisations noires, le Conseil de sécurité a entamé
l'examen de l'affaire dès le 24. Les pays africains lui ont soumis à nonveau quatre projets
de résolution, déjà introduits en mars et qui
n'avaient pas été mis aux voix, pour imposer
des sanctions contre le régime de Pretoria
en vertu du chapitre 7 de la charte de SanPrancisco,
Le 27 octobre, le Conseil de sécurité a aussi

Le 27 octobre, le Conseil de sécurité a aussi entamé son débat sur la question palesti-nienne.

PARTICIPATION DU KAMPUCHEA AUX VOTES DE L'ASSEMBLEE GENERALE. — M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a informé le 3 octobre le président de la trente-deuxième se se le n de l'Assemblée générale que le Kampuchea démocratique avait effectué les versements nécessaires pour ramener le montant de ses arriérés au-dessous du nineau requis pour sa participation aux votes de l'Assemblée.

l'Assemblée.

PORCE DE MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE.

Le secrétaire général a lancé le mois dernier un nouvel appel aux Etats membres pour obteuir des contributions supplémentaires dux dépenses de la force des Nations unies à Chypre (UNFICYF). Le déficit s'élevait alors à plus de 48 millions de dollars.

D'aurre part, les Nations unies ont annoncé le 5 octobre le départ à la fin du même mois du bataillon finiandais de l'UNFICYP. Ces effectifs ne seront pas remplacés.

batallon finlandais de l'UNFICYP. Ces effectifs no seront pas remplacés.

REFERENDUM A PANAMA. — M. Eryk Suy. conseiller furidique de l'ONU, s'est rendu à Panama pour y observer, à la démande àu président Torrifos, le déroulement du référendum du 25 octobre dernier sur le nouveau traité américano-panaméen.

BHODESIE — Le général Prem Chand (Indef a été nommé représentant spécial du secrétaire général en Rhodésie (Zimbabwe), conformément à la décision prise par le Conseil de sécurité le 29 septembre. Le général Chand est arrivé peu après à New-York pour entreprendre sa mission, qui consista à représenter le secrétaire général dans les entretiens avec lord Carver, commissaire résident britannique pour la Rhodésie.

DEOITS DE L'HOMME AU CHILL. — Dans son rapport annuel à l'Assemblée générale publié à la jin du mois d'octobre, le groupe de travait sur la situation des droits de l'homme au Chili n'ant pas attention des droits de l'homme au Chili n'ant pas

situation des droits de l'homme au Chill constate que e les droits de l'homme au Chill constate que e les droits de l'homme au Chill n'ont par été restaures », ci qu'arrestations et disparitions se poursuivent, même si elles sont moins fréquentes. NAMIBEL. — Dans son rapport annuel à l'Assemblée, le Conseil des Nations unies pour la Namibie invite, de son côté, l'Assemblée générale à demander le versement par l'Afrique du Sud de réparations pour dommages subis par le Namibie du fait de son occupation illégale depuis la fin du mandat en 1966. Il demande aussi que l'Assemblée déclare Walwis Bay partie intégrante du territoire namibien.

Waiwis Bay partie integrante du territoire nami-bien.

Le 39 seplembre, le comité de l'information dépendant du Conseil pour la Namibie a approuvé le nouvelle carte provisoire du territoire. Il a adopté plusieurs recommandations relatives à la disfusion d'informations sur la Namibie. diffusion d'informations sur la Namible.

APARTHEID. — Le comité spécial contre l'apartheid en Afrique du Sud a été saisi le 7 octobre d'un rapport selon lequel Israèl et l'Afrique du Sud auraient intensifié leurs liens dans tons les domaines.

auraicht intensifié leurs liens dans tons les domaines.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le conseil économique et social de l'ONU, qui a repris le 5 octabre les travaux de sa soizante-troisième session, a décidé de réunir en Argentine, en août et septembre 1978, la conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement. Il a d'autre part transmis à l'Assemblée générale un projet de nouvelle stratégie pour le développement. REFUCIES DE PALESTINE. — L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les rélugiés de Palestine au Froche-Orient (UNEWA) fat état d'un déficit de 16 millions et demi de dollars pour 1977, dans son rappart annuel destiné d'Assemblée générale. La suspension de certains services devra être enviagé. Le commissaire de l'UNRWA s'apprête à mettre sur pied une nouvelle procédure de juncacement qui permettrait d'arrêter des plans pour trois ans.

procedure de l'inancement qui perment des plans pour trois ans.

Deux autres rapports ont été publiés par l'UNRWA
le 10 octobre. L'un traite des personnes déplacées d
la suite du conflit de 1967, l'autre des personnes
la le handa de Gaza en 1971. la suite du conflit de 1967. l'autre des personnes cacuées de la bande de Gaza en 1971.

ENVIRONNEMENT. — Une réunion intergouvernementale, rassemblant quel que soixante-dix experts furidiques, a eu lieu à Venise du 17 au 21 octobre sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement afin de préparer un traité destiné à contrôler l'écoulement, dans les eaux côtières de diz-huit pays méditerranéens, des déchets industriels, eaux d'égout et produits chimiques utilisés en agriculture.

Une conférence des pays riversies de la Méditer-

utilisés en agriculture.

Une conférence des paye riverains de la Méditertanée doit être convoquée à Monaco, en janvier
prochain, pour examiner ce texte.

RELATIONS AVEC LE PAYS HOTE. — Dans
son rapport annuel à l'Assemblée générale adopté
le 12 octobre, le comité des relations avec le pays
hôte invite les États-Unis à prendre les mesures qui
s'imposent pour mêttre fin aux actes de terrorisme
qui ont été commis au cours de l'année contre
plusieurs missions àiplomatiques et leurs jonction-

naires. Un autre chapitre du rapport traite de l'endettement de certaines missions.

JOURNEE DES NATIONS UNIES, — Le journée des Nations unies a été celébrée le 24 octobre, dats anniversaire de la création de l'Organisation, il p a trante-deux aus, par cinquais et un pays joudateurs. L'ONU compte aujeurd'hui cent quarantenus Etats membres.

e COMMISSION ECONOMIQUE POUB L'AFRIQUE.

— Une conférence régionale pour l'Afrique sur le mise en œuvre des plans d'action visunt à intégrer les femmes dans le processus de développement rest réunie du 27 septembre du 2 octobre à Noual-chott. Les trente-cinq paye participants ont demandé l'établissement d'un comité régional de coordinatien pour faciliter la réalisation du projet.

• COMMISSION ECONOMIQUE POUB L'EUROPE.

— Le comité du charbon de la Commission économique des Nations unies pour l'europe (C.E.-ONU) a siégé à Genève àu 26 au 29 septembre denier pour as soisante-troitème session. Le comité a surtout étudié l'évolution de la production mondiale de charbon en 1976 à la lumière à un rapport préparé par le secrétarist de le C.E.-ONU sus les Perspectives de l'Industrie charbonnière dans la région de la C.E.-C.NU. Selon les estimations de la Commission, le production mondiale de houille e augmenté de 2,3 % en 1976. Un chaptire consacré spécialement aux perspectives de le production en Europe orientale laisse prévoir un taux de croissance moins élevé dans les pays de l'Est europèen dans les aunées 80.

— Le comité de l'habitation, de la construction et de la planification de la C.E.-ONU 8 cryanisé à Ottawa, àu 3 au 7 octobre, un séminaire sur a l'influence des considérations d'ordres énergétique sur la planification et le développement des établissements humains ».

— Un autre séminaire, portant sur les problèmes de l'emploi, de la distribution àu revenu et de la consommation, avait eu lieu sous l'égide de la C.E.-ONU & Saint-Maximiu (France) du 6 au 13 septembre dernier.

Réfugiés

Le comité exécutif du H.C.R. demande une protection accrue du réfugié

réfugié

Le comité exécutif du haut commissariat des Lenn sa vingt-huitième session à Genève du 4 au 12 octobre. Une partie de ses travaux ont été consacrés à l'étude des moyens d'assurer une protection internationale accrue du réfugié. Dans plusieurs recommandations, le comité exécutif souhaite d'antres adhésions aux instruments internationaux en vigueur, puisque soixante et onze pays seulement sont actuellement parties à l'un ou l'autre de ces textes (convention de 1961 et son protocole de 1967). Il réaffirme l'importance du principe de « non-refoulement » du réfugié dans son pays d'origine ou à la frontière, principe qui a trop souvent été ignoré ces dernières années. En ce qui concerne l'expulsion, le comité souhaite que cette mesure ne solt prise que dans des cas « tout à fait exceptionneis ». Les délibérations ont aussi porté sur l'asile, la détermination du statut de réfugié et le regroupement des familles.

regroupement des familles.

Durant la session, le comité exécutif a approuvé un projet de dépenses de 35 200 000 dollars pour les programmes généraux du haut commissariat pour 1978, dont une allocation de 18 900 000 dollars réservée à son action

REFUGIES D'INDOCHINE. — Un appel conjoint été lancé le 3 octebre par le H.C.R. et l'OMCI a été lancé le 3 octobre par le H.C.R. et l'OMGI (Organisation interpouvernementale consultative de la navigation maritime! pour assurer le sauvelage en haute mer de personnes en détresse en provenance d'Indochine et se trouvant dans des embarcations. L'appel a été adressé eu président de la Chambre internationale de la marine marchande: selon le H.C.R., en effet, ell semble y avoir eu des cas eu certains navires n'ent pas répondu à des alguau de détresse s.

MEDAILLE NANSEN. — La médaille Nansen a été attribuée cette année au Croissant-Rouge de Malaisie.

UNESCO

Cent troisième session du conseil executif

Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), réuni à Paris depuis le 12 septembre pour sa cent troisième session, a terminé ses travaux le 7 octobre. Le conseil a formulé des orientations sur les grandes lignes du programme de l'UNESCO pour les deux prophaines années et autoreure des programmes de l'UNESCO pour les deux prophaines années et autoreure de deux prochaines années et approuvé les pro-positions d'ajustement du plan à moyen terme pour les années 1977-1982.

Après avoir examiné le rapport du directeur général, M. M'Bow, pour les années 1975-1976, le conseil a insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts dans les domaines de la promotion des droits de l'homme, de la construction de la paix, de l'élimination du racisme, du colonialisme et de l'apartheid; il a souhaité évalement que aprit certeix cisme, du colonialisme et de l'apartheid; il a souhaité également que soit saisie toute occasion de favoriser l'egalité d'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation et leur pleine participation au développement. Le conseil a d'autre part recommandé que le programme de l'UNESCO en matière de science et de technologie fasse l'objet d'une attention spéciale et que l'organisation participe efficacement à la conférence des Nations unies sur la science et la technologie.

Au cours de cette session, une déclaration publique sur le cas de M. Sorin Dumétrescu, membre du secrétariat de l'UNESCO, retenn depuis juin 1976 en Roumanie et empêché de rejoindre son poste à Paris, a été faite devant le conseil exécutif par le président, M. Leonard Martin (Grande-Bretagne). M. Martin a indiqué qu'il pourrait s'agir dans cette affaire d'une e atteinte aux principes jondamentaux sur lesquels se jonde la coopération.

fondamentaux sur lesquels se fonde la coopé-

F.A.O.

Une conférence mondiale sur la réforme agraire en 1979

U NE conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural se tiendra à Rome en juliet 1978, à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). Le but de cette conférence est d'aider à une prise de conscience de la paymenté et du sous dévalors mondiales. la pauvrete et du sous-développement des zones rurales de nombreux pays en voie de développement, et d'évaluer l'urgence des problèmes et le bilan des succès on des échecs relatifs des stratégies de développement appliquées jusqu'à prèsent. Le directeur général de la F.A.C. a désigné, le 29 septembre, M. Hernan Santa Cruz (Chili) comme son représentant spécial à la conférence (M. Santa Cruz avait été président de la première conférence des Nations unies sur la réferme agratre en 1968).

unies sur la référine agraire en 1966).

PERSPECTIVES DES RECOLTES MONDIALES POUR 1977. — Selon un rapport publié le 27 septembre par la F.A.O., les derniers renseignements sur l'évolution de l'agriculture mondiale confirment les précédentes prévisions : la récolte mondiale de bié devrait être ligèrement inférieure de celle de 1976 (401 millions de tonnes, soit 4 % de moins que le niveau record de 1976) mais la récolte de céréales secondaires devrait être irès javorable.

récolte de cérdales secondaires devratt être très javorable.

RIZ. — La récolte de ris sera en augmentation en 1977 et pourrait même atteindre un nouveau record. Si la mousson en Asis s'achère dens de bonnes conditions, le FA.O. estime que la production mondiale de ris devrait atteindre 351 milions de tonnes en 1977, soit 2.2 % de plus qu'en 1976 (343 millions de tonnes). Presque toute cette augmentation intéressera l'Extrême-Orient, malgré quelques points faibles dans le Sud-Est astatique.

INDUSTRIE DE LA PATE ET DU PAPIER. —
La FA.O. a communiqué à la fin de septembre les derniers chiffres de le capacité de production mondiale de l'industris de la pâte et du papier. Cette capacité est actuellement estimée à 180 millions de tonnes, dont la majeure partie (144 millions de tonnes, dont la majeure partie (144 millions de tonnes) dans les pays industrialisés. Les pays en voie de développement ont une capacité de 12 millions de tonnes; celle des nations à économic centralement planifiée est de l'ordre de 24 millions de tonnes. On prévoit que, d'oi à 1981, la capacité mondiale de production de papier et aarton atteindra 207 millions de tonnes.

ACCORD AVEC LE ZIMBABWE. — Des membres des groupes de libération nationale d'Afrique orientale vont recevoir une formation agricole en Grande-Bretagne, aux ternes d'un accord signé la 30 appiembre par le Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie) et par la F.A.O. Le financement en sera assuré par le Front patriotique du Zimbabwe après sa libération.

FROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le directeur général de la F.A.O. e appronné le

après sa libération.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.

Le directeur général de la F.A.O. e approuné le
23 septembre l'envoi par le PAM d'une aide alimentaire d'une valeur de 314 000 dollars à l'Organisation du péuple du Sud-Ovest africain
(SWAPOI pour les réfugiés de Namble qui vinent
en Angola. D'autre part, une aide alimentaire
à urgence d'une valeur de 2 231 000 dollars à été
décidée le 28 septembre en javeur de la Tunisie

Aviation civile

Vingt-deuxième session de l'Assemblée

L de l'Organisation de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.L.) s'est terminée le 4 octobre par l'adoption du budget et du programme de travail de l'Organisation pour les exercless 1978-1979 et 1980. Environ sept cents délégués de cent vingt-sept Etats contractants, deux Etats contractants et dixhuit organisations internationales unt participé à cette session, ouverte à Montréal le 13 septembre, et qui a porté sur tous les aspects de l'aviation civile internationale.

En ce qui concerne l'environnement humain, l'Assemblée a demandé aux cent quarante et

En ce qui concerne l'environnement humain, l'Assemblée a demandé aux cent quarante et un pays membres de s'efforcer de résondre le problème croissant du bruit des avions et a décidé que les niveaux de bruit applicables aux avions supersoniques serviralent de principes directeurs pour la certification des avions supersoniques de transport, jusqu'à ce que de nouvelles normes de bruit aient été adoptées par l'O.A.C.L. pour les avions S.S.T. Sur la question de la piraterie aérienne, l'Assemblée a invité tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la convention pour la rèpression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 1970) et à la convention pour la ré-

pression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 1971), qui prévoient notamment l'extradition on la poursuite des auteurs de tels actes, en vertu des lois nationales. L'Assemblée demande également aux Etats de prevoir dans leur législation des peines sévères contre ces per-

sonnes.

UN BILAN DU TRANSPORT AFRIEN. — Dans une Rivide de la situation économique du transport aérien, 1956-1976, publiée au mois d'octobra. FO.A.C.I. indique que le taux moyen de croissance annuelle du traite international régulier a été de 13 % eur les dix ans considérés.

Agence internationale de l'énergie atomique

Vingt et unième session de la conférence générale

Conférence générale

L ES délégués à la vingt et unième session de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), réunie à Vienne du 26 an 30 septembre à l'occasion du vingtième anniversaire de la réation de l'Agence (dont les statuts sont entrès en vigueur le 29 juillet 1957), ont approuvé la nomination de M. Sigvard Et und a ux fonctions de directeur général de l'AIEA pour un cinquième mandat consécutif. Les délégués ont examiné le budget de l'Agence (48,9 millions de dollars pour 1978) et ont notamment pris comaissance de deux rapports scientifiques sur La demande d'énergie et sur La physique d'avant-garde aujourd'hui et demain.

et demain.

REJINION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS.

Le conseil des gouverneurs de l'A.I.E.A. s'est réuni le 26 septembre à Vienne, avant l'ouverture de la vingt et unième session de la conférence générale.

D'après l'analyse des traveux de l'Agence en matière de garanties pour 1976, le secrétariat e conclu que dans aucun des quarante et un pape où des inspections ent eu lieu, il n'y avait eu de détournement de quantités significatives de matières nucléaires soumises aux garanties de l'A.I.E.A. Le conseil a approuvé un accord de garantie relatif de la fourniture d'em lourde par l'Union soviétique à l'Inde.

• TRAVAII. — Le Bureau international du travail (BIT) a publié le 17 octobre une étude consacrée aux pratiques sociales en matière de main-d'œuvre de six grendes entreprises multinationales de l'industrie mécanique ayant leur siège social aux Etate-Unis: Caterpillar, John Deere, Ford, General Motors, International Harvester et Otis Elevator. L'étude examine aussi les activités de leurs fitiales en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et en Asie.

Asic.

1. Organisation internationale du travall a organisé du 11 au 19 octobre à Genère une réunion d'experts sur les problèmes de sécurité des travalleurs dans la construction et l'exploitation des installations de forage en mer de l'industrie pêtro-

instaliations de forage en mer de l'industrie petrolière.

• SANTE. — Par quels moyens peut-on maintenir
un juste équilibre entre le risque inhérent à l'abus
à un médicament et le risque d'en priper, par un
contrôle excessif, des maledes qui en ont réellement
besoin? Telle est l'une des questions importantes
qui ont été discutées par ce comité d'experts de la
pharmaco-dépendance de l'Organisation mondiale
de la santé. (OMS.), réunt à Cenève du 26 septembre au 1st octobre.
O'était la première réunion de es comité d'experts
depuis l'entrée en vigueur, l'année dernière, d'une
nouvells convention internationals sur les substauves psychotropes tendant à en limiter l'usage
à des fins médicales.
— Les principes et critères réglasant la sélection
des médicaments essentiels pour couvrir les besoins
de santé fondamentaux de la population mondiale
ont été mis au point par un comité d'experts pour
la sélection de médicaments essentiels, réuni à
Genève du 17 au 21 octobre.

— Le docteur Eleuther Tarimo, de la République

Le docteur Eleuther Tarimo, de la République unie de Tanzante, a été nommé directeur de la àvision du renforcement des services de santé à l'O.M.S.

POMS.

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIBL. — MM, Alajondro Orfila, secrétaire général de l'Organisation
des Etats américains (O.E.A.), et Abdel Rahman
Rhane, directeur exécutif de l'Organisation des

Valuations autre la déselopment dujustriel

Khane, directeur exicutif de l'Organisation des Nations untes pour le développement industriel (ONUDI), ont signé le 8 octobre à Vienns un accord de coopération pour la réalisation de programmes industriels dans les pays latino-américains en voie de développement.

— Da hauts fonctionnaires appartenant à des organisations gouvernementales on non gouvernementales de quatorze pays en voie de développement ont participé, à partir àu 7 octobre, à un voyage de vingt-quatre jours en Edpublique populaire de Chine, afin à observer de près le développement dans ce pays des petites et des moyennes entreprises. Ce voyage était organisé confointement par l'ONUDI et la République populaire de Chine.

Session annuelle des conseils des gouverneurs du F.M.I. et de la BIRD

La trente-deuxième assemblée annuelle des consoils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds étaire international, qui s'est tenue à Washington du 26 au 30 septembre, a centre ses débats sur la lenteur de la relance économique dans le monde.

Les gouverneurs ont examiné le rôle da Fonds dans l'administration du système monétaire interne

Les gouverneurs out examine le roie du roints outs l'administration du système monetaire mournance et la surveillance des politiques suivies par les pays membres en matière de taux de change. Ils ont accordé aussi une attention particulière à la limitation de la liquidité internationale; ou volume des ressources mises à la disposition du Fonds (y compris les résultats que l'on peut attendre de la révision générale des quotes-parts qui doit être acheyée d'ici à avril 1978); aux conditions dont sont assortis les tirages sur le fonds; au rôle des droits de tirage spéciaux et à leurs allocations futures ; enfin, au nombre des pays qui out accepté le relèvement des quotes-parts convenu dans le cadre de la sixième révision générole des quotes-parts et ratifié le deuxième amendement aux statuts.

A l'occasion de la réunion des conseils des gouverneurs du Fands monétaire et de la Banque mondiale, les présidents des Banques africaine, asiatique et interoméricaine de développement et le premier vice-président de la Banque mondiale, de la Banque mondiale se sont révais le 24 septembre à Washington, pour la première fois en présence de représentants de quatre autres institutions internationales : le Fonds arabe pour le développement économique et social, le Fonds spécial de l'Organisation des poys exportateurs de pétrole, la Banque européenne d'investissement et le Fonds européen de développement. Les travaux ont porté sur les principaux problèmes financiers et économiques des poys en voie de développement.

Groupe de la banque mondiale

Prêts à six pays

A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) et sa filiale, l'Association internationale de développement (IDA), ont décidé le 6 octobre d'accorder une aide équivalent à 32 millions de dollars pour des projets de développement prioritaires en Bolivie de développement prioritaires en Bolivie (17 millions de dollars de la BIRD pour le financement d'un projet de développement urbain à La Pas) et en Tanzanie (crédit de 15 millions de dollars de l'IDA pour l'amé-licration de l'industrie tanzanienne de caLe 20 octobre, des prêts équivalant à 49,45 millions de dollars ont été annoncés pour des projets de développement dans quatre sutres pays :

— Costa-Rica : un prêt de la Banque mon-diale de 16,5 millions de dollars aidera à financer un projet de développement urbain destiné à améliorer les conditions de déplacement à San-José;

— Côte-d'Ivoire - Haute-Volta : la Banque mondiale et l'IDA fourniront 28,2 millions de dollars (23 millions pour la Banque mondiale et 5,2 millions pour l'IDA) pour le projet de chemin de fer régional Côte-d'Ivoire - Haute-Volta;

— Thallande : un projet de zones indus-trielles en Thallande recevra l'aide d'un prêt de 4,75 millions de dollars de la Banque mon-

الله المعاومة والعراق

المراجعة (1920 ما يارين). المراجعة (1921 ما يارين)

44.47

.

**

44. 3.35.55 the second second

* (* **_{1.80}*). **-* 44,44

1.000 (10)

tes

Res interementance

...

Opérations de la Société financière internationale

internationale

La Société financière internationale, filiale de la BIRD, et la Compagnié financière de la Deutsche Bank AG, Linxembourg, ont annoncé la 13 octobre la signature d'un prêt à moyen terme de 40 millions de dollars à la National Investment Bank for Industrial Development S.A. (NIBID) de Grèce.

Un consortium de banques internationales et la S.F.I. ont étroitement coopéré dans cette transaction. Un prêt est accordé par la S.F.I. pour un montant de 5 millions de dollars et une durée de dix ans, à un taux d'intérêt fixe. Les 35 millions de dollars restants sont accordés par un consortium da banques pour une durée de cept ans, à un taux d'intérêt fiotant.

370 TE 124

accordés par un consortium de banques pour une durée de sept ans, à un taux d'intérêt flottant.

La S.F.L avait déjà approuvé le 4 octobre une ligne de crédit de 3 millions de dollars destinée aux entreprises industrielles moyennes de la République Dominicaine.

Ce crédit doit être géré par la Financiera Empresarial, une société privée dominicaine de crédit affiliée au principal groupe bancaire privé du pays, le Banco Popular Dominicano.

La S.F.L a, d'autre part, annoncé sa participation, a v e e Poljoprivredni Kombinat Beograd (Yougoslavie) et Unilever N.V. (Pays-Bas), à une opération conjointe lancée au début de 1978 pour la production de denrées alimentaires congelées et de crème glacée en Yougoslavie. Cette opération, baptisée Smranute Hrane, consiste à construire et à exploiter une usine dans les environs de Belgrade. Suivant les estimations, le coût de cette usine pourrait atteindre 40 millions de dollars, La S.F.L investit dans cette opération 2 millions de dollars, sous forme de participation aux capitaux propres, et 4 millions de dollars, sous forme de prêt.

NOMINATION A LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S.F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S. F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S. F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S. F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S. F.L — M. Robert S. MENERTER PRESIDENT DE LA S. F.L — M. Robert S. M. Rob

NOMINATION A LA S.F.L. — M. Robert S. McNamara, président de la Banque mondiale et de la S.F.J. a annoncé le 14 octobre la nomination de M. Henri Konen Bédié (Côte-d'ivoire) au posta de conseiller spécial pour les affaires africaines de la Société d partir du 1st fanvier 1978.

NOUVRAU MEMBRE. — Le 30 septembre 1977, les Emirats Arabes unis sont devenus le cent sep-tième Etat membre de la S.F.I.

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie, au Portugal et à l'Irlande

LA Banque européenne d'investissement (BEL) a annoncé les opérations suivantes:

— Des prêts d'un montant total équivalant à 41.4 milliards de lires (soit 41.2 millions d'u.c.) accordés le 27 septembre pour des projets à réaliser dans le Mezzogionno italien. La majeure partie de ces fonds (34.3 milliards de lires destinés à la Cassa per il Mezzogionno, pour une durée de douze ans au taux de 7.9 % l'an) contribuera an financement d'un important une durée de douze ans au taux de 7,9 % l'an) contribuera an financement d'un important projet d'irrigation en Calabre, dans la vallée du Tacina et du plateau d'Isola-Capo-Rizuto. Le deuxième prêt (3,5 milliards de lires à la Cassa per il Mezzogiorno, pour une durée de dix ans au taux de 7,85 %) est affecté à la réalisation en Sicile d'anne usine fabriquant des tubes en polyéthylène et qui devrait employer cent quarante personnes. Pour le troisième projet, la B.E.I. a accordé à l'INVEIMER — Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale — 3,6 milliards de lires (pour douze ans au taux de 7,9 % l'an) pour contribuer au financement d'une unité de production de fil machine en cuivre à Aveilino, en Campanie; — Deux prèts en faveur de l'économie portu-

— Deux prêts en faveur de l'économie portugaise le 13 octobre, d'une contre-valeur de 23 millions d'u.c. dont 15 millions d'u.c. (pour une durée de vingt ans au taux d'intérêt de 63 %, compte tenn de la bonification d'intérêt de 3 %. compte tenn de la bonification d'intérêt de 3 % sinancée par le budget de la Communauté) sont destinés au financement d'un projet d'irrigation dans la province de Tras-Os-Montes (nord-est du Portugal) et 8 millions d'u.c. (pour quinze ans au taux de 6.2 %, déduction faite de la bonification de 3 %) à l'autorité portuaire de Lisbonne pour la reconstruction du principal qual de marchandises du port. Ces prêts portent à 141 millions d'u.c. le montant total des a 141 millions d'U.C. è monsant total tets concours consentis jusqu'ici per la Banque dans le cadre de l'aide exceptionnelle d'urgence de 150 millions d'u.c. offerte au Portugal par la Communauté sous la forme de crédits à long

Communauté sous la forme de crédits à long terme de la B.E.L.;

— Trois prêts d'une contre-valeur totale de 12 millions de livres irlandaises (soit 18.3 millions d'u.c.), le 14 octobre, pour la construction dans diverses régions irlandaises de bâtiments industriels préconstruits ou clé en main. Les fonds, prêtés pour une durée de quinze ans, au taux d'intérêt de 8,55 %, seront mis à la disposition du gouvernement irlandais, qui les rêtrocédera aux trois organismes publics de dévelopmement du pays:

pement du pays;
— Deux prêts, chacum de l'équivalent de 25 milliards de lires italiennes (soit 34,8 millions d'u.c.), attribués le 18 octobre à l'IMI — Istituto Mobiliare Italiano — pour renforcer le résean de télécommunications dans le Mezzogiorno italien.

Ces fouds accordés pour douze ans au taux telecommunications dans le Mezzogorio intreni.
Ces fonds, accordés pour douze ans au taux de 7,9 % l'an, seront prêtés à la SIP — Societa Italiana per l'Esercizio Telefonico — pour des travanx que cette société entreprend en Sicile, en Calabre et en Basilicate.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à l'Equateur, à la Bolivie et au Costa-Rica

LA Banque interaméricaine de développement à annoucé ces dernières semaines l'octrol de prêts à la Bolivie, à l'Equateur et an Costa-Rica:

— Le 22 septembre, un prêt de 12,2 millions de dollars pour contribuer au financement d'un programme d'alimentation en eau de zones rurales dans la province d'El Oro en Equateur; ce prêt (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour quarente ans et à 1 % pendant les dix premières années et 2 % ensuite) sera canalisé par l'Instituto Ecuatoriano de Obras Sanitarias;

— Le même jour, un prêt de 8,5 millions de dollars (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour quarente ans et 1 % per an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) en faveur de la recherche agricule et du développement de l'agriculture en Bolivie; ce

veloppement de l'agriculture en Bolivie ; ce

prêt sara versé à l'Instituto Boliviano de Tecnologia Agropecuarai (IBTA);

— Le 22 septembre, deux prêts totalisant 32 millions de dollars pour la troisième étape d'un programme d'amélioration des routes dans les zoues rurales au Costa-Rica; ces prêts proviennent pour 21,5 millions de dollars du Fonds d'opérations spéciales (pour vingt aus et à 2 % par an) et pour 11 millions de dollars du Fonds de ressources interrégional (pour treute aus, à 8 %) et sout assortis d'un don de coopération technique d'un montant de 300 000 dollars;

— Le 6 octobre, deux prêts d'un montant total de 48 millions de dollars (24 millions à l'aide du Fonds de ressources interrégional, pour vingt-cinq ans et à 8 % par an, et 24 millions en provenance du Fou d's fiduciaire vénésuélien pour vingt-cinq ans et à 8 % par an, et 24 millions en provenance du Fou d's fiduciaire vénésuélien pour vingt-cinq ans et à 8 % par an, et 24 millions en provenance du Fou d'une usine de elment dans l'est de la Bolivie; ces prêts seront utilisés par le Comité de Obras Publicas de Santa-Crus.

NOMNATIONS. — M. Antonio Ortis Mena.

NOMINATIONS. — M. Antonio Ortiz Mena. président de la Banque interaméricaine de dévelop-pement, a annoned le 17 octobre la nomination de M. Jérôma I. Levinson (Etats-Unis) au posta de conseiller général de la Banque, et de M. Anthal Jérnandez de Sato (Colombia) au posta de conseiller général adjoint. Ces deux nominations ont pris effet le 1º nopembre.

e PONDE MONETAIRE INTERNATIONAL. —
Dans le cadre du financement compensaioire, le
P.M.L. a donné le 17 cetabre son accord à la Barbade pour des achats de devises équivalent à
3 millions de droits de tirage spéciaux.

Le P.M.L. a procédé, le 5 octobre, en tent que
mandataire du Fonde fiduciaire, d'an vents mensuelle d'or par adjudication et a attribué 524 800
onces d'or fin — soit la quantité totale mise en
adjudication d'inseption d'une fraction d'une
barre standard.

barre standard. L'or a été attribué aux adjudicataires aux prix

e//eclipement soumissionnés qui s'échelonnaient entre 154,99 dollars l'once et 157,85 dollars l'once. le prix moyen élant de 155,14 dollars l'ance. ie prix moyen ètant de 155,14 dollare l'ance.

Des coumissions avalent été reçues pour un tathi de 371200 onces. Le Fonds a réexaminé le taux auquel û rémunère les positians dans la supertranche-or ainsi que la taux d'intérêt du droit de tinge esécial (D.T.S.).

Pour le trimestre commençant le 14 octabre, le laux de rémunération sero mainienu à 3.5 % par an. Le leux d'intérêt et les commissione perçus sur les D.T.S. pendant le même trimestre seront également de 3.5 %.

— Sao-Tomé el Principe sont devenus le 30 septembre le cent trênte-deuxième membre du F.M.I., arec une quote-part de 1,6 million de droits da tirage spéciaux.

— M. H.J. Wittereen, directeur général du F.M.I., a annoncé le 21 septembre que, pour des raisons personnelles, 0 na souhaiteit pas le renouvellement de son mandat qui arrivero à expiration le 31 août 1978.

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.

par la Banque asiatique de développement :

— Le 22 seplembre, un prêt de 6 millions de dollars (pour quinze anz et d un taux d'intérêt de 8,30 % par an) en javeur da programme d'industrialisation da la République de Carée, notamment pour l'adaptistion des produits industriels coriens aux normes internationales;

— Le 29 seplembre, un prêt de 45 millians de dollars (paur ringt-cinq ans et d un taux d'intérêt de 8,30 %), anorti d'un don d'assistance technique, an javeur du projet d'amélioration du rissau rautier des Phôlippines;

— La deuxième augmentation générale du capital de la Banque asiatique de développement ide 3,70 d 8,711 milliards de dollars, noit une cuspmentation de 1315 %) a pris effet le 30 septembre, e FONDS SPECIAL DE L'OPEP. — Au début

mentation de 135 %) a pris effet le 30 septembre.

• PONDS SPECIAL DE L'OPEF. — Au début du mois d'octobre, le fands spécial de l'Organication des pays exportateurs de pétrole (OPEF) a persé, pour la première fois, une contribution de 20 000 000 de dollars fun peu moins de 160 millions de françs) d des profete doonomiques dans le tiers-monde par l'infermédiates du Programme des Nations anies pour le développement (PNUD).

nation du recensement régional, la date du 8 avril 1880 a été retenue pour le premier recensement de la population dans la plupart des pays membres.

Dans le domaine des relations extérieures de

Dans le domaine des relations extérieures de la Communauté, les ministres ent procédé à l'évaluation des résultats pour l'économie de la région de l'application des dispositions de la convention de Lomé dans la perspective des négociations sur la deuxième convention de Lomé, prévues pour l'année prochaine. Ils ont ansai d'écuté des négociations commerciales entre la Communauté et le Canada, des rapports de la Conférence sur la coopération économique internationale et des négociations sur la création d'un fonds commun de stabilisation du cours des matières premières. Enfin, ils ont examiné l'état d'avancement des travaux préparatoires à la première réunion de la commission mixte Communauté des Caraibes-Mexique qui aura lieu au début de l'année prochaine.

Communauté économique

d'Etat

des pays des Grands Lacs

Première conférence des chefs

L'A première session de la conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEP.G.L.), créee le 20 septembre 1976, a eu lieu les 8 et 9 septembre à Bujumbura (Burundi), avec la participation des presidents Bagaza (Burundi), Habyarimana (Rwanda) et Mobutu (Zafre).

Les entretiens des chefs d'Etat ont porté

au fonctionnement des institutions de la Com-

cement et les droits de douane. Selan des estimations provisoires, la mise en route du programme nécessitera, d'ici à 1985, des inves-tissements de l'ordre de 2 milliards de dollars, dant la majeure partie devra être financée par des capitaux d'origine extérieure.

par des capitaux d'origine extérieure.

Pour ce qui concerne la suppression des abstacles de toute nature à l'importation et à l'exportation des véhicules dans la sous-région, elle devra se faire de manière à favoriser la production de la Belivie et de l'Equateur, pays de meindre développement économique. Un souci identique devra guider l'établissement du tarif extérieur commun dant les dégrèvements s'échelonneront sur des périodes sensiblement différentes selon le niveau de développement des Etats membres avant d'atteindre un niveau minimum de protection.

Une autre réunion, organisée par le Groupe andin, la Corporation andine de développement, la Banque mondiale et l'ONUDI, s'est tenue à Caracas du 26 au 29 septembre pour discuter des problèmes du financement des projets nationaux dans le cadre du programme sectoriel de développement de la pétrochimie. Le coût glabal est estimé à 2,847 milliards de doilars.

RELATIONS AVEC L'ITALIE. — En vertu d'un accord de corpération souscrit en mars 1974 par le comité de l'accord de Cariagena et l'Institut ilala-latino-américain de Rome, les représentante du Groupe andin et du pouvernement l'allen se sont réuale à Rome du 5 au 7 octabre. Les participants ont examiné les possibilités d'accroitre leurs relations dens les domaines du commerce, de l'industrie, de la technologie, de la formation professionnelle et de l'information, et évalué les perspectives du marché de la Communauté européenne pour les exportations andines, actamment dans le cadre du système des préférences larifaires généralisées. La participation éventuelle de l'Italie é is réalisation des progrommes sectoriels de développement de la machine-outil, de la pétrochimie et de l'industrie automabile, a été ennisagée.

ACCDED AVEU LA BANQUE INTERAMERICAINE

ACCDED AVEC LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — Un accord de acopération technique a été signé le 37 septembre d Lima entre le comité de l'accord de Cartagena et la Banque interaméricaina de développement, en vue d'une étude des marchés des éréales et des produits oléagineux des cinq pays.

Marché commun centraméricain

Seizième réunion des secrétaires d'Etat à l'économie

A seixième réunion des secrétaires d'Etat à l'économie des cinq pays du Marché commun centraméricain a eu lieu à Guatemala du 5 au 7 octobre. Inaugurant les travaux, le secrétaire général du SIECA a évoqué la restructuration du Marché commun : il a déclaré à ce propos que les négociations semblaient marquer le pas : si certains progrès ont été réalisés, des conflits subsistent que l'on n'a pas totalement surmontès.

Les secrétaires d'Etat ont examiné des rap-Les secrétaires d'Etat ont examiné des rapports traitant des négociations engagées à la
CNUCED sur le programme intégré des produits de base et du récent accord international sur le sucre. Ils ont ensuite fixé la date
de la réunion qu'ils consacreront à une évaluation des négociations multilatérales du
GATT, ainsi que celle de la quatrième réunion
des directeurs de l'intégration et de l'industrie des cinq pays sur l'approbation de l'article 9 du traité géner assentialies inscrites à

ticle 9 du traité général d'intégration.

Les trois questions essentielles inscrites à l'ordre du jour étaient : le quota d'importation du lait en poudre assigné au Salvador ; les difficultés résuitant de l'absence d'une réglementation réglomale des dispositions appliquées aux frontières nationales pour les échanges de produits alimentaires, et les obstacles qui affectent le transport par ronte des marchandises dans les pays membres. A ce sujet, les secrétaires d'Etat ont demandé aux ministres de l'économie d'approuver les règles sur le traitement des marchandises bénéficiant de la libre circulation. Ils ont aussi décidé de convoquer une réunion des directeurs nationaux des routes en les chargeant de fixer les limites maximales des dimensions et du poids des véhicules utilitaires et de prendre des mesures pour améliorer le réseau routler regional.

COORDINATION DES MARCHES AGRICOLES ET DE STABILISATION DES PRIX. — La commissian de coordination des marchée agrécoles et de stabolisation des prix et enu ta qualeszième session annuclie d Guatemala les 19 et 20 septembre. Elle a eurtout envisagé les modifications d'apporter au prolocole sur les céréales et le prajet de création d'un fansa régional de stabilisation des prix des produits agricoles. La commissian a aussi fait le point de la situation actuelle dans l'approvisionnement de la région en céréales.

Association européenne de libre-échange

Réunion du conseil ministériel L'econseil de l'Association européenne de L'ibre-échange (A.E.I.E.) et le conseil mirte A.E.I.E./Finlande se sont réunis à l'échelon ministèriel les 13 et 14 octobre à Genève. Les ministres ont reconnu que les perspectives économiques générales étaient préoccupantes et ils ant approuvé les conclusions de l'assemblée du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) sur la nécessité d'une relance générale de l'activité économique. Ils se sont montrés partieulièrement inquiets devant la réapparition de tendances protectionnistes, souvent « sous des formes nouvelles devant la reapparition de temances protec-tionnistes, souvent « sous des formes nouvelles difficiles à identifier » et, face à cette évolution, ils ont réaffirmé l'engagement des gonvarne-ments des pays membres de l'Association d' « appliquer uns politique libérale en matière de commerce international, conforme aux règles internationales concertées ».

internationales concertées ».

Les ministres out insisté sur l'importance d'une coopération internationale renforcée pour remédier à la situation présente, notamment des négociations commerciales multilatérales qui se déroulent dans le cadre du GATT. D'après eux, ces négociations offrent également l'occasion de rechercher des solutions aux problèmes commerciaux des pays en voie de développement et sont un élément de la pousuite du dialogue Nord-Sud. Les ministres ont décidé d'instituer un comité de parlementaires des pays de l'AELE, qui servirait d'organe consultatif d'information entre l'Association et les parlementaires sur les travaux de l'AELE.

Le groupe de travail mixte A.E.L.E.-Youqoslavir, réuni les 4 et 5 octabre à Genève, a constaté les progrès réalisée en dix au se en matière de coopération bilatérale et muitilatérale.

Dans ce contexte, les délégations des pays de l'A.E.L.E. out respelé que, d la suite d'une démarche de la Yougoslavie, les cheis des gouvernsments des pays de l'A.E.L.E. aveient réalitante mui 1977 e leur intention de recharcher les meilleurs moyens d'intensifier la coopération économique avec la Yaugoslavie ». Il a été convenu maintenant que les relations qui existent doivent être intensifiées sur une dase muitilatérale pour stimuler encore la développement des rapports économiques et commanciaux, conformément à l'Acta fiaul de la conférence sur la éécurité et la coopération en Europe.

Communauté des Caraïbes

Onsième session du conseil des ministres du Marché commun

A onzième session du conseil des ministres du Marché commun des Caralbes s'est tenue à St.-Kitts les 15 et 15 septembre. A l'aide d'un rapport préparé par le secrétariat régional, elle a fait le point des progrès enregistrés dans la poursuite du programme régional pour l'alimentation et du projet de développement du bétail en cours à Belize.

Les ministres ont aussi examiné l'accord concin entre la Communauté des Caraïbes et la CRE au titre duquel le Fonds européen de développement metira à la disposition de la Communauté un montant de 38 000 000 de doilars environ pour financer des projets d'intérêt régional, notamment dans les pays membres les moins développés.

A propos de ces derniers, les ministres ont décidé d'accèlérer l'application des mesures destinées à y favoriser l'implantation d'industries nouvelles. Un comité d'experts ad hoc commencera à bref délai l'étude des projets, dont le financement sera assuré par la Corporation d'investissements des Caralbes.

Pour la mise en place des nouveaux instru-ments du commerce régional, les ministres ont fixé au 1st janvier 1978 la date d'en-trée en vigueur des nouvelles règles d'origine, et au 1st janvier 1979 celle de l'installation du tarif extérieur commun.

Sur recommandation du comité de coordi-

au fouctionnement des institutions de la Com-munauté, au développement et à l'intégration des économies des trois pays. Pour faciliter l'intégration économique régionale, les chefs d'Etat out arrêté un programme d'activité portant notamment sur la mise en valeur de la vallée de la Ruzizi, l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu et des ressources halleu-tiques du lac Tanganyika. En matière de trans-ports et de communications, ils ont estimé que des solutions adéquates devaient être trouvées pour désenclaver la région des Grands Laca. Enfin, pour assurer le financement des projets d'intérêt commun, les trois chefs d'Etat ont signé un accord portant création de la Banque de développement des Etats des Grands Laca. Le sièse de la Communauté économique des Le siège de la Communauté économique des pays des Grands Lacs est à Gisenyi (Rwanda).

CNUCED

Conclusion d'un nouvel accord international sur le sucre

REUNIS à Genàve depuis le 12 septembre, les participants à la conférence des Nations unies sur le sacre, convoquée sous les auspices de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), sont parvenus le 7 octobre à mettre au point le texte d'un nouvei accord international sur le surce des la contraction de la surce de la contraction de la con

Cet accord vise à stabiliser les cours du sucre autour d'une « fourchette » de 11 à 21 cents américains (54 à 101 centimes) la livre, alors que le cours actuel est de 7 cents. Les trois principaux pays concernés (Cuba, Brésil et Australie) se sont finalement mis d'accord pour réduire leurs exportations de 15 %, afin d'éviter une nouvelle chute des cours. D'autre part, un stock régulateur de 2,5 millions de tonnes serait mis sur le marché en trois parts égales si les prix atteignaleut 19, 20 et 21 cents; il serait financé à la fois par les pays importateurs et exportateurs.

L'accord entrera en vigueur pour cinq ans le 1° janvier prochain, après signature par 55 % des pays exportateurs et 60 % des pays importateurs.

Groupe andin

Le finoncement des programmes de développement de l'industrie automobile et de la pétrochimie L'andin) a organisé le 21 septembre derriter à Lima une réunion intéressant le programme sectoriel de développement de l'industrie automobile. Outre les participants venus des pays membres du Groupe andin, des observateurs de la C.E.E. et des institutions spécialisées de l'ONU y ont discuté de deux aspects essentiels pour la réalisation du programme : son finan-

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Foodstew Hubert REUVE-MERY Directeur da la publication JACQUES FAUVET Rédecteur en cast CLAODE JULIEN MICHELINE PAUNET

Pris de l'abaccament acocei (en fracts)

Prace, DOM, TOM, Centrafrique,
Coago, Côte-d'Ivaire, Dahomey,
Gabon, Mauritaala, République
maigucae, Mail, Niger, Seaégel,
Tchad, Haute-Valta, Cameroua,
Togo, Guiaée, Tuaisie, Posta
militaire, Posta aavala, Aadorre,
Monaco

PAR AVION (Abonarment et taxes)

Rédection at administration:
5, rue des italiess,
75427 PARIS CEDEX 08
(Cheque postal Paris se 4207-23)
Tel. Rédection: 246-72-23
Tel. Abossements: 520-53-03
Télex: Le Monda 650-572 Paris
Adr. télégraphique: Jourmonde Paris

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone: 033-05-97

• TERRORISME INTERNATIONAL. de G. GUILLAUME et G. LEVASSEUR.

Un volume de 140 pages ARCHIVES DE POLITIQUE CRIMINELLE, tome II.

Un volume de 250 pages

O.C.D.E.

A l'A.I.E. : objectifs et principes des politiques énergétiques

L'Agence internationale de l'energie (AIE), réunis à Paris les 5 et 6 octobre, ont adopté un plan en douze points destiné à orienter les un plan en douze points destine à orienter les politiques ènergétiques de chaque pays. Ce plan recommande notamment la diminution de la dépendance des pays membres à l'égard du pétrole importé : en 1985, l'ensemble de la zone O.C.D.E. ne devra pas importer plus de 28 millions de barils par jour de petrole brut (soit 18 % de plus que le niveau actuel des importations, qui est de l'ordre de 22 millions de barils par jour), an lieu des 32 millions de barils par jour dont l'importation serait necessaire en 1985 si les tendances actuelles se poursuivaient.

Les ministres ont également signe neuf nou-veaux accords relatifs à la recherche et au veaux accords relatifs a la recherche et au développement dans le domaine de l'énergle. Ces nouveaux accords, qui prévoient l'exécution de programmes en coopération dont le coût s'élèvera à plus de 130 millions de dollars, portent à vingt-buit au total le nombre des projets de recherche et de développement que l'ALE. a lancés depuis sa création en novembre 1974.

EVASION ET FRAUDE FISCALES. — Le 21 sep-tembre, le conseil de l'D.C.D.E. o adoplé une recom-mandation invilant les pays membres à ranjoreer leur coopération en vue de combattre l'évasion et la fraude fiscales.

EMPLOI. REVENUE ET CROISSANCE A MOYEN TERME. — Quelque cinquante experts syndicaux des pays membres de l'O.C.D.E. ont participé du 12 au 14 octebrs à Paris à un séminaire syndical sur e les politiques de l'emploi, les revenus et la croissance d moyen termo. Le séminaire, organisé par l'O.C.D.E. dans le cadre de son programme employeurs/travalleurs, avait pour but d'examiner les problèmes économiques et sociaux soulevés par l'application de la stratégre à moyen terme d'une croissance économique soutenue et nea in/lationniste utoptée par les gouvernements de l'In.C.D.E. en juin 1956.

DEFENSES PUBLIQUES DE SANTE. — Dans le cadre de la série des a Etudes sur l'alfectation des ressources», qui examine les tendances évolutives des dépenses publiques, l'O.G.D.E. a publié le 28 septembre une analyse des principaux facteurs qui sous-tendent l'augmentation des dépenses de santé. Ce document formit des éléments de réponse aux préoccupations que 2 u se ête nt le coût des dépenses de santé financées par le secteur public et son augmentation raplae par rapport aux outres composantes do la dépense. Dans l'ensemble des vingt-quaire pays de l'II.G.D.E., les dépenses publiques comptent actuellement pour 4,50 % dans le produit intérieur brut, en hausse de près de 3 peints depuis une douzame d'années.

PRIX A LA CONSOMMATION. — Selon POCDE, la hauss de prix d la consommation dans les pays membres a été de 6,4 % en cost, prolongeant ainsi le relentissement enregistré depuis le printemps dernier. L'augmentation sur douze mois (9,1 %) commence également d'marquer un ralentissement. Cette récente décélération a pu être observée dons tous les grands pays. Elle est dus tant à des facteurs salsonniers et accidenteis qu'oux effots d'une baisse de la demande et d'une chuto des prix des produits de base. Toutefots, desse certoins pays plus petits, par suite d'une dépréciation de la monnais et d'augmentation des prix réglementés, on nele une reprise de l'accèlération au cours de l'été.

RECENTES PUBLICATIONS

Les politiques région ois a perspentives actuelles, 91 pages, 1977.

Méthodes permettant de mesurer les effets des politiques régionales, 136 pages, 1977.

Les tilesurés restrictives de politique régionale, 39 pages, 1977.

Politique du tourisme et taurisme international dans les pages membres de l'O.C.D.E.,
228 pages, 1977.

La négeciation collective et l'inflation; nouvelles rélations entre gouvernement, travail et patronal, 42 pages, 1977.

Pour uno filière viande bovine plus afficacs, 728 pages, 1977.

e CINNEIL INTERNATIONAL DU BLR.— Le conseil international du blé s'est réuni à Londres le 32 septembre pour examiner les conséquences d'une bonne réceile mondiale de céréales sur le niveau des stocks de blé et les risques d'sjondrement des cours mondiaux. Pour prépare cette réunion, les représentents de quatre importants pays producteurs (Etats-Usie, Canada, Australie, Argentine) s'étoient réunies au début du mois desprémbre à Washington: la fixation d'un prixplancher neitement au-dessus des cotétions actuelles (2 dollars le boissant), contre 2.80 dollars au début de 1977 et 1,40 dollars à la fin de 1975) aurait té envisagée.

— Selon des estimations du conseil international du blé, la production mondiale de blé devrait s'éleut pour 1977 à 390 au 409 millions de tonnes, boil respectivement 4 et 7 % de moins que la récoito record do 1976 (417.3 millions de tonnes).

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN.

ecolito fecord do 18/8 (41/3 millions de tonnes).

e CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. —
Réuni à Hombourg pour sa septième session du
4 au 6 eccobre, le consoil international de l'étain
a pris note de l'intention des autorités japonaises
de perser une contribution supplémentaire ou
stock régulatour. Selon certains experts, le déjiett
de la production mondiale d'étain, évalué au printemps dernier entre 18 000 et 20 000 tonnes (soit
8 à 10 % des besoins) allait s'aggraver.

e a 10 % des besoins) allast l'aggraver.

e CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE.

Lo deuxième des trois rencontres organisées su niveou mondial par la Chambre de commerce internationale (C.C.I.) sur le thème e La coopératien mendiale en vue d'accroître et de répandre les avantages de lo croissance » s'est tenus à Amsterdam du 10 au 12 octobre. Consecrée à 4 La croissance économique : le facteur humain » cette conférence jaisait suite à celle de Stockholm (1876) qui était centrée sur le rôle des capitaux dans la croissance.

les produits méditerranéens (vin, fruits et légumes) posera les problèmes les plus graves. La Commission européenne écarte résolument la thèse d'un accroissement important de la protection et des prix des produits méditerranéens. Selon elle, une telle solution créerait de nouveaux excédents structurels dans les régions méditerranéemes et rendraît très difficile la politique de coopération avec les pays tiers associés (Turquile, Maroc, Tunisie, Algérie).

clie la politique de cooperation avec les pays tiers associés (Turquie, Maroc, Tunisie, Algérie). En revanche, elle donne la priorité aux actions structurelles dont les principales seraient une amélioration des infrastructures, de la qualité des produits, une aide à l'irrigation des terres, la création de groupements de produc-teurs, une amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles

et de la commercialisation des produits agricoles, ainsi qu'éventuellement une aide spéciale et temporaire aux revenus. Enfin, la Commission de la C.E.E. préfère accorder à l'avenir des aides directes aux agriculteurs plutôt que des prix garantis élevés pour chaque produit. Elle retient en fait le système appliqué en Grande-Bretagne, c'est-à-dire le a déficiency payment ».

Ce problème de l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne divise l'Europe des Neuf en deux camps. À Luxembourg, le 18 octobre, les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Italie et de la Belgique ont estimé qu'il fallait d'abord protéger l'agriculture méditerranéenne avant d'aborder les récretations avec des neut des port des

les négociations avec des pays qui ont des productions agricoles concurrentes. Les autres pays (Grande-Bretagne, Danemark, Allemagne

de l'Ouest, Pays-Bas et Irlande) pensent au contraire que les négociations d'élargissement de la C.E.E. ne doivent pas être retardées par

M. Jean Denlau, secrétaire d'Etat français

aux affaires européennes, a réclamé des actions immédiates en faveur des productions agricoles

Immédiates en faveur des productions agricoles méditerraniennes françaises et Italiennes.

Critiquant les suggestions de la Commission de la C.E.E. qui recommandent des réformes structurelles à moyen terme, il a souligné la nécessité de donner aux producteurs agricoles du Sud nn traitement équitable et conforme aux objectifs de la politique agricole commune.

La France est notamment très déçue que la Commission europèenne ait rejeté l'instantation des prit minima intracommunautaires pour le

des prix minima intracommunautaires pour le vin et les fruits et légumes destinés à protéger les producteurs français et italiens contre la concurrence des produits grecs, portugais et

concurrence des produits grecs, portugais et espagnols.

Les problèmes que pose le passage d'une Communauté de neuf à douze Etats membres ont été le 9 octobre au centre des débats des chefs de diplomatie de la C.E.E., réunis les 8 et 9 octobre à Villiers-le-Temple en « weekend de réflexion ». Plusieurs ministres, notamment ceux de la Grande-Bretagne et de la R.F.A., ont d'autre part souhaité qu'une déclaration solennelle soit adoptée par les Neuf à l'occasion des élections directes du Parlement européen prévues pour mai-juin 1978.

Selon les experts européens, le coût de l'élargissement doit être estimé à une somme variant de 1.3 à 2.2 milliards de dollars (6 à 10 milliards de francs français) par an pour l'ensemble des oeuf membres actuels de la C.E.E.

Le niveau des prix garantis aux

producteurs de viandes hovines

La France a refusé catégoriquement le

Il octobre à Luxembourg les propositions de la Commission de la C.E.E. d'abaisser le ni-veau des prix garantis aux producteurs euro-péens de viande bovine pour éliminer une partie des stocks qui dépassent 400 000 tonnes

l'heure actuelle. Au cours du conseil des ministres de l'agri-

Au cours du consen des ministres de l'agriculture des Neul, M. Pietre Méhalgnerie, ministre français de l'agriculture, a estimé qu'il n'était pas opportun de discuter ces propositions actuellement, il y a des choses plus urgentes à faire, a-t-il ajoute, comme par exemple étudier les répercussions de l'élargissement de la C.E.E. sur les productions méditargueunes.

Le ministre français a estime qu'en introduisant des primes directes et variables aux

des « préalables ».

producteurs comme le souhaite la Commission de la C.E.E., on s'éloignerait d'un système de marché unique et on retomberait dans un système de prix régionaux. De plus, un tel système conterait cher et serait difficile à

gèrer.

En revanche, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest se sont déclarées prêtes à
discuter de la proposition de M. Finn Olav
Gundelach, commissaire européen chargé du
dossier agricole; une telle discussion est souhaitable, a précisé M. John Gilkin, le responsable de l'agriculture britannique.

La contribution de la Grande-Bretagne au budget communautaire Les ministres des finances et des affaires étrangères des Neuf n'ont pas réussi à se mettre d'accord, le 17 octobre à Luxembourg,

etrangères des Neuf n'ont pas réussi à se mettre d'accord, le 17 octobre à Luxembourg, sur le problème pose par la contribution de la Grande-Bretagne an budget de la C.R.E. à partir du 1st janvier 1978.

A cette date en effet, l'unité de compte angienne, basée sur les teux de change de 1971, doit être remplacée par l'unité de compte européenne qui repose sur un panier des monnaies de la C.E.E. à leur valeur actueile.

Or cette opération augmenterait d'environ 242 millions de livres sterling (près de 2 milliards de francs français) la contribution britannique au budget de la C.E.E. en 1978, ce dont Londres ne veut à augm prix.

Si la Grande-Bretagne refuse de payer davantage pour le budget communautaire, ce sont les autres pays de la C.E.E. qui devront le faire, en particulier l'Allemagne de l'Ouest (plus de 400 millions de F.F.) sinsi que la Belgique (1 milliard de F.B.). Tous ces pays veulent évidenment que Londres, soutenn par l'Irlande, fasse un effort et paye sa quotepart résile au budget communautaire.

En principe, une décision devia être prise avant le 30 novembre par les Neuf, faute de quoi la nouvelle unité de compte ne pourrait être introduite, et le budget de la C.E.E. serait toujours basé sur les taux de change fictifs de 1971.

Feu vert aux négociations sur le textile

Le Grande-Bretagne a levé le 18 octobre à Luxembourg sa réserve générale qui bloquait depuis une semaine l'ouverture officielle des négociations à Bruxelles entre la C.E.E. et ses trente principaux fournisseurs de produits

trante principaux fournisseurs de produits textiles.

Londre a, en effet, accepté lors du conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf un taux de croissance annuel de 0,3 % pour les importations communantaires de filés de coton pendant la période 1978-1981 comme base de discussion. Jusqu'à présent, la Grande-Bretagne avait réclamé un taux de croissance zèro pour ce produit. Depuis la mi-octobre, une douzaine de fournisseurs de produits textiles de la C.E.E., dont trois des plus importants, Hongkong, l'Inde et le Brésil, ont entamé à Bruxelles des conversations informelles avec la Commission européenne en attendant le « fen vert » de Londres.

Pour la période de 1976-1981, la C.E.E. propose à ses principaux fournisseurs de produits textiles une limitation du taux de croissance annuel des importations entre 0,3 à environ 4 % pour huit produits sensibles (filés de cnton, tiesus de coton, tiesus synthétiques, chemises pour bommes, tee-ahirts, chemisiers pour femmes, pantalons et chandails), par rapport an volume d'importation de 1976.

Les Neuf adoptent la « formule suisse > comme base de réduction tarifaire

Le conseil des ministres des Neuf a enté-riné le 16 octobre comme formule mathématique de réduction tarifaire dans le « Tokyo round », la « formule suisse », déjà acceptée par les Etats-Unis. Toutefois, à la demande do la France, le conseil n'a pas accepté le chiffre de 44. S. pour cette réduction accepté le chiffre France, le conseil n'a pas accepte le chilire de 44 % pour cette réduction avancé par les Américains Selon M. André Rossi, ministre français du commerce extérieur, le choix ultérieur d'un chiffre de réduction des droits de douane dépend de progrès dans les domaines non tarifaires de la négociation, notamment évaluation en douane, clause de sauvegarde et normes. La Commission de la C.E.E. devait d'ici à la prochaîne réunion ministérielle de novembre formuier des hypothèses de travail sur ces questions.

I ces questions.

L'adoption de la « formule suisse », dont les paramètres pervent varier celon les progrès de la négociation, permet l'harmonisation des tarifs, c'est-à-dire l'ècrètage des droits élèvés notamment américains.

LE COMITE MONETAIRE OE LA C.E.E., composé d'experts économiques et financiers des neuf pays du Marché commun, est opposé su lensement d'un emprunt européen de 1 milliard d'unités de compte (1 U.G. = 1.13 dollar), soit 5.5 milliards de F.F., pour financer des projets industriels comme le propose la Commission.

Les experts financiers européens extineraient qu'un tel emprunt ferait plus ou moins double emploi arec les organismes dépl existants dans la C.E.E., comme la Banque européenne d'investissement, la Communauté européenne du Charbon et de l'acter et l'Euratom, qui ont toutes les trois la capacité d'emprunter sur le marché international des capitaux.

UNE SERIE DE FIRMES JAPINAISES ont intro-

UNE SERIE DE FIRMES JAPUNAISES ont intro dust dans la première gainante d'octobre des plaintes devant la Cour de justics des Communau-tés européennes contre les teres anti-damping ins-taurées par la C.E.E. sur les importations japonaises de roulement d billes dans les pays du Marché

LA CRE. EST PRETE A ACOSPTER LA CREA-TINN O'UN PONDS CHAMUN pour régulatiser les cours des matières premières mais ne semble pas encore décidés d'le doter de ressources propres. Talle est la position commune définie le 18 octobre à Luzembourg par les ministres des affaires étran-génes des Neuf.

LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DES NEU? ne sont pas parvenus d's'entendre, le 27 esp-leubre, sur l'utilisation des recettes provenant de la charge des producteurs perque en principo depuis le 16 septembre dernier dans les pays du Morché commun.

NEGRICIATIONS BUR LE SUCRE. — Les Neufont réusst, le 27 septembre à Bruxelles, à se mettre d'accord sur une position commune au sujet de la Conférence internationale sur le sucre qui se déroulait à Genère.

Les pays du Marché commun ont alors annoncé qu'ils étaient prêts à accepter une certaine discipline à l'exportation d'acouffin que les autres pays concernés par l'accord aiminuent également leurs quoties d'exportation. Ils se sont également déclarés prêts à accepter la constitution sur le plan mandial d'un stock régulateur de 2.5 millions de lonnes.

FECHE. — Les eaux communautaires de 200 milles sont interdites aux péakeurs soviétiques à partir du 30 septembre à minuit (heure locale). Tel est du résultat de l'échec de la rencontre entre représentaits de la C.E.E. et de l'U.R.S.S. le 30 septembre d Bruxelles. PECHR. - Les eaux communautaires de 200 milles

Débat sur l'élargissement de la CEE.

au Portugal, mais ont exprimé des positions divergentes dans le domaine économique et l'appréciation de l'évolution interne future de la Communanté.

Les socialistes ont déclaré qu'ils considéraient l'ouverture vers le Sud comme un « devoir politique » des Neuf. De leur côte, les libéraux considèrent que l'élargissement ne peut se faire sans un retour du vote à la majorité au sein du conseil des ministres, car à douze, ont-ils prècisé, il sers dans beaucoup de cas pratiquement impossible de prendre une décision à l'unanimité.

والمرابع والمرابع

 $e_{i}(x)=f(x)$

197

and water of

•

*

10 mg - 10 mg

. . .

- 144

10 10 10 10 10 10 No.

(F. 1971)

1001 = 42.00

S = M / M N

(-...)

* * · · ·

77.5

prendre une décision à l'unanimité.

An nom des conservateurs britanniques, M. Geoffrey Rippon s'est déclaré persuadé que l'élargissement dond e une « nouvelle force » à l'Europe. « Nous devrions profiter de l'occasion pour fuire une melleure Europe », a-t-il dit notamment. Quant aux communistes, ils n'ont pu parler d'une seule vorx. En effet, si les communistes italiens se sont déclarés favorables, les communistes français n'ont pu souscrire à l'adhésion en raison des graves problèmes économiques qui se poseront aux viticulteurs et aux agriculteurs de la région méridionale de la France. méridionale de la France.

méridionale de la France.

M. Henri Simonet, président en exercice du conseil, s'est félicité de ce que le Pariement reconnaisse la vocation européenne des trois pays candidats. Mais il n'a pas caché que les Neuf vont se heurter à de « graves difficultés » lorsqu'ils devront répondre concrètement aux problèmes posés lors des négociations.

M. Simonet a dit : « Nous disons out, suivi d'un « mais » chargé de toutes les difficultés économiques auxquelles nous devons faire face ».

face s... Enfin, en matière de problèmes agricoles, M. Simonet a mis en garde devant le danger de voir la Communanté dilapider tous ses moyens financiers dans ce secteur. « alors que l'Europe a surtout besoin actuellement d'une restructuration industrielle ».

La révision du Fonds social européen

Le Parlement européen s'est déclaré d'ac-cord le 14 octobre avec la révision du Fonds social européen, telle qu'elle avait été pro-posée avant les vacances d'été par la Com-mission européenne.

mission européenne.

Dans son intervention devant l'Assemblée, M. Antonio Giolitit, membre de la C.E.E., a déclaré que le déséquilibre entre les régions est le plus grand danger interne de la Communauté, danger qui prend une dimension encore plus vaste dans l'optique d'un élargissement. M. Giolitti a plaidé en faveur d'un accroissement des moyens financiers du Fonds régional, qualifiant les réductions budgétaires opérées par le conseil des ministres dans ce secteur de « projondément reprettables ». Selon M. Giolitti, il existe un seuil inférieur d'efficacité sans lequel rien de valable ne peut être entrepris.

CECA

La « guerre de l'acier » multiplie les batailles

La détérioration continue de la situation de la sidérurgie dans le monde entier aggrave les tensions entre pays producteurs. Octobre a connu, de ce point de vue, plusieurs offensives américaines contre les forges européennes et japonaises, ainsi qu'une tentative bruxelloise d'arrondir les angles entre sidérurgistes européennes.

pèens.

Les chiffres permettent de comprendre l'âpreté croissante des controverses. Les commandes de produits laminés reçues par les usines de la Communauté d'acheteurs européens sont retombées à 19 millions de tonnes au second trimestre sprés avoir atteint 19,5 millions le trimestre précédent. La part des importations dans la consommation d'acter des Neuf est montée à 11 %, alors qu'elle ne dépassait pas 5,7 % en 1974, à l'époque du « boom » conjoncturel.

Alors que, du fait de la prisé économique.

Alors que, dn fait de la crise économique générale, la demande reste faible (rendant impossible un bon emploi des capacités de pro-duction croissantes mises en place ces dernières années) la concurrence des « nouveaux yenus » annèes) la concurrence des « nouveaux venus » de l'acter se fait plus vive: Corée du Sud, Australie, Afrique du Sud, Espagne et, bien sûr, Japon, dont les expéditions se multiplient en Europe et aux Etais-Unis. Dévant crite poussée extéricure, les producteurs traditionnels résistent mal, vu la cherté de leurs prix. Les Neuf ne travaillent plus, en moyenne, qu'à 75 % de leur meilleur niveau d'antan (et même à 69 % pour la Belgique), les Etais-Unis à 61 %, contre 190 % pour la Corée du Sud et 140 % pour le Brésil.

Les perspectives du hâtiment et des industries

140 % pour le Brésil.

Les perspectives du bâtiment et des industries d'équipement européennes ne sont pas brillantes; or ces branches absorbent 70 % de l'acier produit (contre 15 à 20 % pour l'automobile). Du coup, les experts de Bruxelles ont révisé en baisse leurs prévisions, ramenant à 32 millions de tonnes (an lieu de 34.3) la production probable d'acier brut des Neuf au dernier trimestre (contre 33 millions un an plus tôt et 39.3 millions au cours du premier trimestre de 1974). Les prix, qui s'étaient effondrés au printemps, ont pu être redressés grâce aux initiatives de Bruxelles (voir nos précédents numéros), notamment pour les ronds à béton qui font l'objet de prix minima (+ 45 % en quatre mois), les poutrelles (+ 20 %) et les tôles fortes (+ 21 %). Mais les petits producteurs de la région de Brescla (Italie) refusent désormais de vendre au prix imposé (ou conseillé), estimant ponvoir conquêrir des mar-

TOMMUNAU (35) EUR URFFENNAI

Marché commun

Le problème de l'élargissement de la C.E.E. divise les Neuf

D'ANS un rapport intérimaire sur l'élargissement de la C.E.E., préparé le mois dernier à l'intention des ministres des affaires étrangères des Neuf Imais qu'elle a finalement renonce à leur soumettre), la Commission européenne estime que l'entrèe de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans la C.E.E. devra se faire en plusieurs étapes et qu'une réforme de la politique agricole commune sera nécessaire. Toutefois, les commissaires européens étapent la thèse française de mér minima écartent la thèse française de prix minima intra-communautaires pour le vin, les fruits et les légumes frais transformés. A défaut du rapport, une lettre et une aniexe agricole unt été présentées aux ministres des affaires étran-

Pour la Commission européenne, une nègo-ciation par étapes signifle que chaque phase ne sera considérée comme franchie que lors-qu'un certain nombre de critères et d'objectifs qui restent à définir auront été atteints par les trois pays candidats. Ce n'est qu'à la fin de ce processus que la Grèce, le Fortugal et l'Espagne deviendront membres à part entière de la C.E.E. Le secteur agricole en particulier,

4

VILLE D'ART, DE TOURISME

l'énorgie souriente d'une jeune cité qui, dons un élan sons relêche, construit son ovenir.



(Ph ATZINGER.)

LA PRIVENCE;
SIN FILELORS (deuses et vielles tradi-

• UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 Juillet -15 aguti Théatre chroregraphique, cinéma

o DES SERVICES REGULLAS DE TRAINS

a sujos-coucheties y auer et retour au obpart

de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGRE, LIEGE, BRUXELLES, AMSTEROAM,
OUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUHE;
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN OE
PRUITS ET PRIMEURS;
OBS SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et

des dies de grands grus (Châleguagui-du-

parking.

Visitez AVIGNON e La Secocuse de Jele :__ n Renseignements : Masson du Tourisme.

ET DE CONGRES

Affie ou prestige de ses monuments unciens ELLE VOUS OFFRE



LE PALAIS DES PAPES; LE PINT SAINT-

ELE FALAIS DES FAFES; LE FINI SAINT-EENEZET, popularisé à travers le mende par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux; e LES TRESGES DE SES MUSEES; DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS à TRAVERS

musique.

• DES SALLES DE REUNION;

• OES SERVICES REGULIERS DE TRAINS

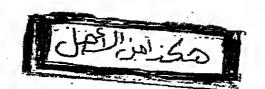
des vins de grands erus (Châtesticeuf-du-Pape, Côtes-du-Rhôce, Gigoodas, Tavel, etc.); LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son equipement pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son immesse



Parlement européen

LES partis politiques représentés au Parle-ment européen se sont prononcés le 12 octobre pour un élargissement de la Com-munauté des Neuf à la Grèce, à l'Espagne et





chés, en France et en Aliemagne notamment, grâce à des tarifs moins élevés. Seuls les aciers spéciaux européens se portent bien : les livraisons des Neuf ont atteint un total de 5,8 millions de tonnes au cours des clinq premiers mois de 1977, contre 5,2 pour la période correspondante de 1976. Une augmentation continue de la production a également été observée.

Contingentement ou lutte antidumping?

Comment faire face à la détérioration de la situation de l'acter ordinaire? La France a demandé qu'une session spéciale du conseil des ministres des Neuf soit consaurée en novembre à cette question. Peut-être e agirait-il seulement d'un point à l'ordre du jour du conseil prévu pour les 21 et 22 novembre. Le date importe évidemment moins que le contenu de la solution.

Or le récent congrès mondial de l'acier de Rome a montré un désaccord grave entre deux types de solutions :

La limitation quantitative des échanges a été proposée par M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale des sidérurgistes françals, soutenu par un certain nombre de ses collègues enropéens. Les Etats-Unis se sont opposés à ce retour à une technique qui, dans le passé, avait donné des résultats entre le Japon, l'Europe et les Etats-Unis. Washington craint que la formule avantage ses concurrents, dont la pénétration sur le marché américain a beaucoup progressé depuis dix ans:

— Le lutte contre les prix de dumning est

la penetration sur le marché américain a beaucoup progressé depuis dix ans;

— La lutte contre les prix de dumping est
préférée aussi bien par le gouvernement américain que par la Commission européenne. Le
département du Trésor a ouvert une enquête à
l'encontre de cinq producteurs japonals qui
exportent des tôles fortes en acter au carbone;
la différence entre le prix intérieur japonals
et le prix à l'exportation aux États-Unis est
évaluée à 32 %. Probablement encouragées par
cet exemple, deux compagnies américaines, la
Georgetown Steel Corporation et sa filiale du
Texas — contrôlées par le groupe ouest-allemand Korf, — ont demandé l'application de la
loi anti-dumping à des acters français. U.S.
Steel prévoit de son côté d'attaquer la British
Steel, tandis qu'Armco prépare une plainte
contre des producteurs indiens et japonais. Les
sidérurgistes américains, d'abord favorables au
contingentement, se sont ralliés à cette formule,
plus conforme à l'option libérale traditionnelle
des Etats-Unis. Ce changement d'attitude a
d'ailleurs surpris quelques membres de leurs
troupes ainsi que les syndicats qui en tiennent
légales à l'importation.

Les « Bresciani v et Fos

De son côté, la Commission européenne juge la procédure anti-dumping moins nocive pour l'Europe que celle des contingents. Telle est d'ailleurs l'orientation qu'elle a retenue pour régier le différend surgi à propos des livraisons à prix réduit des « Brescianl », les petits producteurs d'acier de la région de Brescia. Pintôt que d'interdire la livraison de ces aciers, elle a demande aux sidérurgistes en question de respecter les prix minima fixès — ou conseillés — par Bruxelles, les acheteurs français et allemands s'engageant à acheter un certain contingent de ces aciers (essentiellement des ronds à béton). Cela afin d'éviter une course à la baisse des prix en Europe. Un accord est à la baisse des prix en Europe. Un accord est intervenu en ce sens à Bruxelles le 28 octobre (voir le prochain numéro).

La Commission espère qu'elle pourra ensuite obtenir que l'acièrie de Fos respecte, elle aussi, les prix minima pour ses ventes en Italie, quitte à ce qu'elle cherche des compensations sur le marche américain (raison supplémentaire de refuser une politique de contingents internationaux)

tionaux).

Dans l'immédiat, la Commission européenne a décidé d'aider les firmes sidérurgiques en permettant à celles qui ont pris l'engagement de respecter les objectifs de livraison fixés par la Commission de réduire dans une proportion correspondante leurs engagements portant sur le charhon à coke ou le coke. Ces firmes peuvent donc diminuer leur consommation de coke de haut fourneau tout en continuant à bénéficier des aides et rahais d'alignements prévois au titre de l'aide en faveur du charbon à coke destiné à la sidérurgie communautaire. L'endestine à la sidérurgle communautaire. L'en-lèvement en moins du charbon à coke ne devra cependant pas excèder le pourcentage de réduc-tion affectant la production de fonte de l'entre-prise sidérurgique en 1977 par rapport à la période servant de référence pour ses objectifs de livraison d'acier. La Commission de Bruxelles a également proposé qu'un groupe de travail se constitue au sein du comité consultatif de la CECA (patronat, syndicats, ntilisateurs) pour réfléchir aux moyens de restructurer la sidé-rurgle européenne. rurgie européenne.

e HALLONGE » AU BUDGET HE LA CECA—
Les évaluations actuelles de dépenses de la CECA
en 1978 laisseal prévoir une progression de l'ordre
de 26 % (141 millions d'unités de compte au lieu
de 114 cette anuée). Comme il est impossible de
relever le prélèvement de 0,29 % opéré sur le chiftre
d'affaires des mines et de la sidérurgie, en pleine
crise, la Commission e u ro p é a n n e s'apprète d
demander une contribution exceptionnelle de 20 millions d'unités de compte aux gouvernements des
neuf pays de la Communauté suropéenne. Cette
contribution pourrait prendre la forme d'una donation d financer sur les droits de donans perçus sur
le charbon et l'acter importés des pays tiers.

LES CAPACITES DE COKEFACTION DES NEUF. ont tendance à être moins employées. Alors que. l'an deraier, la production de coke o diminud d'environ 2 millions de tonnes (74,4 millions de tonnes) les possibilités de production de la Communauté ont augmenté d'environ 1,4 million de tonnes pour atleinde 83,9 millions de tonnes. Cet accroissement résulta de Fertension des possibilités de production des cokeries sidérargiques en Italie (+ 0,8 million de tonnes), en Allemagne de l'Ouest (+ 0,8 million de tonnes), en Allemagne de l'Ouest (+ 0,8 million de tonnes), et au Engrume-Unit (+ 0,8 million de tonnes) et con colerles indépendantes ont peu varié 1+ 9,5 million de tonnes) et les cokeries minières ont quasi-stagné.

AIDE AUX INVESTISSEMENTS SIDREURGIQUES. — La Commission a curert des crédits de
125 millions de francs français d Sactor pour un
programme de modernisation des infrastructures et
installations de production de fonts du groupe;
de 150 millions de frança français d la société des
Actèries et Tréflicies de Nauves-Maisons-Ofatillon,
pour le financement à Reunsa-Maisons-Ofatillon,
pour le financement à Reunsa-Maisons-Ofatillon,
pour le financement à Reunsa-Maisons-Ofatillon
d'une capacité unitaire de 125 tonnes; enfis de
80 millions de frança français aux Charbonnages de
França en faveur de la construction, en Lorraine,
d'une batierie de quarants-trois fours d'ocks et
d'une installation de préchauffage de la pâte de
coker en reinplacement de batteries véturies d la
cokerie Carling II.

CONCENTRATION DANS LA SIDREURGIE.

CONCENTRATION DANS LA SIDERURGIR. — La Commission a autorisé l'acquisition per Röchling d'uns participation de 50 % dans la capital de l'entre-prise de négoce de l'acter l'ianu-stahl. Röchling

holding, contrôlée per la jamille du même nom, déficnt la totalité du capital de Rôchling Eisenhan-del, entreprise du négoce de l'acier qui a eu, en 1975, un volume d'ajfaires de 549 000 tonnes de produits sidérurgiques. La part cumulés des deux entreprises du négoce intéressées sera de l'ordre de 3,4 % en Allemagns et de moins de 1 % du merché communautaire.

3.6 % en Allemagns et de moins de 1 % du marché communautaire.

AIDE NATIONALE AUX HOUILLERES. — La Commission européenne à autorisé quatre pays de la Commission européenne à autorisé quatre pays de la Commission européenne à autorisé quatre pays de la Commission européenne à autorisé aides à leurs charbonnages. Ces sides sont les suivantes : en Allemagna de l'Ouest. 273 millions de deutschemarks aux lins d'intensification des investiesements. 115 millions au titre de la prime du mineur, 32,8 millions pour la prime et de l'inno-vation, 61,2 millions pour la prise en charge des annuités de la Ruhrkohle concernant les créances d'appoint des anciennes sociétés garanties par l'Etat, et 80 millions pour la coustitution de stocks de sérurité; en Belgique, 230 millions de france belges (bassin de Campine), et 11,3 millions (bassin de sud belge) au titre du linancement de projets d'investissements, et, respectivement, 2.5 et 2,73 milliards de france belges pour la couperture des pertes d'exploitation deus les bassins de la Campine et du Sud belge : en France, 14 milliard de france françaires pour la couperture des pertes d'exploitation et 185,5 millions pour la couperture des pertes d'exploitation et 185,5 millions pour la couperture des frais cerusionnés on National Coal Board par les regroupements d'affectifs aux fins de ritonalisection des stocks.

VALVANERS TOPPOSITION (VISTANCE) PRODUCES PROJUCES TO A CONTRACTOR OF THE STATE OF

Organisation des Etats américains

Sensible accroissement du tou-

risme

L e treixième congrès interaméricain du tourisme, qui s'est tenn dans la capitale vénézuéllenne du 19 au 24 septembre, a révèlé que, entre 1968 et 1875, le nombre des touristes en Amérique latine et dans les pays des Caraïbes a augmenté de 65 %, pa a sant de 5642 000 à 9 348 000 par an. Ayant ratifié les deux orientations de la politique qu'il avait définie en 1974 lors de sa précédente réunion — mettre le tourisme an service du développement régional et poursuivre la décentralisation des services de coopération technique, — le congrès a examiné un projet concernant la zone des Caraïbes inscrit au programme des années 1975-1979, et la prochaine création d'une école hôtelière à Caracas qui s'ajoutera aux centres de formation fonctionnant déjà en Argentine, à la Barbade et au Mexique.

ACCORDS DE COOPERATION TECHNIQUE.

Dans le cadre de son programma régional pour la développement de l'éducation, l'Organization des Etots américaius (O.E.A.) a conclu le 23 septembre avec le gouvernement bolivien un accord de coopération technique destiné à sider ce pays d réaliser son programme intégré de développement de l'éducation dans cinq provinces des hauts plateaux du département de La Paz. Ce programme, dont le but executiel est de favoriser la socienté en milleu rural, sit une large place à la formation pruique dans des activités déterminantes pour l'avenir de cetta région et rulevant de l'agrinulture, de l'articonat, da la santé, etc. Son financement est assuré par la Banque mondiale.

— Un autre accord de coopération technique a été conclu le 7 octobre uvec le Rondwas en titre du projet de développement rural tripré des départements de Copan et Ocotepeque dans la come occidentale de ce page. L'O.E.A. mettra à la disposition du Honduras des experts du développement rural, de l'arquisiation communale et de la production egro-alimentaire. Se contribution l'inanctère l'élèvera à 376 800 dallars.

DROTTS DE L'HOMME. — Le 27 septembre, Haits a ratifié la convention intereméricaine des droits de l'homme. En même temps, la représentant de ce page à déclaré que son gouvernement s'opprétait à libérer les dorniers prisonniers politiques et d examinor avvo la Commission interaméricame, des droite de l'homms les cas encore en suspens qui evalent dans le passé donné lieu à des interventions de la Commission. Avec la Colombie, Costa-Bica, le Hondures et le Venezuela, Balti est le cinquième page d'ratifier

OTAN

Au groupe des plans nucléaires : l'opportunité du déploiement de la bombe à neutrons

T E groupe des plans nucléaires de l'Organi-Le sation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a tenu sa vingt-deuxième réunion ministèrielle les 11 et 12 octobre à Bari (Ita-lie). Les ministres de la défense de Belgique, du Danemark, des Etats-Unis, de la Grèce, de l'Italie, de l'Allemagne occidentale et de la Grande-Bretagne out consacré l'essentiel de leurs travaux à l'examen de l'exposé du secrè-

taire d'Etat américain à la défense sur l'évo-lution du rapport des forces uncléaires de l'OTAN et du pacte de Varsovie, et aux inci-dences de cette évolution sur la sécurité de l'allance. Dans ce contexte, ils ont examiné l'état actuel des négociations SALT et des autres négociations sur le contrôle des arme-ments; ils se sont à ce propos montrés par-ticulièrement préoccupés par la poursuite des déplotements soviétiques de missiles balistiques lourds intercontinentaire, de missiles balistiques à moyenne portée dotés de lanceurs mobiles et de missiles balistiques lancés par navires, tous équipés de têtes multiples.

Les ministres ont pris note de l'état d'avan-cement des divers programmes de modernisa-tion, poursuivis par les Etats-Unis sur les missiles Cruise, les missiles balistiques inter-continentaux et les missiles balistiques lancés par navire. par navire.

Les travaux de cette session ministérielle ont également porté sur la conduite dez aspects nucléaires du programme général de défense à long terme, dont l'OTAN a décidé l'élaboration lors de son « sommet a de Londres an printemps dernier (voir le numéro de juin du Monde diplomatique). A est égard, les ministres ont procédé à un nouvel échanges de vues sur l'opportunité de déployer la « hombe à nautrons » (arme à rayonnement renforcé à effet de souffle réduit), et décidé de garder cette question à l'étude. Soulignant l'importance vitale pour l'alliance d'une libre utilisation par mers, les ministres ont examiné une étude sur la défense nucléaire maritime dans les différentes zones maritimes de l'OTAN.

COMITE SUR LES DEFIS DE LA SOCIETE MODERNE. — Le comité de l'OTAN sur les défis de la société moderne (C.D.S.M.) s'est réuni en session plénière à Bruzelles les 18 et 19 octobre pour examiner l'état d'application dans les pags membres des résolutions de l'OTAN sur la pollution almosphérique, la pollution des eaux intérieures de surface et des eaux editères, les rejets d'hydrocarbures en mer, les techniques modernes de soins médicaux et les transports urbains.

Conseil de l'Europe

A l'Assemblée parlementaire : l'adhésian de l'Espagne et les pratiques psychiatriques

TE débat sur la situation en Espagne a été au centre des travaux de la session d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie à Strasbourg du 5 au 13 octobre en présence d'une délégation des Cortés conduite par le président du Congrès, M. Fernando Alvarez de Miranda, et par le président du Sénat, M. Antonio Fontan, et composée de représentants de la plupart des par t is politiques espagnols. Une recommandation signée par les représentants de tous les groupes politiques de l'Assemblée parlementaire recommande au comité des ministres « d'inviter sans délai l'Espagne à adhérer au Conseil de l'Europe ». Parmi les autres résolutions adoptées par l'Assemblée parlementaire : un projet de reconnaissance de l'objection de conscience an service militaire en tant que droit garanti par la convention européenne des droits de l'audisation politique des pratiques

psychiatriques dans les pays de l'Est et de certains aspects des législations européennes en matière d'internement des malades mentaux. A cet égard, les parlementaires se félicitent « de la condamnation par le sixième congrès mondial de psychiatrie tenu à Hauosi, des abus de la psychiatrie aux fins d'élimination de la dissidence », et demandent aussi aux pays membres du Conseil de l'Europe « de redéjinir certains concepts jondamentaux, tels que le qualificatif de dangereux, et de réduire au minimum la pratique consistant à interner un patient de force pour une période indéterminée ».

ner un patient de force pour une période indéterminée ».

DROITS DE L'HOMME. — Réunie pour sa cent
tingt-nervème session à Strasbourg du 4 au 14 octobre, la commission européenus des droits de l'homme
a statué sur la recevabilité de quelques cinquante
nouvellee requêtes : elle a notumment pronouvel la
recevabilité de la requête présentée par M. Alan
Stanley Hamer contre le Royaume-Uni (le requérant
se plant que le ministre de l'intérieur lui ait refusé
l'autorisation de se marier pendant qu'il purgeett
une peine de prison) et l'irrecevabilité de la requéte
présentée pur X contre la République fédérale d'Allemagna lle requérant se plaignait d'avoir été maintenu en détention préventive élégalement et de
n'avoir pas pu obtentr réparation pour ce feit). La
commission a également tenu une audisnee contredictoire sur le bien-fondé de la requéte présentée
par Reiner Paul Liebig contre la République fédérale
d'Allemagne (le requérant allèque le non-respect du
principe de la présomption d'innocence au cours
de la procédure pénale engagée contre lui).

Dans l'ufaire Luediche, Belkacem et Koc, la
commission a décidé le 16 octobre de saisri la Cour
européenne des droits de l'homme (le 1º octobre,
le gouvernement allemand avait également décidé
de porter cette affaire devant la Cour). Dans con
rapport, la commission considére d'innaminité qu'il
y a en violation de l'article d paragraphe 2º de la
convention européenne des droits de l'homme (droit
pour tout accusé de se faire assister gratuitement
d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne peris
pas la langue employée d'audience) mais estime
(pur douze voix contre une) qu'il n'y a pas lieu
d'étudier l'affaire sous l'angle de l'article 14 (interdiction de touta discrimination).

— En relation avec les requêtes qui avaient été
introduites devant la commission européenne des
introduites devant la commission de l'article de Constitation de
scuttigart-Siammheim, le président de la Commission a suvoyé le 19 octobre une délégation de la
commission d'stutigrat-Siammhei

les requérante en août 1977.

CONFERNCE DES MINISTRES EUROPEENS DU SPORT. — Les ministres de sport des pays membres du Conseil de l'Europe et des Etats signataires de la convention culturelle européenne, réunis d Lisbonne les 3 et 4 octobre pour discuter de l'extension des influences politiques dans le sport, ont décidé de poursuivre les entretiens avec le Comité international olympique afin de tenter de dépolitier le sport international. In out également décidé de prendre les mesures nécessaires pour encourager la promotion du sport et de l'éducation physique pour tous dans les paye en vote de développement.

e AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — Une réunion de travail r'est tenus le 7 octobre d'Paris au siège de l'Agence spatiale européenne (ASE) dans le cadre de l'examen sunuel ASE/NASA du programme Spacelab. MM. Robert A. Frosch, administrateur de le NASA, et Roy Gloson, directeur général de l'agence, ont alors è igné un mémorandum d'accord définiesant les termes de la coopération entre les deux orponismes au programme de téléscope spatial de le NASA (ce programme a pour objectif de créer un observatoire dans l'espace dénommé e téléscope spatial », qui gera placé en 1933 sur une orbite circulaire à 520 kilomètres d'altitude par la navette spatiale américatie).

520 kilomètres d'altitude par la navette spatiale américaine).

— Le lancement « en tandem » par le même véhicule Thor Delta 2914 du satellite américain 1SEE-à, et du satellite européen ISEE-à, préru pour le 19 puis pour le 21 octobre a été réporté. La NASA devait procéder d'as vérifications supplémentaires sur le véhicule Thor Delta 2914 qui dett placer sur une même orbite ces deux satellites.

e commission europeenne de l'aviation civile (C.E.A.C.) a publié le mois dernier les statistiques de transport aérien non régulter communiquées par ses Etais membres pour le périods de deure mois syant pris s'in le 31 octobre 1976. Ventilées par pags et par culégorie de traite, ces statistiques montront que le trusie non régulter total enregistré dans la région de la C.E.A.C. n'a aupmenté pendant cette périods que de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Le t aux annuel moyen de croissance depuis 1973 n'a été que de 23,5 % pour les cing années de 1968 à 1973 et de 13,6 % pour l'ensemble de la période 1968. de 13,6 % pour l'ensemble de la periode 1968-1976.

• COMMISSION DU PACIFIQUE BUD. — Flux
d'une cralaine de délégués des pouvernements
membres, des gouvernements et administrations
insulaires, ainsi que d'organisations et d'institutions répionales et internationales ont participé
du 24 au 30 septembre à Pago-Pago (Samoa amérique sud. On trouvera ua bref résumé de ses
trasquet dans le prochain numéro.

• CEOIX-ROUGE. — La vingt trotsième conférence internationale de la Croix-Rouge s'est déroulée de Bucarest du 15 au 21 octobre. On trouvere un bre! résumé de ses travaux dans le prochain un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

— Du le funvier au 31 avût 1977, le Comité international de la Croix-Rouye (C.I.C.R.) a fait partenir des secours en Rhodésis/Zinbabuve pour un montant global de 237000 francs environ (principalement vivres, médicaments et aussistance aux détenus). Pendant la même période, il a ncheminé au Monambique pour 55500 francs de secours (médicaments, leit en poudre, habits, couvertures, ambulance), et a trusamis d la Croix-Rouge du Botswana une somme de 3000 francs pour soutenir son action dans les campe de Selebt Pilwe et Franscistown.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

(Elections législatives dn 19 juillet 1977)
Nombre d'électeurs inscrits : 70 905;
nombre du votanis : 62 818.
Répartition des sièges entre les différents partis : parti progressiste travellliste (P.L.P.) : 30 sièges; parti démocratique des Bahams (B.D.P.) : 6 sièges;
mouvement national libre (F.N.M.) :
2 sièges.
CHYPRE

mouvement namonal llore (F.S.M.):

2 sièges.

CHYPER
(31 actà 1977)

Président de la République : M. Spyros

Kyprianou ; ministre des affaires étrangères : M. loutais Christophides ; économis : M. Andreas Patsalides ; intérieur

et défense : M. Christodonios Ventamin ;
étuention : M. Christodonios Ventamin ;
etuention : M. Antonios Pierides;
travall et sécurité socialu : M. Murico

Spanos ; communications et travaur pubiles : M. Georges Tompezos ; santé :
M. Andreas Micellides ; justice : M. Georges Iomnides.

MAROC

MAROC

(18 octobre 1977)

Premier ministre : H. Ahmed Osman;
ministre de la malson royale du protocole
et de la chancellerie : général Houlay
Hajid Alcoul.
Ministres d'Etat : MM. M'Hamed Bouceita (affaires étrangères et coopération),
Mahjoubi Ahardan (postes et tâlécommunicatione), Raj Ahmed Bahaini (culture),
Mohamed Renkima (intérieur).
Ministre de la justice : M. Musit
Bousbid; équipement et gromotion nationale : M. M'Bamed Douiri; finances :
M. Abdellatif Ghissani; agriculture et
réforma agraire : M. Musit Barotioni sagriculture et
réforma segraire : M. Musit Barotioni the des
information : M. Mohamed Larbi Ehattabi; Habous et sifaires lalamiques :
M. Ahmed Rammi; trayal et formation
professionnelle : M. Mohamed Bouamoud;
affaires administratives : M. M'Hamed

Benyakhlej; ministre chargé des relations avec la Parlement; M. Mohamad Raddou Ghiguer; éducation nationale et formation des cadres; M. Abeddine Laraid; jeunesse et sports; M. Abeddine Laraid; jeunesse et sports; M. Abeddine fül Kadiri; habitat et aménagement de territoire; M. Abbès E Passi; afraires sociales et artisanat; M. Abdallah Gharnit; transports; M. Mohamad Nasser; commerce et industrie; M. Abdallamal Reghay; santé; M. Rahal Rahkali; énergiu et recherche minière; M. Mousea Saudt; tourisme; M. Mansouri Ren Ali.

Cambie

(2 soft 1977)

Président de la Répablique : M. K.D.
Kaunda ; serétaire génàral du parti :
M. A.G. Zulu ; premier ministre :
M. M.M. Chona ; ministre des affaires juridiques et de la justice : M. D.M. Livilo ; économie et coopération technique :
M. P.W. Maioka ; finances : M. J.M. Musanakatue ; gouvernement local et logement : M. J.B.A. Styomundi ; terres et agriculture : M. A.B. Chikubanda ; travall et services sociaur : M. H.D. Bauda ; information, radiodiffunion et tourisme :
M. U.G. Munda ; énargie, transports et communications : M. P.J.F. Lueda ; province de Lusaka : M. R. Kunda ; province de Lusaka : M. R. Kunda ; province de Lusaka : M. R. Mundada ; santé : M. C.M. Musaninskiku ; commente sextérieur : M. J.G. Mapoma ; province de l'Past : M. J.C. Munda ; province de l'Post : M. S.G. Munda ; province de l'Ouest : M. S.G. Tembo ; province de l'Ouest : M. S.G. Tembo ; province de l'Ouest : M. N. Munda ; éda cation :
M. L.R.H. Goma ; affaires étrangères :
M. S.G. Munde ; travent publics :
M. Y. Munde ; minés : général G.R. Chiakult ; industrie : M. R. Chisupa ; province de Lusayula : M. R. Chisupa ; province de Lusayula : M. R. C. Sakuhuka ; province de Lusayula : M. R. C. Sakuhuka ; eaux et ressources usaturelles : M. R. Mundoura ; province de ressources usaturelles : M. R. Mundoura ; province de ressources usaturelles : M. R. J. Mundoura ; eaux et ressources usaturelles : M. R. J. Mundoura ; eaux et ressources usaturelles : M. R. J. Mundoura ; eaux et ressources usaturelles : M. R. J. Phiri.

L'Association des parlementaires de langue trançaise

BILAN ET PERSPECTIVES DE LA FRANCOPHONIE

CREEE en 1957 à Luxambourg, sur une institute da président Léopoid Senghot, l'association internationale des parlementaires de langue française (1) a tôté cette année ean dirième anniversure. La tondation de l'ALPLE, est inséparable du climat de rapprochement et de solidarité francophone qui a prévaiu au lendemain des indépendances alticaines et qui a conduit un certain nombre de pays, parfois léographiquement sépurés, à se regrouper au sein d'institutions internationales comme l'AUPELE (2), l'OCAM ou l'Agence de coopération cuiturelle et technique.

Devant la multiplication anarchique des instances de dialogue dans ca domaine de l'activité internationale, ou peut se demander quel est aujourd'hui la bilan de la francophoule et quelles eu sont les perspectives. Ce sont ces deux questions fondamentales que les cent cinquate pariementaires en provenance d'une qui rantaine de pays, réunis au Palaissourbon du 7 au 14 juillet, avaient choisies pour môtet de leurs débuts. Leurs conclusions peuvent se résument en trois points, qui loachent respectivement le statut du français, l'évolutes des structures au sein de l'ensemble francophous et enfin le rôle des Parlements dans la promotion de l'idée de l'ancophoule.

Sur le premier point, tout lu monde d'accorde pour reconnaître que, outre son rang de langue officielle et de langue des relations internationales (estamment en Afrique neire), le français tead de plus en plus à occuper le rang de clanque seconde et étrangères et, parfant, à invoriset, dans une certaine mesure,

l'essor des langues africaines et l'expresalon des cultures nationales.

Simultanément, il est appara que le
rapport des forces an sein de l'ensemble
francophose avait tendance à se modifier
et que, si l'idée d'un vaste repronpement
des pays de langue et de culture francaises est effectivement partie d'alrique,
désormats des partenaires comme le
Canada et le Québec sont appelet à y
jouer un rôle qui peat être determinant
et qui se traduit déjà par une intensilication de la coopération en direction
du tiers-monde (3). Cette constatation ne
fait cependant que corroborer l'observation d'un des rapporteurs selon laquelle
la coopératiou au selu de l'ensemble
francophones s'effectas toujours selon
l'and nord-sud. Les relations culturelles
entre pays francophones en voie de dévelognement sont en effet encore pea conrantes, en dépit de la signature d'un
sertain nombre de conventions dont on
sait qu'elles dépasseuf rarément le niveau
des déclarations d'intention.

Il n'en demoure pas moins que dans
un monde nú les critères de regronpement
cutre pays sont la plupart du temps
d'ordre économique et politique, un peat
se demander el la communauté de langue
suffit à elle seule à rapprocher efficarement et durablement des pays aussi
dissemblebles que le Zafre, le Canada un
le France, et quel peut être l'avenir
d'une association semme l'Al.P.L.F. Le
maisise letrat, perceptible au cours de
cette buitème assemblée générale, a bien
mourré qu'à moins de se doter de strucrures de finiogre pins opérationnelles
(aussi blen au niveau des instances l'essor des langues africaines et l'expres-aion des cultures nationales.

internationales que de teurs Parlements respectifs) et de définir à leur action des objectifs clairs, les parlementaires Irancophones risquent fort de s'anliser dans l'ornière des idées générales et des pieuses résolutions.

JACQUES CHEVRIER.

(i) L'ALPLP, dest le siège est à Paris, regroupe tous les parlementaires qui utilisent le français comme langue des relations internetionales.

(2) Association des universités particiliement ou entièrement de langue française.

(3) En dix ans, le montant du l'aidu canadienne aux pars d'Afrique francophone est passé de 4 à 80 millions de dellars.

LA SÉLECTION HEBDOMADAIRE

POUR VOS PARENTS ET AMIS de la France d'outre-may et de l'étranger

VIETNAM

Priorité

agricole

à la relance

de la production

Par NAYAN CHANDA

L'important remaniement ministèriei qui a eu ileu en août — événemant essez rere dans un peys dont le direction est pratiquement immueble — témoigne de l'ampieur des pro-blèmes qui se posent eu Vietnem. Au cours erreure on! été commises au niveau de le direction, en perticulier dans l'application de le ligne du parti et de ses décisions en matière agricole ». Le ministre de l'agriculture, M. Vo Thuc Dong (membre de longue daie du comité central et ancian ambassadeur à Moscou), e été limogé, et bien que cette décision eit été annoncée avant que ne soit rendue publique la résolution du comité central, les observateurs ne deutent pas qu'elle ait été motivée par de « sérieuses erreurs » dans le gestion du ministère. Membre permenent du buresu politique et dirigeant légendaire du Sud, M. Va Chi Cong e reçu le cherge de ce porteleuille d'une importance vitale.

ANS un éditorial falsant un bilen critique de l'agriculture, le quotidien du parti, Nhan Den, écrivail : « Nous nous sommée partoie mai rendu compte du rôle de l'agriculture dans l'industrielisation et nous n'evons pas perçu assez tôl le néces-sità da l'engeger dans la vole de la produc-tion à grande échelle «, ce qui explique le laiblesse de la croissance et de la produc-tività du travail dans ce ascteur de l'écono-

La gravité de le ailuation alimentaire — un déflicit de près de 2 millions da tonnes de riz qui e conduit à une diminution des rations — a sans doute inspiré cette remise en question et cette eutocritique; cependant, elle n'est pas entièrement due à l'erreur humaine ou à une gestion défliciente. Le longue période de sécheresse qui evait freppé les régione cantreles du Vietnam l'année dernière s'est généralisée à l'ensemble du pays au début de 1977. Le niveau de tous les cours d'esu importants du Nord et du Sud e baissé dangereusement, asséchant les rizières et augmentent le salinité des fleuves dans les régions côtières productions de riz. Du même coup, le production hydro-électrique dans le Nord e chuté, aggravant les difficultés des régions irriguées consommatrices d'énergie.

Tandis que le sécheresse était responsable de la meuvalse récolte dans le « granier à riz » du Vietnam — le delts du Mékong, foute le côte centrele du pays àtail ravagée par des Insectes. Comme al cela ne suffisait pas, des cyclones et de tortes pluies dâtrui-saient au Nord une partie de le deuxième récolte. Et le niveau excessit de l'eau dans les rizières obligealt à repousser da deux moie

En depit d'importants travaux d'irrigation entrepris per les jeunes et les volontaires dans le Sud, et malgré le délrichage de nouvelles terres per l'armée et les coopératives de paysans dans le Nord, il n'e donc pas étà possible d'augmenter la surfece cultivée. Le pays e connu deux mauvaises récoltes consécutives. Pour celle de cet automne, on ne prévoit que des résultats « moyens ».

avant les ravages du cyclone, envisagealt un déficit en riz d'un million de tonnes. Mais, depuis lors, les observateurs étrangers à Hanoi estiment qu'il atteindra au total deux millions de tonnes pour l'année. La modestie de ses exportatione et le déficit de sa balance commerciale (évalué pour tensemble des partenaires communistes el non communistes à 714 millions de dollers en 1976) interdisent eu Vietnam da combler la trou par des importations commarciales. Il a done sollicité le Programme alimantaire mondial et demandé à la Suède, à la France et à l'Australie d'effecter une partie de leurs engagements d'elde à l'anvol d'environ 200 000 tonnes de ble.

engagements d'elde à l'anvol d'environ 200 000 tonnes de blê.

Le pays a dêlà achetà 30 000 tonnes de riz è le Thailande et 50 000 tonnes de male à Singapour. Il a également utilisé un prèt commercial d'un montant de 26 militions de deutschamarks, accordà par un groupe de banques européennes, pour acheter de la farine de blé. L'inde, qui doit feire lece à des problèmes de stockage de ses « accèdents » de blé (1), lui en a récemment vendu 100 000 tonnes, en échange de marchandises livrées dans un délai d'un à deux ans. Cependent, les efforts du Vietnam pour obtenir des prêts à court terme, qui lui permetralent d'echeter des créeles, n'ont pas été couronnés de beaucoup de succès. Comme le fait remarquer un banquier de Hongkong:

Si les Vietnamiene veulam acheter des biens d'équipement eu Jepon, en France ou an Allemagne, il ne manquere pas de banques pour leur proposer des crédits à court terme. Mals ile n'an trouveront pas beaucoup qui prendront le risque de leur fournir des prêts pour leur usage génèral. « Quel que soil le potentiel du Vietnam, les banquiers occidentaux prétèrent ettendre de voir comment il va rembourser aes dettes dans les deux années à venir avant de lui offrir des crédits importants.

Cutre les importations commercieles, les

Importants.

Cutre les importations commercieles, les sutres possibilités d'approvisionnement du Vishnam — su titre d'aides biletéraies ou multislateries — sont très imèrieures à ses besoins. L'Union soviétique vient de lui livrar 204 000 tomes de blà mais, selon des sources diplometiques à Hanof, elle ne manifesterait guère l'intention d'ecorotirs les livraisons prévues par l'accord d'aide annuelle, du moine tant que Hanoi maintiendrait son ratus d'abandonner son statut actuel d'observateur au Comité d'assistance économique muluelle (Comecon) pour en devonir membre à part entière. De son côté, le Chine qui, dans le passé, tui avait foumt gratuitament un demimilion de tannes de riz annuellement, se montre désormais moins généreuse. Elle est prâte à financer l'achst de riz par un prêt à long terme, mais l'importance des quantités offertes samble avoir été ràduite : d'une part à cause du refroidissement des relations entre les deux pays et, d'autre part, à cause des difficultés économiques de la Chine elle-même.

ANS une certaine mesure, le pénurie de denrées allmentaires et les problèmes euxquels doit faire face la jeune République sont le prix à payer pour son indépendance. Lorsque le Vietnam du Sud àtéit sous le dépendance de l'ergent américain, des importations abondantes patilistent son déficit alimentaire, Les elliés socialistes, soucieux da prouver leur soutien au Vietnam héroique dans sa lutte anti-impérialiste, répondeient plus générausement sux besoins de Hanoi. Tout cels a changà tepuis que la nation se trouve réunie sous le drapeau d'une farouche indépendance. Le secrétaire du parti farouche Indépendance. Le secrétaire du perti communiste viennamien, M. Le Duan, e mis cette nouvella eltustion en lumière dans ur récent discours : « Au cours de noire résis-tance anti-eméricaire, les pays frères nous ont sidés en nous donnant des armes et de la nourriture. Ce falsant, ils défendalent nos intérêts commune, assuraient le eurvie du socialisme et remplissalent leurs devoirs internationaux. Meis pendant la période de construction, l'aide sers limitée et la coopé-ration sers surtout basée sur le respect des intérêts mutuals, »

Face à le pénurie, le gouvernement est contraînt de diminuer les retions fournies à le population urbaine, en particulier celles de riz. Seule l'organisation du système de distribution fonctionnant dans le Nord (et qui les retions de la contraction de la contracti est progressivement introduit dana

conjurée.

Il reste que les Vietnemiens dédeignant toute eutre nourriture que leur riz hebituel. Le gouvernement se rend compte que, même si la production de niz augmente, il sera difficille da suivra le rythme de croissance de la populetion (3 % par en). Dans l'immédiat, el à plus long terme, la solution consisterait à changer les habitudes alimentaires. Dans son discours à l'occasion du trente-deuxième anniversaire de l'indépendance, M. Pham Ven Dong e déclere qu'une des causes principales des difficultés alimentaires du pays à l'heura ectuelle e est notre incapacité à évaluer notre potentiel de production et à saisir l'importance du développement de produits agricoles de substitution, tels que le meis, le manioc, le sorgho, les patates douces, les pommes de terre et eutres céréales et tubercules «. Le premier ministre e ajouté : « Nous devons profondément modifier notre régime alimentaire. «

Culturs des céréales et légumes de substitution (qui poussent plus vits que le riz evec un investissement moindre), le principale tâche du gouvernement, à l'heure ectuelle, est de faira passer l'excédent de riz des paysans dans le système public de distribution. Le problème ae pose de maniara plus sérieuse dans le Sud, où les agriculteure ont un comportement individualiste. Dans un journal du Sud, un cadre du parti se plaigneit il y e peu d'une attitude qui pareit symptomatique : « Beaucoup d'agriculteurs qui ont un surplus de paddy refusent encore de le vendre à l'Elat, indiqualt-IL Pira encora, nombreux sont ceux qui n'ont pas encore payé leur impôl agricole. D'eutres ont tiré parti du fait qu'il y e pénurie dans certaine villages et shondance ailleurs pour epéculer, pour siocker clandestinement le riz, pour se livrer à des ventes illégeles ou pour labriquer de l'alcool, ce qui e causà une perte de plueleure millione de gia (2) de paddy.

De telles activités cont difficiles à contrôler à cause du maintien du commerce privé au Sud. Le gouvernement n'a pas encora été capable d'y mettre sur pied un système complet de distribution alimentaire, ce qui leisse aux intermédiaires traditionnels et eux trafiquants du marché noir le possibilité de jouer eur les atocks de riz.

En plus de l'apport nécessaira — engrais, emences et carburant pour l'Irrigetion, qui, au semences et carburant pour l'Irrigetion, qui, au Sud, fonctionne largement au moyen de pompes à moteur — une des tâches essentielles du gouvernement serait d'obtenir des paysans du Sud qu'ils accrolasent teur production grâce à des aquipes d'entraida et, éventuellement, à des coopéradves. En elguillant l'agriculture du Sud vers le socialisme, le gouvernement ne veut pas commettre les erreurs de la première réforme agraira des années 50.

U cours d'une conférence tenue en août à Salgon eur la collectivisation agricole dans le Sud, la nouveau ministre de l'agriculture. M. Vo Chi Cong, a défini les lentes étapes qui permettront d'y parvenir. Les coopératives pilotes, dont trois sont actuellement mises sur pied dans trois zones du Vietnam sur une base expérimentale, seront progressivement dévaloppées jusqu'à en créer une par district. Par ailleure, les équipes de soilderité et d'autres structures étémentaires de travail collectif seront encouragées, « afin de créer les conditions permettant aux payasse de se famillariser pas à pas avec le production collective ». M. Vo Chi Cong e effirmà cieirament que la collectivisation serait basée eleirament que la collectivisation serait besée eur « l'acceptation des paysans, aur des diacussions démocratiques avec eux et sur le garantie des intérêts à la lois de la coopé-

retive et de ses membres ». Si cette politique est appliquée avec patience et dans le souci de l'intérêt du paysan du Sud, la Vietnam devrait surmonter assez vite les difficultés de son agricultura.

(1) Voir à ce propos l'article de Denzil Peiris dans le Monde diplomatique d'octobre 1977.

12) Un gis égale à peu près quarante litres.

Dans ce numéro :

PAGE 2:

Interrogations sur l'eurocommunisme : le rôle des P.C. dans les sociétés européennes en crise, par Daniel Singer. Jean Moulin, les communistes et la Résistance, par Claude Bourdet.

PAGE 3:

LIBERTES ET TERRORISME, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 4 et 5:

M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger, suite de l'article de Michael T. Klare.

Un village du Niger devant les experts occidentaux, par François de Ravignan.

PAGE 7:

La Conscience noire, de la non-violence à l'interdiction, suite de l'article de Rone Lefort.

PAGE 8:

MATIERES PREMIERES ET SOCIETES MULTINA-TIONALES : La solidarité des pays exportateurs de bauxite a l'epreuve, par Marie-Claude Céleste.

PAGES 9 à 14:

LA GRECE ENTRE LE SCEPTICISME ET L'INQUIE-TODE : Modernisation economique et développement d'une classe ouvrière, par Constantin Tsoncalas. — Le role des forces armées dans la vie politique, par Th. Pangalos. — La renaissance d'une démocratie, par Panayons Lambrias. — Le patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E., par Kostas Vergopoulos. — Pour l'entrée dans l'Europe unie, par Georges Mavros. — Les structures de la dépendance, par Andreas G. Papandréou. - Un peuple rétif eux structures et aux schémas importes, par Kostas Zouraris. — Comment la droite exploite la loi électorale, par Ilias Ilion. — Stratègie pour le passage eu socialisme, par Babis Dracopoulos.

PAGE 15:

POLITIQUE ET LITTERATURE : Science-fiction et reve de l'Etat, par Yves di Manno.

PAGES 16 à 19:

COLOMBIE : DES LEZARDES DANS LA FAÇADE DEMOCRATIQUE, reportage par Bernard Cassen.

PAGE 20:

Aux Comores : une révolution essentiellement culturelle : par Philippe Leymarie. Carnet des ambassades

PAGES 21 à 27 :

JORDANIE : Le redressement d'un royaume menace. (Supplement.)

PAGE 28:

Les livres du mois.

PAGE 29:

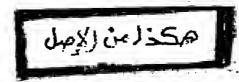
CINEMA POLITIQUE : Contre les cultures impériales, par Ignacio Ramonet Luis Nieves-Palcon, Peter Lim-queco et Armand Mattelart.

PAGES 32 à 35 :

L'activité des organisations internationales A l'Association des parlementaires francophones. Elections législatives et nouveaux gouvernements.

Le numero du « Monde diplomatique » d'octobre 1977 o été tiré à 110 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », e le Monde diplomatique » est interdit ou Maroc depuis la fin du mois da jonvier 1977.

Novembre 1977



Alternative

A

.

a feed

Marine Marine

2 10 mg Carathan I ----12 Banky A 4.0

> 1 2 mm - 1 mm 190.0 A19. 16.1 12

Year of . . . 30 W. - 5 S. A